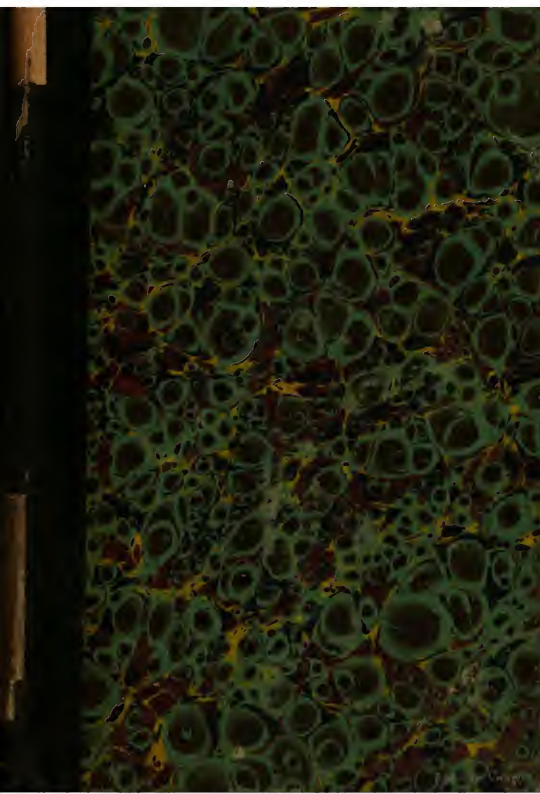




10430



Plant. LVII. h

MÉMOIRES

DU

PRINCE DE LA PAIX.

TOME SECOND.

La Calumnia muere con el hombre obscuro, pero vive y subsiste en pie derecho sobre el tamulo del hombre publico, si la dexan en paz y le dan tiempo a que prescriba.

Imprimerie de J. Stienon.

85N

MÉMOIRES

DU PRINCE

DE LA PAIX,

Don Manuel Godoy,

Duc de l'Alcudia, Prince de Bassano, comte d'Evoramonte,
Ancien premier Ministre du roi d'Espagne,
Généralissime de ses armées, Grand-Amiral, etc., etc., etc.

TRADUITS EN FRANÇAIS D'APRÈS LE MANUSCRIT ESPAGNOL,

PAR J.-G. D'ESMÉNARD,

Lieutenant-Colonel d'État-Major.

TOME SECOND.



Bruxelles.

H. DUMONT, LIBRAIRE-ÉDITEUR.

LONDRES. — DULAU ET COMP^{ie}.

1836



MÉMOIRES

DU

PRINCE DE LA PAIX.

CHAPITRE XXX.

MOTIFS DE LA RUPTURE AVEC L'ANGLETERRE ET DE L'ALLIANCE
AVEC LA FRANCE, QUATORZE MOIS APRÈS LE TRAITÉ DE
BALE.

Le traité de Bâle nous laissait toute notre indépendance, et le Gouvernement français avait mis beaucoup de facilité dans cette négociation; je n'en citerai qu'une seule preuve. L'Espagne resta parfaitement libre de conserver ses relations d'amitié avec les autres puissances de la coalition du Nord, sans en excepter même l'Angleterre. L'intention de la République n'était point de peser sur nous et de nous entraîner dans les guerres qu'elle avait à soutenir.

Guidée par une politique bien entendue, la France n'exigea, ne proposa rien qui pût nuire à notre commerce ou exposer nos colonies à l'ambitieuse cupidité de l'Angleterre. D'ailleurs le Gouvernement fran-

çais était alors préoccupé d'une idée dominante, celle d'une paix générale : la neutralité de la Prusse et la nôtre lui faisaient espérer d'obtenir cette paix tant désirée, par notre médiation auprès du cabinet de Saint-James.

Mais celui-ci n'en voulait pas : la guerre, entreprise d'abord sous les auspices de la morale, au nom de la justice et de l'ordre social, n'était pour l'Angleterre qu'une affaire de passion et de calcul.

Notre alliance avec elle était noble, désintéressée. Toujours prêts à seconder franchement les efforts des puissances coalisées, notre coopération ne fut point onéreuse à l'Angleterre; on ne lui demanda jamais ni secours, ni subsides, et cette modération ne désarma point sa rancune.

Dédaigneuse, indifférente, et, qui pis est, de mauvaise foi à notre égard, comme elle l'avait toujours été dans l'occasion, il ne fallait point s'attendre à la voir apprécier les dispositions amicales que, même après la paix faite avec la République, l'Espagne n'avait cessé de témoigner à l'Angleterre de la manière la plus empressée, autant que les lois de la neutralité pouvaient le permettre.

Comment dirai-je la nouvelle lutte que j'eus à soutenir avec le cabinet britannique ? Il voulait absolument nous replonger dans les embarras d'une guerre fatale où d'autres États furent lancés... Promesses, menaces, flatteries, insultes, prières, intrigues, tentatives et tentations de tout genre, de l'or enfin, autant que j'en eusse voulu; rien ne fut négligé. Cette paix inoffensive pour les puissances belli-

gérantes, on s'obstinait à vouloir nous la ravir.....

J'ai parlé de la mauvaise foi de l'Angleterre en sa qualité d'alliée. Ce n'est point ici la nation que j'accuse : la nation anglaise et le système de son cabinet sont deux choses très différentes. Le ministère, uniquement et exclusivement occupé de ce qui est utile au pays, laissait voir plus que jamais le but auquel il aspirait. Maîtresse de la mer, l'Angleterre règnerait sur le continent; elle exercerait le monopole immense de l'industrie et du commerce : système favorable sans doute aux intérêts britanniques, mais souverainement injuste à l'égard des autres nations. S'il triomphait, dès-lors plus de communication fraternelle entre les peuples; amis, ennemis, tous étaient condamnés à subir la rigueur du principe exclusif que s'attribuait l'Angleterre : *Elle*, avant tout; *elle*, d'abord; *elle*, ensuite, et toujours *elle* : les autres nations devaient se contenter des miettes de sa table, si toutefois elle en laissait tomber.

Non, les griefs de l'Espagne ne furent pas de vaines subtilités, des prétextes imaginés pour rompre avec l'Angleterre. Combien n'avons-nous pas souffert de mauvais procédés sans faire entendre une plainte ! combien de traits d'ingratitude, d'actes de félonie, d'insultes même, tandis que nous étions alliés ! L'expédition seule de Toulon, de laquelle chacun sait le résultat déplorable, et qui, bien dirigée et soutenue conformément au plan adopté, devait changer la face des affaires, du moins dans le midi de la France, cette expédition seule, je le répète, fournissait un motif suffisant de rupture avec l'Angleterre. Certes, jamais

l'Espagne ne s'y fût associée pour aller brûler un port et saccager les arsenaux de la marine française. Nous y perdîmes autant que la France elle-même; notre honneur fut compromis; la loyauté castillane eut à rougir d'une infamie dont elle parut avoir été complice.

Mais par malheur, dans ce moment, il était impossible de rompre les chaînes de cette alliance; le temps n'était pas venu de révéler publiquement nos motifs, de nous expliquer à la face de l'Europe. Les Anglais savaient bien que nous étions engagés dans la lutte, et leur conduite postérieure fit assez voir qu'ils ne redoutaient pas notre susceptibilité : les insultes continuèrent.

Nous étions leurs alliés, et ils nous cachèrent mystérieusement toutes leurs opérations : jamais de part dans les avantages obtenus; toujours de moitié dans les pertes ! Nous étions alliés, et ils traitaient avec qui et quand ils le jugeaient convenable, sans qu'il fût jamais question de nous ! Ce n'est pas d'eux que nous vint la première nouvelle du traité du 24 novembre 1794 avec les États de l'*Union américaine du Nord*; traité dans lequel nos intérêts ne furent pas seulement négligés, mais sacrifiés à ceux de l'Angleterre ou abandonnés aux chances d'un avenir douteux. Une convention particulière, que j'avais faite moi-même avec lord Saint-Helens, portait que les navires et chargemens repris sur l'ennemi seraient mutuellement rendus. Cette convention fut observée par nous dans toutes les occasions qui se présentèrent, et le cabinet anglais ne voulut pas s'y

conformer de son côté, préférant au soin de son honneur la misérable conservation d'un navire chargé d'or *. Nous étions alliés, et nos commerçans éprouvaient toutes sortes d'avanies, sous le prétexte que des Français avaient un intérêt dans les chargemens, quoique les certificats donnés en Espagne fussent en bonne forme et bien authentiques ! Nous étions alliés, et ils confisquaient les effets de marine achetés directement par le Gouvernement espagnol et conduits à nos ports, sous notre pavillon, par des navires hollandais ! Nos côtes étaient infestées de contrebande, à un tel point et avec un chargement si bien calculé que la plupart de nos fabriques furent anéanties ! Nous étions alliés, et, abusant de notre confiance, ils ne cessaient d'explorer les rivages de nos possessions en Amérique, d'y organiser la fraude, de corrompre les naturels du pays, afin de s'emparer de notre commerce dans les deux hémisphères ! Enfin nous étions leurs alliés, et dans un moment d'embarras, pour faire face aux préparatifs de la

* Le *Santiago*, galion venant de Lima; la cargaison de ce bâtiment valait 96 millions de réaux ou 24 millions de francs. Le *Santiago* fut d'abord pris par le corsaire français *Dumouriez*. Les Anglais le reprirent quelque temps après les vingt-quatre heures de possession de l'armateur républicain. Suivant le droit maritime, il appartenait aux Anglais; mais la convention particulière entre lord Saint-Helens et moi avait prévu le cas et portait expressément que tous les bâtimens repris seraient restitués, quelle que fût l'époque de l'événement. Une pareille avidité n'est pas concevable; c'est pourtant un fait historique.

troisième campagne, l'Angleterre refusa durement de nous aider dans cette crise !

Si telle fut sa conduite, tandis que nous étions ses alliés, que pouvions-nous attendre lorsque, n'ayant plus que le caractère de *neutres*, nos ports devaient s'ouvrir indistinctement aux navires français et aux siens !

Cependant la nation espagnole souffrit insultes sur insultes pour ne pas créer un obstacle de plus à la paix générale dont on caressait encore l'espérance.

Mais les dépêches continuelles de notre ambassadeur à Londres annonçaient les desseins hostiles du cabinet britannique et faisaient sentir la nécessité de songer à notre défense. Ces avis étaient confirmés par les provocations, par les violences que souffrait partout notre pavillon. Le ministre anglais, en affectant de parler de ses bonnes dispositions, répondait à nos plaintes « que dans une lutte aussi grave, dans » une guerre aussi colossale, il était impossible que » les grandes mesures à prendre contre l'ennemi » commun n'atteignissent pas d'une manière quel- » conque les nations qui étaient en *contact* avec cet » ennemi. » C'était du persiflage ; ensuite venaient des promesses pour l'avenir ; aucune ne s'accomplissait..... État cent fois pire qu'une rupture déclarée, et qui, s'il n'y était pas mis un terme, si l'on continuait à se laisser leurrer par de vaines espérances de paix, n'empêcherait pas la guerre d'éclater entre nous, en nous laissant la honte de n'avoir pas osé combattre quand l'honneur nous en faisait un devoir.

Heureusement je m'étais préparé d'avance à sou-

tenir cette épreuve que le sort réservait encore à l'Espagne. J'avais prévu les dangers qui menaçaient nos possessions d'outre-mer, si notre alliance avec l'Angleterre venait à cesser. Je donnai à temps les ordres nécessaires; les places maritimes des deux continents et des îles furent mises en bon état, nos arsenaux convenablement pourvus; nos croisières devinrent plus nombreuses; toutes furent renforcées. La coopération des autorités locales, des chefs de troupes de terre et de mer, fut active, efficace; si la guerre avait lieu, nous étions prêts sur tous les points.

Je fis plus, j'avais sur le cœur le traité que le cabinet anglais, en se cachant de nous, avait négocié avec les États-Unis d'Amérique. Ce traité donnait une grande latitude à la malveillance: on pouvait nuire à l'Espagne indirectement et sans risque dans ses possessions éloignées.

J'essayai de faire un autre traité avec les mêmes États, et j'eus la satisfaction d'y réussir; j'obtins des avantages inespérés; je trouvai dans ces républicains de la sympathie, de la loyauté, des pensées généreuses.

Ce ne fut pas seulement un traité, une simple alliance; mieux que cela: ce fut un acte formel de *navigation*. Outre que les intérêts communs des deux nations furent soigneusement ménagés, nous réalismes la première application des idées modernes sur l'égalité des droits maritimes et sur les mesures que l'humanité prescrit pour diminuer les maux de la guerre: idées jusque-là écrites dans les livres; proclamées par la civilisation du siècle, mais dont

l'application a toujours été contrariée par l'Angleterre *. Cette belle transaction a passé inaperçue, comme tant d'autres faits importants de ma vie politique. Le traité fut signé à l'Escurial, le 27 octobre 1795, par le citoyen Thomas Pinkeney et par moi, sans aucun autre intermédiaire. Le secret en fut si bien gardé pendant une année, que les Anglais n'en eurent connaissance que lorsqu'il fut publié, le 4 septembre 1796, la guerre étant déjà résolue.

Oui, la guerre fut résolue; notre longanimité ne pouvait aller plus loin. Nous avions épuisé tous les moyens pour sauver notre indépendance vis-à-vis de l'Angleterre; restait aussi l'honneur à conserver.

Toutefois cette résolution et les mesures dont elle fut suivie n'étaient point mon œuvre personnelle, un acte exclusivement émané de ma politique particulière. Dans une affaire de cette gravité, je désirai que le Roi la fît examiner mûrement et longuement par son Conseil, et que Sa Majesté prononçât ensuite elle-même sa décision souveraine, après avoir entendu et comparé entre eux les avis de ses hommes d'État.

La France, attentive à l'issue de ces importantes délibérations, nous offrit plus d'une fois son alliance et nous parla dans cette occasion du *pacte de famille*. La question était neuve pour nous, et devait être sérieusement examinée, malgré les avantages qu'elle offrait dans le cas d'une guerre inévitable avec une puissance qui régnait sur les mers.

* Le texte littéral de ce traité se trouve aux pièces justificatives, n° 11.

CHAPITRE XXXI.

CONTINUATION DU CHAPITRE PRÉCÉDENT. — DISCUSSION DANS
LE CONSEIL D'ÉTAT.

A force de l'entendre dire et répéter sans contradiction, l'Europe entière avait fini par croire que mon pouvoir en Espagne était celui d'un vice-roi ou d'un *maire du palais* disposant de tout à sa fantaisie, sans aucune espèce de contrôle, maîtrisant à la fois la pensée et l'action du Gouvernement.

Je pourrais accepter cet honneur : car si effectivement tout s'est fait par moi seul, si j'ai moi seul conduit heureusement le vaisseau de l'État, malgré tant d'écueils semés sur sa route, malgré les tempêtes dont toute l'Europe a ressenti la violence ; si, dis-je, le vaisseau n'a péri qu'entre les mains de mes ennemis, lorsque, après m'avoir arraché du timon, ils s'emparèrent eux-mêmes de la manœuvre, le mérite de l'avoir long-temps conservé sain et sauf est encore assez grand. Mais il serait aussi injuste de m'appliquer exclusivement ce mérite (si mérite il y a), que de me rendre seul responsable des fautes qui pourraient avoir été commises. Peu de ministres espagnols ont appelé des conseils avec plus d'abnégation

d'amour-propre, avec plus de sincérité que moi; nul n'a fait valoir avec plus de zèle et d'empressement les bons services des ministres qui partageaient les soins du Gouvernement!... N'ayant jamais eu d'autre but que le bien et la prospérité de l'État, j'ai constamment et partout cherché la lumière sans distinction des personnes, quels que fussent leurs sentimens présumés ou connus à mon égard. Voudrait-on blâmer l'alliance de la France et la guerre contre l'Angleterre? Cette double résolution obtint l'assentiment unanime du Conseil d'État et celui de tous les hommes d'honneur, de science et d'expérience qui furent consultés au dehors. Si tous furent dans l'erreur, j'adoptai volontairement leur avis, j'en prends sur moi la responsabilité, je la réclame tout entière, bien persuadé, comme je l'étais alors et comme je le suis encore aujourd'hui, que l'Espagne dut à cette résolution son existence dans les deux hémisphères.

On va voir sur quels motifs était fondée l'opinion du Conseil. Une courte analyse des votes servira de réponse aux accusations calomnieuses de l'esprit de parti.

Le Conseil se rassembla plusieurs fois et par intervalles, c'est-à-dire sans aucune précipitation; on eut le temps d'y réfléchir. Il fallait, autant que possible, ne pas éveiller l'attention des ministres étrangers. Le nombre accoutumé des votans fut accru par l'adjonction de plusieurs officiers-généraux de terre et de mer, de deux ministres du Conseil de Castille, deux du Conseil des Indes, et quelques diplomates

les plus versés dans les affaires de l'Europe. D'un autre côté, j'avais fait préparer des rapports détaillés et tous les renseignemens nécessaires.

Après avoir longuement exposé la situation politique de notre cabinet, je demandai qu'il fût pris connaissance des actes diplomatiques de mon département avant et après la paix de Bâle jusqu'à cette époque ; on lut avec attention les dépêches de nos ministres à Paris, à Londres, et autres principales Cours de l'Europe. Parmi ces pièces se trouva l'importante correspondance de D. Domingo Yriarte pendant le peu de temps qu'il vécut après avoir signé la paix *. Tous les rapports, tous les renseignemens nous assuraient que la République était de bonne foi à l'égard de l'Espagne et de la Prusse ; que son désir de la paix générale était non-seulement réel, mais énergique ; que les discussions entre la France et l'Autriche sur la restitution des pays

* Ce digne ministre si avantageusement connu et si estimé en Europe par ses excellentes qualités et ses grandes lumières, n'était pas moins recommandable par les ressources de son esprit, par le talent des combinaisons politiques, et par le charme de ses manières qui gagnaient tous les cœurs. Encore dans la vigueur de l'âge, et lorsqu'il pouvait rendre au pays de nouveaux services, il mourut à Gironne en revenant de Bâle, le 22 novembre 1795, dans le palais et entre les bras de son ami D. Thomas Lorenzana, évêque de ce diocèse. C'est à ce digne prélat qu'Yriarte mourant confia sa dernière dépêche adressée directement au Roi, dans laquelle il recommandait à Sa Majesté, comme dernier vœu d'un sujet loyal et d'un ami de son pays, la conservation de la paix avec la République française. Le roi venait de le nommer son ambassadeur à Paris.

conquis amèneraient une guerre obstinée dont les chances ne paraissaient pas devoir être favorables à la dernière; que des succès, au moins douteux à la fin de la campagne, encourageraient l'Autriche à continuer la guerre, malgré sa faiblesse en Italie, où l'opinion républicaine faisait des progrès dont il était impossible de prévoir les conséquences; que la tiédeur des esprits en Allemagne permettait à peine à l'Autriche de compter sur la Saxe, la Bavière et la Souabe, tout au plus; que l'impératrice de Russie ne ferait que des menaces et des promesses, sans intention de réaliser ni les unes ni les autres, sa politique connue étant de laisser les puissances du Nord s'affaiblir par la guerre et de devenir elle-même peu à peu l'arbitre des affaires de l'Europe; que l'Angleterre, la seule à qui la coalition avait été profitable, ne cessait d'augmenter sa marine; que son ambition n'avait plus de bornes; que, déjà maîtresse des mers, elle attisait le feu de la guerre entre la France et l'Espagne; que, parmi les intrigues qu'elle se flattait de mener avec succès, et dont elle-même ne désavouait pas la perfidie, entraient le plan de troubler la paix de la France avec l'Espagne, soit en promettant à celle-ci des troupes et des subsides, soit en excitant la méfiance et la discorde entre les deux nations, soit en menaçant l'Espagne de l'attaquer: car son dessein était de faire de la Péninsule *le théâtre de la guerre*, puisque la Hollande ne pouvait plus lui en servir (et c'est ainsi que le cabinet de Saint-James espérait établir son influence sur la Péninsule); que ce cabinet, uniquement occupé de ses

intérêts, n'était que faiblement touché des malheurs effrayans dont le continent serait accablé, si la France déployait encore une fois les terribles ressources dont elle avait déjà fait usage dans les campagnes précédentes; qu'enfin cette guerre sans motifs et sans intérêts pour l'Europe finirait nécessairement par tourner à l'avantage de l'Angleterre, de l'Autriche ou de la France; plus probablement à l'avantage de celle-ci; et qu'alors il fallait s'attendre à voir entièrement disparaître l'équilibre déjà compromis, mais non entièrement perdu.

Dès le commencement des négociations à Bâle jusqu'à son dernier moment d'existence, D. Domingo Yriarte n'avait cessé d'écrire qu'il était moralement impossible de conserver à la fois la paix avec la France et avec l'Angleterre : « Si nous faisons, dit-il, la paix avec la République, et si nous voulons nous y tenir fidèlement, le cabinet de Saint-James ne tardera point à nous déclarer la guerre. Il en veut à notre marine autant qu'à celle de la France; en paix comme en guerre, sa politique sera toujours la même, toujours notre ennemie. *Dans la situation actuelle de l'Europe, nous n'avons pas à choisir entre un bien et un mal; mais entre deux maux, celui qui présente le moins de dangers, celui qui menace le moins de troubler la monarchie et de lui causer des pertes irréparables* ». La conti-

* Voilà un raisonnement auquel on ne s'est point arrêté dans la suite, et qui alors était d'un grand poids et parfaitement juste. Le Conseil tout entier en reconnut la force : il fallait

» nuation ou le renouvellement de la guerre exigera
» d'immenses sacrifices qui pourraient bien ne pro-
» duire aucun résultat ; mais dans une guerre avec
» l'Angleterre, la force naturelle du pays et le zèle
» patriotique des Espagnols suffiront à contenir les
» Anglais en Europe et en Amérique. A tout événe-
» ment, l'Espagne peut s'appuyer sur la France dans
» une guerre maritime : le citoyen Barthélemy s'en
» est expliqué fort au long ; il a parlé de la con-
» venance, de la nécessité d'une alliance entre les
» deux nations auxquelles se joindraient d'abord la
» Hollande, et plus tard d'autres États, par exemple
» la République de Gênes, le Danemark, etc. Le roi
» de Prusse veut la paix générale ; il craint surtout
» que l'équilibre de l'Europe ne soit bouleversé par
» une guerre prolongée ; il approuve cette alliance
» qui forcerait l'Angleterre à suivre un système moins
» remuant, moins hostile ; il serait prêt à y concou-
» rir dans le Nord, pour empêcher les Anglais d'y
» établir aussi leur domination. Laissons mûrir ces
» idées et attendons encore quelque temps : l'hor-
» zon est trop obscur pour qu'il soit possible de
» prévoir les résultats des conférences de Bâle où
» tant de négociateurs se trouvent réunis. A mon
» avis, du côté de l'Angleterre et de l'empereur d'Al-
» lemagne, il n'y a aucune espérance de paix pour
» le moment. Quant à nous, disait encore Yriarte,

absolument choisir entre deux maux inévitables ; car il n'était pas en notre pouvoir d'échapper en même temps à l'un et à l'autre.

« mon opinion est toujours la même : notre intérêt
 « est de rester en paix avec la France, tant que,
 « pour sa propre convenance, elle appréciera l'hon-
 « neur et l'avantage de vivre en bonne harmonie avec
 « l'Espagne. La République actuelle se pique de pen-
 « ser ainsi. »

Notre ambassadeur à Londres, dans toutes ses communications, se plaignait du mépris avec lequel M. Pitt affectait de parler des droits de *neutralité* et des intentions généreuses de l'Espagne, dont il ne lui savait aucun gré, toujours sous le prétexte des *nécessités* et des *dangers* que faisait naître la lutte avec la France... L'Angleterre ne voulait pas se soumettre à la loi commune des nations : « *Tout ou rien*, tel » est le refrain habituel de ce ministre ; la nature de » cette guerre ne permet pas de faire de distinction » entre les ennemis et les neutres. — S'il en est » ainsi, lui avait répondu notre ambassadeur, la » Prusse, l'Espagne et les autres puissances qui ont » voulu ménager l'Angleterre en traitant avec la » France, doivent se tenir pour averties. — J'ai » parlé hyperboliquement, répartit M. Pitt ; mais » j'établis en principe qu'entre *amis* et *neutres*, la » distance est immense ; elle est fort petite, au con- » traire, entre *neutres* ou *ennemis* ; le moindre hasard, » une simple occasion, une légère méfiance, une il- » lusion suffit pour empêcher de les distinguer. »

Le même ambassadeur, dans une autre dépêche, annonçait que les questions suivantes avaient été discutées dans un conseil de cabinet : « 1^o S'empa- » rer d'un port espagnol ; 2^o y débarquer une armée ;

« 3^o offrir de nouveau l'alliance de l'Angleterre, et,
« de gré ou de force, obtenir que l'Espagne recom-
« mençât la guerre contre la France. » Dans ses rap-
ports ultérieurs, le même ambassadeur parlait de
projets d'*occupation* de divers points de l'Amérique,
surtout dans l'archipel des Antilles : ces projets cir-
culaient publiquement.... Il avait perdu toute espé-
rance de voir subsister plus long-temps nos rela-
tions pacifiques, et il indiquait l'urgente nécessité
de former une alliance maritime avec la France et
les autres États ennemis ou mécontents de l'Angle-
terre. Ensuite il écrivait de nouveau qu'il courait à
Londres des bruits de prochaines hostilités contre
l'Espagne; que ces bruits semblaient être répandus
avec affectation, pour qu'ils vinssent à ses oreilles.
« Ce sont, disait-il, des menaces pour nous intimi-
« der, pour obtenir ce qu'ils désirent; mais cepen-
« dant il y a du vrai dans tout cela : la guerre est
« imminente, et cette guerre sera perfide, dès qu'ils
« n'auront plus l'espoir de faire de l'Espagne l'instru-
« ment et le théâtre permanent de leur querelle
« avec la France. »

Le ministre que nous avions à Paris mandait que
le Directoire, sans élever des doutes sur notre bonne
foi, craignait cependant qu'un parti d'opposition qui
déjà se montrait en Espagne en faveur de l'Angle-
terre, ne parvînt à surprendre la loyauté de Char-
les IV, ou que l'influence de ce parti, fortifiée par
la crainte d'une rupture avec la Grande-Bretagne,
ne fit vaciller notre cabinet : « Nos forces navales,
» ajoutait ce ministre, n'étant pas en état de tenir

» tête à la marine anglaise, comment pourvoir suffi-
 » samment à la sûreté de nos possessions dans les
 » Indes? Puisque les intentions hostiles de l'Angle-
 » terre ne sont pas douteuses, et que, d'un autre
 » côté, nous ne pouvons plus espérer de conserver
 » long-temps la neutralité si religieusement obser-
 » vée à son égard, ne faut-il pas lui ôter toute espé-
 » rance de nous compromettre avec les Français, et
 » tâcher en même temps de déjouer ses projets am-
 » bitieux? Le Directoire exécutif désirerait beaucoup
 » former avec nous un traité semblable à l'ancien
 » *pacte de famille*; bien entendu qu'en aucune ma-
 » nière il ne voudrait entraîner l'Espagne dans la
 » guerre du continent, ni l'obliger à la faire à ceux
 » qui ne seraient pas ses ennemis déclarés. » Quant
 à une guerre maritime, le Directoire offrait la coopé-
 ration de la France et de la Hollande, et se flattait
 même de pouvoir obtenir plus tard le concours d'au-
 tres États qui étaient disposés à secouer le joug de
 la tyrannie anglaise..... Ces rapports de notre mi-
 nistre étaient fréquens; le Gouvernement français
 insistait de plus en plus, et son ambassadeur à Ma-
 drid, dans ses notes bienveillantes et amicales, s'ex-
 primait dans le même sens.

Après la lecture de ces documens officiels, je mis
 sous les yeux du Conseil les avis que je recevais des
 provocations continuelles des Anglais sur toutes les
 mers. Je présentai les nombreux rapports envoyés
 sur ma demande par les chefs d'administration des
 ports et les personnes notables de l'intérieur du
 pays.

Tous les avis furent d'accord sur les points suivans :

1^o Que la forte prévention excitée, il y a trois ans, par des attentats politiques et religieux qui avaient épouvanté l'Europe, s'était bien calmée, soit à cause de la réaction de la France elle-même contre le parti anarchiste et de l'adoption d'un système de gouvernement plus régulier, soit à cause des triomphes éclatans qui avaient affermi la République; que ce changement de l'opinion n'avait point affaibli cependant la loyauté du peuple espagnol envers son roi légitime, mais que la génération naissante montrait une prédilection très vive pour la nouvelle France, surtout les jeunes gens de la classe intermédiaire et quelques-uns dans les classes privilégiées, sans en excepter le clergé.

2^o Que la paix de Bâle avait produit un contentement général, même parmi les personnes les plus prononcées contre le système républicain et la Révolution française; parce que la paix avait dissipé la crainte d'une invasion regardée en cetemps-là comme possible, d'après ce qui était arrivé en Italie; invasion d'autant plus dangereuse que l'intrigue et la séduction seraient soutenues par la force des armes, et qu'il y avait toujours à craindre, dans une lutte intérieure, le soulèvement de la multitude, facile à séduire par des cris de *liberté* et par l'appât d'une meilleure fortune.

3^o Que si, d'un côté, la paix causait une satisfaction générale, il n'y avait pas un sentiment moins vif d'indignation contre l'Angleterre, qui voulait nous

ravir cette paix dont on commençait à goûter les fruits. Car les impôts étaient redevenus aussi peu onéreux qu'avant la guerre ; les commandans de province, les administrateurs des ports et les autres personnes consultées dans les villes marchandes annonçaient que le commerce avait un très bon esprit et s'offrait de lui-même à subvenir aux dépenses qu'exigerait l'augmentation des forces navales ; que beaucoup de particuliers étaient prêts à fournir des bâtimens armés en course pour venger les injures faites par l'Angleterre à notre pavillon.

Les rapports des évêques ne contenaient que des bénédictions au sujet de la paix avec la France : « Cette paix, disaient-ils , a sauvé le trône et l'autel ; » elle a confondu les espérances de ceux qui avaient rêvé une république en Espagne. » Aucun prélat ne s'expliqua d'une manière équivoque. Tout en détestant les principes de la Révolution, ils félicitaient le Roi de cette paix qui en avait éloigné le fléau ; quelques-uns allèrent même jusqu'à parler de l'Angleterre, et ils exhortaient Sa Majesté à repousser toutes ses insinuations. Je me souviens principalement de l'un de ces rapports, celui de l'archevêque de Grenade, vieillard vénérable, non moins versé dans les affaires politiques que dans celles de son ministère *.

* D. Juan Manuel de Moscoso et Peralta, Américain, naturel d'Arequipa (Pérou). Étant évêque de Cusco, il rendit les plus grands services à l'occasion de la révolte du fameux Tupac-Amaro ; indignement calomnié par ses ennemis, ce prélat

Comme s'il eût deviné la pensée, ou, pour mieux dire, prévu les motifs de la Cour, qui lui demandait son avis, il s'expliqua sur le danger d'un grand bouleversement en Amérique, si l'Espagne, cédant aux suggestions de l'Angleterre, s'engageait dans une nouvelle guerre avec la France.

« La conservation de ces vastes colonies, disait
 » ce prélat, dépend de la tranquillité de la métropole.
 » Si l'ordre est troublé en Espagne, surtout si une
 » domination étrangère s'y introduit, sous le pré-
 » texte de se dérober à cette domination, l'Amérique
 » écouterait les conseils des gens qui rêvent déjà
 » l'indépendance. Si, la guerre une fois engagée, il
 » arrivait en Espagne des malheurs dans le genre
 » de ceux qu'a éprouvés l'Italie, sur les secours de
 » qui pouvons-nous compter pour nous aider à con-
 » server ces possessions éloignées ? Sur l'Angleterre ?
 » Une rancune profonde et son intérêt la poussent à
 » s'emparer du commerce et des richesses du Nou-
 » veau-Monde *. Alliée avec l'Angleterre, si l'Es-

subit l'affront d'être ramené en Espagne, *consigné à bord et gardé à vue* comme un grand criminel d'État, sous le ministère du comte de Florida Blanca. Après avoir souffert à Madrid beaucoup d'autres humiliations, il parvint non-seulement à prouver qu'il n'était pas coupable, mais que, par ses talents, son zèle et sa fermeté, il avait préparé la chute du rebelle et sauvé le Pérou; cela fut prouvé jusqu'à l'évidence. Charles IV ne voulut pas laisser sans récompense tant de vertus et de si nobles services; M. Moscoso reçut le grand cordon de l'ordre de Charles III et fut nommé archevêque de Grenade.

* Le général Miranda, dont tout lecteur tant soit peu instruit connaît les aventures, fut invité par Pitt à traiter l'affaire de

» pague, dans sa nouvelle guerre avec la France,
 » éprouve des revers, si elle est forcée de donner
 » toute son attention, d'employer tous ses moyens
 » à la défense de la Péninsule, confiera-t-elle aux
 » Anglais le soin de protéger, de garder l'Améri-
 » que? Ne sera-ce pas introduire le loup dans la ber-
 » gerie *?....

» Vous savez ce qu'ils ont tenté de faire dans les
 » trois années de la guerre passée : il est aisé de pré-
 » dire ce qu'ils feront si une guerre nouvelle plus

l'émancipation des colonies espagnoles en 1796..... La négocia-
 tion fut reprise en 1797, reprise encore en 1801 et 1804. Enfin,
 en 1807, Miranda fut rappelé en toute hâte des États-Unis, où
 il s'était rendu pour la même affaire, afin de régler définitive-
 ment avec les ministres tous les détails de la grande expédition
 qui allait partir de Cork sous les ordres de sir Arthur Welles-
 ley, aujourd'hui duc de Wellington. Voyez les *Gazettes* du
 temps, les *Mémoires* imprimés de Miranda, publiés par sa
 famille, les *Mémoires* de Mac-Gregor, écrits par le colonel
 Rafter (Londres, 1820, chez J.-J. Stockdale, n° 11, Pall-Mall),
 et après cela lisez les déclarations de M. Canning dans ses con-
 férences officielles avec le prince de Polignac au sujet des affai-
 res de l'Amérique espagnole. E.

* « Le général Miranda, dont la prévoyance anglaise avait
 » accueilli le naufrage et réservait l'activité pour une circon-
 » stance favorable, fut admis au conseil de Saint-James. De
 » longues discussions eurent lieu, tantôt suspendues, tantôt
 » reprises à mesure que l'horizon politique s'éclaircissait ou se
 » chargeait de quelques nuages propices. En 1809, Miranda
 » fut enfin lancé sur la Terre-Ferme et commença décidément
 » le grand œuvre de l'émancipation sous les auspices de l'Angle-
 » terre, etc. » (*Mémoire présenté au Gouvernement français,*
en 1827, par le lieutenant-colonel Esménard.)

» opiniâtre, plus sérieuse, leur donne le temps de
» ruiner le système d'intérêt mutuel qui lie l'Améri-
» que à la métropole. Je parle de science certaine,
» d'après ma propre expérience; personne en Espa-
» gne n'est dans le cas de connaître et de juger
» mieux que moi les affaires de l'Amérique. Dans ces
» contrées, il n'y a nulle disposition sympathique en
» faveur des Anglais, beaucoup au contraire en fa-
» veur des Français; si vous écarterez ceux-ci, si vous
» caressez les Anglais, s'ils ont la faculté d'approvi-
» sionner nos ports, les moyens de flatter le goût, de
» gagner la volonté des naturels du pays, vous leur
» donnez une influence, un levier qui leur a manqué
» jusqu'à présent. Ma conscience, ma loyauté, mon
» caractère d'évêque, de conseiller-né de la couronne,
» m'autorisent peut-être à dépasser les limites dans
» lesquelles j'aurais dû me renfermer; et mon devoir
» m'ordonne d'éclairer le Gouvernement sur la ma-
» tière dont il s'agit, parce qu'en Espagne peu de
» gens connaissent bien l'Amérique telle qu'elle est;
» la question est mal comprise généralement. Ce n'est
» point à l'Espagne matérielle, à l'Espagne européenne
» que les Anglais en veulent, lorsqu'ils provoquent
» la guerre; ce qu'ils cherchent, ce qu'ils convoi-
» tent, ce sont les richesses de nos colonies que le
» traité de Bâle a sauvées de leur ambitieuse rapa-
» cité, etc. »

Telle fut, en abrégé, l'opinion de ce prélat octogé-
naire, opinion remarquable, et qui atteste une con-
naissance profonde des intérêts du pays et de l'esprit
du siècle : données certaines sur l'état de nos colo-

nies, moyens d'en assurer la conservation, prévisions qui devaient servir de règle à notre politique dans les circonstances actuelles de l'Europe, tout est dans ce rapport ; aussi, durant le cours des séances du Conseil, fut-il lu et consulté plus d'une fois.

Je ne m'arrêterai pas beaucoup à la réponse du tribunal de la *Suprême* (l'Inquisition). Il avait fait de longues recherches pour épier la marche et les effets des idées françaises en matières religieuses et politiques. Le Saint-Office se lamentait du progrès immense de ces idées, surtout dans nos provinces littorales ; il reconnaissait toutefois que les succès de la *Propagande* coïncidaient avec les époques critiques où nos armées avaient éprouvé des revers. Aussitôt après la guerre, la contagion s'était arrêtée ; le tribunal en inférait que sans doute la France avait alors cessé d'employer sa politique *doctrinaire*, et que le rétablissement de la paix, au lieu de favoriser le relâchement du zèle religieux, semblait avoir plutôt raffermi les bons principes et la foi catholique..... Au reste, il demandait qu'on ne l'empêchât pas d'arracher les mauvaises herbes, qu'on ne lui liât pas les mains, et finissait par dénoncer plusieurs personnes de mérite *.

* Il fut répondu au saint tribunal qu'il se contentât de mesures de douceur et de conciliation, et qu'il évitât de multiplier les prosélytes par des rigueurs mal entendues ; on lui faisait observer que ces décisions et censures publiquement affichées ne faisaient qu'exciter le désir de lire les livres défendus ; qu'il fût sobre à cet égard, sauf à surveiller les choses et rendre compte au Gouvernement.

Toutes ces lectures terminées, le Conseil eut à s'occuper d'un écrit anonyme que le parti anglais trouva le moyen de faire tomber dans les mains du Roi; en voici le titre : *Avec tout le monde, la guerre; et la paix avec l'Angleterre*. C'était une longue série de déclamations furibondes contre la France, des exhortations à une nouvelle croisade contre la République, de grandes exagérations sur l'utilité d'une alliance anglaise sans laquelle, disait-on, l'Espagne ne tarderait pas à devenir une république elle-même. La vérité est que cet écrit, sans me nommer ni m'attaquer directement, n'en était pas moins un premier essai de mes ennemis excités par le Cabinet de Saint-James. On cherchait à me faire perdre la confiance du Roi *. Je désirai et j'obtins que le pamphlet fût lu d'un bout à l'autre; le Conseil reconnut qu'il n'en valait guère la peine et que c'était du temps perdu.

* Sur des conjectures assez fondées, cette intrigue fut attribuée au duc de l'Infantado, premier champion qui parut vouloir entrer dans la lice contre moi. Tout le monde a connu l'anglomanie de ce seigneur espagnol : dans les momens les plus critiques de la guerre de l'*Indépendance*, il ne tint pas à lui que l'Espagne ne soumit aux Anglais son gouvernement et ses armées. A l'époque dont je viens de parler, je m'opposai à toute recherche sur l'origine du pamphlet, et je méprisai l'auteur, quel qu'il fût.

CHAPITRE XXXII.

QUESTIONS SOUMISES AU CONSEIL D'ÉTAT. — RÉOLUTION.

Après un long et minutieux examen de tous ces rapports, avis et renseignemens, voici les questions qui furent posées :

« 1^o La situation de l'Europe et la conduite de la France envers nous depuis le 22 juillet de l'année dernière, époque du traité de Bâle, fournissent-elles un prétexte plausible pour renoncer au système pacifique que nous avons adopté à l'égard de la République? »

Réponse unanime : non.

« 2^o La crainte d'une guerre maritime, dont l'Espagne est menacée par l'Angleterre, doit-elle nous obliger à prendre une seconde fois les armes contre la République? »

Réponse unanime : non.

Cette question, examinée, discutée sous tous les points de vue politique, militaire, économique, excita vivement la sollicitude du Conseil et fut enfin reproduite sous une forme nouvelle : « En supposant que la guerre soit inévitable avec la France ou l'An-

» gleterre, contre laquelle des deux nations faut-il
» se déclarer ? »

Tous les membres du Conseil se prononcèrent contre cette dernière puissance : « La guerre avec la
» France, sans autre motif que celui d'éviter la guerre
» avec l'Angleterre, serait injuste, et la dignité du
» Cabinet espagnol ne permet pas de subir ainsi la
» loi de l'étranger. La guerre avec la Grande-Breta-
» gne nuira sans doute à notre commerce; mais la
» guerre avec la France va peser sur toutes les clas-
» ses de l'État, y compris aussi le commerce. Cette
» guerre exigera des efforts prodigieux, d'énormes
» sacrifices, le tout uniquement pour complaire aux
» Anglais; elle peut exciter des troubles civils : quelle
» que soit la loyauté des Espagnols en général, il
» suffira d'un petit nombre d'hommes méchants ou
» égarés pour produire beaucoup de mal; quand la
» querelle sera bien engagée, quand le bruit des ar-
» mes retentira de tous côtés, les idées républicai-
» nes en ce moment comprimées se réveilleront; et
» si nous éprouvons des revers, les bases de la mo-
» narchie peuvent en être ébranlées, les droits mêmes
» du trône mis en question.... »

Plusieurs conseillers parlèrent longuement sur cet article essentiel : « N'avons-nous pas vu, disaient-ils, ce qui est arrivé dans la Belgique, la Savoie, la Hollande, l'Italie, et aussi parmi nous, à la fin de la deuxième campagne, la reddition de Figuières, la trahison de Saint-Sébastien ? Cette dernière infamie fut bien certainement le résultat des illusions républicaines qui s'étaient répandues dans

« la Biscaye. » D'autres membres du Conseil faisaient sentir « la différence qu'il y avait toujours entre la parole et les œuvres de l'Angleterre, différence assez souvent éprouvée à nos dépens pour nous tenir désormais sur nos gardes. Ils citèrent les expéditions de la Hollande, de Toulon, de Quiberon, de l'île d'Yeu, toutes aussi bruyantes qu'inutiles et désastreuses pour les royalistes de la France. Ils insistaient sur le grave danger de recevoir une armée anglaise dans la Péninsule : une fois admise, ne voudra-t-elle pas, sous le prétexte d'assurer ses derrières, qu'un de nos ports lui soit livré?... Et s'ils sont obligés de l'abandonner, les Anglais partiront-ils sans piller nos arsenaux et ruiner notre marine ? Que n'aurons-nous pas à souffrir du séjour d'une armée étrangère dans notre pays, de la part d'une soldatesque dont la langue, les habitudes, les manières, n'ont aucune affinité avec les nôtres ? sacrifices de tous genres, inutiles si l'armée anglaise n'est pas assez puissante pour nous assurer la victoire, sacrifices onéreux, accablans, hors de toute proportion avec nos moyens, si cette armée est aussi nombreuse qu'elle a besoin de l'être..... Et quel sort est réservé à notre industrie ? Les armées anglaises font le commerce, portant avec elles plus de ballots de marchandises que de munitions de guerre ; moyen nouveau de répandre partout le *trop plein* de leurs fabriques, et de mettre la contrebande sous la protection de la force militaire !..... Toutefois, la plus grande de toutes les calamités, c'est d'être sous le joug de l'étranger, et

» nous aurons perdu notre indépendance à l'instant
» où les Anglais seront parvenus à s'établir dans la
» Péninsule; l'Espagne sera entre deux feux; et que
» deviendront nos manufactures déjà exténuées, si,
» pour achever de les écraser au profit des leurs,
» les généraux anglais attirent à dessein la guerre
» dans nos provinces industrielles? Que de malheurs,
» si l'Espagne est condamnée à servir de théâtre à
» une guerre obstinée entre la France et l'Angle-
» terre? Le terme de cette lutte, qui peut le calculer?

» Le Cabinet de Saint-James n'a point oublié no-
» tre coopération à la guerre de l'Amérique du Nord.
» Introduite dans la Péninsule, occupant nos ports,
» maîtresse chez nous, l'Angleterre aura plus beau
» jeu pour satisfaire sa vieille rancune que dans une
» querelle déclarée.

» Il est dans l'intérêt, dans la pensée du Gouver-
» nement anglais, de nous compromettre, de nous
» ruiner par cette démarche à laquelle il nous pousse,
» afin de travailler nos colonies et de s'en emparer
» sans contradiction. Quelle honte pour nous de re-
» commencer la guerre contre la France, sans avoir
» aucun sujet de nous plaindre d'elle, seulement parce
» que l'Angleterre nous a fait peur ! »

D'autres raisonnemens furent ajoutés à ceux qu'on
vient de lire. Conseillers, ministres, généraux, tous
ceux qui assistaient à la délibération prononcèrent, à
l'unanimité, que, dans l'alternative rigoureuse de
rompre « avec la France ou avec l'Angleterre, l'hon-
» neur, la justice et l'intérêt national ordonnaient de
» rompre avec cette dernière puissance. »

3^e QUESTION.

« En supposant que la guerre avec l'Angleterre soit inévitable, devons-nous contracter une alliance avec la France ? »

Il n'y eut qu'une voix : chacun reconnaissait que l'Espagne réduite à ses propres forces ne pouvait lutter avec succès contre les Anglais, vu l'immense étendue de possessions qu'elle avait à couvrir; il convenait donc de se faire des alliés. On pensait généralement que les forces navales de la France avec celles de l'Espagne et de la Hollande, si elles ne suffisaient pas pour dompter la puissance de l'Angleterre, pourraient du moins lui donner assez d'occupation en Europe pour l'empêcher de rien entreprendre contre nos colonies. Tout le monde pensait aussi que d'autres États du Nord, qui n'étaient point engagés dans la coalition contre la France, voudraient tôt au tard secouer le joug tyrannique de l'Angleterre et nous aideraient à le briser.

4^e QUESTION.

« En quels termes doit être conçue l'alliance avec la France ? Sera-ce un traité purement défensif et offensif contre l'Angleterre, ou conviendrait-il de renouveler l'ancien pacte de famille ? »

Presque tous les membres du Conseil voyaient dans le renouvellement du *pacte* le moyen le plus propre à établir une alliance bien cimentée. Ils di-

saient « que ce pacte avait été confirmé en 1790, sur
» notre demande; que s'en éloigner ou vouloir le
» modifier à présent que la République le proposait
» elle-même, c'était donner à entendre que nous n'a-
» vions pas d'aussi bonnes dispositions pour les
» gouvernemens nouveaux; que, bien qu'il existât
» des motifs pour agir avec une certaine réserve, la
» politique n'en conseillait pas moins de ne montrer
» aucune défiance capable d'attiédir une bienveillance
» déjà manifestée; que, mal pour mal, il était néces-
» saire d'en finir avec le plus pressant, c'est-à-dire
» *l'état d'incertitude* au sujet des mesures à prendre
» pour contenir l'Angleterre et couper court à ses
» intrigues. Chercher des termes moyens, des res-
» trictions dans l'alliance, ce serait s'exposer à la voir
» repoussée, et se condamner à biaiser, à patienter
» avec l'Angleterre, ce qui ne l'empêcherait pas,
» quand elle verrait notre faiblesse et le refroidisse-
» ment de la France à notre égard, de profiter de l'oc-
» casion pour nous attaquer avec avantage. Alors
» nous serons obligés de recourir à la France pour
» lui demander ce qu'auparavant nous avions refusé
» avec plus de fierté que de sagesse. Que la circon-
» stance extraordinaire où se trouvait l'Europe mo-
» difiait singulièrement les règles ordinaires de la
» politique; que presque toutes les questions du mo-
» ment devaient se résoudre par le droit absolu de
» *conservation*, comme il arrive dans les dangers ex-
» trêmes où la prudence humaine conseille de pren-
» dre le parti qui, sans blesser l'honneur, présente
» le moins d'inconvéniens; qu'il était bien plus sûr

» de renouveler avec la France l'ancien pacte de fa-
» mille, gage d'union éprouvé pendant trente années ;
» que l'altération des formes du gouvernement n'en
» apportait aucune dans les intérêts réciproques des
» deux pays ; que l'honneur espagnol n'encourait pas
» le moindre reproche quand le Gouvernement s'oc-
» cupait de la conservation de ses vastes domaines,
» et, pour cela même, traitait avec la République ;
» qu'aucune loi, aucune règle de politique ou de con-
» venance n'empêchait une monarchie de se lier avec
» des gouvernemens d'une autre nature ; que la Ré-
» publique française était reconnue formellement par
» diverses puissances respectables, et indirectement
» par celles qui lui faisaient la guerre, sans en ex-
» cepter la Grande-Bretagne, puisque toutes avaient
» du moins paru vouloir négocier avec la Républi-
» que, et que la prolongation des hostilités n'avait
» plus pour objet le rétablissement de l'ancienne mo-
» narchie, ni le renversement du système nouveau,
» mais bien la restitution des pays conquis. Enfin,
» ajoutait-on, en admettant pour principe l'urgente
» nécessité d'arriver à une paix générale, afin d'ôter
» à la France l'occasion de s'agrandir et de boule-
» verser l'équilibre européen, un traité d'alliance,
» aux yeux de tout homme impartial, était un ache-
» minement vers cette paix, objet de tant de vœux :
» car il devait faire perdre aux puissances belli-
» gérantes l'espérance de subjuguier la France de-
» venue plus forte avec l'appui de l'Espagne. »

Deux ou trois membres du Conseil (je ne crois pas qu'il y en ait eu davantage) é mirent une autre opi-

nion. « Si la France se refuse à tout accord qui ne
» soit pas exactement le pacte de famille, et si, d'au-
» tre part, l'Angleterre persiste dans ses mauvais
» procédés envers nous, faisons face à l'un et à l'au-
» tre; prenons une attitude indépendante et oppo-
» sons-leur à toutes deux une neutralité armée :
» c'est le moyen de satisfaire l'Angleterre, si en effet
» elle est jalouse de notre prédilection pour sa ri-
» vale, et de satisfaire la France, si notre paix ac-
» tuelle avec les Anglais lui inspirait des craintes.
» Le Cabinet de Saint-James et celui de Paris ver-
» ront que nous sommes impartiaux, et que nos in-
» tentions pacifiques doivent être respectées. »

Ceux qui parlaient ainsi faisaient preuve de bonne foi ; ils jugeaient, d'après leurs propres sentimens, la morale du Cabinet anglais. Ils ne concevaient pas que la France pût, en aucune manière, se méfier de nous.... Mais cette opinion leur avait été suggérée : des partisans secrets de l'Angleterre propageaient astucieusement ces idées ; si elles triomphaient, la rupture entre l'Espagne et la France était infaillible et prochaine. D'un autre côté, l'adoption pure et simple du pacte de famille que voulaient tous les autres conseillers, offrait aussi ses difficultés : elle pouvait nous compromettre vis-à-vis des puissances coalisées, alors en bonne intelligence avec nous. La guerre qu'elles faisaient à la République avait lieu en vertu d'une ligue dont le but (non atteint, il est vrai) était d'envahir le territoire français et d'attaquer l'indépendance nationale. Sous ce point de vue, le pacte de famille, substantiellement renouvelé,

nous obligeait d'aider la France à repousser les agresseurs. Je pris la parole, je fis voir que « certainement le principe donnait cette conséquence, » et qu'il fallait à tout prix se soustraire à son application. Quant à la *neutralité armée* vis-à-vis de la France et de l'Angleterre, je connaissais trop bien le Cabinet de Saint-James pour hésiter un seul instant à combattre cette illusion ; je prouvai, par une foule d'exemples, combien est insignifiante la ressource précaire de la *neutralité*, quand on est placé entre deux peuples puissans avec lesquels on est soi-même en contact inévitable, exposé à se trouver sans cesse sur leur chemin et recevant les éclaboussures des coups qu'ils se portent l'un à l'autre. Telle fut la triste position de la République de Gènes, qui, n'étant respectée par aucun parti, fut tour à tour un objet de dérision pour les Français, les Anglais et les Autrichiens. Je rappelai au Conseil ce qui venait d'arriver dans la Toscane : malgré les protestations du souverain, les Anglais s'étaient emparés du port de Livourne, violant ainsi ouvertement la neutralité bien prononcée du pays ; et aussitôt après, Bonaparte, avec la même insolence, l'avait fait occuper par ses troupes, sans presque daigner en donner avis au pacifique archiduc. J'exposai le caractère envenimé de la guerre actuelle entre l'Angleterre et la France, guerre qui sortait de la catégorie ordinaire et ne gardait plus de ménagement pour personne. »

Après avoir réfuté en principe le paradoxe de la

neutralité armée, j'ajoutai : « Dans notre position ,
» c'est la guerre des deux côtés ; l'Angleterre, supé-
» rieuse aux autres nations comme puissance mari-
» time, ne reconnaît ni la neutralité armée, ni la
» neutralité pacifique : elle sait bien que l'impartia-
» lité, que l'esprit de conciliation de notre Gou-
» vernement ne peuvent pas être l'objet d'un doute,
» de la moindre méfiance ; mais l'Angleterre a con-
» sacré cet axiome : *Qui n'est point avec nous est*
» *contre nous*. Toute amitié partagée est sans prix
» à ses yeux ; elle n'en veut pas, si cette amitié s'é-
» tend à un peuple en guerre avec elle. Sourde
» à la raison, à la justice, respectera-t-elle nos armes
» dont elle connaît l'infériorité sur son élément pri-
» vilégié ? Quelle que soit notre attitude, n'ayant que
» peu ou rien à craindre de nos forces navales, elle
» nous fera une guerre *déguisée*, comme aujourd'hui,
» tant qu'il lui plaira, tant qu'elle conservera l'espoir
» de nous imposer un autre système politique ; mais,
» dès qu'elle n'aura plus cet espoir, attendons-nous à
» une guerre *déclarée*. Je redoute encore plus la
» première, parce que, si nous la souffrons, l'hon-
» neur est compromis, les mêmes dangers sont à
» craindre ; nous ne sortirons pas des embarras dans
» lesquels son astuce ou son audace ne manqueront
» pas de nous jeter : si nous essayons de repousser
» les mauvais procédés par d'autres de même nature,
» nous cessons d'être *neutres*, la guerre est com-
» mencée..... Pour maintenir la neutralité armée, il
» faut avoir des forces supérieures, ou du moins éga-
» les à celles qu'on pourrait employer contre nous :

» si nous n'avons pas ces forces supérieures, la neutralité prétendue n'est plus qu'une illusion chimérique; elle excitera le sourire du mépris ou de la pitié.

» Quant à la France, je veux supposer un instant, ce qui est à peu près impossible, que l'Angleterre, mieux inspirée, veuille bien accepter notre neutralité; soyez-en sûrs, cela finira aussi et bien tôt par la guerre. La République française, nouveau gouvernement dont la légalité n'est pas reconnue dans une partie de l'Europe, en butte aux attaques de l'étranger, à celles d'une foule d'ennemis intérieurs qui tous menacent son existence, ce gouvernement, je le répète, ne verra pas de bon œil l'Espagne se mettre sur le pied de guerre, ou, pour mieux dire, s'armer contre lui.

» La République doit toujours craindre que l'Espagne, naguère son ennemie, au moindre échec éprouvé par les armées françaises, se trouvant toute prête à faire la guerre, ne soit tentée de la recommencer. Malgré la juste confiance qu'inspire la loyauté de notre monarque, la République pourra-t-elle oublier tout-à-fait qu'il est roi et Bourbon?

» J'en ai la conviction intime, et vous la partagez avec moi : le Gouvernement français répondrait par une déclaration de guerre au moindre signal de préparatifs militaires sur nos frontières. Singulière situation ! Être menacés d'une double guerre territoriale et maritime, toutes deux imminentes, contre deux nations également redoutables,

» et, ce qui est pis, forcés de rompre avec l'une des
» deux sans trop pouvoir compter sur l'appui de
» l'autre, exposés même à être dépouillés, immolés
» par toutes les deux, si, comme on l'a déjà vu en
» pareil cas, lasses de se battre l'une contre l'autre,
» elles venaient à se réconcilier à nos dépens * !
» Que l'histoire nous serve de guide : l'avenir est
» écrit dans le passé; ce n'est pas nous qui avons
» fait la triste situation dans laquelle se trouve l'Eu-
» rope, et dont le contre-coup vient jusqu'ici. D'au-
» tres peuples sont plus malheureux encore. N'em-
» brassons pas légèrement, par une fierté mal enten-
» due, le système qui nous conduirait à une ruine
» certaine. Sans doute, en politique, une résolution
» extrême n'est blâmable que lorsqu'elle est dictée
» par la peur, la corruption ou la bassesse : si l'irr-
» sistible force des événemens, qu'il n'est pas en
» notre pouvoir d'arrêter ou de modifier, nous oblige
» à suivre un parti moins conforme à nos vœux, sa-
» chons nous résigner; la sagesse le conseille. C'est
» sous ce point de vue qu'il faut regarder notre
» alliance avec la France, dans la pénible alternative
» où l'Angleterre nous jette.

* On a vu des exemples de ces arrangemens que la morale condamne et que la politique se permet. Venise, cherchant à conserver sa neutralité entre la France et l'Autriche, perdit jusqu'à son existence : le traité de Campo-Formio se fit à ses dépens; pas une seule voix ne s'éleva en sa faveur. Cet État, qui avait glorieusement traversé une longue suite de siècles, disparut ignominieusement : telle fut la punition de sa conduite incertaine et pusillanime.

« Pour ce qui est de la nature du traité, je dirai
» toujours qu'il est de notre honneur, en nous rap-
» prochant plus ou moins du pacte de famille, de ne
» jamais nous engager à guerroyer, à la suite de la
» France, contre les autres puissances qui sont amies
» de l'Espagne. J'espère bien que vous partagerez
» mon avis sur ce point, et je déclare que je n'en
» changerai pas. Signons l'alliance pour rabattre l'or-
» gueil de l'Angleterre ; soyons unis d'intérêts et de
» vues avec la France sur le pied d'une parfaite éga-
» lité ; qu'on ne dise pas qu'elle nous entraîne dans
» ses guerres lointaines ; contre l'Angleterre, à la
» bonne heure : c'est une querelle commune pour la
» France et nous ! »

Le Conseil tout entier adopta mon opinion avec joie, avec une sorte d'enthousiasme ; chacun de mes honorables collègues me donna mille témoignages d'une adhésion sincère et du plus vif intérêt. « Eh
» bien ! messieurs, leur dis-je en nous séparant, li-
» vrons-nous à la Providence ; espérons que le Ciel
» protégera la fortune de l'Espagne ! Et puisse-t-il
» m'accorder les moyens et la gloire de remplir les
» engagements que je contracte envers la patrie ! »

CHAPITRE XXXIII.

NÉGOCIATIONS. — ALLIANCE AVEC LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Tandis que ces graves discussions occupaient le Conseil d'État, les circonstances devenaient chaque jour plus critiques.

La conduite des Anglais était ouvertement hostile.

Les dépêches d'Amérique annonçaient qu'ils prenaient une attitude menaçante sur divers points essentiels de l'un et l'autre continent. Ils abordaient partout, exploraient minutieusement les côtes, inondaient le pays de leurs marchandises par de frauduleuses introductions, presque toujours à main armée. Le bon marché séduisait les colons ; et, ce qui ne s'était point encore vu, les ballots de toiles peintes contenaient des pamphlets incendiaires ; des contrefaçons de gazettes, des relations forgées qui représentaient l'Espagne prête à céder à la France une partie de ses possessions dans le Nouveau-Monde. Outre ces tentatives de subversion morale, ils s'emparaient de positions avantageuses sous des prétextes fallacieux, et il était clair que leur ambition visait à d'autres empiétemens.

Dans la partie du Nord, des factoreries établies sur le Missouri et l'ardeur qu'ils mettaient à s'y fortifier causaient des alarmes sérieuses.

Dans l'Amérique méridionale, ils avaient pris la malheureuse colonie de Démérari, auparavant hollandaise, très peu intéressante par elle-même ; mais ce n'était là qu'un poste avancé vers les possessions espagnoles, où, à force de séductions et d'intrigues, ils s'étaient déjà fait beaucoup de partisans.

Du côté de la Plata, du Pérou et du Chili, des avis multipliés donnaient aussi des inquiétudes. Aux Antilles, les Anglais suivaient une autre marche : ils cherchaient à semer la zizanie entre la France et nous ; ils racontaient que la paix avec la République n'existait plus. Le gouverneur de la partie espagnole de Saint-Domingue, incertain de la volonté de la Cour, effrayé par des menaces, songeait à repousser les Républicains, avec le secours des Anglais qui s'offraient à lui, et ceux-ci, maîtres absolus dans ces mers, s'y arrogeaient un droit de *visite* révoltant. On ne finirait pas si l'on voulait énumérer toutes les violences, les vexations qu'ils faisaient subir à nos marins. Plusieurs de nos commerçans furent ruinés par le séquestre apposé sur leurs marchandises et prolongé avec une insigne mauvaise foi.

En Europe, dans la Méditerranée, sous nos yeux, la même conduite : des insolences, des hostilités continuelles, sans daigner même garder les apparences de l'amitié. Un essaim de pirates anglo-corses infestait les côtes de la Catalogne ; plus de sûreté pour notre commerce ; la Corse, entre les mains de l'An-

gleterre, était pour nous un repaire de forbans, un autre Alger. Loin de mettre un frein à ce brigandage, les vaisseaux de la marine royale commettaient les mêmes insultes : ils ne respectaient pas même les bâtimens du Gouvernement espagnol; ils attaquaient notre propriété sous les plus frivoles prétextes. Je ne citerai qu'un seul exemple : ils s'emparèrent, sans pudeur et contre toute raison, de la frégate *la Minerve*. Tout ce qui venait à nos ports, tout ce qui en sortait, ils l'enlevaient, en disant que c'était *propriété française*.

Plus les Anglais mettaient d'insolence et d'injustice dans leurs procédés envers nous, plus la République insistait sur un traité d'alliance et tâchait d'obtenir des conditions avantageuses : la négociation traînait. Enfin le ministre français, après avoir cherché long-temps à interpréter le pacte de famille en faveur de la République, reçut l'ordre de déclarer « que le renouvellement substantiel de cet ancien » traité n'avait pas pour objet de nous entraîner » dans les guerres du continent, ni de nous demander » un contingent quelconque, moins encore de nous » compromettre avec d'autres puissances qui ne seraient pas nos ennemies déclarées. A cet effet, » voulant donner à Sa Majesté Catholique une entière sécurité sur ce point, le Directoire s'engageait à le consigner formellement dans un article » secret dont la rédaction textuelle serait laissée à la » volonté du Roi. » De cette manière, le Cabinet de Madrid ne pouvait plus douter de l'intention du Directoire dans ce renouvellement du pacte de famille;

il s'agissait uniquement de présenter l'union des deux puissances sur le même pied qui la fit respecter en Europe, en 1761. On laisserait croire aux puissances belligérantes que cette alliance avait la même étendue et la même portée que l'ancien traité ; ce devait être un motif de plus pour les engager à faire la paix en renonçant à de nouvelles coalitions que l'Angleterre ne cessait de provoquer.

On savait en effet qu'elle se donnait beaucoup de mouvement dans le nord de l'Europe et sur le littoral de l'Italie.

Il nous était bien connu qu'elle tâchait d'irriter les passions du Cabinet moscovite, pour lui faire prendre part à la croisade contre la République. Ce colosse, pesant de tout son poids sur les États d'Allemagne qui désiraient rester neutres, devait les forcer à prendre parti. Cependant, outre les ménagemens dus à la République, le Midi avait un intérêt profond à tenir la Russie éloignée, à se soustraire à son influence dominatrice, à ce que les barbares du Nord ne vinssent prendre goût aux douceurs de climats plus favorisés par le Ciel. L'Espagne elle-même ne pouvait se croire tellement libre des atteintes d'une guerre continentale, qu'elle n'eût pas à craindre une invasion du côté du Portugal, faible royaume toujours soumis à l'impulsion de l'Angleterre. Parmi les plans qu'il ne cessait de méditer contre la France, le Cabinet de Saint-James avait formé celui de porter une armée à Lisbonne, laquelle, de gré ou de force, pousserait l'Espagne à la coalition : combinaison fatale qui tendait à faire de notre beau pays le théâtre

d'une guerre dévastatrice, puisque, dans ce cas, la France voudrait certainement qu'un passage fût ouvert à ses armées, soit comme auxiliaires, soit comme ennemies, pour tenir tête à l'orage et mettre sa propre frontière à couvert. Le Directoire ne regardait pas un débarquement en Portugal comme une chose immédiate; mais il était instruit que le Cabinet anglais en avait fait la proposition formelle à la Czarine, en lui offrant aux dépens de l'Espagne un pont, une échelle dans la Méditerranée. Le nom même des îles Baléares avait été prononcé : c'était un appât trop séduisant pour ne pas éveiller l'ambition naturelle de l'impératrice Catherine. Ainsi le projet pouvait s'effectuer plus tôt ou plus tard, si l'Espagne paraissait aux yeux de l'Europe délaissée dans sa neutralité solitaire : une excessive modération nous empêchait d'avoir des amis ; notre désintéressement semblait être l'aveu de notre faiblesse ; et, d'un jour à l'autre, l'Espagne se verrait attaquée par des ennemis inattendus et redoutables. Le renouvellement ostensible de l'ancien pacte de famille ferait renoncer à de semblables projets, lorsqu'on verrait les deux nations réunies prêtes à repousser en commun leurs ennemis ; et le Cabinet de Lisbonne, mis en demeure par l'attitude guerrière de l'Espagne, ne se prêterait point aux insinuations téméraires de celui de Saint-James *. Il était surtout important d'abrég

* Ces craintes d'une expédition anglo-russe jetée en Portugal n'étaient pas une fiction inventée par le Directoire. Il est bien avéré qu'en 1795, une triple alliance fut contractée entre la

les délais dans cette négociation qui traînait depuis tant de mois ; l'Angleterre seule en profitait : 1° elle donnait en Espagne des espérances à ses partisans ;

Russie, l'Angleterre et l'Autriche ; négociation célèbre dont la seconde coalition fut la suite. Forts de ce traité, les Anglais ne cessèrent plus de former des projets d'expédition sur divers points du continent, pour diviser les forces et l'attention de la République ; l'un de ces projets consistait à transporter en Portugal une armée anglo-russe, et faire ainsi de la Péninsule la base d'une attaque contre la France. Le Cabinet espagnol en eut secrètement l'avis par le Gouvernement portugais lui-même, et je dois dire en l'honneur de la vérité qu'il était sincèrement opposé à cette incursion étrangère ; mais il nous avertissait en même temps que si les Anglo-Russes se présentaient avec de grandes forces, il n'était pas en état de les repousser. Je gardai le secret dans la crainte que le Gouvernement français ne saisisse ce prétexte pour vouloir envoyer des troupes contre le Portugal. Cependant le Directoire avait dû recevoir les mêmes avis par ses agens à Copenhague, et c'est pourquoi il insistait si fort sur le renouvellement de l'ancien pacte de famille, ou d'une alliance défensive et offensive. Dans mon opinion, quand même l'expédition anglo-russe aurait eu lieu, il valait mieux résister, nous seuls, que d'emprunter des secours au dehors ; car ils sont trop dangereux. Depuis des siècles, le Portugal fut toujours pour nous une funeste pierre d'achoppement. Si jamais il put convenir de ressusciter nos vieilles prétentions sur ce royaume, et de nous en emparer à tout prix, sans ménagement, c'est bien à cette époque, où la lutte acharnée entre la France et l'Angleterre faisait voir aux yeux les moins exercés la faiblesse du Portugal et le système équivoque qu'il suivait à l'égard de l'Angleterre ; mais il ne fut pas possible de faire entendre raison à Charles IV. Trop tard, pour son malheur, il reconnut cette vérité, non sans l'inutile regret d'avoir été si paternel et si scrupuleux : heureusement, cette fois-ci, le dan-

2^o elle éloignait les résultats que devait produire la coopération des forces navales de la France et de la Hollande. Celle-ci s'occupait de sa marine avec une ardeur incroyable, et le Directoire, de son côté, veillait à la réhabilitation de celle de la France. Si la marine espagnole se joignait de bon cœur à ces nobles efforts, les escadres combinées des trois nations rétabliraient peut-être la liberté des mers, protégeraient efficacement toutes les colonies, mettraient un frein à la tyrannie de l'Angleterre et contribueraient plus qu'aucun autre moyen à la paix générale que tout le monde désirait.

Tant d'instances, de cajoleries et de promesses ne me firent point aller plus vite dans cette grave négociation. Je ne voulus point exposer la monarchie

ger se dissipa sans effort. Le Directoire n'en tint pas compte dans ce moment, et l'impératrice Catherine n'osa point détacher une partie de ses troupes, craignant d'être inquiétée par la Turquie, où la France était parvenue à rétablir ses anciennes liaisons. Trois ans après, Paul 1^{er} fut bien tenté d'adhérer aux projets du ministère anglais; l'extravagant et grossier manifeste de ce monarque, dont l'Angleterre exploitait la bizarrerie et l'originalité, prouvait à quel point l'influence anglaise l'avait prévenu contre nous. Les désastres de ses armées, en Suisse et dans la Hollande, l'empêchèrent de tenter d'autres aventures de notre côté. Naples seule fut condamnée à subir la présence des Russes et des Turcs, sans compter d'autres calamités. Après ces événemens, on vit l'autocrate, changeant tout-à-coup d'idées, abandonner la coalition, renier l'Angleterre, se montrer favorable à la France; il voulut se mettre à la tête d'une confédération maritime contre la tyrannie anglaise...., et mourut assassiné.

à des chances douteuses, ni à des discussions ultérieures avec la République française. Le Directoire pressait la conclusion du traité, surtout pour être secondé dans la lutte avec l'Angleterre : je profitai de cette disposition que je connaissais clairement pour insister de mon côté sur les précautions que je devais prendre contre toute arrière-pensée, et pour n'être pas entraîné plus tard dans les guerres du continent. Dans cette vue, avec l'approbation du Roi et à la satisfaction unanime du Conseil, je remis au citoyen Pérignon une note qui était comme l'*ultimatum* de notre Cour. Elle était à peu près conçue en ces termes :

1^o La volonté ferme, expresse et décidée de Sa Majesté Catholique est de contracter l'alliance entre les deux gouvernemens contre l'ennemi commun qui tyrannise les mers et envenime la politique de l'Europe. Tous les ressentimens qui occasionnèrent la guerre de 93 à 98 sont oubliés. Le Roi ne voit plus dans la France que l'ancienne amie et alliée de l'Espagne : il est par conséquent prêt à souscrire à tous les rapprochemens qui peuvent favoriser les intérêts mutuels de l'une et de l'autre nation, sans autres restrictions que celles dont l'honneur et une juste réciprocité lui font un devoir vis-à-vis des puissances naguère ses alliées, et qui ne se montraient point hostiles envers l'Espagne.

2^o Sous ce rapport, Sa Majesté Catholique voyait avec satisfaction que le Directoire rendait pleinement justice aux sentimens de loyauté dont elle était animée et qui réglaient sa conduite politique. Le

Roi était intimement convaincu de la loyauté du gouvernement de la République, et de son intention de n'altérer ni directement ni indirectement la base sur laquelle Sa Majesté s'était proposée de négocier relativement aux intérêts communs de la France et de l'Espagne, sans toucher en aucune manière à la neutralité rigoureuse de cette dernière à l'égard des puissances qui étaient en paix avec elle.

3^e Quoique le Directoire, fidèle aux intentions qu'il avait noblement manifestées, consentît à insérer un article secret et supplémentaire, il n'en est pas moins évident que, malgré cette garantie, la délicatesse de Sa Majesté Catholique serait compromise à l'égard des autres puissances qui sont amies de l'Espagne. En effet, le renouvellement de l'ancien pacte de famille, en bloc, placerait Sa Majesté Catholique dans une sorte d'attitude éventuellement hostile vis-à-vis de ces mêmes puissances pour lesquelles cet article *modérateur* demeurerait secret, lesdites puissances ne pouvant alors savoir que les articles patens sont modifiés. A la vérité, l'article secret serait parfaitement convenable et utile en ce sens que le gouvernement de la République ne pourrait exiger la coopération de Sa Majesté Catholique contre les puissances mentionnées; mais cette clause clandestine ne détruirait pas l'idée qu'elles pourraient, d'après les apparences, se faire des véritables sentimens de Sa Majesté Catholique, dont la règle immuable fut et sera toujours de ne point séparer la morale de la politique et de ne paraître jamais en avoir dévié.

4° Le traité d'alliance offensive et défensive dont il s'agit, devant se borner à la guerre maritime contre la Grande-Bretagne (les autres puissances dont l'Espagne n'a point à se plaindre étant formellement exceptées), inspirerait à celles-ci une confiance entière dans la droiture et la modération du Cabinet espagnol, conserverait à Sa Majesté Catholique le caractère de médiateur que le Gouvernement français avait désiré lui assigner dès le commencement ; caractère que le Roi a déjà employé avec succès, et qui, influant sur le Midi de l'Europe, comme celui de même nature du roi de Prusse influait dans le Nord, donnerait à la République un double avantage dans le concours de deux souverains de premier ordre disposés à travailler puissamment à l'œuvre de la paix générale.

5° Si Sa Majesté Catholique se séparait, ou, ce qui revient au même, avait l'air de se séparer par le traité susdit de la neutralité vis-à-vis des puissances belligérantes du continent, et si l'Espagne semblait faire cause commune avec la France contre tous ses ennemis, le ministère anglais y trouverait un motif spécieux pour déterminer les puissances à nous déclarer la guerre ; et alors, loin de mettre obstacle au projet d'une expédition sur les côtes du Portugal, ce serait ajouter un nouveau stimulant qui exciterait la Russie à faire cette expédition, puisque, étant alliée de l'Autriche et de l'Angleterre, elle pourrait se croire en état d'hostilité éventuelle avec l'Espagne.

6° Pour ce qui est de ce danger, tant que l'Espa-

gne se renfermerait dans la neutralité rigoureuse qu'elle avait adoptée à l'égard des puissances non offensives pour elle, Sa Majesté Catholique regardait comme improbable et absurde le projet d'attaquer ses États du côté du Portugal : et si une telle extravagance militaire avait lieu, l'Espagne serait parfaitement en mesure de la repousser et de la châtier d'une manière exemplaire ; le gouvernement du Roi et la nation tout entière en feraient justice avec d'autant plus de rigueur que le pays se trouvait actuellement au comble de ses vœux , étant en paix et bonne harmonie avec la République.

7^o Cette heureuse disposition de ses sujets permettait à Sa Majesté Catholique d'affirmer que l'opinion était généralement favorable au maintien de la paix avec la France ; mais que cette disposition des esprits pourrait changer si , outre la guerre contre la Grande - Bretagne, généralement reconnue juste et nécessaire dans cette circonstance, les sujets de Sa Majesté Catholique venaient à craindre que l'amitié de la République ne les entraînât dans les guerres du continent , et à d'autres sacrifices que les frais des armemens maritimes. Cette erreur de l'opinion pourrait être causée par la simple lecture des articles ostensibles du traité d'alliance tel que le proposait le Directoire. Comment calmer cette inquiétude des esprits , si l'article exceptionnel et supplémentaire doit rester inconnu ? La meilleure garantie de l'étroite et sincère union que Sa Majesté Catholique désire voir régner entre les deux nations consistait dans l'heureux accord de la volonté publique avec

le système du Gouvernement ; sans cet accord , le Roi n'osait répondre du maintien de l'alliance désirée , avec d'autant plus de raison que les intrigues secrètes de l'Angleterre ne manqueraient pas de suggérer des idées sinistres ; et les sujets du Roi se prêteraient à regret à des sacrifices et des subventions pour la guerre du continent contre des puissances qui ne donnaient aucun motif pour briser nos relations existantes avec elles.

8° L'intérêt commercial et bien entendu de la France et de l'Espagne veut que celle-ci garde sa neutralité parfaite à l'égard des autres nations du continent. Les pertes et préjudices inévitables dans une guerre maritime contre l'Angleterre seraient compensés par les bénéfices du négoce avec les autres nations de l'Europe ; et la France, sous le pavillon neutre de l'Espagne , trouverait du moins un moyen indirect de faire aller son propre commerce, tandis que, si l'Espagne était exposée par la teneur du traité proposé par le Directoire à être reçue partout comme une ennemie, les deux nations, espagnole et française, souffriraient à la fois l'une et l'autre, sans aucune espèce de compensation.

9° et dernier. Afin d'écarter toute espèce d'inquiétude du côté du Portugal, Sa Majesté Catholique redoublerait d'instances et d'efforts auprès du gouvernement de Lisbonne, pour lui faire secouer le joug de l'Angleterre, ou l'amener du moins à un système franc et sincère de neutralité à l'égard de la République ; dans l'état d'incertitude où la crainte des vengeances de l'Angleterre tenait le Portugal, c'est

tout ce qu'il était possible d'obtenir pour le moment de Sa Majesté Très-Fidèle.

A ces observations j'ajoutai que Sa Majesté Catholique consentirait volontiers à ce que le traité d'alliance renfermât substantiellement les articles de l'ancien pacte de famille reconnus compatibles avec la circonstance actuelle, en persistant toutefois à demander les restrictions ou modifications indiquées. Le Roi voulait que l'article explicatif et restrictif fût patent, publié comme le reste du traité; cette condition une fois acceptée, la bonne foi de Sa Majesté Catholique mise à couvert et ses sujets pleinement rassurés à cet égard, le Roi signerait avec plaisir cet acte solennel, persuadé qu'il serait la base d'une longue et sincère amitié entre les deux nations, dont les intérêts mutuels se trouveraient garantis.

Cette note fut envoyée à Paris. Soit conviction, soit désir de mortifier le Cabinet anglais, soit la fermeté avec laquelle je déclarai à l'ambassadeur que nulle autre base ne serait acceptée, sous aucun prétexte, le Cabinet du Luxembourg souscrivit à cette condition, que *l'article restrictif serait public comme le reste du traité*; il demandait seulement, comme un acte de condescendance de notre part, que l'article fût conçu de manière à ce que l'exception parût se borner à la neutralité vis-à-vis des puissances actuellement inoffensives pour l'Espagne, afin qu'il n'en fût pas inféré par les ennemis de la France que l'Espagne resterait neutre dans toute autre guerre ultérieure, ce qui rendrait l'alliance tout-à-fait illusoire. Ce point convenu, et pour que le Cabinet de Madrid

ne craignît pas d'être compromis par la réticence de l'acte, relativement aux guerres éventuelles, le Directoire donna une ampliation de pouvoirs à son ambassadeur et ministre plénipotentiaire, en vertu de laquelle il fut fait une déclaration réservée de part et d'autre portant que le traité d'alliance ne serait obligatoire que pour la guerre maritime contre l'Angleterre. Ici, les deux Gouvernemens devaient unir leurs efforts et se prêter un appui mutuel ; en tout autre cas, et contre toute autre puissance, il devait être procédé à un nouvel accord spécial, libre et facultatif pour chaque Gouvernement.

Ainsi le Directoire, avec une noble franchise, vint au-devant de nos scrupules et les satisfit pleinement. Je puis affirmer en l'honneur de la vérité que si jamais le Directoire s'est montré loyal, sincère, accommodant, c'est sans contredit à l'égard de l'Espagne. Je rendis compte à Sa Majesté Catholique de l'état de la négociation ; tout fut examiné et approuvé dans le Conseil ; je reçus l'ordre de signer le traité. L'acte fut consommé à Saint-Ildefonse, le 18 août 1796, treize mois environ après le traité de Bâle. Ces articles sont rédigés dans les formes constamment suivies pour les alliances offensives et défensives, avec la garantie réciproque des États de l'une et l'autre partie contractante *.

L'article restrictif fut ainsi rédigé :

« L'Angleterre étant la seule puissance dont l'Es-

* Le traité se trouve littéralement copié parmi les pièces justificatives, sous le n° 3.

» pague ait reçu des offenses directes, cette alliance
» aura son effet contre elle dans la guerre présente,
» et l'Espagne restera neutre relativement aux au-
» tres puissances qui sont en guerre avec la Répu-
» blique *.

Tout étant conclu et terminé, le 18 août 1796, la guerre fut publiée contre l'Angleterre, et un mois et quelques jours après, le traité d'alliance avec la France. La négociation avait duré huit mois sans que rien eût été arrêté positivement avec la République : ce fut la conduite de l'Angleterre qui obligea le Gouvernement à prendre cette détermination **.

* Ceux qui, à la première lecture de cet article, qui est le dix-huitième, le trouveraient contradictoire avec les articles antérieurs s'expliqueront aisément la difficulté, d'après l'éclaircissement que je viens de donner sur cette grave négociation.

** Le manifeste de la Cour d'Espagne est parmi les pièces justificatives, n° 4.

CHAPITRE XXXIV.

MOTIFS ET JUSTIFICATIONS DE L'ALLIANCE AVEC LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE.

Le traité de Saint-Ildefonse est bien plutôt l'œuvre du Conseil de la couronne que la mienne. Il fut approuvé, autorisé par tout ce qu'il y avait d'hommes d'État dans le pays; il fut pendant long-temps regardé comme le *palladium* de la paix entre l'Espagne et la France; il sauva la patrie. Après ma sortie du ministère et ma retraite de la Cour, ce traité fut observé, maintenu, au grand dépit de l'Angleterre, par tous mes successeurs : les liens d'amitié avec la France furent resserrés plus encore que je n'eusse voulu moi-même. Ce traité, je le répète, nous épargna beaucoup de mal et nous fit beaucoup de bien; il n'en a pas moins été, quatorze ans après, le texte banal de mes ennemis pour attaquer mon caractère.

Je n'invoquerai point le vote du Conseil d'État, qui demandait une alliance encore plus explicite et de plus longue durée, ni les souvenirs de ceux qui tant de fois remercièrent le Gouvernement de leur en avoir procuré les avantages, ni l'autorité de ceux qui, après moi, suivirent le même système. Je con-

sens à ce que le traité d'alliance soit mon ouvrage, à moi seul; j'en accepte toute la responsabilité.

M. l'abbé Muriel a dit que *cette alliance fut honteuse*.

Suivant lui, deux années auparavant (en mars 1794), quand elle fut proposée par le comte d'Aranda, c'était un *chef-d'œuvre de politique*, alors qu'il nous fallait prier la France de nous l'accorder, alors qu'il s'agissait de négocier avec des hommes dont les crimes faisaient horreur et dont le contact seul imprimait une souillure ineffaçable.

Ensuite, quand on a traité avec la France qui avait un gouvernement plus régulier, plus modéré, mieux établi, c'est une *transaction tardive et honteuse* ! M. Muriel dira-t-il sur quoi il fonde son injurieuse qualification ? Les choses furent égales de part et d'autre, les obligations réciproques, et si la balance s'inclina d'un côté, n'était-ce pas du côté de l'Espagne ? Voyez l'*exception* prononcée dans l'article 18, par lequel nous refusons toute assistance à la République dans les guerres du continent ! L'Espagne n'avait qu'un seul ennemi, c'était l'Angleterre, et la France nous aidait à la combattre; la France en avait plusieurs, et nous n'étions obligés à l'aider que contre l'Angleterre seule qui était le nôtre. A qui donc le marché fut-il avantageux ? qui fit les premières démarches, la première proposition ? laquelle des deux puissances pria l'autre d'y accéder ? la France. Qui modifia, qui borna les prétentions de celle-ci ? l'Espagne. Où est la honte pour nous ?

Passons au général Foy, ou plutôt à ceux qui l'ont

fait parler après sa mort. « Le Prince de la Paix » n'était point l'ami des Français, et loin d'être favorable à la révolution, il paraissait bien plutôt » pencher vers l'Angleterre. Il eût désiré rester en » paix avec tout le monde; mais forcé de choisir entre » deux puissances rivales, il aima mieux se décider » pour celle qui assurait plus immédiatement sa tranquillité, ses plaisirs, son pouvoir et le *deshonneur* » *de ses maîtres* *.

Il est difficile de croire qu'un Français, surtout un général en qui l'esprit national brillait avec tant d'éclat, ait pu écrire ces derniers mots... Dire qu'un prince s'est *deshonoré* en *s'alliant* avec la France, pour un Français, on en conviendra, c'est estimer bien peu son pays !

Quel que soit l'écrivain auquel je réponds, il me suffira de lui dire : « Si c'est pour assurer ma tranquillité, mes plaisirs, la faveur de la Cour, que j'ai » préféré l'amitié avec la France, pourquoi n'ai-je » pas voulu cette amitié pendant trois années ? Pour » quoi avais-je mieux aimé la guerre, lorsque je n' » vais qu'à me ranger à l'avis du comte d'Aranda, si » fortement prononcé pour la paix, et mettre ainsi » ma politique sous la protection et la sauvegarde » de cet ancien et célèbre diplomate ? » La lutte avec l'Angleterre offrait selon vous *moins de dangers pour l'Espagne*, mais donnait-elle moins à faire ? engageait-elle moins la responsabilité de celui qui veillait à la conservation de nos vastes domaines dans

* *Histoire de la guerre de la Péninsule*, tome III.

les deux Mondes ? Pendant la paix comme pendant la guerre, fut-il, dans ces temps difficiles, permis à ceux qui étaient chargés du gouvernement de s'endormir dans les plaisirs ou dans une molle oisiveté ? Au milieu des tremblemens de terre qui ébranlaient l'Europe, tant que je fus au timon des affaires de l'Espagne, celle-ci a-t-elle éprouvé la moindre secousse ? a-t-elle perdu la plus petite portion de son immense héritage ? Tels furent mes loisirs, mes joies, mes passe-temps. Oui, les heures du jour étaient courtes ; il fallut y consacrer souvent la meilleure partie des nuits : j'en appelle au témoignage des hommes de science et d'expérience dont je consultais les lumières, qui partageaient avec moi les soins et les peines d'esprit inséparables d'une situation aussi épineuse. Il en reste peu de ces dignes collaborateurs qui s'associèrent à mes travaux, qui virent ce qui se fit alors et ce qu'on a fait depuis ; mais il en existe encore quelques-uns : qu'ils ne craignent pas d'élever la voix ; je m'en rapporte à ce qu'ils diront eux-mêmes. Ils ne démentiront pas leur caractère : le temps n'est-il donc pas venu de parler sans ménagement et de rendre à chacun la justice qui lui est due ?

Je vais à présent saisir corps à corps M. l'archevêque de Pradt. On dirait qu'il a été payé pour embrouiller la question, et noyer la vérité dans un déluge de phrases captieuses ou vides de sens. Cette inconcevable ignorance de tout ce qui s'est fait en Espagne est-elle studieusement affectée, ou l'érudition historique de M. de Pradt est-elle réellement

aussi bornée? Voici de quelle manière il parle du traité d'alliance :

« De la réconciliation des deux pays à une alliance
» entre eux, *il n'y eut qu'un pas*. L'Espagne céda
» une partie de Saint-Domingue, aussi inutile à la
» France dans l'état de ces colonies qu'elle était
» onéreuse à sa métropole. L'ancien pacte de famille
» fut rétabli sous tous les rapports qui paraissaient
» intéresser la seule politique des deux nations ;
» mais l'Espagne ne s'apercevait pas de l'infériorité
» de son partage dans cette transaction, car elle
» avait à soutenir la révolution encore plus que la
» France. Celle-ci combattait alors pour faire pré-
» valoir cette révolution : par conséquent, l'Espa-
» gne, en renouvelant le pacte de famille, se char-
» geait de soutenir à la fois la France et sa révolu-
» tion, et de combattre pour l'une en même temps
» qu'elle combattait pour l'autre, tandis que la
» France n'avait à soutenir aucun intérêt positif de
» l'Espagne, puisque celle-ci n'avait aucun ennemi
» sur le continent, et que le seul qu'elle eût sur
» mer, l'Angleterre, ne pouvait être atteint par la
» France. »

Ce n'est pas sans peine que j'ai traduit en espagnol ces phrases entortillées, dont chaque mot est une erreur ou une ineptie. La France et l'Europe ont été inondées des brochures de M. de Pradt : les uns ont pris pour de la perspicacité l'imperturbable assurance avec laquelle il s'est jeté au travers de toutes les affaires d'État ; d'autres ont jugé avec sévérité l'ignorance dont il fait preuve à chaque instant, les

doctrines d'intérêt qu'il professe, enfin les paradoxes qui fourmillent dans ses écrits.

Je ferai voir qu'il n'a pas le droit de se plaindre de ces derniers.

Il dit que le *pacte de famille fut renouvelé* entre la République française et l'Espagne. M. de Pradt n'a lu ni l'ancien, ni le dernier traité ; s'il les a lus, il s'est trompé, ou il veut tromper ses lecteurs. Il y a légèreté ou fausseté ; et c'est un évêque qui écrit l'histoire !

Voici les différences qui existent entre les deux transactions :

ARTICLE 1^{er} du *Pacte de famille*. « Le roi Très-Chrétien et le roi Catholique s'engagent à regarder comme ennemie de l'une ou de l'autre *toute* puissance qui se déclarerait ennemie de l'une ou de l'autre des deux couronnes. »

ART. 4. « Il est posé en principe que celui qui attaquerait l'une des deux couronnes serait censé avoir attaqué l'autre. En conséquence, il est stipulé que l'une et l'autre s'aideront réciproquement de la *totalité* de leurs forces d'une manière indéfinie, les contingens fixés par les articles 3, 6 et suivans n'étant qu'un premier secours, et pour ainsi dire un *à-compte* sur la *totalité* des forces qui est engagée éventuellement. »

ART. 8. « Les seules guerres à la coopération desquelles l'Espagne n'est pas tenue sont celles où Sa Majesté T. -C. pourrait être obligée d'intervenir à cause de ses engagemens contractés par le traité de Westphalie ou par tout autre avec des puissances

d'Allemagne ; » et néanmoins il était ajouté que si les résultats devenaient tels que le territoire de la France fût envahi, le roi Catholique marcherait au secours de son allié avec le *maximum* des forces stipulées dans les articles précédens.

ART. 17. Portant que, soit en paix, soit en guerre, les deux royaumes doivent être considérés comme ne faisant qu'une seule et même puissance.

ART. 18. « Les sujets respectifs des trois puissances, la France, l'Espagne et les Deux-Siciles, seront assimilés entre eux aux nationaux de chacun des trois royaumes, pour tous les effets civils. »

Enfin, par l'article 23, il est dit que les sujets des trois puissances ci-dessus mentionnées seront traités, dans les ports de chacune d'elles, comme les *naturels* du pays, avec inhibition absolue d'accorder une égale franchise aux autres nations.....

Voilà ce qui fut stipulé dans le pacte de famille, à l'époque où le fameux comte d'Aranda jouissait de la plus haute influence dans les affaires de l'État.

Tous ces articles furent *rayés* du traité que je signai ; traité simple, entièrement nouveau, d'*alliance offensive et défensive*, suivant les règles ordinaires, mais réduite par une sage et rigoureuse politique à la guerre contre l'Angleterre *seulement*.

Ce coup d'œil jeté sur les articles exorbitans du pacte de famille suffit pour faire voir qu'ils furent *tous omis* dans le traité de Saint-Ildéfonse dont je rappelle ici l'article 18. « L'Angleterre étant la seule » puissance dont l'Espagne ait reçu des offenses di-
» rectes, cette alliance *n'aura d'effet que contre elle*

» dans la présente guerre, et l'Espagne restera neutre
 » à l'égard des autres puissances qui sont en guerre
 » avec la République. »

Que signifie donc cette phrase obscure et mal construite de M. de Pradt ? « L'Espagne avait à soutenir » la révolution encore plus que la France : celle-ci » combattait alors pour faire prévaloir cette révolution ; par conséquent, l'Espagne, en renouvelant le » traité du pacte de famille, se chargeait de soutenir » à la fois la France et sa révolution, et de combattre » pour l'une en même temps qu'elle combattait pour » l'autre. »

On vient de voir dans le texte même des deux traités qu'il n'y eut pas du tout de renouvellement du pacte de famille ; que celui de Saint-Ildefonse était une simple convention d'alliance offensive et défensive contre l'Angleterre, dans l'intérêt commun et réciproque de la France et de l'Espagne. Combattre avec l'appui de la France la tyrannie maritime de l'Angleterre , était-ce combattre pour la révolution française ? Non, cette révolution était déjà un fait accompli ; l'Espagne avait guerroyé contre elle franchement, beaucoup mieux que n'avait fait l'Angleterre, sans aucune vue d'ambition ni d'intérêt particulier, tant qu'il y eut quelque espoir de la contenir, de l'arrêter par la force des armes. Elle ne recula devant aucun danger, devant aucun sacrifice ; elle ne fit sa paix que lorsqu'il lui fut démontré que la guerre était une prime d'encouragement pour exciter l'ardeur des républicains et donner plus de force à leur gouvernement. Puissance souveraine, libre de

choisir son système politique, l'Espagne accepta la paix ; cette paix ne fut point une trêve, une supercherie, ni une servile condescendance. En se séparant de la coalition, comme la Prusse et tant d'autres États de l'Empire, elle conserva son indépendance ; elle voulut en même temps rester en paix avec les autres puissances ennemies de la République française, sans en excepter l'Angleterre même, dont elle avait tant à se plaindre : neutralité noble et digne, dans les limites de laquelle l'Espagne s'était renfermée avec une admirable loyauté ! Qui la força de sortir de cet état inoffensif ? qui voulut lui faire la loi chez elle ? qui la mit au pied du mur, et dans la nécessité de joindre ses armes à celles de la France ? l'Angleterre. Contre quelle puissance ennemie de la France l'Espagne s'engagea-t-elle par ce traité ? contre l'Angleterre, qui la compromettait, qui voulait l'opprimer, qui l'insultait sur toutes les mers, et qui menaçait d'attaquer ses colonies. Pendant plus d'une année, l'Espagne avait souffert des offenses multipliées.

« Il n'y eut qu'un pas du traité de Bâle à celui de Saint-Ildefonse, » dit faussement M. de Pradt avec sa légèreté accoutumée. *Il y eut mille lieues* d'une transaction à l'autre. On épuisa les bons procédés, on insista de toutes les manières, on offrit toutes sortes de garanties pour éviter cette rupture ; rien n'y servit : l'Angleterre ne voulut jamais consentir à respecter notre neutralité. Il n'y eut plus d'autre parti à prendre que celui de nous rallier à la France et à la Hollande. Faite par nous seuls, la guerre était

trop inégale; il fallut recourir à la France. L'intérêt pour elle et pour nous était le même, toutefois plus pressant de notre côté, grand en Europe, immense dans nos colonies. Nous nous tournâmes vers la France, comme nous aurions pu nous adresser à toute autre puissance qui aurait eu les mêmes intérêts, les mêmes griefs à faire valoir.

. Si par ces mots, *soutenir la révolution*, M. de Pradt veut dire que nous *avons soutenu les principes et les doctrines de la République française*, la supposition est injuste et fausse. L'Espagne n'approuva point ses principes et ses doctrines; elle ne songea nullement à les défendre; elle ne fut point ennemie de tous les ennemis de la République; elle ne prit aucune part à ses guerres d'ambition ou de principes. Si traiter avec la France république, reconnue comme telle par une foule d'autres gouvernemens *, consolidée par quatre ans de victoires et de triomphes gigantesques, ce fut traiter et *s'allier avec la révolution*, alors, il faut renoncer à toute relation, à tout intérêt politique avec les peuples qui reconnaissent d'autres formes de gouvernement ou qui ont d'autres croyances que les nôtres. Dans le sens de M. de Pradt, il ne serait pas plus permis aujourd'hui qu'il ne l'était dans le moyen âge de traiter avec les *infidèles*, par exemple avec la *Porte Ottomane*; M. de Pradt dira que *c'est soutenir l'Alcoran et renier l'Évangile*. Dans

* La Toscane, Naples, Rome, Gènes, la Sardaigne, la Suisse, Venise, la Hollande, la Suède, le Danemark, la Porte Ottomane, la Russie, et beaucoup d'autres États de l'Empire.

ces insinuations entortillées de l'ex-archevêque de Malines, ne voit-on pas le bout de l'oreille ou plutôt de la robe ? n'est-ce point ici de la politique de *sacristie* ? L'aumônier du dieu Mars avait eu affaire à des consciences moins timorées ; ses scrupules de casuiste auraient dû s'aguerrir à la suite de Napoléon. Et que n'a-t-il pris la peine de juger mon système d'après les *faits* ? Il aurait vu que de toutes les puissances voisines de la France, l'Espagne fut celle qui lutta avec le plus d'adresse et de bonheur contre cette révolution fatale à tant d'autres pays et si débonnaire pour le nôtre.

La grande coalition du Nord de l'Europe n'avait pu éteindre le volcan profond, terrible, qui depuis cinquante ans n'a cessé de fermenter et d'effrayer le monde par de fréquentes éruptions.

Je fus cependant assez heureux, tant que mes ennemis ne parvinrent pas à me séparer violemment du poste qui m'était confié, je fus, dis-je, assez heureux pour préserver mon pays de l'incendie. Ce que je n'avais pu conquérir par la force des armes, une sage politique me le fit obtenir. Les baïonnettes et les canons ne pouvaient rien contre la séduction et les sourdes menées de la *propagande*, le fracas des armes attirait, servait cette propagande. Je traitai franchement, amicalement, avec les hommes qui étaient armés de la foudre révolutionnaire, et ma patrie fut épargnée. Cependant je ne trahis aucun de nos amis du dehors ; ma politique ne nuisit à aucune puissance ; elle fit du bien à plusieurs. L'Espagne, à cette époque, était la nation que la France

ménageait le plus. Nous n'étions pas ses alliés pour aider ou défendre les *révolutionnaires*; notre médiation sauva Parme et deux fois Rome. Dans toutes ces guerres qui dévoraient le continent, vit-on jamais un soldat espagnol sous les drapeaux de la République? Nous ne fûmes unis avec la France que contre l'Angleterre, qui voulait à toute force nous précipiter dans une lutte désastreuse où tant d'autres États périrent misérablement.

La France, notre alliée, redoubla d'attentions pour nous; personne ne vint planter en Espagne cet arbre menteur dont les fruits enivrants n'étaient qu'un poison dangereux. La loyauté espagnole n'eut point à lutter contre les séductions des *missionnaires*, des apôtres, des enchanteurs de la secte ennemie des trônes. La redoutable *propagande* reçut l'ordre de s'arrêter devant les Pyrénées et ne les franchit pas. Ce n'est point après l'événement que je viens ici me vanter de ma prévoyance; non, le but, l'objet de ma politique fut connu dans le temps: peu de personnes s'y trompèrent, M. de Pradt est du nombre de celles-ci. Je ne lui citerai que ce passage de M. Thiers, historien plus sincère et surtout plus éclairé que lui *.

« Les sentimens de la cour d'Espagne, dit cet auteur, n'étaient point, ne pouvaient être favorables aux Français républicains; mais sa politique, dirigée par le *Prince de la Paix*, se montrait bienveillante à leur égard. Il regardait leur amitié comme

* *Histoire de la Révolution française*, tome IX, chapitre XII.

» le moyen le plus sûr d'être protégé contre leurs
» principes; il crut avec raison que le Gouverne-
» ment français ne chercherait point à révolutionner
» l'Espagne tant qu'il trouverait en elle un puissant
» auxiliaire dans la guerre maritime. »

M. Thiers avait très bien jugé.

Il nous reste à voir si ce fut la France qui retira seule des avantages de son alliance avec l'Espagne contre l'Angleterre. Cette alliance fut-elle un sacrifice de notre part ou bien un traité d'intérêt réciproque? L'intérêt de l'Espagne fut-il autant ou plus favorisé que celui de la France? Précisons mieux la question : notre alliance avec la République fut-elle utile à l'Espagne? Je prouverai qu'elle nous fut avantageuse et que nous y gagnâmes beaucoup plus que la France.

CHAPITRE XXXV.

CONTINUATION DU MÊME SUJET. — AVANTAGES QUE L'ESPAGNE
A RETIRÉS DU TRAITÉ DE SAINT-ILDEFONSE.

« L'alliance de l'Espagne avec la France n'a été
» avantageuse qu'à cette dernière, dit M. de Pradt ;
» la France n'avait à soutenir aucun intérêt positif
» de l'Espagne, puisque celle-ci n'avait pas d'ennemi
» sur le continent, et le seul qu'elle eût sur les mers,
» l'Angleterre, ne pouvait être atteint par la France. »

Cette assertion est complètement erronée.

D'abord, si la France n'avait à soutenir aucun intérêt de l'Espagne sur le continent, l'Espagne, de son côté, ne s'obligeait pas non plus à y soutenir ceux de la France.

Et si la France ne pouvait pas elle-même et avec ses seules forces atteindre l'Angleterre, l'Espagne étant dans le même cas, et les deux puissances réunies pouvant agir efficacement contre leur ennemi commun, l'alliance était avantageuse à l'une et à l'autre.

Mais est-il vrai que la France n'avait pas le moyen de nuire à l'Angleterre? M. de Pradt est-il donc si mal instruit des événemens de l'époque? Ignorait-il que,

dans les temps les plus désastreux pour la marine française, depuis le commencement de la guerre jusqu'en 1795, d'après les détails consignés partout, au vu et au su de tout le monde, les corsaires de la République avaient enlevé ou détruit plus de *trois mille bâtimens anglais* ?

Ignorait-il que ces pertes énormes firent jeter les hauts cris en Angleterre ; que le mécontentement y fut extrême ; que dans une émeute causée par ce mécontentement, le roi Georges III fut publiquement insulté, sa voiture assaillie à coups de pierres ?

Ignorait-il que, dans le mois de mars 1796, M. Wickam fut envoyé à Bâle avec la mission réelle ou feinte de traiter de la paix ; que lord Malmesbury, chargé d'une égale mission, vint à Paris en octobre de la même année ? Est-il permis de n'avoir pas entendu parler des fameuses conférences qui eurent lieu entre cet ambassadeur et le ministre Charles de Lacroix ?

N'a-t-il jamais rien su des brillantes expéditions de Victor Hugues, de Richery *, de Gantheaume, de Sercey ?

Ignore-t-il quel mouvement fut donné aux chan-

* La ville de Cadix vit entrer dans son port la riche prise faite par ce contre-amiral : trente vaisseaux marchands et un vaisseau de guerre du convoi du Levant, au mois d'octobre 1795. En même temps Victor Hugues avait reconquis la Guadeloupe et Sainte-Lucie sur les Anglais, ainsi que les îles hollandaises de Saint-Eustache et Saint-Martin. Dans une de leurs tentatives contre la Jamaïque, les Français pressèrent vivement *Kingstown*, et pen s'en fallut qu'ils ne la prissent. A Saint-Vincent et à Grenade, ils obtinrent de brillans avantages.

tiers de la marine française, sous le ministère de l'amiral Truguet, le zèle avec lequel le Directoire s'occupa de cette branche de la force publique, les vastes entreprises qui se préparaient dès cette époque, la coopération de la Hollande à tous ces armemens et les secours pécuniaires qu'elle fournit à cette occasion ?

Ignore-t-il qu'à l'époque de notre alliance, la coalition maritime de la France, de l'Espagne et de la Hollande fut en état d'opposer *cent* vaisseaux de ligne à l'ennemi de tous ?

M. de Pradt a-t-il oublié que la France seule, avec ses propres moyens, fit des expéditions contre l'Irlande, sans compter celle de Terre-Neuve, où le concours de l'Espagne, à la vérité, ne lui fut pas inutile * ?

Ignore-t-il enfin que l'Angleterre déconcertée eut à craindre pour ses propres colonies ? et l'expédition d'Égypte ne fut-elle pas un effort prodigieux de la marine française ?

Comment donc cet historien a-t-il pu concevoir

* Cette expédition, composée de sept vaisseaux de ligne et trois frégates sous les ordres du contre-amiral Richery, fit voile de Cadix, en août 1796, accompagnée d'une escadre espagnole beaucoup plus forte, commandée par le général Solano qui avait le double but de l'escorter jusqu'à la côte de *Terre-Neuve*, et de renforcer ensuite nos croisières et les garnisons de nos ports..... Richery détruisit les établissemens anglais dans les haies de *Bull* et *Châteaux*; il saccagea les îles de *Saint-Pierre* et *Miquelon*. Plus de *cent* bâtimens anglais furent coulés à fond ou brûlés, les prises nombreuses et très riches.

l'idée ou accepter la mission de calomnier la politique du roi Charles IV, ainsi que mon administration? Comment un Français vient-il nous dire que la France est impuissante vis-à-vis de l'Angleterre? La coopération de l'Espagne et de la Hollande doublait les moyens de la République. Sans doute cette coopération ne suffit pas pour dompter l'Angleterre; celle-ci obtint des victoires signalées dans les combats maritimes qu'elle nous livra; mais il n'est pas moins vrai que la triple alliance remplit son but en lui donnant de graves occupations et l'empêchant de former d'autres entreprises, surtout contre l'Espagne, entreprises que ses ministres avaient en vue et que des craintes fondées pour leur propre pays les forcèrent d'ajourner. L'Angleterre fut obligée de faire d'énormes dépenses; sa marine marchande éprouva des pertes multipliées; il fallut diviser les forces, en employer une partie en Europe, et, au lieu d'attaquer, se borner à la défensive sur plusieurs points; et si l'ensemble des immenses possessions espagnoles dans les deux Amériques fut heureusement conservé, non sans quelque gloire, pendant les longues années de mon administration, cet avantage est le fruit du *traité d'alliance*. Je dirai plus; dans la cruelle alternative où l'Angleterre nous avait placés, de lutter contre elle ou contre la France, si nous eussions choisi la guerre avec la République, la perte de nos possessions d'Amérique était certaine.

J'en avais la conviction profonde, et cette conviction fut la base de ma politique : les événemens successifs ne l'ont que trop justifiée.

Jamais l'Angleterre n'a pardonné ni à la France, ni à l'Espagne, la part qu'elles prirent à l'insurrection de ses colonies.

Soit qu'elle fût notre ennemie, soit qu'elle fût notre alliée, sa vieille rancune n'en était pas moins au fond de son cœur; son intérêt et son ambition lui conseillaient de se venger. Provoquer l'*émancipation*, s'approprier nos richesses dans ces pays lointains, y faire régner son commerce, fomenteur des divisions, s'y rendre nécessaire comme amie, comme protectrice des partis vainqueurs ou vaincus, s'emparer de la source des métaux précieux, tel était le projet de l'Angleterre; tantôt poussé avec activité, tantôt ajourné par des circonstances accidentelles, jamais abandonné, constamment à l'ordre du jour : on n'attendait que l'occasion, elle se présenta. La France et l'Europe furent violemment agitées; plus la tempête se prolongeait, plus l'Angleterre y voyait de chances pour elle. Si la France et l'Espagne s'engageaient dans une guerre de destruction l'une contre l'autre, la surveillance de l'Espagne s'affaiblissait nécessairement au-delà des mers, et le temps était venu de lui faire perdre ses colonies. Cela me fut démontré jusqu'à l'évidence par la conduite du ministère anglais à notre égard, dans la querelle de trois ans que nous soutînmes contre la République. Je ne parle point ici d'après des *ouï-dire* ou de vaines présomptions : le Conseil d'État, dont j'ai déjà parlé, vit la chose aussi clairement que moi, lorsqu'il fut question de l'alliance avec la France. Les cartons de mon ministère étaient remplis de documens, d'avis,

de rapports officiels envoyés par tous les vice-rois. De sourdes et perfides intrigues remuaient ces domaines lointains ; on y répandait avec art des nouvelles alarmantes , des projets , des plans d'insurrection , de *séparation* ; on y faisait craindre une catastrophe possible, prochaine, en Espagne ; on offrait des secours , un appui dans le cas d'un mouvement amené par les circonstances , de meilleurs moyens d'exploitation , un commerce plus avantageux , des institutions plus libres , mieux appropriées à l'état moral du pays ; des programmes insidieux, distribués sous le manteau, propageaient , recommandaient ces idées subversives. Le danger devenait plus grave de jour en jour. La fidélité des colons résistait encore, mais il fallait absolument que l'Espagne fût tranquille du côté de la France; sans cela tout était perdu. Engagés dans une guerre avec ce redoutable voisin , comment eût-il été possible de défendre à la fois l'Espagne et l'Amérique....? L'honneur de la couronne était satisfait, la lutte terminée, la paix conclue sans faiblesse, à propos, d'une manière solide , durable ; et l'Angleterre ne pouvait plus se réjouir de nos embarras, ni les exploiter. De là tant de mauvaise humeur ; de là cette obstination à vouloir nous replonger dans le borbier, dans les angoisses d'une nouvelle lutte ; de là toutes ces promesses de subsides, d'armées auxiliaires qu'on s'était bien gardé de mettre à notre disposition quand nous combattons seuls, réduits à nos propres forces..... A présent on nous offrait monts et merveilles pour nous séduire, comme on séduisit d'autres États plus crédules que

nous , et qui payèrent si cher leur fatale condescendance.

Les conseils et les belles paroles de l'Angleterre ne firent pas plus d'impression que ses insultes et ses menaces ; la sagesse du cabinet déconcerta ses perfidies et dédaigna de répondre aux bravades. Par le traité d'alliance, la couronne de Castille fut raffermie , et notre double Amérique préservée de tout danger. Voilà les faits qui se rapportent à la première époque de mon administration : l'histoire les consacrera. Jetons un coup d'œil anticipé sur l'époque suivante.

La révolution d'Aranjuez, à laquelle ne fut pas tout-à-fait étranger le Cabinet anglais, détrôna Charles IV et livra son fils à la merci des Français.

Cette guerre d'extermination que le Cabinet de Saint-James attendait avec impatience, provoquait de mille manières, éclate en 1808; un incendie général a dévoré l'Espagne. L'Angleterre apparut aussitôt comme un ange sauveur; elle offrait des secours à un peuple orphelin; ce peuple se jeta dans ses bras : quelles furent les conséquences ?

Le Cabinet de Saint-James, fidèle à son plan, cherchait à ruiner les deux nations à la fois, l'une par l'autre; ses secours furent ménagés avec une machiavélique parcimonie, tout juste assez pour prolonger la lutte : on en calculait la durée, les effets immanquables; on comptait, pour ainsi dire, les battemens du pouls du malade. Mais d'abord, pour compenser les premiers débours, la *contrebande* et les bataillons auxiliaires étrangers entraient de front dans la Pé-

ninsule; nos fabriques furent anéanties; ce qui n'avait pas été d'abord étouffé par un engorgement subit, périt bientôt par les accidens de la guerre habilement amenés ou provoqués.

La marine d'Espagne disparut; ce qui n'avait pas été enlevé pourrit dans les chantiers déserts; le désordre et le pillage régnèrent dans les arsenaux. Nos braves *équipages*, trésor d'expérience et de bravoure que les guerres antérieures nous avaient légué, furent arrachés à leur destination spéciale, disséminés, perdus dans les armées de terre (les Anglais en avaient donné le conseil); et quand il ne restait plus que le nom de l'ancienne marine espagnole, alors la glorieuse couronne des deux Mondes fut misérablement mutilée. A force d'intrigues, de séductions et de menées secrètes ou publiques, on parvint à détacher l'Amérique de la métropole..... Ces faits appartiennent aussi à l'histoire.

A présent, je le demande à M. de Pradt et au général Foy, ou à celui qui l'a fait parler, je le demande à tous mes détracteurs : le traité de Saint-Ildesfonse fut-il une transaction *léonine* dont la France retira seule tous les bénéfices? Non certes; la France n'avait plus à garder ou à perdre que des îles de peu d'importance, des plages malsaines ou inhabitées... L'Espagne possédait un monde entier de l'autre côté des mers.... Grâce à notre alliance et à la puissante diversion par laquelle cette alliance occupait une partie des forces de l'Angleterre pour défendre ses possessions et même son propre sol, toute cette belle moitié du globe appartenant à l'Espagne fut

maintenue en paix, conservée intacte sous les lois de la mère-patrie. Dira-t-on que ce fut un *miracle*, un effet du hasard ? A la bonne heure ; ce miracle a duré pendant douze années, aussi long-temps que la guerre avec la Grande-Bretagne * : et je l'avais prévu, ce miracle ! Le résultat n'a fait que justifier les calculs et la sagesse du cabinet dont j'étais chargé.

« *Mais le commerce souffrit beaucoup,* » ne manqueront pas de dire mes adversaires. Sans doute ; nos relations avec l'Amérique furent souvent interrompues ; nous éprouvâmes des pertes douloureuses. Mais à qui la faute ? On n'avait pas provoqué l'Angleterre ; on avait tout mis en usage pour l'amener à un système de modération : rien ne put la toucher. Soit ambition, soit haine invétérée contre la France ou contre nous, toutes les démarches furent inutiles ; n'ayant pu nous séduire et nous perdre, elle s'obstinait à nous faire du mal. Les dommages qu'elle nous causa furent encore légers en comparaison des souffrances d'autres nations entraînées par l'Angleterre beaucoup plus loin qu'elles n'auraient dû aller. L'Espagne trouvait une sorte de compensation dans la vertu nationale, dans la sollicitude paternelle du Gouvernement, qui créa des ressources inattendues. Malgré tous les contre-coups de la guerre maritime,

* Je dis douze ans, ne voulant pas compter la courte durée de la trêve d'Amiens. Cette trêve nous coûta les quatre frégates, un immense trésor, la vie de trois cents braves attaqués en pleine paix, au grand étonnement de toutes les nations civilisées, par nos amis les Anglais : on perdit beaucoup moins dans les douze années de guerre.

les richesses entassées depuis long-temps sortaient des caves où la méfiance et l'ignorance les tenaient enfouies. *La vente des biens de main-morte* favorisa la circulation du numéraire ; l'agriculture recevait d'utiles encouragemens, le sol devenait plus fécond, les entreprises industrielles se multipliaient avec succès. La contrebande diminuait sensiblement ; les lumières , hautement protégées , faisaient d'heureux progrès ; la masse nationale, remuée par l'industrie, acquérait le goût du travail. La bonne foi, la loyauté du Gouvernement, le dévouement patriotique du commerce, vivifiaient le crédit ; l'activité de nos chantiers maritimes encourageait la production : tous ces avantages réparaient en grande partie les maux de la guerre, et ces maux ne furent point au-dessus de nos forces. Chacun avait du moins sa propriété assurée, sa religion libre de toute atteinte, le foyer domestique hors d'insulte, sous la protection bienveillante et par la sage politique de l'excellent roi Charles IV.

Je ne fais point ici de la poésie ; ce grand développement des ressources morales , industrielles , agricoles du pays , fut encouragé , soutenu pendant et malgré cette guerre navale qui tracassait l'Espagne. J'en parlerai plus explicitement ailleurs en traçant le tableau véridique de ce règne si lâchement calomnié. Je parle à la face de gens qui vécurent alors et qui vivent encore : je les somme de prendre la parole, et de me démentir si je m'écarte de la vérité.

Une dernière explication me reste à donner : se

trouvait-il en Espagne beaucoup de gens qui, dans cet état de choses, eussent préféré la guerre avec la France ? personne. Les désastres continuels de l'Italie et de l'Allemagne faisaient bénir l'administration qui en avait préservé notre pays. Certainement l'Espagne, forte, vigoureuse, était prête à repousser quiconque eût osé la provoquer par une agression directe ; mais nul Espagnol n'aurait voulu, de gaieté de cœur, exposer sa patrie à une guerre qui, en cas de revers, aurait mis en question ses croyances, sa propriété, ses mœurs, la couronne de son monarque, la splendeur de ses autels. Dans l'intérieur des provinces, dans les campagnes, comme dans les villes mêmes, à peine savait-on qu'il y avait une guerre maritime. En général, les effets n'en étaient point sensibles ; là où ils l'étaient, on ne se plaignait pas du Gouvernement, qui n'avait point provoqué cette guerre ; on savait que le mal venait d'ailleurs. La paix territoriale compensait beaucoup de maux et détournait au loin les calamités dont le reste du continent était le théâtre. La même résignation, le même ensemble de volontés, la même déférence pour le Gouvernement, régnaient en Amérique. Bien que les naturels du pays redoutassent peu les attaques de la part de la France, ils voulaient la paix avec elle, aimant mieux avoir à se défendre contre l'Angleterre. Cette union remarquable des esprits dans la Péninsule, en Asie, dans les îles et sur tout le continent de l'Amérique, est le plus bel éloge du système adopté par Charles IV ! Le bon accord des peuples, l'admirable conformité de leurs vœux dans toute l'étendue de

l'empire , furent un avantage immense pour l'Espagne : M. de Pradt ne s'en est pas douté. Dira-t-il encore que le traité de Saint-Ildefonse ne fut profitable qu'à la France ?

CHAPITRE XXXVI.

ÉGARDS ET BONS PROCÉDÉS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

—ELLE OBSERVE RELIGIEUSEMENT LES TRAITÉS DE BALE
ET DE SAINT-ILDEFONSE.

Je crois avoir suffisamment expliqué les motifs qui me déterminèrent d'abord à faire la paix, ensuite un traité d'alliance avec la République française ; il est prouvé que cette alliance, utile à l'une et à l'autre nation, le fut encore plus à l'Espagne.

On a prétendu que ce traité nous réduisait à un état de servitude ; que la direction ou l'emploi de nos ressources, de nos forces, étant à la merci de la France, celle-ci en disposait arbitrairement suivant son intérêt ou son caprice.

En vérité, si, relativement à l'échange convenu de bons offices réciproques, l'une des deux nations eut quelque droit de se plaindre, sans contredit, ce fut la France. Tout autre gouvernement moins attentif à nous ménager n'aurait pas manqué de nous accuser de tiédeur ou d'égoïsme. La politique républicaine, généralement si exclusive, si impérieuse, voulut bien faire une exception en notre faveur.

Dès les premiers jours du traité de Saint-Ildefonse, le Directoire rencontra dans notre cabinet un ob-

stacle à toute prétention tant soit peu élevée, je dirai plus, à certaines prétentions qui n'étaient pas rigoureusement justes, mais que l'intérêt mutuel de l'Espagne et de la France ou des considérations politiques rendaient très plausibles. En voici une preuve parmi beaucoup d'autres ; je cite un fait bien notoire en ce temps-là, aujourd'hui probablement oublié.

La déclaration de la guerre et le traité de Saint-Ildefonso, dont l'Angleterre n'avait aucune connaissance, furent publiés. A cette double nouvelle, les forces britanniques sortirent à l'instant de la Méditerranée ; sir John Jervis se retira du côté de Gibraltar, plutôt pour *observer* que pour combattre les escadres de Toulon et de Cadix qui devaient se rallier dans ce dernier port, et qui étaient trois fois plus fortes que la sienne. Jervis était dans l'impossibilité d'envoyer du secours en Portugal avant l'arrivée des renforts qu'il attendait. La première entreprise dont le Gouvernement français eut l'idée (et il y tenait beaucoup) fut de tenter un coup de main contre les Anglais établis sur la côte de Lisbonne et à Oporto. En effet, les escadres de Cadix et de Toulon se réunirent ; rien n'était plus facile que de forcer l'entrée du Tage, s'avancer sur la capitale et se faire livrer tous les vaisseaux marchands avec les immenses magasins qui couvraient le littoral de ce royaume : certainement l'amiral Jervis n'avait pas les moyens de s'y opposer. La même opération pouvait s'effectuer à l'embouchure du Duero ; c'était un coup mortel pour les intérêts britanniques ; il y avait là de quoi faire tomber et bouleverser cet impitoya-

ble cabinet. Je refusai de me prêter à ce projet; je commis une grande faute peut-être : je sacrifiai la politique à la morale. Scrupuleusement attaché au texte littéral du traité de Saint-Ildéfonse, je ne croyais pas que, ni directement ni indirectement, sous le prétexte d'attaquer l'ennemi commun, il fût permis d'adjoindre les troupes espagnoles à des troupes françaises sur le territoire d'un peuple qui n'était pas ennemi déclaré de l'Espagne. Sans doute mes scrupules pouvaient être combattus; la question était douteuse; le Directoire avait de bonnes raisons à donner, je n'en fis valoir qu'une seule : je dis que l'invasion d'un pays neutre, comme l'était le Portugal vis-à-vis de nous, et d'un pays où régnait un prince uni à la Cour de Madrid par d'intimes relations de famille, affligerait Charles IV, et le dégoûterait de l'alliance qui venait d'être contractée avec la République. Le Gouvernement français n'insista plus, et par cette application rigoureuse du principe établi dans le traité, *l'article dix-huit* acquit une force désormais incontestable. Il n'y avait plus de collision à craindre avec nos amis, pas même avec ceux qui ne l'étaient que faiblement et en apparence.

Cependant la conduite du Portugal, toujours influencé par l'Angleterre, ne fut pas celle d'un ami de l'Espagne. Il existait une paix *apparente de lui à nous*; pas davantage. Je n'attache aucune espèce de vanité à ce triomphe obtenu par moi dans cette occasion : je crus remplir un devoir en sacrifiant l'intérêt matériel à l'honneur espagnol. Ce *fait* indique assez que notre alliance avec la République n'avait

rien de servile ; que mes ennemis en citent d'autres, s'ils peuvent, pour prouver le contraire ; je les en défie. Dans les entreprises même où, par la teneur du traité, nous étions obligés à prêter assistance à la République, le Directoire fut sobre dans ses demandes, et l'Espagne encore plus dans ses dispositions à y accéder. Je ne parle pas seulement de l'époque où j'étais à la tête du cabinet ; le Gouvernement français garda la même modération avec mes successeurs après ma retraite du ministère. L'Espagne ne fournit aucun secours à la France dans ses expéditions contre l'Irlande et ne concourut en aucune manière à celle d'Égypte... Voyez pourtant laquelle des deux puissances en retira le plus de profits. L'attention de l'Angleterre fut appelée à défendre ses propres côtes ; et tandis qu'elle s'épuisait à combattre les Français en Afrique, il nous fut permis de veiller à la sûreté de nos colonies et de recevoir nos galions ; nous parcourûmes librement toutes les mers qui baignent les domaines de l'Espagne.

En quelle occasion, sur le continent ou sur la mer, avons-nous servi d'instrument à la République ? Deux fois le Directoire (en 1797 et 1798) eut la prétention de voir nos troupes et les siennes marcher ensemble contre le Portugal, ou du moins qu'il lui fût donné passage pour l'envahir avec ses propres forces. Le Cabinet espagnol refusa l'un et l'autre avec adresse et fermeté ; notre médiation fut acceptée. Une paix avantageuse, ménagée à Paris, assurait le repos du Portugal : mais ce gouvernement, toujours dominé par l'Angleterre et leurré par ses

promesses, ne voulut pas ratifier le traité ! Quelle dut être l'irritation du Directoire ! Le ministre portugais fut d'abord jeté dans une prison *. Le Gouvernement français, persuadé que l'Espagne partagerait son ressentiment, résolut de porter la guerre jusqu'à Lisbonne, et pour cela il ne voulait ni notre concours ni notre approbation. Plusieurs corps de troupes destinés à faire cette campagne s'assemblèrent dans les Pyrénées occidentales ; le général Augereau, rappelé d'Allemagne, devait en prendre le commandement ; le fait est bien connu. Mais le Cabinet espagnol refusa de nouveau d'accorder le passage à l'armée française ; il prit sur lui le soin d'arranger l'affaire, sans qu'on en vint aux dernières extrémités. Le Directoire voulut bien encore céder dans cette circonstance. Il est à remarquer, néanmoins, que le Portugal, éternelle pierre d'achoppement pour l'Espagne, toujours ingrat et mal conseillé, ne renonça jamais à son système d'hostilités plus ou moins déguisées contre la France et contre nous ; et la France consentit à se montrer non moins indulgente que l'Espagne : voilà quant au Portugal.

Il n'est pas permis d'ignorer non plus combien le Directoire eut d'égards pour la recommandation de Charles IV en faveur des maisons de Parme et de Naples. Le Pape fut sauvé deux fois par l'entremise de l'Espagne, pendant que j'étais au ministère : la première en 1796, époque du traité de Bologne ; la seconde, l'année d'après, lorsque le Saint-Père s'é-

* Au Temple.

tant de nouveau lancé dans la funeste guerre d'Italie, il fallut souscrire le traité de Tolentino *.

Dira-t-on que le Directoire avait quelque intérêt à maintenir la puissance temporelle et l'influence politique du vicaire de Jésus-Christ ? On sait au contraire que le Gouvernement français aurait bien plutôt voulu voir disparaître ce fantôme qui lui faisait ombrage à cause de son action sur les consciences des peuples catholiques. On sait aussi avec quelle préoccupation et quel fanatisme d'un genre nouveau le théophilanthrope Laréveillère, alors membre du Directoire, s'obstinait à supplanter l'ancien culte romain.

Et tous les obstacles s'aplanirent..... Quelle fut la part de l'Espagne à cet heureux résultat ? Voici une lettre de Bonaparte à notre ambassadeur à Rome, D. Joseph-Nicolas de Azara :

« La médiation et les bons offices de Sa Majesté
» Catholique le roi d'Espagne ont produit l'effet que
» vous désiriez. Vous trouverez ci-joints les articles
» du traité de paix conclu, il y a deux heures, entre la République et le Pape : je regrette que les
» circonstances ne vous aient pas permis d'assister
» à la conclusion définitive de ce traité. Il y a huit

* Le troisième et dernier malheur qu'éprouva Pie VI, le 15 février 1798, fut le résultat de l'insurrection des Romains, insurrection compliquée d'incidens contradictoires et qui ne donna pas le temps de négocier ni d'un côté ni de l'autre. Si le gouvernement du Saint-Père eût profité des sages conseils et des bons offices de notre ministre Azara, le trône pontifical aurait pu être sauvé pour la troisième fois.

« mois, vous aviez sauvé Rome par l'armistice de Bo-
 « logne; si vos conseils eussent été suivis, on ne se
 « serait pas exposé aux périls d'une guerre insen-
 « sée. Mais puisqu'à présent l'expérience a pu les
 « faire apprécier, je ne doute pas que Sa Sainteté
 « ne reconnaisse combien il est important pour la
 « tranquillité publique et la conservation de la paix
 « que vous retourniez promptement à Rome. De mon
 « côté, je le désire vivement. Je suis bien persuadé
 « que votre présence contribuera beaucoup à raf-
 « fermir les sentimens pacifiques dont le Saint-Père
 « ne doit plus se départir dorenavant.

« Recevez l'expression de mon estime, etc. *

« Signé, BONAPARTE. »

* Cette lettre parut dans tous les journaux de France et d'Italie; elle se trouve dans la *Gazette de Madrid* du 18 avril 1797, page 318. C'est ici l'occasion de réfuter une calomnie que mes vils ennemis répandirent à cette époque, et que les auteurs de la *Nouvelle Biographie des Contemporains* n'ont pas manqué de ramasser avec tant d'autres ordures.

Quand l'excellent et candide pontife Pie VI fut séduit au point de se jeter dans la *ligue italienne*, il écrivit à Charles IV pour l'exhorter à rompre de son côté le traité de Bâle; le nonce de Sa Sainteté à Madrid fit toutes sortes de démarches auprès du cabinet alors confié à ma direction. La réponse du Roi ainsi que la mienne étaient l'une et l'autre remplies de sentimens de piété filiale, d'amour et de respect pour le père commun des fidèles. Cependant Sa Majesté engageait Pie VI à ne point se mêler de guerres qui pouvaient compromettre son caractère et son existence : le Roi lui exposait en même temps les motifs en vertu desquels il persistait à s'en tenir à la paix avec la France. Les *Biographes* disent que ma lettre, à moi, n'était qu'un per-

Les papiers publics de l'époque racontent aussi quelle fut la conduite du Cabinet espagnol à l'égard du Saint-Père, dans la dernière et déplorable épreuve qu'il eut à subir (15 février 1798). J'étais alors disposé à quitter le ministère, et je voulus y rester encore quelque temps pour aviser aux moyens d'adoucir la situation de Sa Sainteté, en lui faisant parvenir les secours dont l'Espagne ne fut point avare envers elle jusqu'à sa mort. Ici je dois dire que la France se méfiait de tous les gouvernemens, ex-

siflage très injurieux pour le Pape; ils ajoutent que je fis courir cette lettre dans le public, où elle excita une telle indignation que je fus obligé d'en arrêter le cours en retirant tous les exemplaires déjà mis en circulation. Ceux qui se mêlent d'écrire l'histoire ne devraient-ils pas examiner, comparer les faits, et ne les juger qu'après les avoir soumis à une saine critique? D'abord, il était tout naturel de révoquer en doute l'authenticité de cette prétendue lettre, puisque, dans ce temps-là même, je donnais chaque jour des preuves de mon dévouement au chef de l'Église et de ma respectueuse affection pour sa personne. Il n'y eut de vrai qu'une seule chose, c'est qu'il se répandit dans Madrid une copie falsifiée de ma lettre ministérielle. Les perfides qui poussaient à la guerre, et qui cherchaient à me rendre odieux, fabriquèrent cette imposture. Lorsque j'en eus connaissance, mon indignation fut égale à ma surprise; je fis à l'instant arrêter cette circulaire subreptice, et lorsque la publication de ma véritable lettre ne pouvait plus compromettre le Pape, j'ordonnai qu'elle fût publiée dans toute l'Espagne. L'inconcevable légèreté de ces faiseurs de *Biographies* si empressés d'accueillir les imputations de mes ennemis ne leur a-t-elle pas donné quelques regrets? Ainsi profanée, la presse ne serait plus qu'un instrument de dommage. Quel abus de la plus belle invention de l'esprit humain!

cepté du nôtre; il nous fut toujours permis de conserver des relations directes, intimes, avec l'auguste prisonnier. Trois prélats, MM. Lorenzana, inquisiteur-général, archevêque de Tolède, D. Raphaël Musquiz, depuis archevêque de Saint-Jacques, et Despuig, archevêque de Valence et ensuite cardinal, furent envoyés auprès du Souverain Pontife pour lui porter des consolations et des secours *. Le Directoire ne fut point alarmé de ces communications; il vit sans jalousie notre empressement, nos déférences pour le Pape, et ne songea point à s'y opposer. Telles furent la nature et la liberté de notre alliance avec la République.

* Ces trois prélats avaient été envoyés à Rome un an avant la catastrophe du 15 février 1798, d'abord pour rétablir la bonne harmonie avec le Saint-Siège, après les difficultés qui s'étaient élevées entre le cardinal Busca et notre ambassadeur Azara; ensuite pour offrir des conseils, prévenir des malentendus et de nouvelles luttes avec la République française. Quand la troisième rupture éclata, les prélats espagnols reçurent l'ordre d'accompagner, de consoler le Saint-Père dans sa douloureuse captivité. La Cour ouvrit un crédit illimité pour que rien ne manquât à l'illustre prisonnier. On a dit que la politique avait eu part à la mission donnée aux trois archevêques. Il n'y eut pas d'autre mission à remplir que celle que je viens d'indiquer; cependant le choix de l'archevêque Lorenzana était justifié par des circonstances particulières et personnelles à cet inquisiteur-général. Son éloignement était convenable, nécessaire même; il inquiétait le Gouvernement et contrariait mon projet de renfermer l'autorité du Saint-Office dans les véritables limites que prescrit l'Évangile ¹.

¹ Voir à la table biographique le nom de *Lorenzana*.

Ceux qui, en ce temps-là, eurent à négocier avec la France, et ceux qui verront dans l'histoire la rigueur avec laquelle les rois et les gouvernemens furent traités par la République française, ne sauront à quoi attribuer sa condescendance à notre égard. Ils croiront peut-être qu'elle fut achetée par des sacrifices; mes calomniateurs n'ont pas manqué de le dire; mais ils n'ont pu citer un seul fait : je l'ai déjà déclaré ailleurs ; je les défie encore de trouver une preuve de ces lâches imputations. Il n'existe ni en Espagne ni ailleurs aucune donnée d'où l'on puisse inférer que la conduite généreuse et bienveillante de la France ne fut pas complètement désintéressée de sa part. Il a couru des bruits vagues : en voici un que le général Foy n'a pas craint d'accueillir. « Les escadres françaises, dit-il, quand elles » abordaient en Espagne, épuisaient, dévoraient » les magasins du Roi. » Il est pénible de voir cet illustre général accepter aussi légèrement le rôle que la calomnie fait jouer à la France vis-à-vis d'une nation amie et alliée ! Il est bien vrai que nos escadres plus d'une fois prirent les objets dont elles avaient besoin dans les magasins de Brest et de Toulon alors convenablement approvisionnés, comme les escadres françaises puisèrent franchement dans les nôtres ; mais il en fut tenu compte de chaque côté, et à la fin tout fut soldé avec une rigoureuse exactitude.

Je voudrais expliquer ici combien la France mit de bons procédés, de facilités, dans ses rapports pécuniaires avec le Gouvernement espagnol ; n'ayant pas sous la main les documens nécessaires pour appuyer

des assertions qui paraîtraient exagérées, je ne citerai qu'un fait connu bien certainement de gens qui vivent encore. Vers la fin de 1801 (je ne crois pas me tromper sur cette date), deux bâtimens de la compagnie des Philippines, chargés de lingots et de marchandises pour la somme d'environ 6 millions de piastres (plus de 30 millions de francs), abordèrent à l'île de France et demandèrent une escorte : deux frégates de guerre, *la Vertu* et *la Régénérée*, étaient prêtes à faire voile pour la France. Le gouverneur de l'île consentit à ce qu'elles convoyassent les deux bâtimens espagnols dans leur traversée ; mais il demandait, à titre d'emprunt, une somme de deux millions de francs dont la colonie avait besoin. La proposition ayant été acceptée, les deux frégates protégèrent nos galions jusqu'à leur arrivée en Espagne. Uniquement occupées à surveiller le dépôt qui leur était confié, elles ne cherchèrent à faire aucune prise, et l'occasion s'en présenta plus d'une fois dans le voyage. La traversée fut longue et pénible ; la mission des vaisseaux français éprouva des retards : cette mission était urgente et grave ; l'avance ou emprunt des deux millions ne concernait que des intérêts privés, ceux de la compagnie des Philippines, ce n'était pas une affaire directe avec le Gouvernement. En 1802, notre ambassadeur à Paris, dans une conférence diplomatique, se louait des bons procédés du Gouvernement français et faisait remarquer les avantages que la protection et l'appui de la France procuraient au commerce des deux pays. Il saisit cette occasion de rappeler, sans

toutefois se plaindre, l'emprunt ou l'engagement des deux millions avancés à l'île de France. « C'est pour- » tant une escorte un peu chère! ajouta-t-il. — Mais » vous voyez bien, dit Cambacérès, que cela n'est » pas de notre temps. — Cet argent sera rendu! » s'écria le premier Consul. En effet, quelques jours après, il fut ordonné que la somme serait payée par le Trésor public. Le ministre des Relations extérieures communiqua le décret, en ajoutant que le Gouvernement français invitait le nôtre à produire toutes les réclamations d'intérêts pécuniaires que Sa Majesté Catholique ou ses sujets croyaient avoir le droit de lui adresser, quelle qu'en fût la date ou l'ancienneté. « Entre deux grandes nations qui s'estiment » mutuellement, et qui se font un honneur de partager les avantages et les périls d'une guerre commune, rien ne doit se passer qui blesse la dignité » de leur alliance et la convertisse en une sorte de » trafic au préjudice de l'une ou de l'autre. » Ainsi parlait le ministre français.

Le Gouvernement consulaire avait déjà donné d'autres preuves de son respect pour le double traité de paix et d'alliance. Un décret du 8 décembre 1800 recommandait l'exécution de l'article 10 du traité de Bâle; toutes les restitutions et indemnités dues aux sujets de Sa Majesté Catholique pour les biens et effets confisqués ou séquestrés pendant la guerre, devaient être liquidées et définitivement satisfaites. L'ancien Directoire ne s'était jamais refusé à reconnaître ces créances; mais les embarras dans lesquels il s'était trouvé, les continuelles vicissitudes de l'ad-

ministration, ne lui avaient jamais permis de continuer cette affaire. Plusieurs liquidations avaient été réglées; cependant il en restait beaucoup à discuter. Parmi les paiemens effectués, quelques-uns ne l'étaient pas intégralement; les besoins des créanciers les avaient fait consentir à des réductions qui n'étaient nullement autorisées par le traité. La chute du gouvernement directorial laissa les choses dans cet état d'incertitude. On sait que, dans les cas de cette nature, le gouvernement nouveau méconnaît assez volontiers les anciens engagements, ou du moins les rejette à l'arrière. Telle ne fut point la manière du Consulat: toutes les réclamations régulières des créanciers espagnols furent liquidées et acquittées; et qui plus est, les comptes arrêtés et même soldés sous le Directoire par des paiemens arbitraires ou incomplets, furent admis à rectification et payés totalement.

Il m'est pénible d'avoir ici à faire remarquer l'ignorance ou l'injustice de la *Junte centrale gubernative* d'Espagne dans sa déclaration de guerre à la France, publiée à Aranjuez, le 14 novembre 1808.

Parmi les dommages que l'Espagne prétend avoir reçus de la part de la France sous les divers gouvernemens, on va jusqu'à dire: « Que les indemnités » dues à la couronne ou aux sujets de Sa Majesté » Catholique furent constamment déniées, et toutes » les réclamations à cet égard absolument repoussées*.

* Supplément à la *Gazette de Madrid* du 19 novembre 1808.

On avait assez de motifs pour déclarer la guerre à Napoléon sans qu'il fût nécessaire d'en alléguer un qui était injuste et contraire à la vérité.

Le décret consulaire dont j'ai parlé plus haut fut inséré dans la *Gazette de Madrid*. Toutes les juridictions du royaume en reçurent l'avis et des exemplaires avec des instructions analogues. La junta de represailles * fut chargée de cette communication officielle et s'en acquitta avec toute la solennité requise : chaque municipalité fit publier le décret dans son district. Comment la junta centrale a-t-elle pu ignorer ou méconnaître ce fait ?

Voici le texte des principaux articles de ce document :

1° L'offre faite par Son Excellence l'ambassadeur du roi d'Espagne, au nom de Sa Majesté Catholique, de procéder par voie de négociations à l'exécution de l'article 10 du traité de Bâle, est acceptée.

2° Il sera formé une commission spéciale de trois personnes nommées par le premier Consul sur la proposition du ministre des Relations extérieures et de celui des Finances.

3° Cette commission est chargée de recevoir et d'examiner les titres des créances espagnoles ; d'en vérifier la légitimité d'après les dispositions de l'article 10 du susdit traité de Bâle ; et, d'accord avec les commissaires nommés par Sa Majesté Catholique,

* *Junta de represalias* : tribunal dont le nom indique les attributions, *prises, confiscations, séquestres* de biens appartenant à des étrangers, etc.

la commission déterminera la qualité ou valeur totale définitivement liquidée, ainsi que les modes et termes de paiement.

4° Sont confirmées les liquidations déjà réglées à l'époque de l'établissement de la présente commission.

5° Les créanciers espagnols qui, après la liquidation de leurs titres, auraient été forcés d'en accepter le remboursement en tout ou en partie par une fausse application de lois contraires au traité de Bâle, qui garantissait le remboursement intégral, adresseront leurs réclamations à la commission : celle-ci prononcera conformément aux droits de chacun.

9° Les comptes des liquidations visées par le ministre des Relations extérieures seront communiqués au ministre du Trésor public, et celui-ci en ordonnera le remboursement suivant la disposition et teneur de chaque article.

11° Le Trésor public effectuera les paiemens conformément au décret des Consuls et sur le rapport qui en sera fait par le ministre. La liquidation étant réglée et arrêtée, le paiement aura lieu sans difficulté, sans délai, sans qu'il soit besoin d'attendre la fin de la liquidation générale.

Qu'auront à répondre, après une pareille convention religieusement et publiquement accomplie, ceux qui ont accusé de négligence ou de faiblesse tant mon administration que celle de mes successeurs ? Comment ont-ils pu dire, à la face du monde, que :
« Les indemnités et restitutions dues à la couronne »
ou aux sujets de Sa Majesté Catholique avaient été

« constamment déniées et toutes les réclamations
« repoussées ? »

Et c'est ainsi qu'on s'est permis de qualifier la conduite loyale et équitable du Gouvernement républicain, dont les bons procédés envers l'Espagne ne peuvent être contestés !

C'est assez de preuves ; si je ne me fais pas une vaine illusion, il est démontré jusqu'à l'évidence que cette paix de Bâle, traitée dans le moment opportun et avec honneur, sauva la patrie et le trône des chances désastreuses qui coûtèrent tant de larmes et de sang aux autres puissances de l'Europe obstinées à combattre la République. L'alliance qui consolida la paix fut à la fois une nécessité imposée à l'Espagne par l'Angleterre , et une sage mesure politique dont le mérite appartient aux dignes conscillers de la couronne encore plus qu'à moi-même. J'obtins, sans oser d'abord l'espérer, l'avantage de ne pas dépasser la ligne où notre intérêt se trouvait uni à celui de la France. L'Espagne dut à cette heureuse inspiration l'honneur d'être considérée et respectée plus que toute autre nation du continent européen. S'il ne nous fut pas donné de vaincre l'Angleterre, nous pûmes du moins résister à son ambition et conserver intacts nos vastes domaines d'outre-mer. Ce grand résultat fut atteint sans compromettre notre dignité, moins encore notre indépendance nationale. Les sacrifices que la guerre maritime nous imposa ne furent pas néanmoins des sacrifices faits à la France ; nous les fîmes pour notre sûreté, pour notre liberté que la France ne menaçait pas, et dont l'Angleterre vou-

lait nous priver. Dans la lutte colossale de ces deux puissances, il ne nous était pas possible de rester neutres : le moindre mal auquel il fallait se résigner, c'était de braver l'inimitié déclarée de la Grande-Bretagne, en s'appuyant sur la France; et l'Espagne retira plus d'utilité de cet appui que la France elle-même. L'Espagne enfin, malgré cette union avec la République, ne fut point sa vassale; la République ne lui fit point la loi..... Nous n'en sommes pas encore à l'Empire; pour ce qui regarde cette dernière époque, ma défense est prête : elle ne sera pas moins péremptoire.

CHAPITRE XXXVII.

D. JOSEPH MONINO, COMTE DE FLORIDA BLANCA, PRÉSIDENT DE LA JUNTE CENTRALE GUBERNATIVE, EN 1808. — MANIFESTE PUBLIÉ PAR LA JUNTE (14 NOVEMBRE 1808). — RÉPONSE AUX INJURES QU'IL CONTIENT.

Après avoir renversé le trône de Charles IV et livré l'Espagne à la merci de Napoléon, ceux qui avaient fait tout le mal se hâtèrent de le rejeter sur moi : « *C'est lui qui a vendu son pays,* » dirent-ils avec une inconcevable effronterie. Alors le voile mystérieux dont ils avaient convert leurs intrigues n'était pas encore soulevé *.

L'indignation excitée contre moi alla jusqu'à la fureur; mon nom fut outragé, la proscription s'étendit indistinctement à tous les miens. Beaucoup de bons serviteurs de la monarchie furent égorgés par une populace égarée; quelques-uns coururent de grands dangers; d'autres, saisis d'une lâche terreur, affectè-

* La lettre de Ferdinand VII à Napoléon ne fut connue du public que dans le mois d'avril, après les événemens du 19 mars 1808, et ce fut Napoléon qui la fit connaître par sa réponse. Cette lettre déconvre toute l'intrigue d'Escoiquiz, l'Infantado, Beauharnais, etc....

rent de se déclarer contre moi, s'efforçant même de prouver qu'ils avaient toujours été mes ennemis. Ainsi, d'un côté, la calomnie, et, de l'autre, la peur, me firent perdre toute espèce d'appui. Personne n'osait élever la voix pour me défendre; à la vérité, rien n'aurait désarmé cette multitude furieuse, intimement persuadée que j'étais, moi seul, coupable de la trahison qui livrait l'Espagne aux Français. Il y avait pourtant certaines personnes, ou il aurait dû s'en trouver qui, jouissant de la faveur populaire et à l'abri de tout soupçon de connivence, pouvaient essayer de calmer les esprits, chercher à les éclairer, du moins ne pas attiser le feu, et s'abstenir de parler ou d'écrire contre leur propre conviction.

De tous ceux qui manquèrent de courage et d'honneur, je n'en veux citer qu'un seul; son âge, sa position exceptionnelle, sa vieille renommée, lui donnaient une sorte d'autorité.

J'ai déjà réfuté la fausse assertion contenue dans le manifeste de la *Junte centrale gubérnative* : document officiel, mais bien plus remarquable par la justice de la cause que par la manière dont il est écrit et conçu. C'est là que je suis appelé l'auteur *infâme du traité de 1796*; et l'*alliance avec la République est accusée d'avoir produit des maux infinis*. La double sentence est prononcée d'un ton solennel, sans dire toutefois quels furent ces maux, ni même vouloir les indiquer*.

* Lorsque je parlerai des événements de 1808, je donnerai ce manifeste avec des notes.

Le comte de Florida Blanca (D. Joseph Monino , président de la junte) s'est fait l'éditeur responsable de la dénonciation. Cet ancien ministre , dont je ne fus jamais l'ennemi, et qui n'avait jamais été le mien, me prodigua souvent des témoignages d'intérêt, et me félicita plus d'une fois sur les succès de mon administration *. Les plus expressives de ses lettres se rapportent aux années 1795 et 1796, au sujet de la paix de Bâle et du traité de Saint-Ildefonse. Quel fut mon étonnement , lorsque je vis ce vieillard , payant un si honteux tribut à la fragilité humaine , démentir à la fois sa vie passée, son caractère, son propre témoignage, et m'imputer des malheurs dont il était lui-même la première cause !

* On a fait courir une infinité de bruits sur mon compte, entre autres celui qui m'attribuait la disgrâce du comte de Florida Blanca en février 1792. Loin d'y avoir eu la moindre part, j'en fus péniblement affecté. Outre mon respect et mon estime pour lui, je lui avais des obligations; il ne manquait jamais de me témoigner de l'intérêt, surtout en présence de Charles IV. Je dois même ajouter qu'il m'avait recommandé à Sa Majesté, en me faisant l'honneur de m'attribuer d'heureuses dispositions pour la carrière diplomatique ¹.

Les véritables motifs de sa disgrâce sont connus. La noblesse et le clergé lui étaient contraires depuis long-temps; mais le coup fatal lui fut porté par son ennemi déclaré, le comte d'Aranda, qui s'enrichit de sa dépouille, en lui succédant au ministère. J'en ai déjà parlé au chapitre XI de ces *Mémoires*. Il

¹ On disait alors que Florida Blanca, jaloux des distinctions dont le jeune Godoy était l'objet, avait adroitement voulu persuader au Roi qu'il serait convenable de le faire voyager, en lui donnant une mission diplomatique : la chose est possible.

En effet, si l'on remonte à la source, le comte de Florida Blanca, sans y penser, mais devant y avoir pensé, fut l'auteur véritable de tous les maux de l'Espagne.

Est-ce donc par lâcheté, par faiblesse de caractère, ou par une misérable condescendance en faveur de l'opinion frénétique de l'époque, qu'il m'a cruellement insulté? Il aurait dû s'exprimer avec plus de mesure que tout autre; il parlait de son successeur, d'un ami qui succombait en luttant contre la tempête, contre les dangers que lui, Florida Blanca, avait légués à l'Espagne, à l'Europe, au monde entier, par son imprudence ou son incapacité. Encore s'il eût appuyé ses invectives par des raisons quelconques, s'il eût cherché à justifier l'épithète d'*infâme* qu'il

est notoire que d'Aranda, non content de l'avoir renversé et de s'être mis à sa place, le fit exiler et renfermer dans le château de Pampelune. Il est notoire aussi qu'en entrant moi-même au ministère, l'un de mes premiers actes fut de retirer Florida Blanca de son exil, en lui restituant ses honneurs et ses biens. Il jouit tranquillement des uns et des autres, et par son choix, dans le royaume de Murcie, son pays natal, pendant tout le temps que je conservai le pouvoir ou quelque influence à la Cour. Si j'avais mes papiers à ma disposition, je produirais ici plusieurs de ses lettres, remplies d'affection et de cordialité. J'avais reçu de lui un gage d'amitié particulière; c'étaient six beaux chandeliers et un crucifix de lapis lazuli que le comte avait rapportés de Rome, où il était ministre du Roi. « Je vous en ai fait un legs » dans mon testament, m'écrivait-il; mais j'aime encore mieux » que vous entriez en jouissance dès à présent. » Quelques-uns de mes anciens amis qui sont encore vivans peuvent bien se souvenir d'avoir vu ces objets précieux sur l'autel de mon oratoire.

osait m'appliquer pour avoir fait le *traité de Saint-Ildefonse*, s'il eût cité des faits pour prouver que ce traité *causa des malheurs infinis*, je me bornerais à combattre ses assertions par d'autres raisonnemens. Mais il a parlé d'office, avec un ton d'autorité : je dois l'attaquer directement à mon tour ; je veux avoir le cœur entièrement net sur cette affaire.

D. Joseph Monino, comte de Florida Blanca, premier ministre en 1777, trouva l'Espagne riche, puissante, dans l'état le plus satisfaisant ; la voie était ouverte, libre, pour arriver à des résultats favorables, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. L'Espagne était considérée en Europe ; elle avait un grand poids dans la balance politique. L'Angleterre et la France recherchaient à la fois son amitié ; nul ennemi sur le continent ; son pavillon flottait avec assurance sur toutes les mers ; la dynastie des Bourbons était au faite de la grandeur ; elle jouissait en France, en Espagne, en Italie, sans contradiction, de l'immense héritage que lui avaient préparé la politique, le zèle et l'énergie de Louis XIV....

Quelle situation si belle, si opportune, pour un homme d'État placé au timon du vaisseau ! Un vent propice enflait les voiles, le ciel était pur ; pas la moindre apparence de tempête. L'Europe en général offrait une perspective d'amélioration et de progrès. Les lumières gagnaient de proche en proche ; l'industrie faisait des prodiges ; le commerce n'avait plus de bornes ; tous les peuples s'enrichissaient ; le bien était facile. Le goût du *bon*, de l'*utile*, s'étendait généralement ; les souverains de l'Europe, plus ou

moins avancés, suivaient tous le mouvement du siècle ; aucun ne cherchait à le retarder. Les lois améliorées, l'instruction plus répandue, dissipèrent les vieux préjugés, et des réformes salutaires s'effectuaient graduellement. Les bases du pouvoir étaient bien assises ; il ne s'élevait aucune contestation à cet égard ; ni l'ambition de plusieurs ni celle d'un *seul*, ne convoitaient nulle part l'autorité suprême. Les questions délicates, toutes dangereuses, de la *souveraineté populaire*, les utopies systématiques, ne se trouvaient que dans les livres et n'attiraient l'attention que d'un petit nombre de lecteurs. Tous les anciens pouvoirs étaient respectés ; le travail, l'industrie, le commerce, absorbaient l'attention publique ; l'esprit révolutionnaire n'avait point encore soufflé.

Tout-à-coup ce calme universel fut troublé par la querelle d'une contrée de l'Amérique du Nord avec la mère-patrie. Un ministre du roi de France, le comte de Vergennes, grave et profond diplomate, séduit par la vaine gloire de contrarier ou d'humilier l'Angleterre, voulut protéger l'*insurrection des colons*. Il leur fournit en secret des armes, de l'argent, des conseils ; il finit par traiter avec eux d'égal à égal ; la monarchie française devint l'alliée de la liberté naissante au-delà des mers.

L'Angleterre offensée courut à la rencontre de l'ennemi ; la guerre s'alluma ; et la France, pour assurer son triomphe, dans cette lutte qu'elle avait provoquée, sollicita l'appui de l'Espagne, qui lui était nécessaire.

Quelle fut, dans cette circonstance, la conduite du

roi Catholique, d'un roi possesseur d'immenses colonies dans les deux hémisphères de l'Amérique où l'insurrection venait d'éclater, où s'élevait une *république* sur la lisière même du territoire de l'empire mexicain ?

Le ministre espagnol épousa le dangereux système de la France; il dissipa les trésors de l'État; il créa des emprunts. Nos vaisseaux sillonnèrent toutes les mers; une active diplomatie travailla pendant une année à faire perdre à l'Angleterre les amis qu'elle avait en Europe, en Afrique, en Asie; et quand les choses lui parurent amenées au point qu'il désirait, il jeta dans l'un des plateaux de la balance tout le poids de la monarchie espagnole. Il concourut à cette imprévoyante guerre qui tendait à consacrer l'*insurrection* d'une *colonie* contre sa *métropole*, conséquemment l'*insurrection* des *peuples* contre les souverains légitimes. De là vinrent des haines éternelles; ce précédent fatal appelait des vengeances ou plutôt des représailles... Le jour où les deux cabinets de France et d'Espagne se liguerent ainsi, au mépris des égards que les États civilisés se doivent réciproquement et des lois générales de conservation qui protègent l'ordre social, la boîte de Pandore fut ouverte; il en sortit tous les maux qui ont ravagé l'ancien et le nouveau monde *.

* Qu'on ne dise pas, pour excuser le comte de Florida Blanca, que la Cour de Madrid reconnut l'indépendance des Américains du Nord *seulement* après la fin de la guerre. Qu'importe cette vaine dissimulation? L'Espagne ne concourut pas

Une force majeure, une nécessité irrésistible, obligeaient-elles le ministre espagnol à une condescendance qui devait nous coûter si cher? non. L'Espagne alors était plus forte que la France elle-même; loin de lui imposer des lois, on la suppliait. Était-ce la volonté particulière de Charles III? pas du tout : ce monarque était opposé à une coalition avec la France pour un but de cette nature; ce ne fut pas sans peine que le ministre parvint à vaincre sa résistance. Était-ce l'opinion publique? moins encore : tout le monde a déploré cette guerre. Était-ce l'intérêt du pays? Les désastres de Gibraltar, ceux qu'éprouva notre marine, le commerce détruit, la ruine de notre crédit, attestent le contraire; et le mal s'est-il arrêté là.....? Ce ne fut que le prélude de ce

moins réellement à la guerre tant qu'elle dura. Pendant l'année que notre cabinet parut employer à négocier, à s'offrir comme médiateur entre la France et la Grande-Bretagne, nos armemens maritimes s'accrurent, prêts à se joindre aux escadres françaises, si les bases de la médiation n'étaient point acceptées. Or, que demandait l'Angleterre? une parfaite *neutralité* dans la querelle..... Que proposait Florida Blanca? une trêve de vingt-cinq ans, même pour les *colonies insurgées*. N'était-ce pas favoriser ouvertement la cause de celles-ci? Du moins la France mit de la franchise dès le commencement : elle se déclara pour les Américains. Mais le ministre espagnol, tout en protestant de son impartialité, et en proposant une trêve inadmissible, voulait avoir l'air de rendre service à l'Angleterre, tandis qu'il cherchait à paralyser l'action de la métropole sur les colonies insurgées, pendant vingt-cinq ans; c'est-à-dire donner aux Américains le temps nécessaire pour consolider leur indépendance.

qui restait encore à souffrir; la semence répandue, réchauffée dans l'Amérique du Nord, produisit son fruit. Le génie des révolutions franchit l'Océan et vint agiter la France; de là il s'étendit sur la face de l'Europe, il fit le tour du globe, laissant partout des traces de son passage..... Voilà des *transactions* politiques, des *alliances* bien autrement fatales que celles de 1793 et 1796; voilà des traités dont on peut dire avec raison qu'ils occasionnèrent une *infinité de maux*. Chaque nation, chaque pays en a eu sa part. Tels furent les résultats du système adopté par ces deux ministres * si mal avisés **.

* Les comtes de Vergennes et de Florida Blanca. E.

** Il n'y a rien d'exagéré dans ces reproches : au lieu de charger les couleurs, je les ai adoucies. Le traducteur et commentateur de l'historien anglais W. Coxe, panégyriste déclaré du comte de Florida Blanca, dit à peu près la même chose que moi, excepté que, toujours injuste et partial, il semble jeter le blâme plutôt sur le monarque que sur le ministre dont Charles III ne fit que suivre les conseils. Voici les paroles de M. Muriel. « Vers la fin du règne de Charles III, l'affreuse tourmente » qui a bouleversé la France peu d'années après sa mort, » grondait déjà d'une manière effrayante. Sa politique avait » puissamment contribué à en hâter la funeste explosion. On » vit le roi d'Espagne, entraîné par l'aveuglement et l'impré- » voyance du Cabinet français, se déclarer le protecteur des » philosophes de la Pensylvanie, et mettre sous l'abri de ses » armes les colons insurgés de la Nouvelle-Angleterre. Lorsque » cette inconcevable faute de la part d'un monarque absolu, » maître surtout du nouveau continent de l'Amérique, fut con- » sommée, il fallut l'expier. L'esprit qui avait enfanté l'insur- » rection au-delà des mers devint bientôt exigeant et impérieux » en Europe. Vers les dernières années de sa vie, Charles III,

Dans quel abîme l'Espagne n'est-elle pas tombée ? Comme le chimiste novice ou imprudent qui se voit tout-à-coup environné de feux dont il n'est plus le maître, le téméraire Florida Blanca fut saisi de crainte; le doute assiégea son esprit; sa diplomatie ne lui suggéra aucun moyen d'arrêter l'incendie; il ne sut ni négocier, ni se préparer à la résistance. La nation était livrée à la chance des événemens; le péril croissait de jour en jour, et le conseil ministériel était frappé d'inertie.

Un autre fameux diplomate fut appelé : le comte d'Aranda, quoique ennemi personnel et déclaré de Florida Blanca, suivit le même système d'hésitation; il ne fit que patanger dans l'ornière où l'autre s'était embourbé.... Cependant la marche de la Révolution française devenait menaçante; le torrent débordait sur nous, et le nouveau ministre ne songeait pas même à lui opposer une digue.... L'Espagne jeta un cri d'alarme....

Jeune alors, soldat non encore éprouvé, n'ayant que

« effrayé de la profondeur de l'abîme qu'il avait ouvert lui-même, devint méfiant, ombrageux pour son propre royaume. »
 « Ce fut la cause des persécutions pour la plupart inutiles ou odieuses que son ministre Florida Blanca preuait contre l'esprit de réforme jusque-là si encouragé par la protection constante du Gouvernement. Ainsi Charles III, en descendant au tombeau, allait laisser à ses enfans un bel héritage sans doute; mais il était aisé de voir que, placé dans le voisinage d'un grand incendie, il devait en coûter beaucoup pour n'en pas subir les atteintes. » (*Histoire de la maison de Bourbon en Espagne*, par W. Coxe, traduction de M. André Muriel, chapitre ix additionnel.)

du patriotisme et du zèle, mais fier de la haute confiance qui daignait s'arrêter sur moi, j'osai relever le fardeau que les deux illustres vieillards avaient laissé tomber à terre ; je crus être appelé à sauver le Roi et la patrie.... Toute L'Europe courait aux armes.... L'Espagne figura noblement au champ d'honneur ; souvent victorieuse, quelquefois vaincue, toujours digne d'elle-même, elle retrouva son ancienne gloire militaire et conserva son indépendance. Quand le moment fut venu, la paix se fit noblement ; le fléau de la révolution s'arrêta devant les limites du territoire espagnol.... Cette révolution personnifiée produisit un fils plus audacieux, plus redoutable que sa mère ; j'eus le bonheur de contenir celui-ci, d'éviter long-temps les coups qu'il cherchait à nous porter. Lorsque enfin ce géant terrible allait s'élancer sur nous, je voulus encore lui tenir tête, persuadé que la patrie ne m'abandonnerait pas dans cette lutte sacrée. La trahison et la révolte paralysèrent mon bras.... Lâchement délaissé, insulté, chargé de fers, je tombai sous les débris du trône que j'avais défendu jusqu'à la dernière extrémité....

Au bruit de la chute de la dynastie et de l'invasion étrangère, le vieux prestige de son nom fit évoquer, pour ainsi dire du tombeau, le comte de Florida Blanca, dont l'âge avait presque anéanti les forces physiques et morales. Sa mémoire affaiblie ne lui rappela point qu'il était lui-même le premier auteur des maux dont la nation cherchait en vain le remède. Il signa machinalement le *manifeste de la Junte*..... L'histoire impartiale dira sur qui doit tomber la note

d'infamie ou le reproche d'avoir *causé les malheurs de notre pays*. Florida Blanca ne conservait plus guère l'usage de sa raison, quand il m'adressait une injure non méritée ; mais il avait toutes ses facultés à l'époque où il admit et consacra le principe fatal dont l'Angleterre nous appliqua les conséquences.

CHAPITRE XXXVIII.

GUERRE AVEC L'ANGLETERRE. — MÉLANGES DE SUCCÈS ET
DE REVERS JUSQU'A LA FIN DE 1800.

On a déjà vu que cette guerre nous fut imposée : il fallait se décider contre la France ou contre l'Angleterre ; pas de milieu. L'honneur fut consulté plus que l'intérêt. La défense de nos ports, de nos côtes sur toute l'étendue des domaines espagnols dans les deux hémisphères, le bon emploi, l'accroissement de nos forces maritimes, rien ne fut négligé : voyons les résultats.

De toutes les puissances qui, à cette époque, eurent maille à partir avec l'Angleterre, l'Espagne, par l'immense prolongement de ses frontières maritimes et l'éloignement de ses possessions d'Asie et d'Amérique, offrait le plus de prise aux attaques de l'ennemi ; et chose remarquable ! dans cette guerre acharnée qui dura plus de dix ans, nous ne perdîmes qu'une île du deuxième ou troisième ordre, celle de la Trinité ; et cette perte n'eut pas lieu par la faute du Gouvernement. Quatre vaisseaux de ligne, une frégate et d'autres bâtimens de diverses grandeurs protégeaient la colonie. L'escadre était embossée

dans le port de Chaguarrama, sous les ordres de D. Sébastien Ruiz de Apodaca, officier-général estimé dans la marine espagnole. Le gouverneur de l'île, D. Joseph-Marie Chacon, brigadier des armées navales, jouissait aussi d'une réputation méritée de valeur et de talent : très aimé des habitans du pays, dont il fut le bienfaiteur, la colonie n'avait jamais été confiée à de meilleures mains. Trois bataillons de vieille infanterie, de bons artilleurs, les milices du pays, des munitions de guerre et de bouche; les moyens de résistance ne manquaient pas. Les Anglais parvinrent à intimider ou gagner une partie des colons, parmi lesquels se trouvaient beaucoup d'aventuriers étrangers plus attachés à leur fortune qu'à leur patrie adoptive. La défection et l'avarice paralysèrent la défense : l'île fut livrée *.

* En politique, l'application du principe dément quelquefois la théorie. Cette île presque abandonnée et déserte fut l'objet d'une grande sollicitude de la part du ministre Galvez. En peu de temps elle devint florissante; la libre admission des étrangers, la franchise accordée à ses ports, tels furent les élémens de cette prospérité soudaine. On invita les Espagnols et les étrangers à venir défricher un sol favorisé par la nature. Ceux qui n'apportaient que leurs bras reçurent des terres, des instrumens aratoires, des avances en argent qu'ils ne devaient rembourser qu'au bout de trois, cinq et huit années, suivant le genre et l'importance de leurs exploitations. Peu d'Espagnols profitèrent de ces avantages; mais les étrangers accoururent en foule : les uns s'appliquaient à l'agriculture, les autres firent le commerce. Tous les mécontents des îles voisines arrivaient avec des capitaux et des nègres. En 1796, deux ans avant la perte de la colonie, on y comptait plus de trois cents sucreries qui donnaient

A l'exception de ce triomphe (si toutefois l'acquisition de la Trinité obtenue d'une pareille manière mérite d'être considérée comme un triomphe), toutes les tentatives des Anglais contre nos possessions, soit en Espagne, soit en Amérique, furent déjouées, souvent avec peu d'honneur pour nos adversaires. La conspiration ourdie à Caracas avorta complètement. L'expédition qui parvint à occuper un instant

un immense revenu. Cette prospérité fut en grande partie l'ouvrage de l'infortuné gouverneur, dont la bonne volonté, la douceur et les talens méritaient une autre récompense, surtout de la part des colons étrangers. A la vérité, ceux-ci avaient tout apporté dans le pays, excepté du patriotisme. Les Anglais les ayant menacés de la confiscation s'ils parvenaient à s'emparer de l'île par la force, l'entrée fut ouverte à l'ennemi. Dans cette lâche défection, et au milieu du tumulte, Chacon perdit la tête; celui qui avait su se faire aimer ne sut pas se faire respecter; il n'y eut qu'une simple escarmouche avec les tirailleurs anglais.

Le général de marine Apodaca, encore plus déconcerté que le gouverneur Chacon, mit précipitamment le feu à son escadre, de peur qu'elle ne tombât au pouvoir des Anglais. Un décret du Roi, sur le rapport du ministre Cavallero et contre-signé par celui-ci, prononça la destitution des deux chefs : Chacon fut en outre condamné à un bannissement perpétuel des États de Sa Majesté.

Ainsi, comme je l'ai dit plus haut, il fut prouvé que les meilleures théories ne sont pas toujours sans inconvénient dans la pratique. L'île de la Trinité prospéra par l'application des principes dont le Gouvernement voulut faire l'essai en faveur de cette colonie. La métropole s'attendait à recueillir le prix de sa généreuse condescendance; mais à la première épreuve, ne consultant que ses intérêts bien ou mal entendus, l'île passa volontairement sous une autre domination.

la côte de Guatimala fut aussitôt repoussée ; les Anglais y perdirent beaucoup de monde. L'armement dirigé contre les Philippines s'arrêta devant les préparatifs de défense qui l'attendaient, et finit par périr dans ces mers orageuses dont il fut long-temps le jouet. On a dit alors que cette tentative coûta plusieurs millions de livres sterling *. Les Anglais attaquèrent plus tard, et avec plus de probabilité de succès, l'île de Puerto-Rico. Notre résistance fut glorieuse ; l'ennemi, vigoureusement relancé, fut contraint à se rembarquer après quinze jours de combats inutiles **.

Peu de temps après vint l'attaque de Ténériffe.

* Le texte dit *plusieurs millions* de livres sterling. Il y a sans doute de l'exagération ; on a voulu dire probablement plusieurs millions de piastres. C'est bien assez. E.

** Soixante-huit bâtimens de transport, soutenus par un vaisseau à trois ponts, quatre de soixante-dix à cinquante canons, deux bombardes et une infinité de chaloupes et de canonnières, avaient jeté dix mille Anglais sur la plage de Cangrejos. On se battit quinze jours par terre et par mer. Les Anglais sentirent l'inutilité de leurs efforts partiels. Une attaque générale fut disposée de notre côté ; ils la prévirent en se réfugiant à la hâte sur leurs vaisseaux, poursuivis avec acharnement, laissant deux mille hommes tués ou prisonniers. Ils abandonnèrent leur artillerie, les munitions, tentes, vivres, chevaux ; tout ce qui avait été débarqué. Environ sept Français qui se trouvaient dans l'île prirent part à notre gloire et y contribuèrent beaucoup. L'intrépide brigadier des armées D. Ramond de Castro commandait la colonie. Tous les officiers et soldats se distinguèrent dans cette héroïque lutte : les nègres méritèrent aussi la mention la plus honorable.

Nelson dirigeait l'expédition ; il y perdit à la fois sa réputation militaire et son bras *.

Peu de jours auparavant, dans la première semaine

* L'expédition anglaise était composée de trois vaisseaux de quatre-vingt-quatorze, un de soixante-dix, trois frégates, une bombarde, beaucoup de chaloupes et barques légères. Après une première attaque, la troupe mise à terre fut obligée de se rembarquer. Nelson furieux voulut absolument revenir à la charge et marcher lui-même à la tête de ses marins. Protégé par une nuit obscure, le 24 juillet, il tenta un dernier coup de main contre le môle et contre la ville. Vers les onze heures du soir, deux mille hommes étaient arrivés à une demi-portée de canon de Passaolto. Les Anglais poussèrent le cri d'attaque; il y fut répondu de notre côté par un torrent de mitraille; soixante pièces tiraient à la fois. En mettant le pied sur le môle, Nelson fut atteint d'une balle; Andrews, commandant en second, blessé mortellement; le capitaine Bowen, avec d'autres officiers, et plus de cinq cents soldats restèrent sur la place. Les rues étaient barricadées et notre feu bien nourri. Plusieurs chaloupes ayant manqué le *chenal* du port allèrent se briser sur la côte; le cutter *Fox*, criblé de boulets à fleur d'eau, disparut entièrement. La mer était très houleuse, le rembarquement impossible. D. François Gutierrez, gouverneur des îles, aurait pu faire prisonnier tout ce qu'il y avait là; mais Nelson, que les siens parvinrent à sauver, demanda (chose incroyable!) qu'il lui fût permis de recueillir ses troupes, en s'engageant à renoncer désormais non-seulement à son entreprise, mais à toute autre dans l'archipel des îles Canaries. Gutierrez ne savait pas quelles forces restaient à l'amiral anglais, ou pouvaient encore le rejoindre; il accepta. Les Anglais se rembarquèrent. Faible, mais généreux, Gutierrez s'empressa d'envoyer à Nelson plusieurs médicaments, des appareils pour sa blessure; et celui-ci se chargea de faire lui-même parvenir à la Cour de Madrid la correspondance officielle du Gouvernement espagnol. Je dois ajouter ici que les marins français qui se trouvaient alors à Ténériffe

de juillet, il assistait au bombardement de Cadix, comme contre-amiral, et fit des efforts inouïs pour s'emparer de notre escadre ou la brûler. Nos intrépides marins et la loyauté des habitans forcèrent l'ennemi à se désister de sa téméraire entreprise *.

contribuèrent beaucoup à notre victoire, et ils étaient assez nombreux.

* Dans les deux nuits mémorables des 3 et 5 juillet, il y eut une ample moisson de gloire pour tous ceux qui dirigèrent ou mirent en exécution nos moyens de résistance. Le 3, au milieu de l'obscurité, nos canots eulvèrent la bombarde *le Queich*, qui n'avait pu encore jeter que cinq à six projectiles, dont trois seulement tombèrent dans la ville. Les attaques de nos canonniers furent obstinées et sanglantes. Nelson était partout; témoin du courage de nos soldats, il fit prendre un soin tout particulier des blessés tombés en son pouvoir dans les abordages réciproques. La seconde nuit (celle du 5) ne fut pas moins glorieuse, mais ne coûta plus autant de sang; les Anglais nous ménagèrent en se ménageant eux-mêmes. Cinq bombardes et un obusier commencèrent l'attaque; l'ennemi put s'approcher à la faveur de la marée montante, mais il ne lui fut pas permis de maintenir son feu plus de trois heures; il ne parvint pas même à le diriger avec précision. Cinq ou six bombes tombèrent sur le môle, deux dans la baie, aucune dans la ville; toutes éclataient en l'air. Les Anglais se virent dans l'embarras pour se retirer à force de rames ou à la remorque; toutes leurs embarcations souffrirent horriblement, notre feu de terre et de mer ayant été continu et bien servi. Le 10, les Anglais voulurent recommencer; mais de nouveaux moyens de défense, mis en usage, les arrêtaient. D. Joseph Mazarredo, commandant-général de l'escadre, le lieutenant-général D. Frédéric Gravina, le major-général D. Antoine Escano, D. Domingo de Nava et D. Juan de Villavicenzio, chefs d'escadre, D. Antoine Miralles, capitaine de frégate, le lieutenant de vaisseau D. Miguel Yri-

Plus tard, en 1800, les Anglais vinrent nous braver sur notre propre terrain. En août, ils voulurent attaquer la place du Ferrol ; leur but n'était pas autre que d'enlever aussi notre escadre, et détruire ce beau département de notre marine. A cette époque, notre armée de terre était réduite à la moitié de l'effectif où je l'avais portée, nos finances gravement compromises par les fautes multipliées des ministres venus après moi ; en voulant relever et forcer notre crédit, ils l'avaient complètement ruiné. Les Anglais savaient bien l'état de faiblesse de notre armée. Ils débarquèrent quinze cents hommes sur la plage de

goyen, et beaucoup d'autres officiers, acquirent ce jour-là de nouveaux droits à la reconnaissance de la patrie. Cadix donna des preuves de son incomparable patriotisme et de son dévouement ; les habitans s'empressèrent d'offrir d'abord un don de 500,000 francs, et la ville y ajouta tous les fonds nécessaires pour établir de nouveaux moyens de défense. En sept jours de blocus, outre les forces extraordinaires qui se trouvaient déjà dans le port, il apparut, comme par un enchantement, huit tartanes disponibles, avec des fourneaux à boulets rouges et des canons de 24 : dix grandes barques portant des pièces de même calibre, huit obusiers, un grand nombre de chaloupes canonnières, etc. Le consulat (tribunal de commerce) donna un million de réaux pour être distribué parmi les soldats de terre et de mer, et l'évêque D. Antoine Martinez de la Plaza assigna, sur les revenus de sa mitre, 7,500 francs de pensions viagères pour les blessés, les estropiés, les veuves et les enfans des braves morts au service du pays. Cet exemple fut imité par beaucoup de négocians, et les habitans de Cadix me firent l'honneur de me nommer régidor (officier municipal) *perpétuel* de la ville. La prise de possession de cet emploi en mon nom fut célébrée par trois jours de fêtes publiques.

Doninos; dix vaisseaux de ligne, dont quatre à trois ponts, sept frégates, autant de balandres, des vaisseaux de transport et une nombreuse escadrille légère, couvraient les côtes de la Galice.

Sera-t-il besoin de remonter vers les siècles passés pour y chercher des titres de gloire nationale, quand le siècle présent nous en fournit d'aussi beaux? Deux jours et deux combats suffirent pour dissiper cette invasion, qui se convertit en fumée.

Dans la nuit du 26 au 27, les Anglais regagnèrent leurs vaisseaux : frais immenses perdus pour eux, honneur militaire fort compromis *. Ils allèrent se venger de leur défaite sur la malheureuse ville de Cadix, alors en proie à la fièvre jaune; ils eurent la cruauté de l'attaquer dans cette affreuse situation, et

* La défense du Ferrol est due en grande partie aux *camps détachés* (*campos volantes*) que j'avais établis sur les côtes avant de sortir du ministère, et qui par bonheur avaient été conservés. Ceci n'est point une forfanterie de ma part. Celui qui douterait de l'exactitude du fait peut lire la *Gazette extraordinaire de Madrid* du 31 août 1800, et le *supplément* du 12 septembre de la même année. Il y trouvera les détails de ce brillant succès, attribué surtout à la présence des *camps établis* en 1796, et ceci ne fut pas écrit pour m'adresser des compliments. Urquijo était alors ministre : on sait très bien qu'il ne m'aimait guère.

Les vaillans défenseurs du Ferrol furent D. François Melgarejo, commandant du département de la marine; D. Juan-Joachim Moreno, qui commandait l'escadre stationnée dans le port; D. Francisco-Xavier Negreté, capitaine-général de la province, et le maréchal-de-camp comte Donadio, chef des *camps détachés* qui protégeaient la côte.

l'impudeur de demander que l'escadre leur fût livrée. Les malades mêmes voulurent concourir à la défense : dévouement héroïque ! Il n'en revint aux Anglais que la honte d'avoir commis d'inutiles hostilités contre un peuple généreux et moribond *.

Quant aux succès maritimes, depuis 1796 jusqu'en 1800, les Anglais n'ont à citer que l'avantage remporté par l'amiral Jervis dans l'affaire du cap Saint-Vincent (février 1797). Cette journée leur valut quatre vaisseaux de ligne démâtés ** et presque détruits.

* On a dit en France à ce sujet : *C'est jeter des bombes sur un hôpital.* E.

** Notre belle escadre de l'Océan était forte de vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, dix frégates, trois corvettes, etc. Elle pouvait empêcher à temps la réunion de l'amiral Parker avec Jervis, et, même après la réunion, notre escadre, sous les ordres du commandant-général D. Joseph de Cordova, était encore supérieure à celle des Anglais; on aurait dû les battre. La prolongation de notre ligne, qui fut mal ordonnée, permit à l'ennemi de couper ou de séparer six vaisseaux condamnés à supporter tout le poids de l'attaque. Nous perdîmes le *Saint-Joseph*, le *Salvador*, le *Saint-Isidore* et le *Saint-Nicolas*, malgré une résistance opiniâtre. Jervis évita de nouvelles rencontres, et l'armée navale rentra dans le port de Cadix. Ce triste résultat ne saurait être imputé au Gouvernement; il y eut fatalité, négligence, présomption excessive de la part du général Cordova, officier jusqu'à ce jour entouré d'une excellente réputation.

L'amiral D. Antoine Valdès prononça contre lui la destitution de son emploi militaire et le déclara incapable d'en obtenir aucun désormais. Le séjour de la capitale lui fut interdit, ainsi que la faculté de se présenter dans les chefs-lieux des trois départemens de la marine royale.

Peu de mois après, la république de Hollande, plus malheureuse que nous, perdit une escadre tout entière, neuf vaisseaux de ligne et plusieurs frégates.

Le prise de quelques galions venant d'Amérique ne fut pas un objet important*. Les Anglais n'y trouvèrent pas de quoi se dédommager des pertes qu'ils avaient faites dans leurs expéditions contre nous, jusqu'en 1800. Ajoutez à cela les armemens dispendieux qu'ils furent obligés de mettre sur pied, pour lutter contre la triple alliance de la France, de l'Espagne et de la Hollande; les frais occasionnés par le besoin de défendre leurs propres côtes; enfin la privation de tout commerce avec nos colonies : l'Angleterre souffrit plus que nous dans cette collision qu'elle avait provoquée.

* Notre Gazette et les autres papiers publics racontent les nombreuses prises faites par nos corsaires, soit en Europe, soit en Amérique.

CHAPITRE XXXIX.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE DEPUIS MON ENTRÉE AU MINISTÈRE EN 1792, JUSQU'A MA RETRAITE EN MARS 1798.
FINANCES.

En présentant sous leur véritable jour les actes administratifs des six dernières années dont je viens de parler, ce n'est point ma cause seule que je défends; je parle aussi pour des hommes honorables qui partageaient avec moi les soucis et les dangers d'une époque véritablement critique et mémorable. Il serait injuste de m'attribuer exclusivement les fautes, s'il y en eut de commises; et, de mon côté, je n'ai pas le droit de réclamer pour mon compte le bien qui a été fait par mes collègues. Il n'y eut entre nous qu'une pensée, qu'un désir, celui de préserver notre pays des calamités qui pesaient sur le reste de l'Europe, ou, du moins, de diminuer la part éventuelle de ces calamités que l'Espagne avait à craindre. Nos efforts ne furent pas inutiles; d'autres peuples, dignes d'une meilleure fortune, portèrent envie à la nôtre. Tel fut le résultat de la coopération respective de tous les membres du Conseil.

Ainsi, dénigrer cette période de l'administration de la monarchie, c'est faire le procès à tous les hom-

mes qui y concoururent. Ces dignes serviteurs de l'État ne sont point des inconnus : les noms des Valdez, Acuna, Bajamar, Llaguno, Campo de Alanje, Gardoqui, Varela, La Canada, Vallejo, méritent d'être rappelés avec distinction. L'Espagne n'a rien à reprocher à leur mémoire; le bien qu'ils n'ont pas fait, c'est qu'il fut impossible de le faire, et c'est déjà beaucoup d'avoir détourné le mal dont on était menacé. Maintenir, conserver, c'était alors plus que gagner, ou faire des progrès dans une situation calme et facile. L'Espagne, réduite à elle-même, sortit de la crise sans avoir épuisé toutes ses ressources, sans que la fortune publique fût compromise, ni même entamée. On ne sentit presque pas le poids de la guerre; les impôts inévitables n'atteignirent que ceux qui pouvaient les supporter; ils furent si heureusement combinés, qu'il en résulta des améliorations difficiles à obtenir en toute autre circonstance; le Gouvernement utilisa les sacrifices impérieusement exigés pour la défense commune. Ceux qui nous ont accusés de malversation, de gaspillage, n'avaient pas une juste idée d'un gouvernement auquel de pareils reproches peuvent être adressés : ils ont vu ce qui s'est passé depuis..... Ils ont pu établir une comparaison entre l'administration de 1792 à 1798 et celle des années subséquentes; ils ont vu surtout de 1814 à 1830, et jusqu'à nos jours, ce gouvernement loyal par excellence, ce gouvernement *restaurateur*, celui qu'avaient appelé de leurs vœux, préparé par tant de moyens, légué comme leur propre héritage, les hommes de l'Escorial, d'Aranjuez et de Bayonne; ce

gouvernement qui a rongé, dévoré jusqu'aux os cette héroïque et belle monarchie dont il ne reste plus que le squelette..... Qui peut compter les angoisses, les calamités de l'Espagne durant ces vingt dernières années? O ma patrie! plus sensible à tes malheurs qu'à ceux dont je suis accablé, que de pleurs tu me coûtes dans mon exil! Je t'ai servie avec un entier dévouement; je t'ai aimée avec passion : ma seule ambition fut de te voir honorée, grande, parmi les autres peuples de la terre! En te quittant, du moins, je te laissai glorieuse, reine encore dans les deux Mondes; et parmi tes nombreux enfans, dispersés, ballottés par l'orage, je suis le seul pour qui tout sentiment de justice et de générosité semble éteint dans le cœur des Espagnols! Le temps, ce grand réformateur des jugemens passionnés, a dû t'apprendre, ô ma noble patrie, quels furent tes véritables ennemis!... Ce sont les mêmes hommes qui m'ont calomnié, poursuivi, qui ont rejeté sur moi les erreurs, les fautes, les crimes dont ils étaient coupables, et dont je supporte moi seul la peine imméritée.

Mais je reviens à mon sujet. Voici l'état exact des *moyens* légitimes, des ressources loyales que l'Espagne mit en usage dans les six années de mon ministère, pour faire face aux terribles exigences de cette longue crise, pour conserver son indépendance, son intégrité, pour jeter l'ancre dans un port assuré, malgré l'ouragan qui épouvantait le monde.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Un supplément modeste et temporaire, prélevé sur

certaines rentes privilégiées ou en *régie*. Le droit du timbre fut appliqué à tous les actes judiciaires, civils et ecclésiastiques, ainsi qu'à toute espèce de contrats ou titres d'intérêts pécuniaires, augmentés proportionnellement suivant la valeur engagée. Les classes pauvres en étaient affranchies*.

CONTRIBUTIONS PERSONNELLES.

Aucune contribution personnelle sur la classe du peuple, et même les anciennes furent amoindries. La classe laborieuse était alors, pour ainsi dire, sacrée.

Les traitemens de tous les employés au-dessus de huit mille réaux (2,000 francs) furent soumis à une retenue de quatre pour cent pendant les trois années que dura la guerre avec la France. Le cumul des emplois fut réformé; dans toutes les administrations, à commencer par celle du palais, régna la plus sévère économie.

EMPRUNTS.

Il y en eut plusieurs, tous *nationaux*; j'en vais donner le résumé :

PREMIER EMPRUNT.

Seize millions de piastres (80 millions de francs), en vertu de cédule royale du 16 janvier 1794.

* *Papel de pobres*, papier timbré des pauvres; quiconque ne voulait employer que celui-ci, en avait la faculté. Le fisc n'était pas exigeant sur cet article.

E.

Cet emprunt, comme les suivans, subit une longue et mûre discussion dans le Conseil d'État. Après ce premier examen, l'affaire ayant été remise au Conseil royal de Castille, y fut l'objet d'une discussion nouvelle et non moins approfondie. Aucune de ces dettes de l'État ne fut contractée par autorité suprême ou par insinuation ministérielle, jamais surtout contre le vœu de l'un ou de l'autre conseil. Lorsque le premier emprunt dont il s'agit ici fut créé après une année de guerre avec la France, les *valés* royaux, ou *bons* de cet emprunt, obtenaient dans la circulation une prime sur l'argent comptant; ce qui prouve 1° la confiance dans le Gouvernement; 2° l'abondance des capitaux qui cherchaient de l'emploi; 3° l'exactitude du Trésor public à payer l'intérêt convenu et à effectuer l'extinction progressive de la dette; l'intérêt était de quatre pour cent, sans déduction ni frais quelconques.

Dans cette émission ou création de *seize millions de piastres*, étaient comprises les *dettes reconnues* du règne antérieur. De nouveaux fonds furent spécialement affectés à l'extinction successive de cet emprunt : 1° la contribution de dix pour cent sur le produit annuel des *fonds et propriétés* des communes du royaume *; 2° le droit d'*indult* sur l'extraction exclusive des piastres, antérieurement accordé à la

* Fondos y arbitrios, *fonds et moyens*. Le 17 mai 1792, le comte d'Arauda étant ministre, on avait destiné l'*excédant* de ces mêmes fonds à l'extinction progressive de la dette arriérée; mais cette mesure avait des inconvéniens : elle pesait inéga-

banque de Saint-Charles, et qui fut prorogé par ce motif. Ces deux articles composaient un produit annuel de plus d'un million de piastres (cinq millions de francs). Il fut établi au Trésor public une caisse spéciale pour recevoir ces fonds entièrement distincts et séparés des autres revenus de l'État et gardés dans ladite caisse sous trois clefs, l'une entre les mains du ministre des Finances; l'autre, confiée au gouverneur du Conseil de Castille; la troisième, au trésorier-général. La recette, la garde et l'usage de ces fonds appliqués à l'extinction annuelle des valès et le soin matériel de l'extinction elle-même appartenaient au Conseil général de Castille.

DEUXIÈME EMPRUNT.

Création de valès ou bons royaux pour la somme de 18 millions de piastres (90 millions de francs), en vertu de cédule de Sa Majesté, du 8 septembre, même année 1794, intérêts à quatre pour cent de la valeur nominale entière, sans déduction ni frais quelconques.

La cédule royale portait que le fonds de l'amortissement serait augmenté d'un million de piastres, provenant : 1^o d'un supplément de sept millions de réaux (1,750,000 francs) au *subside* annuel du clergé, conformément au bref de Sa Sainteté obtenu à cet effet ; 2^o d'une contribution extraordinaire et tempo-

ment sur les communes, et, de plus, il était facile de la rendre illusoire en s'arrangeant de manière qu'il n'y eût aucun excédant.

raire sur tous les *baux* de terres, propriétés immobilières, droits royaux, juridictionnels, etc., laquelle contribution était portée à six pour cent sur la valeur du bail, mais avec exception en faveur de tout propriétaire qui cultivait lui-même ou faisait cultiver sous ses yeux ou pour son propre compte. Il était pareillement, et toujours pour le même objet de l'amortissement, prélevé cinq pour cent sur le produit net des droits royaux et juridictionnels, et quatre pour cent seulement sur les baux des maisons et fabriques, à l'exception de celles qui sont habitées par les propriétaires eux-mêmes ou exploitées pour leur compte. Cette dernière contribution n'était point nouvelle, car elle avait été substituée à celle des *fruits civils*; plusieurs considérations y avaient déterminé, 1^o pour rendre cette contribution plus efficace, 2^o pour éviter les difficultés de celle des *fruits civils*, qui n'avait jamais pu s'établir régulièrement. En effet, cette dernière contribution, mal entendue et déjà odieuse, sous les ministères de Monino et de Llerena, n'avait eu des résultats passables que dans quelques provinces, et n'offrait, en dernière analyse, aucun avantage au Trésor. Les vues sages et politiques du Gouvernement sont aisées à reconnaître dans le décret royal du 8 septembre *.

* *Décret royal.* — « Cette création de 18 millions de piastres » m'a paru le moyen le plus prompt et le moins onéreux à l'État, d'après le résultat connu de la création antérieure, du » mois de février de cette année.

» Il est assigné des fonds qui assurent l'extinction du capital » et le paiement des intérêts. L'opération sera traitée avec une

TROISIÈME EMPRUNT.

Charles III, voulant donner une entière sécurité à la dette de l'État contractée sous son règne, ou provenant des règnes précédens, et faire face en même

» totale indépendance des revenus ordinaires de la couronne,
 » lesquels étant, comme ils sont, proportionnés aux dépens et
 » charges courantes, doivent rester complètement étrangers
 » aux frais extraordinaires occasionnés par la guerre. En vertu
 » de ces motifs, dit Sa Majesté, voulant assurer le paiement
 » des obligations et dettes nouvelles à mesure qu'elles sont
 » contractées, et attendu que ce moyen est le plus convenable
 » pour maintenir le crédit et faire disparaître toute incertitude,
 » il m'a été proposé diverses ressources propres à augmenter le
 » fonds de l'amortissement institué par mon décret royal du
 » 10 janvier de la présente année. J'ai soumis ces propositions
 » à l'examen du Conseil d'État, lequel voyant les charges gra-
 » ves actuellement établies sur les classes pauvres qui servent à
 » la fois de leurs biens et de leurs personnes, a cru que les
 » fonds destinés aux paiemens des dettes extraordinaires de-
 » vaient être fournis principalement par mes sujets proprié-
 » taires, vivant de leurs revenus. Or, comme ceux qui forment
 » précisément la classe atteinte par la contribution des *fruits*
 » *civils* (décret royal du 29 juin 1785), jusqu'à ce jour impar-
 » faitement organisée dans la plupart des provinces, et que le
 » faible produit de cette contribution n'a guère pu servir à con-
 » vrir les dépenses et obligations ordinaires de l'État, le Con-
 » seil a jugé qu'il serait convenable de la supprimer, en la
 » remplaçant par une rétribution extraordinaire et temporaire,
 » exclusivement appliquée au fonds d'amortissement, et toute-
 » fois ne s'étendant qu'aux provinces déjà soumises à l'ancienne
 » contribution..... Convaincu de la justesse de ces raisonnemens,
 » si conformes à mes intentions paternelles et à mon désir con-

temps aux dépenses de la guerre avec la Grande-Bretagne, créa un emprunt *remboursable* ou *viager*, au gré des capitalistes. Cet emprunt ne fut réalisé qu'en partie, la fin de la guerre ayant fait cesser le besoin d'argent que le Trésor avait momentanément éprouvé. Cependant beaucoup de ces obligations avaient été émises dès le commencement de l'opération, et d'autres provenant de l'arrière du règne de Ferdinand VI circulaient aussi dans le public, lorsque Charles IV monta sur le trône. Son premier soin fut d'en faire reconnaître et classer la *totalité*. Il en avait été payé en peu de temps et annulé pour la somme de 26,000,000 de réaux (6,500,000 francs). Les créances ainsi liquidées et régularisées de Philippe V et de Ferdinand VI s'élevaient à 91,536,800 réaux (environ 23,000,000 de francs). La nécessité

stant de favoriser la classe peu fortunée de mes sujets, par mon décret de ce jour, adressé à D. Diègue de Gardoqui, mon secrétaire d'État au département des Finances, je *supprime ladite contribution des fruits civils*, ainsi que vous le verrez par la copie de mon décret ci-dessus mentionné, et j'en établis une extraordinaire et temporaire, ayant pour objet unique l'extinction progressive des valés royaux; le Conseil royal sera chargé d'en surveiller la rentrée et l'emploi, ainsi qu'il l'est déjà de la rentrée de dix pour cent des *fonds de propriétés* des communes du royaume, afin que ces valeurs ne soient jamais confondues avec aucun autre revenu de l'État, et que, sous aucun autre prétexte, elles ne soient détournées de l'objet auquel elles sont affectées. Le Conseil veillera scrupuleusement à ce qu'elles soient versées dans la caisse d'amortissement, en y mettant tout le zèle que mérite une opération aussi importante, etc., etc. »

d'acquitter ces créances et les énormes frais de la guerre avec la République française devenait pressante. Le Gouvernement conçut la pensée de reproduire et compléter l'ancien emprunt de Charles II. On voulait, de cette manière, convertir la vieille dette en *dette courante*, ne faire des deux qu'une seule masse consolidée, délivrer le Trésor des créances exigibles et intéresser les anciens porteurs au succès de l'opération, par la valeur donnée à leurs titres rajeunis. Cette affaire ayant été mûrement examinée par le Conseil d'État, il fut résolu d'offrir aux créanciers un emploi avantageux de leurs anciennes obligations qu'ils auraient la faculté de convertir en bons ou effets de la dette nouvelle. Les vieilles créances furent admises au Trésor pour leur valeur nominale jusqu'au tiers ou au quart du capital qu'on voudrait y employer. Ce placement de fonds devait être remboursable par l'État et produire un intérêt de trois pour cent, les deux tiers étant fournis en argent comptant, valés royaux ou billets de la banque, et l'autre tiers en anciennes créances, ou à rettes viagères en fournissant les trois quarts argent comptant, et l'autre quart en anciennes créances aussi avec un intérêt de sept pour cent sur deux têtes, ou de huit sur une seule. Espagnols ou étrangers, tout le monde fut admis à concourir à cet emprunt : et quant à ces derniers, une clause expresse leur garantissait, sous la parole royale, le paiement même dans le cas de guerre avec la puissance dont ils étaient sujets.

Pour hypothèque spéciale, on assigua la rente des

tabacs d'Europe et d'Amérique, en séparant de ce produit la somme nécessaire pour le paiement des intérêts de chaque année. Afin de donner aux obligations de la couronne toute la vigueur nécessaire, le Roi qualifiait solennellement d'*erreur à jamais réprouvée* l'opinion tendante à faire regarder le fisc comme mineur, quand il a contracté des engagements. Sa Majesté affectait et déléguait d'ailleurs en général tous les revenus de l'État au paiement dudit emprunt, et soumettait aux tribunaux ordinaires toute contestation à cet égard entre les prêteurs et le Trésor. Pour fortifier encore ces motifs de sécurité, dans les nouveaux titres ou *reconnaisances* des sommes fournies, il n'était plus fait mention de la première origine de ces *valeurs*, qui dès-lors avaient toutes la même. Le Trésor devait les admettre indistinctement et en délivrer les *reconnaisances* sans frais.

QUATRIÈME EMPRUNT.

Nouvelle création de valès royaux de 30 millions de piastres (150 millions de francs) en vertu de cédule royale de Sa Majesté et du Conseil, 4 mars 1793 *.

* *Cédule royale.* — « Bien que pour faire face aux besoins et » graves exigences de la guerre, il ait été imposé des charges » temporaires sur les rentes en régie, et des contributions par- » ticulières sur les classes aisées de mes sujets, en épargnant » autant que possible la classe pauvre; attendu que ces produits » déjà considérables ne suffirent point encore à couvrir les dé- » penses de cette campagne, suivant les états et plans qui ont

En même temps, et fort à propos, le Gouvernement reçut de la Cour de Rome les *Concessions* apostoliques qui, à la suite de longues discussions dans le Conseil de Castille, avaient été demandées à Sa Sainteté. Il s'agissait de soutenir le crédit public de

« été fournis au Conseil, il a paru moins onéreux de créer une
« quantité de *valès royaux* proportionnée aux efforts qu'exi-
« gent la justice et la nécessité de la défense commune. Ce
« moyen est à la vérité plus simple, et pourra seul lever toutes
« les difficultés de la situation actuelle; car si, comme on le
« prétend, la richesse industrielle et foncière de l'Espagne est
« inférieure à celle d'autres puissances de l'Europe, elle est
« toujours assez considérable pour payer l'intérêt d'une dette
« qui, fût-elle portée au double de son chiffre présent, ne s'é-
« leverait point encore au *dixième* de la dette connue de ces
« puissances. Nonobstant ce, la prudence et d'autres considé-
« rations de bien public m'ont toujours fait user avec modéra-
« tion de la ressource des *emprunts*, et pourvoir d'avance à la
« sûreté du paiement des intérêts, ainsi qu'à l'extinction pro-
« gressive du capital, afin qu'il n'y eût aucun doute sur la pré-
« férence à donner auxdits *bons royaux* sur toute autre im-
« position d'argent, et qu'ils jouissent d'un crédit spécial en leur
« qualité de *monnaie courante*.

« Telle a été la règle que j'ai suivie pour ce nouvel emprunt.
« Le remboursement en est garanti par des assignations déjà
« connues, sans compter les autres qui seront successivement
« arrêtées de telle manière que cet objet soit rempli avec une
« ponctuelle exactitude. En vertu de quoi j'ai autorisé la créa-
« tion de 30 millions de piastres, savoir : 21 millions en *valès*
« de 150 piastres, et 9 millions en *valès* de 600 piastres. Les uns
« et les autres seront émis le 15 mars de la présente année,
« depuis le n° 223,501 jusqu'à 378,500 inclusivement, faisant
« suite aux créations antérieures, avec intérêt de 4 pour cent
« et sans frais de négociation, commission, etc. »

toutes les manières possibles ; ces concessions pouvaient y contribuer beaucoup : c'étaient 1^o 36 millions de réaux (9 millions de francs) que le clergé d'Espagne, des Indes et îles adjacentes, devait payer comme *subside* extraordinaire, pour une seule fois dans l'année, et 50 millions de plus (7 millions 500.000 francs) que ce même clergé continuait à fournir comme *rétribution* ordinaire; 2^o l'application au Trésor royal du revenu des *dignités, prebendes*, et autres bénéfices ecclésiastiques de présentation royale (les cures exceptées), qui seraient vacans ou viendraient à vaquer pendant tout le temps jugé nécessaire pour subvenir aux dépenses déjà faites et à l'extinction des *valés* royaux.

C'est ainsi que, sans compromettre notre indépendance, par l'acceptation de *subsides* de l'étranger, sans nuire à notre propre crédit par des emprunts au dehors, le gouvernement de Charles IV parvint à couvrir les dépenses énormes, les pertes occasionnées par les revers de la campagne antérieure. Les armées reçurent des renforts multipliés; le *matériel* de ces armées fut immédiatement rétabli; la marine royale, augmentée : tout concourut à préparer la troisième campagne qui sauva le royaume et nous fit obtenir une paix honorable et solide. Si quelques esprits difficiles blâmèrent ces dispositions éminemment nationales, je dirai même religieuses, puisqu'en venant au secours de l'État, le clergé soutenait en même temps la cause de l'autel, la masse générale des Espagnols bénit le suprême pontife qui consacrait les mesures adoptées, et le sage monar-

que dont les ministres, en aplanissant une foule d'obstacles, avaient ouvert courageusement cette voie de salut.

Je dois faire remarquer cependant à mes lecteurs que c'est de cette époque de mon administration que datent la haine et le système de calomnie de mes ennemis *...

Le choix d'une personne digne, capable, dévouée à l'État, agréable au clergé, pour la recollection des revenus ecclésiastiques, prouvait à la fois et les égards du Gouvernement pour l'Église et le désintéressement de l'autorité. D. Pedro Joachim de Murcia y Cordova fut nommé. Ancien serviteur de la couronne, il était membre du Conseil de Castille ; tout le monde savait sa haute moralité ; sa bonne réputation ne fut jamais attaquée par qui que ce soit. Un gouvernement moins pur que celui de Charles IV n'aurait pas choisi un dépositaire aussi scrupuleux.

CINQUIÈME EMPRUNT.

(31 juillet 1793) 240 millions de réaux (60 millions de francs), remboursables en douze années. Voir les conditions dans la cédule royale, publiée par le Conseil **.

* L'indication est bonne. La haine du clergé contre le Prince de la Paix ne s'est jamais démentie.... E.

** *Cédule royale.* — « Pour subvenir aux dépenses de la guerre, » et voulant épargner à mes sujets de nouvelles contributions et » l'inconvénient de la surabondance de valès royaux qui, par

Il ne faut pas être bien versé dans ces matières de finance pour reconnaître que, si, d'un côté, le Gouvernement avait des intérêts à régler avec une foule de créanciers dont la générosité lui avait fourni les moyens de faire la guerre, son objet principal était

» leur qualité de monnaie courante, influent nécessairement
 » sur l'augmentation du prix de toutes les denrées et marchan-
 » dises, après avoir adopté les moyens les plus simples, les plus
 » économiques pour faire face aux intérêts, ainsi qu'à l'amortis-
 » sement des emprunts antérieurs : de l'avis unanime de mon
 » Conseil d'État en séance du 31 juillet dernier, j'ai résolu d'ou-
 » vrir un emprunt de 240 millions de réaux divisés en deux
 » cent quarante mille actions de 10,000 réaux chacune... Seront
 » admis à cet effet indistinctement l'argent comptant et les bons
 » ou valés royaux des emprunts antérieurs, pour leur valeur
 » intégrale, y compris les intérêts; et à compter du jour de la
 » livraison, il sera payé celui de 5 pour cent jusqu'au rembour-
 » sement du capital qui aura lieu dans le terme de douze années
 » à dater de 1797, à raison de 20 millions de réaux chaque
 » année. Il est en outre accordé aux prêteurs, pour cette fois
 » seulement, une prime de 3 pour cent sur le capital, s'élevant
 » à la somme de 7 millions 200,000 réaux qui seront distribués
 » par voie de loterie entre les deux cent quarante mille actions,
 » sous les règles et dans la forme suivante :

» ARTICLE 1^{er}. Cet emprunt est déclaré dette nationale ; tous
 » les revenus de l'État sont affectés au remboursement, et,
 » comme hypothèque spéciale, le produit et revenu de la douane
 » de Cadix.

» ART. 2 et 3. Forme des cédules à délivrer aux prêteurs.

» ART. 4. Faculté laissée aux prêteurs de recevoir les intérêts
 » échus et le capital en son temps, soit au Trésor public, soit
 » aux trésoreries des provinces.

» ART. 5. Indication des séries des numéros.

» ART. 6. Endossements prohibés : il est permis de vendre,

néanmoins d'assurer le crédit des bons royaux, d'empêcher l'agiotage, de maintenir l'équilibre dans les valeurs de l'État, diminuer le prix du numéraire, et surtout raffermir la moralité, qui se perd si aisément dans les menées et les spéculations de bourse. Telles étaient les vues du Gouvernement, qui donnait l'exemple de la bonne foi. Les cédules de la banque

» céder, transférer les actions, mais par acte public et notarié;
» formalités à remplir.

» ART. 7. Paiement de la fraction d'intérêts courus jusqu'à
» l'année nouvelle de laquelle dateront les intérêts succes-
» sifs.

» ART. 8. Les étrangers admis à concourir jusqu'à la fin de
» novembre prochain.

» ART. 9. Désignation des lots après la réalisation de la moi-
» tié de l'emprunt; formalité et solennité du tirage.

» ART. 10. Fixation du deuxième tirage pour la seconde
» année, après la réalisation d'une partie déterminée de l'em-
» prunt. Exclusion des prêteurs qui viendraient trop tard, à
» moins que le Gouvernement ne consente à les admettre au
» concours.

» ART. 11. Classification des cédules par numéros; ordre à
» observer pour le remboursement et les lots suivant l'ancien-
» neté des dates.

» ART. 12. Enfin cet emprunt, comme les antérieurs, n'ayant
» d'autre objet que celui de contribuer à la défense nationale,
» je déclare solennellement, en mon nom et celui de mes suc-
» cesseurs, que dans le cas de guerre avec les puissances dont
» les sujets seraient porteurs d'actions ou cédules de cet em-
» prunt, les intérêts et capital appartenant à ceux-ci leur seront
» payés ponctuellement, comme dans l'état de paix, renonçant
» à tous droits de retenue ou de représailles, sans qu'il puisse
» à cet égard s'élever aucune espèce de doute ou de contesta-
» tion, etc. »

et les valès ou bons royaux étaient reçus dans toutes les caisses de l'État pour leur valeur nominale ; les intérêts se payaient avec exactitude ; le commerce agissait dans le même esprit, et prévenait même les vœux de l'autorité. En outre, chaque opération, chaque mesure se rattachait à l'intérêt général, et toutes ces opérations avaient plus ou moins pour objet de préparer des réformes ou des améliorations qu'il eût été impossible d'aborder directement sans provoquer la résistance des classes privilégiées...

Peu de jours après l'émission du cinquième emprunt, un nouveau fonds fut ajouté, par cédule royale du 24 août, à ceux de la caisse d'amortissement des valès royaux. Je rapporterai quelques passages de cette cédule, qui font voir la franchise et la simplicité du langage officiel de cette époque ; les écrivains du Gouvernement ne cherchaient point à déployer une vaine éloquence, mais ils avaient du bon sens et surtout un grand respect pour la vérité *.

* *Cédule royale.* — « Convaincu de l'impérieuse nécessité de
 « consolider le crédit public et d'amortir le plus tôt possible,
 « sans toutefois porter atteinte à l'industrie, les valès royaux
 « créés à l'occasion de la guerre passée, j'ai fait examiner par
 « des membres du Conseil royal qui m'inspiraient une entière
 « confiance, les divers moyens propres à couvrir les dépenses
 « et augmenter les fonds de rachat établis par mon décret du
 « 12 janvier 1794. Mon Conseil d'État s'en est en même temps
 « occupé avec toute l'attention convenable, et d'après leur avis
 « unanime, j'ai approuvé plusieurs de ces moyens, déjà suc-
 « cessivement portés à la connaissance du public. A présent j'ai
 « résolu qu'avec la destination précise, inaltérable, de servir
 « à l'amortissement des susdits valès, il soit imposé une retenue

Sous la même date, et toujours d'après les mêmes motifs, une autre cédula royale assignait une retenue de 15 pour cent sur toute espèce de propriétés,

» de quinze pour cent sur tous les biens immeubles et droits
 » réels ou royaux acquis dorénavant par les *mains-mortes* dans
 » les royaumes de Castille, Léon et autres parties de mes
 » États, à quelque titre que ce soit, gratuit ou onéreux, par
 » testament, volonté dernière ou donations entre vifs. Cette re-
 » tenue ne sera qu'une faible compensation pour la perte des
 » droits du fisc dans les ventes ou échanges qui n'en paient
 » aucun et des dommages causés à l'État par la cessation de
 » circulation des biens qui entrent au pouvoir des susdites
 » mains-mortes ¹. Les droits de lods et emphytéotiques, les

¹ N'eût-il pas mieux valu, dira-t-on, prohiber formellement toute acquisition de mains-mortes et couper ainsi le mal dans sa racine? Ma réponse est facile. Qui empêche aujourd'hui (1834) le gouvernement actuel d'Espagne, armé d'une représentation nationale avec ses deux *Estamentos de Procrès et de Procuradores* du royaume, d'exécuter une foule de réformes indiquées, et que les deux réactions de 1814 et de 1823 ont fait avorter? De 1795 à 1834 il y a pourtant quarante années de marche. Voilà une première observation..., passons à la seconde. Le droit de propriété doit être tellement sacré, qu'il excite l'ambition naturelle d'acquérir. Toute exception à ce droit refroidit nécessairement l'amour du travail, dont le but est de produire, de posséder, et qui par conséquent augmente la masse de la richesse publique. La loi ne doit jamais contrarier ouvertement les affections et les vues du possesseur. Mettez, si vous voulez, une sorte de frein, des obstacles indirects à ce qu'il dispose de son bien moins utilement pour la société dont il est membre, mais qu'il lui soit néanmoins permis de remplir les intentions dont il est dominé; sans quoi il ne fera plus les mêmes efforts, ou il n'en fera aucun pour augmenter la production et le bien général. Les seuls stimulans du travail sont l'intérêt pécuniaire ou la gloire; l'amour exalté de la patrie, dégagé de tout intérêt secondaire, est le sentiment le plus noble du genre humain; mais ce sentiment héroïque est peu commun. Par une sorte de fatalité, celui qui s'y abandonne marche entouré d'ennemis; la confrérie des envieux, des méchans, sera toujours nombreuse et puissante. Que les gouvernemens s'appliquent à faire naître, à fomentier cet amour pur de la patrie; mais qu'ils ne heartent pas

rentes et juridictions royales converties en majorats ou substitutions, lorsque le Conseil royal aurait accordé l'autorisation de circonscrire ainsi la propriété et d'en enchaîner le mouvement. Les supplémens ajoutés à ces majorats par testament ou volonté dernière étaient passibles de cette retenue, à l'exception seulement des capitaux que le testateur ou do-

» ventes judiciaires, définitives ou à retrait en faveur de mains-
 » mortes, les échanges, les charges ou pensions sur des biens
 » séculiers déterminés, les fondations de biens ecclésiastiques
 » ou laïques à perpétuité, ou à réméré, tout doit être soumis
 » à cette contribution ou retenue.... Il n'y aura d'exception pour
 » à présent qu'en faveur des capitaux imposés ou placés par les
 » corporations ecclésiastiques ou par les *mains-mortes* sur l'É-
 » tat ou convertis en valès royaux. Je déclare, pour éviter toute
 » espèce d'équivoque à cet égard, que cette dénomination de
 » *mains-mortes* s'applique aux séminaires, maisons d'enseigne-
 » ment, hospices et toute *fondation pieuse* qui n'est pas sous
 » ma protection immédiate, ou dont les biens seraient admi-
 » nistrés par une communauté ou des ecclésiastiques, etc., etc. »
 Le reste de la cédula contient les règles et formalités à observer afin que cette contribution soit réelle, effective, jusqu'au versement définitif dans la caisse d'amortissement.

trop les affections naturelles, les faiblesses de l'humanité. Tirez de celles-ci tout le parti possible; favorisez les lumières qui corrigent les mœurs, qui font tourner le mal même au profit de l'État; et surtout ne froissez pas violemment ces affections naturelles dont l'homme a tant de peine à se dépouiller. C'est ainsi que je pensais à l'époque où j'entrais à peine dans le monde. Ma tête blanchie par l'âge, mûrie par l'expérience péniblement acquise, conserve encore aujourd'hui les mêmes idées. On verra dans le cours de ces *Mémoires* que mes principes furent toujours les mêmes; ma doctrine est dans mes œuvres. J'ose le dire, sans crainte d'être accusé d'exagération, jamais aucun ministre espagnol n'a eu plus à cœur que moi d'exciter et d'honorer le saint amour de la patrie.

nateur aimerait mieux placer sur le Trésor public ou employer en valès royaux. Cette cédule, ainsi que les précédentes, ne fut publiée que sur le rapport de personnes dignes de toute confiance et le vote unanime du Conseil d'État. Les particuliers atteints par ces mesures fiscales en étaient plus ou moins affectés ; mais la nation y applaudit et en profita. Les plaintes, les murmures, s'élevaient contre moi seul, comme chef du Cabinet ; la reconnaissance, dont l'expression est toujours plus sobre, plus mesurée, partageait son tribut entre tous mes collaborateurs.

Ainsi voguait le vaisseau des finances publiques avec un vent propice, à tel point que l'excellent Charles IV eut la satisfaction de voir s'accomplir une partie de ses vœux. Le peuple fut soulagé de plus d'une contribution *.

* *Décret royal.* — « Profondément touché de la générosité
« constante, de l'ardeur avec laquelle mes sujets ont manifesté
« leur attachement à ma personne dans les grandes occasions
« qui viennent de se passer, je ne veux point me contenter d'a-
« voir mis un terme aux calamités de la guerre par une paix
« honorable et convenable, digne prix de tant de loyaux sacri-
« fices ; je veux en outre récompenser mon peuple, et lui faire
« éprouver dès à présent les effets de ma bienveillance royale.
« Je lui accorde d'abord un soulagement que mon amour pa-
« ternel songeait depuis long-temps à lui procurer, en atten-
« dant les autres concessions que je lui promets, aussitôt que
« les engagements contractés durant la guerre seront satisfaits.
« La contribution désignée sous le nom de *service ordinaire* et
« *extraordinaire* et le 15 par millier m'avaient toujours paru
« nuisibles aux progrès de l'agriculture et au bien général du

Cette faveur, la protection ainsi accordée spontanément à l'agriculture dans une circonstance où l'on ne s'attendait guère à une si prompte réduction des charges publiques, fit apprécier vivement le bienfait de la paix, et raffermir la confiance, qui, toutefois, n'avait point encore abandonné le Gouvernement. La reconnaissance alla presque à l'enthousiasme, quand on vit s'effectuer avec loyauté cette réduction inattendue.

La partie des *rentes provinciales* que le Roi supprimait se trouvait depuis long-temps affectée à d'anciennes dettes de l'État (*Juros*) ; le Gouvernement se

» royaume, parce que ces deux impôts frappent une classe
 » intéressante, nombreuse, qui est la moins favorisée, et qui
 » contribue le plus à la production et à la défense commune,
 » matériellement et personnellement ; et cette classe ne vient-
 » elle pas de prodiguer son sang, ses efforts, avec un dévoue-
 » ment au-dessus de tout éloge et de toute rémunération ? D'a-
 » près ces justes motifs, en attendant que je puisse procurer à
 » tous mes sujets en général les adoucissements que je médite
 » en leur faveur, je commence par témoigner ma bienveillance
 » à ceux qui sont si utilement occupés à la reproduction des
 » fruits de la terre, à ceux qui font naître l'abondance, qui
 » augmentent la fortune publique, et qui sont cependant les
 » plus pauvres et les plus chargés d'impôts. Cette classe a be-
 » soin de secours, de protection, pour se refaire, pour amé-
 » liorer sa position, et jouir facilement du fruit de son travail.

» En conséquence, j'ai résolu de supprimer entièrement les
 » susdites contributions du service ordinaire et extraordinaire et
 » du 15 par millier.

» J'ordonne que, dès l'année prochaine et à l'avenir, elles
 » cessent d'être exigibles dans les provinces du royaume où
 » elles étaient établies, etc. »

chargea de ces vieilles créances, dont l'origine remontait bien au-delà de l'époque où les Bourbons furent mis sur le trône d'Espagne.

Modération, sincérité, bonne foi envers tout le monde; tel fut le système suivi, autant par un sentiment de justice que pour l'intérêt bien entendu de l'État.

Ensuite vint la suppression de la retenue temporaire exercée sur le traitement des employés...

On fit grâce à plusieurs communes de l'arriéré de leurs contributions, surtout dans les pays qui avaient particulièrement souffert des ravages de la guerre; quelques-unes même de ces communes reçurent en outre des secours qu'elles ne demandaient pas..... Il y eut une prédilection marquée pour les veuves, les orphelins, les blessés de l'armée. On distribua des pensions ou des sommes proportionnées. Toute loyauté eut sa récompense; chaque perte, un dédommagement. Ainsi fut acquittée la dette du pays; le monarque, pressé de faire le bien, ne laissa point de repos à ses ministres que ce pieux devoir ne fût accompli. Aucun droit ne fut méconnu; on s'occupa surtout de ceux de la classe modeste, qui n'a pas les moyens de les faire valoir...

Le gouvernement du Roi reprenait son allure : déjà tout marchait avec aisance et régularité; les plaies de l'État commençaient à se fermer, lorsque la politique haineuse de l'Angleterre vint susciter de nouvelles tempêtes...

Il fallut chercher encore des ressources extraordinaires, recommencer les sacrifices, soutenir le

crédit public dans la secousse qu'allait produire une guerre maritime. La bonne volonté du commerce seconda les efforts de l'autorité pour maintenir le cours du papier-monnaie et pour empêcher l'agio-tage, qui ne fait qu'exciter et exploiter toutes les méfiances. La paix si récente avec la République française avait déjà permis de réduire de moitié l'émission du cinquième emprunt de deux cent quarante millions de réaux, ouvert dans la dernière année de la guerre..... Cet emprunt, favorable au cours et aux valès royaux même qui étaient admis pour toute leur valeur nominale et comme argent comptant, fut remis en vigueur *. Le succès qu'il

* *Cédule royale du 7 juillet 1796.* — « Vous savez que par ma » royale cédule du 13 août 1795, publiée en vertu de mon » décret du 2 du même mois, il fut ouvert un emprunt de » 240 millions de réaux pour subvenir aux frais de la guerre, » en prenant en même temps les mesures convenables pour » assurer à la fois le paiement des intérêts et l'amortissement » du capital..... La cessation de la guerre ayant permis de res- » pirer, et mon gouvernement n'ayant plus besoin de la totalité » de ces valeurs, j'avais jugé à propos d'en suspendre la ren- » trée déjà effectuée à moitié, ainsi que les tirages des primes » convenues dès le principe de l'opération..... Mais les circon- » stances actuelles de l'Europe exigeant que la plus grande » partie de nos forces de terre et de mer soit maintenue en » activité, ce sont de nouvelles dépenses qu'il est impossible » de défrayer avec les revenus ordinaires de la couronne *. Il

* Ce passage de la cédule de Sa Majesté suffit pour donner un démenti à ceux qui m'accusent d'avoir profité des loisirs de la paix pour m'endormir au sein des plaisirs, et d'avoir négligé la marine et l'armée. C'est le Roi lui-même qui prend soin de me justifier et le Conseil de Castille aussi, par cette déclara-

avait obtenu, les bons effets qu'il avait produits sur le papier-monnaie, les instances du commerce qui en sollicitait le complément, déterminèrent le Roi et

« m'a été exposé que le moyen le plus prompt, le plus convenable, d'y subvenir, serait la réalisation de la moitié non encore émise de l'emprunt de 240 millions de réaux dont le remboursement était assuré d'avance par les mesures déjà prises : que le complément de cet emprunt dispenserait d'avoir recours à d'autres impositions; que les valès royaux n'en seraient que plus estimés, en consacrant une partie des fonds nouveaux à l'amortissement des susdits valès; et que, par cette disposition, il me serait encore permis de continuer les réductions d'impôts onéreux, dont j'ai commencé à faire jouir mes sujets bien aimés '.... Après avoir soumis cette affaire à l'examen de mon Conseil d'État, et conformément à son avis, j'ai ordonné, par un autre décret du même jour, que, dès à présent et jusqu'à la fin de décembre de l'année courante, soit au Trésor public, soit dans les caisses de province, on admette les fonds qui seront prêtés pour être répartis en actions de 10,000 réaux chacune, jusqu'au complément des 120 millions de réaux restant du susdit emprunt, dont le remboursement et le paiement d'intérêts auront lieu dans les formes prescrites par ma cédule royale ci-dessus mentionnée, avec le tirage des *primes* convenues dès que l'emprunt sera complété, ou au commencement de l'année prochaine, ainsi qu'il a été fait pour la partie dudit emprunt déjà réalisée.... Attendu la convenance et l'utilité qui résultent sous tous les rapports de l'amortissement des valès royaux, je veux

tion adressée à la nation tout entière sur un fait d'ailleurs public et notoire. Il en est ainsi de toutes les attaques qui ont été dirigées contre moi.

¹ Quoique la cédule royale n'entre pas dans les détails, il s'agit ici des démarches du commerce auprès du Gouvernement pour soutenir le crédit des valès, et de la noble et patriotique adresse qui fut présentée à Sa Majesté, en lui proposant de compléter l'emprunt des 240 millions.

son Conseil à le préférer à tout autre moyen de faire face aux frais de la guerre avec l'Angleterre.

SIXIÈME EMPRUNT

De cent millions de réaux (vingt-cinq millions de francs), aux mêmes conditions et dans la même forme que les précédens, ouvert le 13 juillet 1797 *.

» que, pour augmenter les fonds destinés à cet objet important, tous les capitaux en numéraire provenant de cet emprunt lui soient religieusement appliqués, etc. »

* *Cédula royale.* — « Les dépenses extraordinaires qu'exigent la défense, l'honneur et la sûreté du royaume dans la conjoncture présente, commandent de nouveaux sacrifices : il faut chercher de nouvelles ressources. J'ai long-temps réfléchi aux moyens de recevoir les fonds nécessaires sans créer de nouveaux impôts. Considérant que la classe moins aisée du pays n'a pu jouir des avantages de l'emprunt de 240 millions, ouvert par mon décret du 8 août 1795, parce que les actions en étaient portées à la somme précise de 10,000 réaux chacune; et voulant concilier le devoir de subvenir aux dépenses de l'État avec l'intérêt de mes sujets, qui doivent tous profiter du produit des valeurs que les circonstances obligent à emprunter, j'ai résolu d'autoriser une nouvelle émission de 100 millions de réaux en vingt-cinq mille actions de 4,000 chacune. Dans cet emprunt seront admis indistinctement le numéraire et les valès royaux, avec l'intérêt annuel de 5 pour cent, depuis le jour du dépôt des valeurs jusqu'à leur remboursement, qui aura lieu dans le terme de douze années, à compter du présent mois de juillet jusqu'au 30 juin 1809. Il est de plus accordé aux prêteurs, pour une fois seulement, une prime de 3 pour cent, distribuée par le tirage sur les vingt-cinq mille actions, etc. »

À cet emprunt, garanti par la totalité des **revenus** de l'État, fut affectée une hypothèque particulière, celle du *papier timbré*, produit certain et libre de toute autre assignation. Il fut offert aux nationaux et aux étrangers avec renonciation expresse de tout droit de *séquestre*, *retenue* ou *représailles*, en cas de guerre; à quoi il faut ajouter un autre avantage énoncé dans la cédule royale : « Comme cet emprunt » est émis en faveur de la classe moins aisée, afin » d'éviter aux porteurs les frais de procurations, » contrats de ventes, justifications de titres, etc., le » *transfert* des actions pourra s'opérer par un simple » endossement. »

Une autre condition avantageuse voulait que la partie du *prêt* fournie en numéraire fût pareillement réintégrée en *écus*, à l'époque du remboursement définitif.

L'empressement à remplir cet emprunt devint tel, que, le 29 novembre de la même année, le Gouvernement se vit pour ainsi dire obligé de le porter à *soixante millions* de réaux de plus (quinze millions de francs), ce qui donna lieu à une autre cédule royale de Sa Majesté *.

Ces opérations utiles, salutaires, bien accueillies

* *Cédule royale.* — « L'emprunt de 100 millions ouvert par » mon décret royal et cédule du Conseil des 12 et 15 juillet der- » nier ayant été rempli avec tant de célérité, que beaucoup de » personnes déterminées à ne prendre des actions qu'au dernier » moment, pour jouir plus long-temps des avantages qu'il pré- » sente comparativement à d'autres impositions de capitaux sur » l'État, se plaignent de n'avoir pas trouvé d'actions disponi-

par l'opinion publique, sauvèrent le peuple d'une foule d'impôts onéreux que, sans cette heureuse ressource, il eût fallu nécessairement établir ou laisser

» bles¹; et voulant, d'un autre côté, subvenir aux besoins ac-
 » tuels du Trésor, qui ne permettent pas d'attendre la réalisa-
 » tion d'autres moyens prémédités pour assurer l'extinction de
 » la dette et fomenter la prospérité publique, j'ai résolu d'aug-
 » menter la somme dudit emprunt créé par mon décret royal
 » et cédule du Conseil, jusqu'à 60 millions en sus des 100 déjà
 » émis, lesquels 60 millions seront divisés en quinze mille ac-
 » tions de 4,000 réaux chacune, sous les mêmes règles et con-
 » ditions adoptées pour les vingt-cinq mille actions précédentes.
 » L'amortissement de ces dernières quinze mille commen-
 » cera en juillet 1810, année qui suit immédiatement celle où
 » doit être effectué l'amortissement des autres, et se terminera
 » en 1816, suivant l'ordre établi, savoir : que chaque année
 » deux mille actions seront annulées, et la dernière année, les

¹ Les capitalistes n'y trouvaient d'autre inconvénient que l'échéance trop immédiate du terme de remboursement. Chacun désirait rester le dernier à être payé, pour jouir plus long-temps d'un placement avantageux : de sorte que plusieurs arrivèrent tard pour prendre des actions; l'emprunt était déjà rempli.

Rien ne saurait faire un plus bel éloge du gouvernement qui inspirait une telle confiance. Dira-t-on qu'il fut prodigue en stipulant des intérêts aussi élevés (car en réalité ceux du dernier emprunt, en comptant les primes et autres bénéfices, s'élevaient à plus de huit pour cent)? Mais qu'on y réfléchisse; qu'on examine bien les résultats de ces opérations, la vigueur donnée au papier-monnaie, l'abaissement du prix de l'argent, les maux qu'évitait l'absence de l'agioage.... On verra que, malgré ces intérêts en apparence excessifs, le Trésor public et la richesse générale n'y perdaient rien. Qu'importait le huit pour cent à cette époque où les capitaux et les bénéfices ne restaient pas, comme en ces derniers temps, dans le palais ou entre les mains de quelques banquiers, courtiers, agens de change, autres *loup-cerviers*, véritables sangsues de l'État? A l'époque dont je parle, rien n'était nominal, artificiel; tout fut réel et sincère...

subsister. Les riches en supportèrent le poids ; ils en acceptèrent volontiers le fardeau, leur propre intérêt se trouvant identifié avec celui de la patrie.... Tous ces reviremens financiers , empreints du même caractère, avaient pour but d'épargner la classe pauvre et laborieuse, rendre les capitaux à la circulation, et soutenir le crédit de l'État.... Je me contenterai de citer ici quelques-uns de ces moyens.

1^o *L'imposition* ou placement à cens rachetable sur le Trésor public de capitaux oisifs , laissés en dépôt et destinés à tomber dans le gouffre de la main-morte * et du clergé.

» trois mille restantes. Le paiement des intérêts de celles-ci
» aura lieu en même temps que celui des vingt-cinq mille anté-
» rieures , etc. »

* Voici la partie essentielle de la cédula royale expédiée le 3 septembre 1793 : « Les dépenses considérables de la guerre
» actuelle, la plus coûteuse qu'ait jamais eu à soutenir la mo-
» narchie espagnole, m'obligent à prendre ces mesures extraor-
» dinaires ; il est en outre indispensable de pourvoir , ainsi qu'il
» a été fait jusqu'à ce jour avec exactitude , à tous les autres
» besoins de l'État.

» Dans ces graves circonstances, on a dû s'occuper des moyens
» qu'il est possible d'adopter sans trop gréver mes sujets bien-
» aimés ; il a été reconnu que l'un des plus équitables, et qui,
» sans faire tort à personne, sera le plus avantageux pour la
» chose publique, consiste à tirer parti des capitaux existans
» dans les dépôts et destinés à être placés en faveur des *majo-*
» *rats*, *substitutions*, *patronats ecclésiastiques*, *œuvres pies*, etc.;
» capitaux en ce moment, et depuis plus ou moins de temps,
» hors de toute circulation. L'exemple en a été donné par mon
» auguste prédécesseur, dans la dernière guerre avec l'Angle-
» terre.... En disposant de ces capitaux, il est possible de faire

2° *La révocation de tout privilège ou exemption de paiement de la dime.* Il est à remarquer que la classe générale des laboureurs était soumise à cet impôt si lourd, et que, d'un autre côté, certaines personnes et des corporations ou classes opulentes avaient trouvé le moyen d'en être dispensées par d'anciennes concessions du Saint-Siège. C'est ainsi que plusieurs églises manquaient de fonds nécessaires pour le service de l'autel, et que le Trésor de l'État perdait sa part, *le tiers du Roi (tercias reales)*, qu'il aurait dû en avoir ; le Gouvernement sollicita et obtint un bref de Sa Sainteté qui annulait tous ces privilèges. Parmi tant de sages mesures adoptées à cette époque, celle-ci

« face aux dépenses de la guerre juste dans laquelle je me trouve
 « engagé moi-même. C'est épargner aux possesseurs des majo-
 « rats et ayans-droit à ces œuvres pies l'inconvénient d'être pri-
 « vés eux-mêmes de l'intérêt de leurs capitaux, et au public,
 « le dommage de la *non-circulation* de ces richesses enfouies,
 « pour ainsi dire perdues, on exposées à toutes sortes d'éven-
 « tualités.

« Après avoir attentivement pesé ces diverses considérations
 « et reçu les rapports qui lui ont été communiqués en séance
 « extraordinaire convoquée pour cet objet, le 12 septembre
 « dernier, le Conseil m'a *proposé* et j'*adopte* la résolution sui-
 « vante : Il sera fait usage à l'instant de ces capitaux pour que,
 « d'un côté, la volonté des fondateurs soit religieusement ac-
 « complie, et que, de l'autre, il soit mis un terme aux domma-
 « ges ci-dessus indiqués. En conséquence, lesdits capitaux seront
 « pris au *cens rédimeable* ou intérêt de trois pour cent, le plus
 « élevé qu'autorisent les lois dans les contrats de cette nature,
 « et j'assigne pour garantie du paiement le produit de la vente
 « du tabac, comme il avait été fait en 1780 par le roi mon
 « père, etc. »

rencontra le plus d'opposition ; les hautes classes, jusque-là exemptes, s'en ressentaient vivement. Mais l'administration poursuivit son système avec la fermeté convenable ; le peuple, et en général tous les contribuables, témoignèrent une grande satisfaction.

3° *Le produit des édifices et immeubles fonciers* appartenant aux *communes*, et le placement de ce produit sur la rente du tabac, avec l'intérêt de trois pour cent... Le ministère, le Conseil d'État et celui de Castille, s'occupèrent tour à tour, simultanément, et avec une ardeur égale, de ces dispositions d'économie publique. On voulait rendre à la circulation une masse de capitaux retenus par des *mains-mortes* et des corporations religieuses ; richesses stagnantes, et qui même dépérissaient entre les mains de leurs pieux détenteurs. C'était là une des grandes plaies de l'État : pour y remédier, on travaillait, autant que le respect du droit de propriété et les facultés du Gouvernement pouvaient le permettre, à rendre le mouvement et la vie à ces capitaux, en indemnisant toutefois les titulaires du fonds ; la classe laborieuse devait en profiter. Ce vaste projet s'accomplissait peu à peu. On commença par la vente des *propriétés communales* ; dès la fin de 1793, la valeur des *immeubles* avait doublé ; les produits de l'agriculture s'étaient accrus (de plus de moitié). (Voir la cédule royale du 21 février 1798 *.)

* *Cédule royale.* — « Les communes du royaume possèdent, » avec d'autres édifices de ville et de campagne, certaines maisons » d'habitation dont les réparations absorbent presque tout le pro-

Arrêtons-nous.

Voilà tout ce qui a été fait en matière de finances et d'administration pendant que je me trouvais à la tête du Gouvernement, depuis novembre 1792 jusqu'à la fin de mars 1798, où il me fut permis de quitter le ministère.

Je n'ai pu être plus laconique : on trouvera dans cet *exposé* des longueurs, des redites ; mais il fallait rapporter les *pièces officielles* pour étayer cette espèce de *compte rendu*. C'est une partie essentielle de l'histoire de notre pays : moins explicite, et sur ma simple assertion, mon récit eût laissé beaucoup à désirer. J'avais à réfuter les exagérations populaires dont fut l'objet mon administration si largement calomniée... On sait tout à présent, *tout*, sans réti-

« duit, qui d'ailleurs ne correspond jamais à la valeur du capi-
 « tal : et quand ces maisons tombent en ruine, il en résulte une
 « charge insupportable pour ces communes. Les procès et cou-
 « testations judiciaires qu'entraînent la fixation des loyers, les
 « prétentions des locataires et d'autres accidens, diminuent en-
 « core le faible produit de ces propriétés. A ces causes, et parce
 « qu'il convient à l'intérêt général que lesdites propriétés ne
 « soient point ainsi agglomérées, et surtout qu'elles reurent
 « dans la circulation, par mon décret communiqué au Conseil,
 « le 7 de ce mois, j'ai résolu que les propriétés ci-dessus men-
 « tionnées soient vendues à l'enchère publique, etc. (Formalités
 « à observer dans les ventes.) Le produit sera imposé sur la
 « rente du tabac à raison d'un intérêt de trois pour cent, sui-
 « vant les règles prescrites pour l'imposition des capitaux pro-
 « venant des dépôts publics ; les communes n'auront point à
 « payer les droits d'*alcabala* dans cette sorte de vente ; l'intérêt
 « de trois pour cent leur sera garanti, etc., etc. »

cence aucune, les motifs, les sommes dépensées, les moyens employés, les formes suivies. On voit avec quelle sincérité, quel concours de lumières, les individus, les premiers corps de l'État, dans les circonstances les plus difficiles où la monarchie se fût jamais trouvée, tâchèrent de parer aux événemens, de maintenir l'honneur et l'indépendance de la patrie. Les hommes éclairés, ceux qui ont l'habitude des affaires, apprécieront nos efforts; ils reconnaîtront sans peine qu'en butte à des conflits imprévus, il n'était guère possible d'en sortir avec plus de bonheur que le gouvernement de Charles IV. S'il y eut des erreurs, des fautes, du moins on nous accordera que le ministère agit avec pureté, avec bonne foi, et qu'il montra du patriotisme.

Qu'a-t-on vu après nous? Le pouvoir est tombé dans les mains de ceux qui avaient tant accusé notre gestion administrative et politique; ils ne m'ont que trop justifié par leur propre conduite. La situation morale et financière de l'Espagne depuis 1814 jusqu'à 1832 n'est-elle pas un *fait* public, notoire, et qui en dit assez?

Si quelqu'un voulait encore aujourd'hui trouver exorbitantes les dépenses occasionnées par la guerre qui sauva l'honneur et l'intégrité du pays, je dois lui faire observer qu'à mon entrée au ministère, *il n'y avait rien* de prêt pour soutenir cette lutte inévitable, cette lutte si compliquée par les mouvemens convulsifs de la France, notre voisine immédiate, agitée elle-même par une révolution...

J'ajouterai qu'*il fut pourvu à tout* et sans perdre

un moment : l'organisation militaire était vicieuse ; un désordre immémorial régnait dans toutes les branches du service. Pouvais-je y remédier tout-à-coup ? Je subis les contre-temps , les rudes épreuves de trois campagnes dont la *seconde* fut marquée par des revers..... Les grandes pertes inattendues ne se réparèrent qu'avec de grands moyens ; nous avions devant nous un ennemi puissant, redoutable. Ce n'était pas le temps des réformes, des économies ; il reste à dire que cette guerre, l'Espagne la fit entièrement à ses propres frais ; l'étranger ne nous fournit aucune espèce de subsides ou de secours ; les emprunts furent *nationaux* ; et ces emprunts, qui sans doute servirent à maintenir le crédit de l'État, n'apportèrent pas réellement de grandes sommes effectives dans le Trésor public.

Tout cela bien considéré, et si l'on y ajoute ensuite le *coup sur coup* d'une guerre nouvelle avec les Anglais, sans nulle provocation de notre part, ne doit-on pas s'émerveiller de nous voir arriver de 1792 à 1798 sans charger le peuple d'impôts, sans que le service général de l'État fût un seul moment interrompu, sans que le paiement des intérêts de la dette publique éprouvât le moindre retard ? Il y a plus..... Au milieu de cette crise, l'industrie et l'agriculture firent des progrès, s'améliorèrent notablement..... Toute comparaison est odieuse ; je ne les aime pas, moi, non plus : mais qu'il me soit permis d'en faire une dont personne n'aura le droit de s'offenser. Quelques mois avant nous, le roi de Prusse signa la paix avec la France ; pendant la première année de

la guerre, il reçut à la fois les subsides de l'Angleterre et ceux de la Hollande. Le nombre des soldats qu'il s'était engagé à fournir ne s'élevait, toutes armes comprises, qu'à *soixante-deux mille quatre cents hommes*. Il touchait 500,000 livres sterling pour premières dépenses, 50,000 par mois, sans les rations de pain et de fourrages; et 100,000 livres en sus pour les frais de retour dans ses États à la fin de la campagne. Malgré tous ces avantages, dès que le terme du traité fut arrivé, en 1794, Sa Majesté prussienne s'empressa de faire sa paix. Ce monarque, dans ses manifestes publiés à cette époque, déclare que l'un des principaux motifs de sa détermination, c'est la gêne de ses finances qui compromettait la fortune publique de son royaume.

Or, l'Espagne fut et resta toujours seule, réduite à elle-même, ne vivant que de ses propres ressources; les armées qu'elle mit sur pied étaient au moins deux fois plus nombreuses que celles de la Prusse..... Nous allâmes jusqu'à la *troisième campagne*; la guerre était en même temps maritime et continentale.....

Et cependant, l'Espagne ne fut ni découragée, ni même atteinte sérieusement sous le rapport financier.....

C'est assez pour la gloire de l'administration que j'eus l'honneur de présider.

CHAPITRE XL.

D. FRANCISCO SAAVEDRA ET D. GASPARD-MELCHIOR DE JOVELLANOS SONT APPELÉS AU MINISTÈRE. — DERNIÈRES DISPOSITIONS POUR ASSURER LE CRÉDIT PUBLIC AVANT LA RETRAITE.

Le nation avait demandé la guerre ; elle se fit avec énergie. Après une lutte de trois années, la nation désira la paix ; le traité de Bâle fut signé. Dans l'une et l'autre circonstance, j'avais rempli les vœux du pays.

La bonne harmonie étant rétablie avec la France depuis deux ans, je n'ambitionnais plus que le repos ; je demandai au roi la permission de quitter la direction du ministère.

Loin de céder à ma prière, Charles IV voulut absolument me retenir auprès de sa personne. On n'aura pas de peine à concevoir que j'avais déjà des ennemis. Pour me mettre à l'abri de leurs atteintes, le Roi se plut à me charger d'honneurs, à m'accabler de distinctions, à tel point que le monarque semblait chaque fois regretter de ne pouvoir m'élever davantage. Tant de faveurs ne produisirent pas le bon effet qu'il s'était proposé d'en obtenir. L'envie

se joignit à la malveillance. D'un côté, le cabinet anglais, dont j'avais repoussé les prétentions excessives, encourageait sourdement le parti qui m'était contraire, et, dans l'intérieur du pays, les hommes des vieilles routines administratives ou financières, et ceux qui voyaient les intérêts populaires ménagés aux dépens des classes jusque-là privilégiées, trouvaient un prétexte d'opposition dans les dépenses inévitables de la guerre.

Fermement résolu à m'éloigner du cabinet, j'indiquai à Sa Majesté les personnes les plus propres, selon moi, à diriger le Gouvernement. Il fallait trouver des mains sûres et habiles. D. Francisco Saavedra et D. Gaspard-Melchior de Jovellanos étaient recommandés hautement par l'opinion publique, l'un, comme administrateur éclairé, l'autre, comme versé dans les matières de législation et d'économie publique. Je les proposai tous deux à Sa Majesté, qui voulut bien les nommer à l'instant.

Certes, on ne dira pas que je choisis des créatures à moi pour applaudir à tout ce que j'avais fait, pour consentir à n'être que les serviles continuateurs de mes œuvres ! Ce n'étaient point là des *prête-noms*, des *hommes de paille* ; je voulais sincèrement déposer le fardeau du pouvoir et de la représentation. Je croyais avoir déjà payé mon tribut de patriotisme : au surplus, j'étais intimement persuadé que ma gestion n'avait pas besoin de la complaisance de mes successeurs. J'assistai même au conseil avec Saavedra et Jovellanos pendant quelques mois, avant de sortir définitivement du ministère.

Tous les actes du Gouvernement, depuis mon entrée au cabinet, en 1792, jusqu'à la fin de 1797, ayant été mis sous leurs yeux sans lacune, sans déguisement, sans exception, la marche qu'ils adoptèrent fut exactement celle que j'avais tracée et suivie moi-même. Il ne s'agissait plus que de continuer, en réalisant peu à peu les améliorations indiquées à mesure qu'elles seraient opportunes et praticables.

Chercher tous les moyens de raviver les sources de la richesse publique, écarter doucement les obstacles créés par d'anciennes erreurs ou des abus successivement introduits, maintenir le crédit public que nos ennemis voulaient renverser : tel avait été l'objet de ma constante sollicitude ; tels furent le but et les désirs de la nouvelle administration, renforcée par l'assistance de ces deux hommes d'État. La première disposition prise dès leur entrée au cabinet, et lorsque j'en conservais encore la présidence nominale, fut de confirmer tout ce qui avait été fait précédemment pour assurer le paiement de la dette publique, intérêts et capital, c'est-à-dire la garantie de cette même dette et son amortissement graduel.

Tous les actes et décrets antérieurs furent reproduits dans une loi solennelle qui attestait la persévérance du Gouvernement et sa volonté inébranlable de maintenir les obligations contractées envers les créanciers de l'État, malgré les dépenses occasionnées par la guerre avec l'Angleterre : les fonds assignés et revenus royaux hypothéqués à cet objet ne devant jamais être confondus avec les autres res-

sources de l'État destinées à faire face au besoin du service courant (voir la cédula royale expédiée à cet effet, le 9 mars 1798 *). Ce document classique mar-

* *Cédula royale.* « L'un des principaux objets qui ont fixé
 » mon attention depuis mon avènement à la couronne a été de
 » consolider la dette de l'État, soit en déclarant formellement
 » qu'il était responsable des engagemens contractés par mon
 » auguste père, soit en étendant cette garantie aux dettes des
 » règnes antérieurs, autant que le permettent les besoins ac-
 » tuels et suivant la nature particulière de ces créances; soit
 » en remplissant avec une scrupuleuse exactitude les obliga-
 » tions nouvelles qu'a produites la nécessité de pourvoir à la
 » défense et de soutenir la dignité de la monarchie.

» J'ai donc manifesté franchement mon adhésion à l'inviolable principe déjà posé dans le royal décret du 17 décembre 1782, savoir : que l'État est permanent et que ses obligations doivent l'être aussi lorsqu'elles sont contractées en son nom et par l'autorité légale qui le représente; qu'à cet égard nulle exception arbitraire n'est admissible, et qu'il faut rejeter comme erronée, nuisible, injurieuse à la dignité ainsi qu'à l'autorité suprême, cette opinion que *les rois sont mineurs*, et que *leurs engagemens ne sont valables que pendant leur vie*.

» Voulant perfectionner de plus en plus cette branche de l'administration économique, donner de nouveaux gages aux créanciers de l'État, et contenir par des mesures sages et paternelles les progrès de l'agiotage ou *primes de réduction en numéraire* dont les *valès* sont devenus l'objet, malgré la ponctualité avec laquelle sont payés les intérêts courus et se réalise l'amortissement du capital avec les fonds assignés à cet objet ¹, j'ai résolu d'établir et j'établis une *caisse d'a-*

¹ Ce document seul suffit pour prouver que le Gouvernement, fidèle à ses promesses, les avait exactement accomplies; que, malgré les urgences de la guerre, les intérêts de la dette publique étaient payés, et une partie du capital

que la ligne de séparation que je dois indiquer au lecteur; c'est le point de départ d'une administration qui n'est plus la mienne. Il ne s'agit point encore ici de

» mortissement entièrement séparée de ma trésorerie royale,
 » sous les règles suivantes, qui seront désormais observées
 » comme les lois fondamentales et définitives sur la matière ¹.

» ARTICLE 1^{er}. Le principal objet de la caisse d'amortissement est de pourvoir au paiement des intérêts et au remboursement successif du capital des *valés royaux* des emprunts créés par mes décrets des 2 août 1795, 12 juillet et 22 novembre 1797; de ceux faits en pays étrangers et tout autre dont l'acquittement concernait jusqu'à ce moment le Trésor public, sans préjudice des autres parties de la dette nationale qui pourront encore être mises à la charge de ladite caisse d'amortissement.

» ART. 2. Seront exclusivement versés dans cette caisse tous les fonds déjà affectés à l'amortissement des valés royaux, en vertu de mes décrets des 12 janvier et 19 août 1794, 25 février et 21 août 1795, 23 janvier 1796, et de l'ordonnance du 12 juillet de la même année, savoir : le produit du dix pour cent annuel de tous les fonds et moyens (*fondos y arbitrios*) du royaume, qu'il y ait ou non un excédant; le produit total du droit d'extraction de piastres; celui de la contribution

amortie, ainsi qu'il avait été réglé dès le principe. Il s'agit d'un fait public et notoire; c'est à la nation tout entière que le Roi adresse la parole, et Sa Majesté savait bien qu'elle ne pouvait pas être démentie.

¹ Le lecteur a vu dans le chapitre antérieur que le décret du 12 janvier 1794 établissait un *fonds d'amortissement* sous l'intervention du Conseil de Castille, dans une caisse dont les trois clefs étaient confiées, l'une au ministre des Finances, l'autre au gouverneur du Conseil; et la dernière au trésorier-général, *caisse* entièrement séparée de tout autre revenu de l'État. Il est donc évident que ce n'était point ici une mesure nouvelle, mais une simple confirmation de la première, en y ajoutant quelques attributions spéciales pour faciliter les opérations du Gouvernement et augmenter la confiance des créanciers de l'État.

la louer, ni de l'accuser; je dis seulement que là où ma responsabilité cesse, commence la responsabilité de ceux qui, en 1798, et surtout de 1814 jusqu'à

» extraordinaire de 7 millions de réaux (1,750,000 francs)
 » ajouté aux *subsides* du clergé; le produit de tous les bénéfices ecclésiastiques vacans, celui du quinze pour cent sur les majorats et substitutions; *idem* du quinze pour cent sur la valeur des biens acquis par les *mains-mortes*; l'assignation annuelle de 4 millions de réaux que j'ai distraits du revenu des salines; et le produit de la *concession quadragésimale* en Amérique.

» ART. 3. Seront également versées dans ladite caisse les valeurs appartenantes à l'intérêt des *valés royaux* en circulation, lesquelles valeurs doivent être prélevées en numéraire sur le produit général des autres diverses branches de revenu public, en attendant qu'il soit fait sur chacune l'assignation spéciale d'un quart à fournir proportionnellement suivant la nature et produit net des rentrées.

» ART. 4. Les assignations ne cesseront d'avoir leur effet qu'après l'amortissement intégral des valés et de toute autre valeur empruntée par l'État ou substituée auxdits valés. Ainsi le fonds d'amortissement sera graduellement augmenté par la différence progressive entre la somme encaissée d'après l'article 3 et celle qui sera payée pour les intérêts.

» ART. 5. Du produit des droits de la douane de Cadix spécialement affectés au remboursement de l'emprunt de 240 millions de réaux (60 millions de francs) aux termes réglés par mon décret du 2 avril 1795, seront versées mensuellement et en portions égales, dans la caisse d'amortissement, les sommes à payer chaque année pour les intérêts et le capital depuis le premier janvier 1799 jusqu'à pareil jour de 1807 où doit être remboursée la valeur des cédulés expédiées par le Trésor public.

» ART. 6. La rente du papier timbré fournira également à

ce jour, ont succédé au ministère de mon époque.

Cet acte solennel du Gouvernement fut la confirmation et la ratification du système de finances que

» la caisse les sommes qu'il doit payer le 1^{er} juillet pour les
» intérêts et partie du capital pour l'emprunt de 100 millions
» de réaux (25 millions de francs) créé par mon décret du
» 12 juillet 1797, et porté à 60 millions de plus (15 millions
» de francs) par mon autre décret du 22 novembre.

» ART. 7. Il sera donué des assignations spéciales aux autres
» emprunts dont le paiement est confié à ladite caisse dans le
» royaume et au dehors, attendu que, eu tont temps, il faut
» admettre comme base élémentaire et inaltérable de cette
» caisse, le privilège de ne contracter aucune obligation on
» engagement sans une assignation préalable et suffisante, et
» que si, par un accident quelconque, cette assignation venait
» à être dépassée, il doit y être immédiatement pourvu par
» l'agrégation de sommes prises sur les autres revenus on
» ressources générales de l'État.

» ART. 8. Je donne et confère des pouvoirs amples et fa-
» cultés entières à la caisse pour que, afin d'abrégér autant que
» possible l'extinction des *valès* et emprunts ci-dessus mention-
» nés, elle subroge ou substitue à leur place de nouveaux em-
» prunts moins onéreux, en hypothéquant on engageant, pour
» la sûreté du remboursement des intérêts et capitaux, les
» fonds mêmes de l'amortissement, les assignations sur rentes
» déterminées, et en général tous les revenus du Trésor pu-
» blic.... Bien entendu que les formes et conditions de ces em-
» prunts seront établies et spécifiées par les décrets ultérieurs.

» ART. 9. Dès que les fonds, quelle que soit leur origine,
» seront entrés dans la caisse, et jusqu'à ce qu'ils en sortent
» pour satisfaire aux indications prescrites, ces fonds pourront
» être employés provisoirement de la manière qui sera jugée la
» plus convenable, la plus propre surtout à diminuer on con-
» tenir l'agiotage exercé sur les valès.

j'avais suivi pendant tout le temps de mon administration ; c'était assez pour affermir la confiance des créanciers de l'État et contenir les agioteurs qui ne prenaient déjà plus la peine de se cacher.

» ART. 10. La caisse est dès à présent établie à la banque
» nationale de Saint-Charles, par la voie de laquelle les fonds
» peuvent être apportés des provinces à Madrid. Ces fonds
» seront réalisés dans la capitale sans escompte, ni autres con-
» ditions que le délai fixe de quarante-cinq jours entre le ver-
» sement local dans les provinces et leur mise à la disposition
» du directeur de la caisse à Madrid.

» ART. 12. Des ordres seront expédiés en conséquence par
» mon Conseil royal, par le collecteur-général des produits et
» revenus des *vacances ecclésiastiques* et par le directeur-géné-
» ral des rentes de l'État, aux intendants, percepteurs et admi-
» nistrateurs respectifs, afin que, au fur et à mesure des ren-
» trées, et aussitôt que les termes des assignations sur les rentes
» de l'État seront échus, les fonds soient délivrés à la banque
» de Madrid ou à ses agens et facteurs dans les provinces;
» ceux-ci en donneront des *récépissés* provisoires, en attendant
» que la *direction* de la caisse donne les quittances formelles,
» ainsi qu'il est d'usage à mon Trésor royal.

» ART. 13. Seront également donnés, par le commissaire-
» général de la croisade, des *traites* sur les chapitres et corpo-
» rations qui ont à payer le subside extraordinaire de 7 mil-
» lions annuels en deux paiemens égaux, l'un fin juin et l'autre
» fin décembre.

» ART. 14. Le président juge des *arrivages* (*arribadas*) d'A-
» mérique à Cadix fera parvenir à la caisse d'escompte de la
» banque les sommes provenant d'outre-mer et de la *contribu-
» tion quadragésimale* ou de toute autre somme destinée à l'a-
» mortissement, à mesure que les navires seront entrés dans le
» port.

» ART. 15. L'administration, la gestion intérieure, les fonc-
» tions spéciales de la caisse, seront totalement indépendantes

Cet acte solennel renouvelait, confirmait tout le système financier de mon administration et rassurait pleinement les créanciers de l'État. Les manœuvres de l'agiotage n'avaient plus de prétexte et devaient s'arrêter

» et séparées de la banque. Un directeur particulier en est exclusivement chargé, sous mes ordres, qui lui seront transmis par la voie réservée du ministère des Finances.

» ART. 16. Pour la plus grande commodité du public et la célérité de l'expédition, il y aura, dans l'hôtel de la Banque, des bureaux de la direction de la caisse où les paiemens seront faits; je nommerai les employés, et leur traitement sera payé par moi.

» ART. 17. Les bureaux établis à la trésorerie générale pour le renouvellement des valès, et qui doivent continuer à s'en occuper, formeront la *contaduria* (contrôle des comptes) principale de la caisse d'amortissement, et, en cette qualité, exerceront une surveillance rigoureuse sur toutes les opérations.

» ART. 18. Quoique tous les paiemens relatifs aux obligations mentionnées en l'article 1^{er} doivent être effectués dans les bureaux de cette *contaduria*, néanmoins les valès royaux et cédulas ou obligations de l'emprunt de 100 millions de réaux portés à 60 millions de plus, seront renouvelés avec la signature du trésorier-général en exercice, et du chef du bureau de paiement (*contador*) de ladite trésorerie, comme ci-devant.

» ART. 19. Le premier jour de chaque mois, il me sera transmis par le ministère des Finances, l'état de la caisse visé à la *contaduria*, y compris, sans exception, celui de toutes les affaires pendantes; et dans le mois de janvier, la caisse fournira l'état général de l'année révolue.

» ART. 20. Il sera également remis au Conseil annuellement un état détaillé de tous les fonds entrés dans la caisse, ou produits par ses assignations spéciales, ou par ses opérations économiques, en exprimant la quantité, le numéro, et le

faute d'aliment; mais ce fléau de toute dette publique est difficile à extirper, même dans les temps les plus heureux : il avait fait des progrès chez nous, parce qu'on avait négligé de le réprimer sérieusement.

La guerre avec la France mettait en question

» montant des *valès royaux* compris dans chaque amortissement ¹.

» ART. 21. Les comptes dressés par la *contaduria*, avec
 » pièces justificatives, seront présentés chaque année pour être
 » examinés et arrêtés par le tribunal de *contaduria mayor* (cour
 » des comptes) afin de constater l'effectif existant. Il sera
 » formé, le 31 décembre, un inventaire de tous les effets à
 » jour et en compte, lequel sera examiné et rectifié par trois

¹ Mes vives instances firent adopter cet article : Saavedra et Jovellanos n'en voulaient pas. 1° Ils regardaient cela comme une formalité inutile, attendu les autres garanties qui assuraient la fidélité du maniement, la bonne direction et le juste emploi des fonds; 2° cette mesure, disaient-ils, peut compliquer et paralyser la gestion de la caisse. Je convenais avec eux que le Conseil royal de Castille n'était pas naturellement appelé à exercer des *actes d'administration*; mais je sentais vivement que, dans toutes les affaires où il s'agissait de grands intérêts, du gouvernement intérieur, il était non-seulement convenable, mais jusqu'à un certain point nécessaire de donner au Conseil un droit d'*inspection*. « Tant que l'Espagne n'aura point, comme jadis, une représentation nationale, ce Conseil vénérable par son ancienneté, hautement placé dans l'opinion publique, est la seule autorité propre à mettre une sorte de frein aux abus du pouvoir suprême. On m'objectait que ces grandes attributions ne lui étaient pas conférées par les lois, d'une manière catégorique. Je répondais que la coutume, un long usage, les lui accordaient de *fait*, et qu'aucun tribunal, aucune institution nouvellement créée, aucune personne, quelque grande que fût l'autorité dont elle fût investie, n'obtiendrait la confiance générale dont jouissait le Conseil de Castille : confiance nécessaire, surtout dans une affaire de crédit public. Enfin, ajoutai-je, quel mal nous fait un témoin de plus, un témoin incorruptible, de la manière dont les intérêts nationaux sont administrés ? » Alors l'article fut adopté.

l'existence du pays..... Le danger était patent; chacun voyait son intérêt personnel dans l'intérêt général.

Il n'en était point ainsi de la guerre avec l'Angleterre; le danger ne menaçait plus d'aussi près notre existence nationale; les chances de cette lutte n'éfrayaient point la masse. C'était une collision ordinaire, comme celles dont l'histoire ancienne ou moderne fournit des milliers d'exemples. L'intérêt général n'était pas visiblement, palpablement lié avec l'intérêt particulier; et si l'honneur ou le patriotisme n'épuraient pas, ne dirigeaient pas les tendances de celui-ci, il agissait en sens inverse de l'intérêt de l'État. Faiblesse, ignorance, cupidité, ces diverses causes influaient sur les esprits : plusieurs individus oubliaient ou méconnaissaient leur premier devoir envers la patrie, celui de ne pas contrarier les opérations du Gouvernement. Il existait d'ailleurs un *parti* favorable à l'Angleterre; parti peu nombreux certainement, mais assez toutefois pour nuire de plusieurs manières, par exemple, en excitant des

« ministres ou membres de tribunaux différens que je nom-
« merai.

« Art. 22. L'état annuel de la caisse sera imprimé et publié
« avec un *résumé* des faits et les explications nécessaires pour
« l'édification et satisfaction du public.

« Ceci entendu, vous communiquerez les ordres et instruc-
« tions respectivement convenables, pour en assurer la com-
« plète exécution. Signé de la main royale de Sa Majesté.
« Aranjuez, 26 février 1798, à D. Francisco de Saavedra.
« Publié au Conseil, etc. »

méfiances sur la solidité du crédit public et du *papier-monnaie*. Les commerçans éclairés repoussaient avec énergie ces perfides insinuations; le Gouvernement s'efforçait de remplir, à tout prix, ses engagements, et l'agiotage était contenu. Cependant la *hausse* et la *baisse* se montraient tour à tour, suivant les chances plus ou moins heureuses de la guerre. Le désastre imprévu de notre magnifique armée navale auprès du cap Saint-Vincent, dans le mois de février 1797, altéra notablement le cours des *valés royaux*; mais ces effets remontèrent proportionnellement lorsqu'on apprit coup sur coup la défaite des Anglais devant Puerto-Rico, et la glorieuse défense des îles Canaries, où Nelson perdit un bras. Cette fureur d'agiotage dans des circonstances où le concours de la loyauté et du patriotisme pouvait seul soutenir l'administration, méritait d'être surveillée et réprimée : le véritable commerce en était indigné. Le conseil d'État, d'autres conseils spéciaux de *finances*, cherchant les moyens d'arrêter le désordre, adoptèrent l'idée de faire *escompter* les *valés royaux* par la caisse destinée à en opérer l'amortissement. Au premier coup-d'œil, et d'après le but qu'on se proposait, l'idée semblait lumineuse : malgré ces belles apparences et l'adhésion presque unanime du Conseil, je ne puis m'empêcher de dire que je la trouvais inconsiderée, même tout-à-fait chimérique. « Nous avons » une guerre à soutenir avec un adversaire actif, » habile, le Gouvernement britannique.... De deux » choses l'une : ou l'*escompte* des *valés* sera partiel, » restreint aux porteurs qui prouveront l'absolue

» nécessité où ils se trouvent d'avoir de l'argent
» comptant, et, dans ce cas, sans parler des jalou-
» sies, des rivalités que suscitera la préférence ac-
» cordée, ni des perplexités de la *direction*, peu de
» personnes véritablement gênées dans leurs affaires
» consentiront à manifester publiquement leurs em-
» barras ; ces personnes aimeront mieux supporter
» des sacrifices dans les négociations particulières
» et sans éclat.... Ou l'*escompte* sera offert générale-
» ment, sans distinction de personnes et de posi-
» tions ; alors cette offre est impossible à réaliser.
» L'intrigue, des revers, une fausse alarme éveille-
» ront la cupidité ; tout le monde se précipitera pour
» demander de l'argent comptant.... En outre, di-
» sais-je encore, quelle que soit, petite ou grande,
» la somme ainsi employée à *escompter*, c'est un mal,
» c'est un tort fait au crédit public ; on calculera
» bien vite que ce qui est ainsi distrait des fonds de
» la caisse, pour n'y plus rentrer, manquera pour
» faire face aux intérêts à échoir, à l'*amortissement*
» promis et aux emprunts contractés sous condition
» de remboursement déterminé, d'après l'institution
» de la caisse... Tant que celle-ci remplit fidèlement
» ses obligations comme jusqu'à ce jour, avec les
» fonds destinés à cet objet, la confiance publique
» est assurée. Au lieu de prendre une mesure que
» la mauvaise foi de quelques-uns ou de plusieurs
» peut rendre tout-à-fait désastreuse, et qui nous
» entraînera dans un abîme, cherchons plutôt à
» donner de l'emploi à nos *valés royaux*. Nous avons
» le bonheur de posséder un roi qui ne désire, ne

« rêve que la félicité de son peuple ; le Gouverne-
« ment a mille ressources pour *caser* la dette publi-
« que. N'existe-t-il pas une immensité de *fonds com-*
« *munaux* et *domaniaux* ? La couronne n'a-t-elle pas
« des immeubles dont la possession lui est peu né-
« cessaire ? N'y a-t-il pas une multitude de *champs*
« et de *propriétés* de ville et de campagne, qui, sans
« blesser aucun droit, même au grand profit des ti-
« tulaires actuels et de la nation tout entière, peu-
« vent servir au rachat de la dette et augmenter les
« revenus de l'État ? Les ressources du pays sont
« infinies ; celles de l'Amérique, encore intactes ; ne
« pouvons-nous pas traiter, négocier avec des mai-
« sons espagnoles qui sauront bien donner du mou-
« vement à ces capitaux paralysés dans nos indo-
« lentes mains ? La mesure qui fut naguère proposée
« dans le Conseil d'appeler des capitalistes juifs
« dont la reconnaissance paiera volontiers la pro-
« tection du Gouvernement par de généreux sacri-
« fices, cette mesure, dis-je, et d'autres de cette
« nature élèveront notre crédit au niveau, peut-être
« au-dessus de celui de l'Angleterre et des autres
« nations *. Déployons ces ressources, et ensuite,

* Tel fut le moyen proposé par le digne ministre du roi D. Pedro Varela, bon catholique sans doute, homme très religieux, mais supérieur aux préjugés vulgaires. « L'expulsion des
« juifs, disait-il, a pu convenir à la politique de l'époque où
« cette mesure fut prise ; elle n'en fut pas moins nuisible à l'Es-
« pagne, qu'elle priva d'une partie de sa richesse. Serait-il au-
« jourd'hui dangereux de rappeler ces *bannis* dont l'industrie
« pourrait nous être si utile ? Qu'aurait à craindre la religion

« que nous importent nos ennemis, quels qu'ils
 « soient? Les agioteurs sont redoutables quand le
 « Gouvernement est faible, quand il se noie dans un
 « filet d'eau, quand il n'ose sortir des misérables
 « routines. »

Je dis encore bien d'autres choses, mais inutilement; l'escompte des valès royaux fut décidé par la majorité du Conseil. « La loyauté espagnole, s'écriait-on, qui jamais ne s'est démentie, et l'état satisfaisant déjà produit par les moyens adoptés, sont les meilleurs gages de l'avenir. » Ainsi raisonnaient mes collègues. (Voyez la cédule royale expédiée le 15 mars 1798, peu de jours avant ma sortie du ministère *.) Cette disposition, à laquelle je re-

« de la tolérance accordée à une secte qui ne fait plus de prosélytes et qui même n'en cherche pas? Sommes-nous meilleurs catholiques que le pape et tant de princes chrétiens qui admettent les juifs dans leurs États? Presque tous ces riches capitalistes conservent encore une affection héréditaire pour ce pays. Ils n'ont jamais cessé d'en cultiver la langue; ils paieraient à bon prix la faculté de revenir dans leur ancienne patrie. Et à quelle époque l'Espagne a-t-elle eu jamais un plus grand besoin d'élever son industrie au niveau de celle des autres nations civilisées? »

* *Cédule royale.* — « Les besoins extraordinaires de l'État, et mon invariable système d'y pourvoir en ne surchargeant que le moins possible mes sujets, me déterminèrent à créer des valès royaux. L'abondance de ce papier-monnaie et la cupidité des agioteurs ont fait tourner au détriment du public un moyen aussi simple et aussi raisonnable de remplir les obligations du Trésor, sans augmenter les impôts existans. Pour prévenir ce mal, j'avais adopté le parti d'éteindre peu à

fusai obstinément d'adhérer (et je n'étais pas le seul), fut la cause déterminante ou l'occasion immédiate de tous les désordres financiers qui ne tar-

« peu lesdits *valès*, en ordonnant, par mon décret du 12 jan-
« vier 1794, qu'il fût établi un fonds d'amortissement auquel
« était appliqué, avec d'autres assignations, le dix pour cent
« des fonds et propriétés (*fondos y arbitrios*) des communes du
« royaume. Cette mesure semblait être la plus équitable, la
« plus propre à fournir une répartition égale, au lieu du *con-*
« *tingent* déterminé par l'*excédant* existant, ainsi qu'il était pres-
« crit par la cédule royale du 29 mai 1792.... Bien que cet *ex-*
« *cédant* ait été religieusement appliqué à l'objet de sa desti-
« nation, il n'a pas produit l'effet que j'en espérais, d'augmenter
« le crédit des *valès* : pour obtenir cet effet, j'ai résolu, par
« mon décret du 26 février dernier, de créer une *caisse d'amor-*
« *tissement* et d'*escompte* à la fois, laquelle, moyennant la réu-
« nion de tous les fonds qui lui sont affectés, non-seulement
« procéderait à l'amortissement desdits *valès*, mais encore à
« l'*escompte* ou *conversion* de ces effets en numéraire; ainsi l'a-
« giotage, n'ayant plus de prétexte, cessera d'exercer une in-
« fluence fatale sur le crédit du papier de l'État.

« La double opération d'amortissement et d'*escompte* exigeant
« des ressources plus considérables, j'ai ordonné que parmi
« d'autres assignations, et outre le dix pour cent annuel des
« *fonds communaux*, il soit versé immédiatement dans ladite
« caisse la moitié de tous les *excédans* actuels dans le royaume.
« Le Conseil fera délivrer par les intendans, et sans le moindre
« délai, les *sommes existantes* aux facteurs de la banque dans
« chaque capitale, afin que ceux-ci soient chargés de les trans-
« mettre à leur destination; et pour que l'exaction de ces va-
« leurs ne puisse en aucune manière paraître onéreuse à mes
« sujets, qui les ont déjà vues appliquées à l'amortissement et
« sans aucun intérêt, par un effet de ma royale sollicitude, loin
« de vouloir causer le moindre préjudice, en disposant ainsi
« des susdites valeurs, je veux qu'il en soit tenu compte à rai-

dèrent pas à éclater. Quoique toujours animés des meilleures intentions, ceux qui prirent en main les rênes du Gouvernement se livrèrent alors à des opérations aventureuses, compliquées, jusque-là insolites dans notre pays, et, par conséquent, peu ou mal comprises. Se lancer au milieu de l'Océan, et vouloir naviguer sans matelots exercés à la manœuvre, c'est une témérité, même pour le meilleur pilote. De graves désappointemens, des embarras multipliés, des *sinistres* déplorables, signalèrent les trois années pendant lesquelles j'étais éloigné des affaires et de la Cour. L'état financier et moral de la monarchie fut sérieusement compromis ; j'en ressentis moi-même le *contre-coup*, lorsque, plus tard, je me vis forcé, pour la seconde fois, de prendre part à l'administration, sans avoir ambitionné cet honneur dangereux. Il en sera parlé ultérieurement. En attendant, qu'il me soit permis de bien marquer ici les résultats de ma gestion, de laquelle je viens de rendre compte :

1° Depuis l'époque de mon entrée dans le cabinet,

» son de 3 pour cent d'intérêt, payable par la caisse d'amor-
 » tissement. Les intendans délivreront les *contrats respectifs*
 » *d'imposition*, et auront soin d'en prévenir le Conseil royal,
 » afin qu'il en soit pris note dans la *contaduria* générale.... Et
 » si quelques communes, après m'en avoir fait rendre compte
 » par ledit conseil, éprouvaient un besoin réel de rentrer dans
 » une partie des valeurs plus considérables que la *moitié* de
 » l'*excédant*, la somme qu'elles auraient déjà fournie à la caisse
 » d'amortissement leur sera aussitôt restituée, proportionnelle-
 » ment aux besoins constatés.

» Que ceci soit entendu, etc. , etc. »

en 1792, jusqu'au 28 mars 1798, les finances du royaume suivirent une marche régulière, on peut dire même prospère, malgré des circonstances orageuses, tout-à-fait imprévues; les impôts ne furent point augmentés; les moyens employés furent loyaux, simples, à la portée de toutes les intelligences; point d'essais hasardeux..... 2° Lorsque je sortis du ministère, les mesures que j'avais prises pour assurer le crédit public furent trouvées si justes et d'un effet tellement certain, que mes successeurs immédiats ne craignirent pas d'offrir d'*escompter les valés à bureau ouvert*, espérant ôter par-là tout prétexte à l'agiotage. 3° Le pouvoir ne fut jamais exercé despotiquement; on ne peut me reprocher aucun acte arbitraire; toutes les opérations, celles des finances surtout, furent traitées, examinées, longuement discutées dans les conseils de l'État; nulle disposition ne s'exécutait qu'avec leur assentiment. Celui qui eut l'honneur de présider le cabinet fut l'ami sincère de son Roi et de son pays; non pas un homme de *camarilla*, un *favori* de cour, moins encore un *maire de palais* gouvernant tout suivant son caprice.

J'ai produit une foule de documens publics, authentiques : l'envie et la haine ne pourront jamais les démentir, ni les faire disparaître. Sans doute il me serait facile d'ajouter d'autres preuves aussi bonnes, plus décisives peut-être, s'il m'était permis, à moi, ou à quelqu'un des miens, de consulter les archives du Gouvernement ou mes propres cartons. Là sont les correspondances officielles, les annotations, les rapports originaux, en général tous les papiers re-

latifs aux affaires dont j'ai été chargé. Mais, en frappant du *séquestre*, qui dure depuis vingt-sept ans, mes propriétés en masse, on s'est emparé aussi de tous mes moyens de défense et de justification..... Nul jugement, nulle sentence légale, nulle forme tutélaire n'a jamais autorisé cette spoliation *turque*. Je possédais divers registres dans lesquels, jour par jour, mois par mois, étaient consignés tous les actes auxquels j'avais pris part. Là, dis-je, se trouvent *écrits* le bien déjà opéré, le mal heureusement évité, les projets du bien à faire peu à peu en faveur de cette patrie toujours présente à ma pensée et dont le bonheur et la gloire étaient l'objet de mes vœux et de mes veilles..... Mais le despotisme oriental qui pèse sur moi depuis si long-temps ne s'acclimatera pas, je l'espère, chez une nation chrétienne et civilisée. Les hommes du Gouvernement actuel répudieront le funeste héritage d'une époque de violences, de calomnies et d'ingratitude..... Si enfin l'Espagne contemporaine me refusait la justice qui m'est due, ma mémoire et mon infortune trouveront une équitable réparation dans l'impartialité de l'histoire.

CHAPITRE XLI.

SYSTÈME ET DIRECTION DU GOUVERNEMENT SOUS MON MINISTÈRE.

J'invoque de nouveau le témoignage des contemporains du règne de Charles IV, qui ont aussi vu le règne de son successeur; ils peuvent établir une comparaison entre les deux époques. La génération actuelle doit se méfier des traditions intéressées de la faction qui a si long-temps dominé le pays. Il existe encore d'honorables vieillards dont les souvenirs remontent à 1790.... Les hommes qui, foulant aux pieds toutes les lois divines et humaines, outragèrent, dépouillèrent leur souverain légitime; ceux qui s'adjugèrent à eux-mêmes le prix des sueurs et du sang d'un peuple héroïque, sans avoir concouru avec lui à la défense du pays contre l'étranger; ceux que j'accuse formellement d'avoir appelé cette invasion par leurs coupables intrigues; ceux-là, dis-je, sont aujourd'hui parfaitement connus. On sait par quels moyens ils arrivèrent au pouvoir. Il est temps de rétablir la vérité dans tous ses droits: que chacun soit traité selon ses œuvres; que les faits seuls parlent pour nous ou contre nous; traduits les uns

et les autres devant le tribunal de l'opinion, soumettons-nous aux déclarations des témoins oculaires.

POLITIQUE INTÉRIEURE.

Dans les circonstances difficiles que la Révolution française compliquait et aggravait chaque jour, quelle fut la politique du gouvernement dont la direction m'était confiée ? Tous les trônes de l'Europe étaient menacés ; cependant il ne fut pris en Espagne aucune mesure extraordinaire de précaution : les lois existantes, les formes tutélaires de la justice, suffirent à tout ; la paix publique fut maintenue sans effort ; nos vieilles institutions, nos codes paternels, l'antique loyauté nationale, rassuraient le Gouvernement. On n'eut pas recours à des tribunaux spéciaux, à des *commissions*, pour faire face à des attentats imprévus. La confiance du Roi ne fut pas trompée : chacun de ses fidèles sujets veillait à la conservation de la couronne. Que mes ennemis disent si, à cette époque orageuse, les procès d'inquisition, les emprisonnemens arbitraires, les supplices, furent connus chez nous..... Hélas ! ils le furent plus tard, et quand le pouvoir eut passé en d'autres mains ; alors notre pays fut le théâtre de toutes ces calamités ; des milliers d'Espagnols, accusés de révolte ou de trahison et condamnés à l'exil, excitaient la méfiance et la pitié de l'étranger ; le caractère national était compromis, déshonoré dans toute l'Europe... Mais, tant que j'eus l'honneur de présider le Gouvernement, qu'il vous en souvienne, mes chers compatriotes, les

espions et les délateurs ne furent point accueillis, ni même tolérés ! Aucune famille n'avait à craindre pour l'existence d'un père, d'un fils, de ses parens ou de ses amis. Mon administration n'a point laissé de traces de sang ; je n'ai privé la patrie d'aucun de ses enfans. La prison publique ne retenait que les malfaiteurs, légalement punis. Les *causes* d'État furent extrêmement rares, plutôt comminatoires que formelles. Si quelqu'un se livrait à des opinions dangereuses, subversives, on ne dédaignait pas de lui donner des avis salutaires, de l'avertir que sa conduite était surveillée ; si un homme de talent inspirait quelque crainte, je m'empressais de l'attirer au service de l'État : placé convenablement, au lieu d'être dangereux, il devenait utile. Ceux dont une rigueur inflexible, ou seulement une méfiance marquée, aurait pu faire des mécontents redoutables, s'attachaient au Gouvernement qui leur ouvrait toutes les voies des honneurs et de la fortune. Qui pourrait m'accuser d'avoir craint les lumières ou cherché à les éteindre ? Non, j'ai voulu qu'elles brillassent du plus vif éclat, en veillant toutefois à ce qu'elles ne missent pas le feu. Je les aimais sincèrement ; selon moi, les hommes éclairés doivent être les alliés, les soutiens du pouvoir. Au lieu de les poursuivre comme des ennemis, combien n'en ai-je pas sauvé de la persécution ! Le mérite oublié, poursuivi, m'a toujours trouvé disposé à lui prêter mon appui : et, certes, je ne me suis pas fait prier ; j'ai ocherché moi-même les occasions, je les faisais naître pour arriver à son secours. Nulle ancienne amitié, nulle relation parti-

culière ne m'attachait à Cabarrus et à Jovellanos ; le premier était depuis long-temps en butte à des tracasseries que lui avaient suscitées ses envieux, sous le règne précédent : je le sauvai. Personne n'accusera le second d'avoir jamais été flatteur de son naturel, ou l'un de mes complaisans. Ses ennemis avaient inspiré contre lui de fortes préventions à Charles IV....; je le rétablis, non sans peine, dans l'esprit de ce monarque, dont le cœur était excellent. J'employai à cet effet toutes sortes de moyens *, et

* L'un des moyens que j'employai fut de me concerter avec notre digne ami commun, D. Antonio Valdès, ministre de la Marine, et de faire donner à Jovellanos la mission d'organiser et établir l'institut royal des Asturies. Cet établissement, l'un de ceux qui datent de mon administration, fut créé à Gijon, patrie de Jovellanos, et consacré à l'enseignement des mathématiques, de la minéralogie et du pilotage. L'exécution de l'ordonnance de création fut confiée à Jovellanos lui-même ; tout ce qu'il fit ayant été approuvé, il en reçut des remerciemens au nom du Roi, le 7 janvier 1794. L'école fut installée sous la présidence de Jovellanos : le programme était de lui ; il y eut à cette occasion des réjouissances publiques. Voici l'inscription gravée sur le frontispice de la maison de l'institut :

« Charles IV, protecteur des sciences, le père et l'amour de
 » ses sujets, fonde et établit à Gijon un institut de pilotage et
 » de minéralogie pour favoriser l'étude des sciences exactes et
 » naturelles, créer de bons marins et retirer du sein des monta-
 » gnes des Asturies le charbon minéral qui doit être exporté par
 » des bâtimens nationaux. »

Cette école fut largement dotée, malgré les embarras de la guerre avec la France, alors dans toute sa force.

D. Melchior G. de Jovellanos était bien connu par la sévérité de ses principes philosophiques, ce qui lui avait attiré de nom-

j'eus le bonheur d'y réussir assez bien ; je parvins à le faire appeler au ministère.

J'en pourrais citer une foule d'autres moins connus, et qui se trouvaient dans le même cas. Il en est un pourtant que je veux nommer ; tout le monde sait de quoi il est question, et je ne serai pas démenti.

On a beaucoup parlé de la triste fortune de D. Pablo Olavidé, poursuivi et condamné par le Saint-Office, en novembre 1778, sans que le roi Charles III, son ministre Florida Blanca, ni les grands amis de

breux et puissans ennemis. J'eus beaucoup de peine à obtenir du Roi la nomination de Jovellanos ; j'étais enfin parvenu à dissiper en grande partie les anciennes préventions de Sa Majesté. Une autre personne qui affectait de vanter ses talens, mais qui ne songeait qu'à écarter Jovellanos, eut l'art de persuader au Roi qu'il conviendrait à son service de l'envoyer en Russie pour y renouveler et régler habilement nos vieilles relations avec cet empire. En effet, il fut nommé. Je lui fis écrire d'accepter, et de s'en rapporter à moi pour le reste. La personne qui cherchait à nuire à Jovellanos crut avoir complètement réussi : peu de jours après, il était ministre de la Justice. Si quelqu'un pouvait avoir des doutes sur l'exactitude de ces détails, voici le décret de sa nomination.

« Le Roi ayant jugé convenable d'exonérer S. Exc. D. Engène » de Llaguno du ministère de la Justice, et S. Exc. le marquis » de las Hormazas de celui des Finances, en leur assignant à » l'un et à l'autre une place effective dans le Conseil d'État, Sa » Majesté a daigné conférer le premier de ces ministères à » S. Exc. D. Melchior-Gaspard de Jovellanos, son ambassadeur » nommé auprès de l'empereur de Russie, et le second des sus- » dits ministères à S. Exc. D. François de Saavedra, membre » du Conseil suprême de la guerre. »

Ce décret se trouve dans les *Gazettes* de novembre 1797, dans le *Mercur*, etc.

cet homme illustre, eussent tenté de le sauver. Olavidé fut plutôt la victime d'un parti que de ses propres fautes *. Le pouvoir n'osa se montrer ; ceux qui auraient dû l'aider manquèrent de courage. Olavidé fut donné en spectacle, au sein de la capitale ; à la lecture de la sentence, il s'évanouit **.

Quelque temps après, le hasard lui fournit l'occa-

* Olavidé, réellement coupable d'imprudence, affichait trop ouvertement les principes de l'école encyclopédiste, alors en grande vogue au-delà des Pyrénées. Ses idées étaient celles de ses amis, les comtes d'Aranda, de Campomanès, O'Reilly, D. Antonio Ricardos, marquis Roda, comte de Riecla, duc d'Almodovar, et autres savans ou littérateurs de l'époque.

L'inquisition voulait faire un exemple et choisit Olavidé. Voici les principales charges de la procédure : « Il était ennemi des » moines ; il correspondait avec Voltaire ; il avait des livres dé- » fendus et les prêtait aux autres ; il avait des peintures obscè- » nes : il affichait l'irréligion ; il n'observait pas les commande- » mens de l'Eglise, ne respectait pas ses ministres, menait une » vie de *païen* et professait des opinions hérétiques, entre au- » tres *l'erreur* de Copernic. Olavidé, dans sa défense, et au mo- » ment même de l'exécution, protesta hautement qu'il n'avait » jamais nié ni méconnu, dans son intérieur, aucun dogme de » la foi catholique. »

** Il fut condamné à la perte de tous ses emplois, déclaré incapable d'en obtenir, exilé à tout jamais de Madrid, des résidences royales, de Séville, des colonies de la Sierra Morena fondées par lui, et de Lima, sa patrie. Il lui fut interdit de monter en *voiture*, d'avoir des chevaux, des habits *brodés d'or et d'argent* ; en outre, il devait faire abjuration publique, passer huit années dans un couvent des plus rigides, s'abstenir de toute lecture si ce n'est de livres pieux, se confesser tous les mois, etc. Notez qu'il venait de passer deux ans et un peu plus en prison et au *secret* !

sion de se dérober à tant de rigueurs; il parvint à se sauver en France. Le comte de Florida Blanca demanda son *extradition* au Cabinet de Versailles, en vertu des traités existans. Telle était la puissance de la peur sur la conviction personnelle de ce ministre, malgré la haute faveur dont il jouissait auprès de Charles III! Heureusement pour Olavidé, le Gouvernement français refusa de le livrer, ou plutôt lui laissa les moyens de s'éloigner et de se réfugier en Suisse. Il revint ensuite en France, où il courut de grands dangers dans les convulsions de 1793 et 1794. N'osant plus se flatter de revoir jamais le ciel de l'Espagne, il avait fixé sa retraite sur les bords de la Loire.

J'intercédai en sa faveur aussitôt que le moment me parut opportun, et je ramenai le bienveillant Charles IV à des sentimens plus doux. L'infortuné vieillard put reparaitre librement à la Cour; il reçut une pension convenable, et, par son propre choix, alla finir ses jours paisiblement à Baeza, non loin du théâtre de ses glorieux travaux, tout près des *colonies* qu'il avait organisées, et dont il était pour ainsi dire le créateur*.

* D. André Muriel, dans un de ses articles additionnels à la traduction de l'ouvrage de William Coxe, s'est écarté de la vérité. Il attribue aux bons offices de D. Marino-Luis de Urquijo, en sa qualité de ministre d'État par *intérim*, le retour d'Olavidé en Espagne. Urquijo fut chargé de l'expédition des affaires du ministère d'État en août 1798 (en l'absence et pour cause de maladie de Saavedra); tout avait déjà été convenu, réglé, au sujet du rappel d'Olavidé, dont le neveu, le lieutenant-

L'histoire d'Olavidé n'est pas la seule de ce genre. Le tribunal de l'inquisition, rival du pouvoir suprême, faisait trembler les hommes les plus religieux. Ignore-t-on quels furent mes efforts, dès le premier instant de mon arrivée au ministère, pour obliger le Saint-Office à rentrer dans l'esprit de l'Évangile, avec la simple faculté de la *correction chrétienne et modérée*, dont il n'aurait jamais dû s'écarter? A-t-on oublié à quelle occasion et en vertu de quel motif j'obtins le renvoi de l'inquisiteur-général Abad de la Sierra *? Je ne pus néanmoins faire triompher entièrement dans l'esprit du pieux Charles IV mes idées, mon système d'éviter toute sorte de réaction..... Ne sait-on pas quelle était la tendance du Saint-Office,

général D. Luis de Urbina, s'était entendu avec moi sur cette affaire. Urquijo et Saavedra n'enrent pas le pouvoir de sauver leur ami commun, Jovellanos, lorsqu'en mon absence et après ma sortie définitive du ministère, celui-ci fut renversé et supplanté par D. Joseph Antonio Cavallero, dans le même mois d'août *. Olavidé eut le bonheur d'obtenir son rappel avant ce dernier changement ministériel, et c'est bien à moi qu'il en était redevable. Tout le monde sait quel sombre nuage s'étendit sur le palais, lorsque Cavallero fut armé du pouvoir. D. André Muriel, en attribuant à Urquijo l'accueil favorable fait à Olavidé, s'en rapporte à M. Bourgoing, qui, comme il est aisé de s'en convaincre dans son ouvrage, ne prononce pas même le nom d'Urquijo, lorsqu'il raconte les aventures d'Olavidé.

* Voir à la table biographique.

† Voir à la table biographique l'article *Cavallero*, l'un des plus importants, non pas à cause de l'homme, mais parce que sa position et son existence ministérielle jetent un nouveau jour sur le caractère du roi Charles IV et sur le prétendu favoritisme du Prince de la Paix.

E.

à quoi il aspirait et ce qu'il ne put obtenir, malgré tous les prétextes que lui fournissait la Révolution française à l'appui de ses prétentions et de ses menaces? Mon zèle et ma surveillance ne se bornèrent pas à quelques individus privilégiés; tous les Espagnols en général furent l'objet de ma sollicitude. Je veux citer encore un simple professeur de Salamanque, D. Ramon de Salas, dont je fis évoquer la cause du tribunal de l'inquisition au Conseil de Castille. Ce trait de vigueur auquel on ne s'attendait pas, jamais aucun ministre espagnol n'avait osé le tenter depuis le règne de Ferdinand le Catholique; et par un ordre *subséquent* du Roi, il fut en outre interdit au Saint-Office de *procéder dorénavant* à aucune arrestation sans adresser à Sa Majesté une consultation préalable et en avoir obtenu l'agrément. Tel est l'usage que je fis de la faveur et de la confiance qui m'étaient accordées. Qui donc a pu, grands dieux! me reprocher d'avoir abusé du pouvoir? qui a pu dire que mon administration fut oppressive? Tant que j'ai conservé quelque influence, il n'y a point eu de persécution. Si la Révolution française n'a point eu d'écho parmi nous, pourquoi? Le Roi gouverna par lui-même, sans écouter aucun parti; la loi commune fut constamment respectée par ses ministres, ses tribunaux, ses conseils; nulle faction ne prévalut à la Cour; nul ne fut opprimé; la politique de l'honneur et la sagesse des institutions, et non pas une rigueur excessive, furent les seuls moyens du Gouvernement à cette époque si injustement dénigrée. Si ce que j'ai dit n'est point exact, qu'on me réfute par

des faits; je répondrai à tout, excepté aux injures.

Je n'ajouterai plus qu'une observation : les gouvernemens qui adoptèrent alors le *système* de la *rigueur*, comme ceux de Naples et du Piémont, ne firent qu'attiser le feu. Quelles terribles crises pour les peuples et pour les rois ! Et, sans aller chercher des exemples à l'étranger, dans notre Espagne quelle fut la cause de tant de dissensions et de malheurs ? Sans les proscriptions qui déshonorent l'époque de 1814, sans le système fatal de *récrimination* qui mit sur la sellette la moitié des habitans de la Péninsule, aurait-on vu ces conspirations multipliées, ces luttes déplorables qui ont tourmenté le règne de Ferdinand VII ?

L'homme juste, impartial, l'homme de bonne foi comparera le règne du fils avec celui du père, les ministres que Charles IV honora de sa confiance avec ceux dont Ferdinand écouta les conseils, en un mot, le gouvernement de mon époque avec celui qui m'a succédé. Je n'ai rien à craindre de ce rapprochement : mes ennemis, sans le vouloir, ont pris soin de me justifier; ce qu'ils ont fait me sert d'apologie.

CHAPITRE XLII.

SUITE DU MÊME CHAPITRE. — CE QU'IL ÉTAIT POSSIBLE DE
FAIRE A CETTE ÉPOQUE ; CE QUI S'EST FAIT.

Plusieurs de ceux qui me pardonnaient mon élévation au ministère, et d'autres qui étaient plus ou moins de bonne foi, m'ont reproché de n'avoir pas profité de la confiance de Charles IV pour donner à l'Espagne de bonnes institutions.

« L'esprit national, disent-ils, était imbu des souvenirs de l'ancienne gloire du pays ; avec ces éléments, on aurait pu régénérer l'Espagne et la mettre au niveau du mouvement de la France et de l'Europe. Ainsi arrachée à l'apathie où elle languissait depuis deux cents ans d'*absolutisme* non interrompu, la patrie, heureuse au dedans, respectée au dehors, aurait pu revoir ses anciens beaux jours ; le règne de Charles IV aurait offert une ère nouvelle et donné à l'Espagne la haute position que sa destinée a toujours semblé lui promettre. Forte de ses avantages naturels, de ses principes religieux, de son patriotisme, de sa loyauté monarchique tant de fois éprouvée, pou-

« vait-elle craindre d'améliorer ses antiques institutions pour ne pas rester en arrière des deux grandes puissances qui se disputaient l'empire du monde ? Celles-ci ne devaient-elles pas leur prééminence acquise à la politique éclairée, progressive, de leurs gouvernemens respectifs ? »

Cette matière est grave ; je dois des explications à mes concitoyens et sur le siècle où j'ai vécu.

Certainement, je n'arrivai point au pouvoir avec les vues rétrécies d'un courtisan préoccupé de ses calculs de fortune et de vanité. Je nourrissais des espérances de gloire, de cette gloire qui était alors le rêve, l'écueil des hommes d'État. Peu de personnes, il est vrai, connurent mes principes dans les questions délicates qui s'agitaient alors ; mais il existe encore des Espagnols qui ont possédé mon secret.

Selon moi, la monarchie héréditaire et subordonnée à la loi est le premier, le meilleur de tous les gouvernemens, s'il est soutenu par des conseils nationaux. Jeune, telle fut d'abord ma croyance ; aujourd'hui, c'est une conviction profonde. Mais j'eusse voulu que la forme monarchique prévalût dans ce gouvernement ; car, sinon, la république est là. Il est bon que la *démocratie* y entre pour sa part comme un remède héroïque dans un cordial généreux ; il y faut de l'aristocratie aussi ; et cependant, je le répète, la dose monarchique doit dominer, tempérée par le mélange des deux autres élémens.

Les anciennes *Cortès* de Castille n'avaient d'autres droits que celui d'*exposition*, sur lequel le souverain

prononçait de son chef; l'impôt seul était librement voté par les trois *États* (Brazos).

J'ai toujours regardé cette organisation comme la plus convenable à l'Espagne; ayant en sa faveur l'autorité du temps et de l'expérience, elle pouvait aisément nous suffire, un peu modifiée, ou, si l'on veut, arrangée d'après le goût moderne. Plus démocratique ou plus aristocratique, j'y voyais des dangers pour la liberté, tandis qu'ainsi comprimée, l'action du pouvoir souverain est forte, libre et régulière. Le pouvoir judiciaire doit être indépendant; les droits civils et politiques, soigneusement distingués, les uns égaux pour tous, les autres soumis à des conditions, mais accessibles graduellement, suivant une échelle bien établie, et la liberté civile scrupuleusement respectée; ajoutez à cela un *pouvoir conservateur*. Les institutions récentes ont trop négligé la *stabilité*, condition indispensable, sans laquelle tout est précaire; principe qu'il ne suffit pas de proclamer solennellement: il faut en bien assurer l'*application* pour repousser les atteintes continuelles de l'ambition humaine.

J'eusse voulu donner ce *pouvoir* salutaire au suprême *Conseil de Castille*, corps antique et vénérable, consacré par les siècles, et qui, chez nous, est le dernier monument resté debout de nos vieilles libertés espagnoles.

En effet, qu'aurait-on pu mettre à sa place?

Je songeais à le maintenir, à l'établir sur des bases plus solides, sur des hauteurs inaccessibles à toute collision. Ces conseillers immobiles, inamovi-

bles, seraient élus d'une manière inflexiblement déterminée, après une longue épreuve, escortés d'une réputation non équivoque de lumières et de vertus ; l'âge, les services, tout devait être fixé, réglé péremptoirement.

Une fois admis dans cet aréopage, et placés au premier rang des hauts fonctionnaires de l'État, leur tâche serait de veiller au maintien des institutions, sans pouvoir aspirer à d'autres honneurs, d'autres récompenses, à aucune autre espèce de gloire. A eux il appartiendrait d'enregistrer, de promulguer la loi, d'en surveiller l'observation, de réprimer les écarts des autres pouvoirs, quels qu'ils fussent : faculté grande assurément, mais nécessaire, essentielle, si l'on veut conserver et faire respecter tous les droits.

Telle fut mon *utopie* de prédilection ; et ce n'était pas un dévouement exclusif à mon souverain, ni un sentiment de patriotisme tout-à-fait désintéressé, je l'avoue : c'était un rêve de gloire personnelle..... Hélas ! il n'y avait rien de prêt pour une telle entreprise ; et quand même il eût existé quelques dispositions favorables dans les esprits, était-ce le moment de mettre la main à l'ouvrage ? A la vue de la tempête qui agitait la France, notre voisine, fallait-il exposer le vaisseau de l'État à la fureur des vents déchainés ?

Qui aurait pu le conseiller ? même en des jours calmes et sereins, qui eût osé tenter des innovations subites, n'étant pas soutenu par l'opinion populaire ? Pouvais-je moi seul les provoquer et com-

mander les sacrifices qu'exigeait une réforme de cette nature ?

Quand il s'agit de changer les lois existantes, d'introduire des usages nouveaux, de créer des *opinions*, il ne suffit pas de jeter sur le papier une théorie flatteuse, de belles promesses d'avenir : la force, la rigueur, y seraient également impuissantes.

En France, qui se fût avisé de vouloir cette *liberté* si vantée, s'il avait pu prévoir le sang et les larmes qu'elle devait coûter ?

Convertir, attirer doucement les esprits, c'est l'unique moyen de renouveler un peuple, en favorisant les lumières, en inspirant la vertu par le bon exemple, et surtout en faisant surgir de nouveaux intérêts à la place des anciens... Pour opérer cette révolution en Espagne, il n'y avait pas seulement des erreurs, des préjugés à combattre, il fallait détruire une immensité d'*abus* dont il était impossible de triompher par la seule persuasion, attendu que, à cette époque comme aujourd'hui, après tant de révolutions et d'expériences, ces abus servent de pâture à une foule innombrable de personnes; abus rongeurs, sans doute, mais autorisés par une longue jouissance, devenus le patrimoine de familles, d'associations puissantes, des classes élevées et moyennes, de cette classe même qui n'a rien, et qui vit au jour le jour.

Comment extirper tout-à-coup ces *abus* dont les racines sont si profondes et si étendues ? Les institutions les plus sages, les plus utiles, qu'on essaie de les appliquer à un ordre de choses gangrené :

vous verrez si le législateur n'y meurt pas à la peine ! Les droits les plus précieux hautement proclamés , je le répète, les plus séduisantes promesses d'avenir, ne donnent pas le *pain quotidien*, le pain du *moment*, et peut-être n'en donneront jamais à ceux qui sont accoutumés à vivre des *vieux abus*.

« *Vive le Roi absolu, tout-à-fait absolu, et meure la nation !* » Ces cris honteux furent entendus en Espagne, il n'y a pas long-temps ; et je n'en suis pas étonné. Ces cris étaient sincères : pour les misérables qui les proféraient, c'était l'expression d'une idée qu'il faut ainsi traduire : « Vive le pouvoir avec lequel j'existe, et mon existence est assurée ! meure le pouvoir avec lequel je perds tous mes moyens d'existence ! » Je crois bien que des propriétaires, que des Espagnols ayant tant soit peu de fortune ou d'indépendance n'ont pas prononcé de pareils blasphèmes ; mais en Espagne ceux-ci sont le très petit nombre : la *masse* n'a rien, pas même les moyens d'avoir quelque chose !

Du *pain* et des *lumières* qui donnent du pain, préparer la terre avant de l'ensemencer, voilà ce que je me disais à moi-même en voyant toutes ces misères du haut du siège où la destinée voulut que je fusse placé. Ceux qui regardent d'en bas ne voient pas les obstacles que doit éviter ou surmonter celui qui tient les rênes. J'aurais voulu faire beaucoup ; j'ai fait tout ce que j'ai pu ; mais il y avait tant à faire ! Tous les mauvais siècles de l'Espagne gravitaient sur le nôtre, et, en sus, les fléaux de la guerre et la situation de l'Europe. Retirer le char du bournier, le

faire marcher sur une route si rocailleuse, si mal tracée, ce n'était pas une petite affaire. Qu'on me sache gré de mes efforts : je vais entrer ici dans quelques détails.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Je dois faire observer qu'à mon arrivée au ministère, je trouvai toutes les portes calfeutrées, murées. On avait *peur des lumières* ; on les accusait de tous les malheureux événemens de la France. Le comte de *Florida Blanca*, après avoir, lui et ses collègues, favorisé l'instruction publique, en devint l'ennemi, quand il crut s'apercevoir qu'elle était dangereuse et coupable. Les réformes commencées il y avait déjà long-temps, avec un succès remarquable, s'arrêtèrent tout-à-coup ; on voulut même rétrograder. L'imprimerie fut rigoureusement surveillée. Le Gouvernement se renferma dans son silence, et voulut imposer la même taciturnité à tout le royaume. Les journaux exclusivement consacrés à la littérature et aux arts cessèrent de paraître, dès l'année 1791, tant à Madrid que dans l'intérieur. Notre *gazette unique* parla moins de ce qui se passait en France que des affaires de la Chine. Ce n'est pas tout : la peur du Gouvernement devenait chaque jour plus intense ; les directeurs des sociétés patriotiques reçurent des ordres secrets : « *Ralentissez la marche de vos travaux*, leur disait-on ; *point de discussion d'économie politique.* » Les universités durent se borner au *strict nécessaire*, en fait d'instruction. Les

chefs des provinces furent invités à dissoudre les académies naissantes, à surveiller les anciennes qui existaient en vertu des lois. L'Espagne, soumise à ce régime d'abstinence intellectuelle depuis deux années, n'étant plus qu'un couvent de la règle de *saint Bruno*. Tout alarmait la Cour, le zèle philanthropique, l'amour du pays !....

Ce système de rigueur et de méfiance me parut à la fois impolitique et cruel ; cependant il me fallut plus de temps que je n'avais d'abord cru nécessaire pour dissiper la terreur dont *Florida Blanca* avait frappé Charles IV.

L'éclatante loyauté qui s'était montrée dans toute la Péninsule au moment où la guerre fut déclarée à la France, me fournissait des armes pour combattre les préventions du Roi. Peu à peu, sans avoir l'air de changer le système adopté, je parvins à lever l'*interdit*. La lumière allait s'éteindre, je la rallumai ; les associations, véritables écoles de patriotisme où tous les talens s'exerçaient à la fois, reçurent une vie nouvelle. Je réveillai une heureuse émulation ; au lieu de redouter la *presse*, je lui donnai toute la latitude possible : la porte s'ouvrit aux bonnes études, même dans ces corporations qui, jusque-là, s'obstinaient à les repousser, et qui, plus d'une fois, avaient résisté au Gouvernement, lorsqu'il essayait de les y faire pénétrer *.

* M. André Muriel, qu'on n'accusera pas de vouloir *déprimer* le règne de Charles III, mais bien plutôt de l'exalter trop souvent au préjudice du règne de Charles IV, après avoir parlé de la résistance de la première université du royaume à la réforme

Le plan d'études du Conseil de Castille, si longtemps rejeté par le *péripatétisme*, fut enfin généralement accueilli par les universités et les collèges royaux *..... Sont-ce là des faits apocryphes? n'est-il pas vrai que les études publiques furent amélio-

prescrite par le Conseil de Castille, et cité le texte tiré de l'Écriture sur lequel cette université fondait ses répugnances, ajoute ces paroles : « Roda et les hommes instruits dont il était » entouré virent avec douleur, au milieu du mouvement général qui avait lieu en dehors des corps enseignants, l'étrange » phénomène de la *funeste immobilité des universités*. Le règne » de Charles III, si bienfaisant sous tant de rapports administratifs, s'écoula enfin sans corriger les vices que le temps » avait introduits. »

(*L'Espagne sous les Rois de la maison de Bourbon*, vol. VI, chap. iv additionnel.)

* Le plan d'études du Conseil de Castille était ce qu'il y avait de mieux, le seul moyen passable jusque-là connu pour améliorer l'enseignement public dans nos collèges et dans nos universités : ce plan n'embrassait pas néanmoins toutes les sciences qu'il était si utile de cultiver. Il y manquait de bonnes méthodes pour économiser le temps, et tirer meilleur parti des études primaires. Je chargeai une *junte* nouvelle de former un autre *plan*, d'après les meilleurs principes adoptés dans le reste de l'Europe : tous nos hommes de lettres furent consultés, ceux qui voyageaient pour le compte du Gouvernement, ceux qui avaient le plus de réputation en Espagne. Jovellanos et Saavedra ne devaient pas être oubliés. Les principales universités du royaume payèrent leur tribut, et donnèrent des renseignements, des rapports détaillés sur les matières d'enseignement public. Cela fut conduit avec tant de prudence que presque tout le monde s'empessa de seconder les vues de l'administration. Parmi les membres de la *junte* chargée de ce travail, étaient D. Juan Melon, D. Barnabé Portillo, D. Marcos

rées? Les programmes, les exercices, les mémoires de cette époque sont aujourd'hui couverts de poussière dans les recoins des bibliothèques; mais on les retrouverait au besoin; les cartons du ministère dont je fus chargé fourniraient mille preuves de ce mouvement général et de la bonne direction donnée à l'enseignement public. Je ne citerai qu'un exemple, à la vérité si remarquable qu'il tiendra lieu de beaucoup d'autres. L'un des meilleurs professeurs de l'université de Grenade était D. Narcisse *Heredia*, aujourd'hui marquis de *Heredia*, comte d'*Ofalia*. Il me souvient encore d'un *Prospectus raisonné des sciences philosophiques* dont les élèves soutinrent la discussion et le développement avec beaucoup d'éclat dans trois séances publiques; c'était un résumé de toutes les connaissances actuelles sans exception: on peut bien dire que l'ouvrage de M. Heredia, aujourd'hui même, ferait honneur à la plus célèbre académie de l'Europe. Cette production était d'autant plus recommandable, que, tout en respectant la pureté des doctrines religieuses, l'auteur n'avait pas craint d'aborder franchement les plus hautes questions métaphysiques de l'école moderne; il avait alors à peine vingt-trois ans!

Était-ce là un phénomène singulier, un cas privilégié? Non, tous les corps enseignants rivalisaient de zèle; les séminaires ecclésiastiques, où l'éternel Gu-

Marni, et, je crois aussi, D. Juan****. L'ouvrage était fort avancé lorsque je quittai le ministère, mais je le recommandai spécialement au ministre Jovellanos.

din avait jusque-là régné despotiquement, où l'instruction se bornait à une pauvre théologie scolastique et quelques leçons de liturgie ; les séminaires, dis-je, accueillaient presque toutes les nouvelles méthodes : il y a plus , cette révolution morale se fit jour même dans les cloîtres. Les noms de Descartes, Newton, Locke, Condillac, Leibnitz, et des autres sages modernes, retentirent du haut de la chaire si long-temps consacrée aux vieilles *argumentations* du moyen âge.

Comment ce progrès fut-il obtenu ? sans aucune violence.... On m'aurait opposé la force d'inertie qui avait constamment arrêté toute espèce d'innovation. Je savais bien aussi que la violence n'a qu'un effet passager, et qu'elle ne produit rien de bon. C'est avec des *robes* de magistrats, des *canonicats* et des *mitres* que j'opérai le miracle. *Persuasion* et *récompenses*; voilà les meilleurs moyens d'un gouvernement. Les esprits paresseux, tous les *routiniers*, se déclarèrent contre moi..... En réformant les abus, je leur coupais les vivres ; mais j'étais jeune alors ; j'avais l'enthousiasme de cet âge heureux où on se livre à l'amour du bien et de la gloire ; je bravai cette foule d'*obscurantins* que je méprisais en détail, mais qui, s'étant ralliés ensuite à d'autres *mécontents* plus dangereux et hautement appuyés, finirent par me renverser...

Oui, j'ai favorisé les lettres, les sciences, les arts ; il est impossible qu'on l'ait oublié. Il suffirait de jeter un coup d'œil dans les archives municipales du royaume ; on y verrait cette multitude de circulai-

res, d'ordonnances, de décrets qui se suivaient les uns les autres, sans interruption, pour diriger et pousser l'enseignement *primaire* : sollicitude vraiment royale, et que je me fis un devoir d'entretenir ! Jamais avant ni depuis, on n'a vu les écoles multiplier comme à cette époque. Dans la capitale, dans toutes les villes grandes ou moyennes, il se forma des académies, des associations qui surveillaient et encourageaient l'éducation populaire. Que de soins il en a coûté au Gouvernement, au Conseil, aux réunions patriotiques ! Toute l'Espagne a vu ce mouvement. J'ai cité dans le tableau scientifique littéraire, industriel et agricole de l'Espagne, qui se trouve au troisième volume, quelques-unes des institutions que je créai, ou qui furent restaurées par moi.

On dira peut-être en lisant ce tableau que j'ai voulu me parer des plumes du paon ; que le jardin où je trouvais des fleurs et des fruits avait été planté, cultivé par mes prédécesseurs. Je me plais à le reconnaître, le premier mérite leur appartient ; mais n'est-ce pas quelque chose d'avoir entretenu, soigné, surtout d'avoir préservé les germes confiés à la terre, les jeunes bourgeons prêts à éclore, des atteintes d'un hiver rigoureux ? Ne sait-on pas que la peur des lumières fut grande à la fin du règne de Charles III ? combien elles furent poursuivies, lorsque la Révolution française eut pris son élan ? Les savans, les gens de lettres, n'osaient respirer.

J'arrivai au ministère : à la vérité, nous étions sur la pente d'un précipice ; le torrent débordé menaçait d'emporter tous les gouvernemens de l'Eu-

rope. On ne doit pas oublier quels étaient alors chez nous le pouvoir, l'ascendant d'une classe qui, même au sein d'une paix profonde, détestait cordialement toute espèce de progrès.

Je conçus le dessein de sauver l'Espagne du danger commun, et le succès couronna mes efforts. L'un des moyens que j'osai mettre en usage fut d'arrêter le mal dans sa source même. J'invoquai le secours des lumières si redoutées ; je me livrai avec confiance aux hommes de talent ; je les invitai à se joindre à moi pour faire le bien du pays : tel fut mon système ; j'ignore s'il eut beaucoup d'approbateurs en Europe. Je fus peut-être le seul de mon avis ; mais je n'eus pas lieu de m'en repentir : et certes, ce n'est pas que ma politique n'éprouvât de vives contradictions ! Peu de gens eurent le courage d'applaudir mes premiers essais dans la carrière inusitée que je ne craignais pas de parcourir. Je dois le dire, cependant, mes collègues, tout en me laissant la responsabilité de l'initiative, me secondèrent avec beaucoup de zèle contre l'avis de ceux qui voulaient plus que jamais opposer des fers et des supplices au mouvement des idées *. Ceux-ci auraient eu le dessus

* Je rends pleine justice à tous les ministres qui, à cette époque, ont partagé mes travaux ; je les trouvai en place, ils y restèrent, l'union la plus cordiale ne cessa de régner entre nous. Quelle meilleure preuve ai-je à donner de la foi sincère, du zèle patriotique dont j'étais animé, quand je pris les rênes du Gouvernement ? Le croira qui voudra, je devins premier ministre sans avoir cherché à l'être ; je n'écartai personne, et je ne rencontrai pas d'ennemis. D. Joseph Anduaga, premier commis

sans la haute confiance et la faveur particulière que le Roi voulut bien m'accorder : je mis à profit l'une et l'autre. Je ranimai le feu sacré, un feu pur, bien-faisant, mais non pas un incendie comme celui dont la France était dévorée. Sans moi, je puis le dire, à cette époque, les châteaux-forts et les prisons n'auraient pas suffi pour renfermer tout ce qui était suspect. Sans doute il ne fut pas possible d'améliorer tout en un instant ; mais peu à peu les amis des let-

des Affaires étrangères, était la créature particulière du comte de Florida Blanca. Dès les premiers jours de mon arrivée, il vint à moi : « J'ai été, me dit-il, extrêmement favorisé par le » ministre que vous remplacez ; cette prédilection m'a valu » beaucoup de tracasseries pendant ces huit derniers mois. J'a- » vais demandé ma retraite, il y a trois semaines, au comte » d'Aranda qui me l'avait promise ; je prie Votre Excellence de » vouloir bien me l'accorder. — Et moi, répondis-je, je vous » prie de ne pas y penser du tout. L'estime dont vous avez joui » auprès du comte de Florida Blanca est pour moi une raison » de plus de vous retenir : je vous engage à rester, je l'exige » même ; et soyez bien sûr que tant que je serai ministre, vous » n'éprouverez pas de nouveaux chagrins. » Je lui tins parole. Trois commis du même ministère, moins anciens que lui, et dont les talens étaient inférieurs à ceux d'Anduaga, se ligèrent contre lui pour le forcer, une seconde fois, à leur céder la place. Il ne vint pas se plaindre à moi, mais j'en fus instruit d'ailleurs. M. Urquijo partit pour Londres en qualité de secrétaire d'ambassade, M. Témès alla occuper une chaire de professeur à Valladolid, et M. Labrador fut nommé juge ou conseiller à la Cour royale (audiencia) de Séville.

Quant à l'excellent et honorable Anduaga, il n'eut point à regretter son ancien protecteur ; je lui fis donner l'emploi de conseiller de l'ordre de la Toison-d'Or, ensuite de secrétaire du Conseil d'État, finalement d'ambassadeur, etc.

tres respirèrent, et, qui plus est, leur triomphe ne fut pas douteux : ils remontèrent à leur place dans la société ; je m'appliquai à les soutenir, j'employai même les coups d'État, quelle que fût ma répugnance à me servir de ces moyens extrêmes. Si je n'eusse pas été là, d'autres n'auraient pas manqué de les flétrir, de les dénoncer, comme des traîtres, comme des citoyens dangereux ; ils auraient été forcés à s'expatrier. Ce que mes ennemis et les leurs ont pu exécuter sans peine, après vingt années d'intervalle, lorsque la raison publique avait déjà fait des progrès, quand les connaissances étaient plus répandues, n'aurais-je pu l'exécuter moi-même avec une égale facilité, au moment où la Convention française et sa propagande semblaient justifier les précautions les plus rigoureuses ? Oh ! si j'eusse adopté ce dernier système, que d'ennemis j'aurais eu de moins ! Ceux qui m'ont tant maudit m'auraient *canonisé*, quand même j'aurais eu autant de péchés sur la conscience que le grand Constantin.... N'ai-je donc pas bien mérité de la patrie en suivant de meilleurs principes, en prenant le parti des lettres et protégeant ceux qui les cultivaient, dès le commencement de mon administration ?

De toutes les peines que j'ai souffertes pendant un silence de vingt-sept ans, la plus sensible a été de voir qu'on ne me tenait aucun compte de ce que j'avais fait pour le progrès de la raison publique. Plusieurs ont poussé l'aveuglement, la mauvaise foi, jusqu'à nier l'évidence ; d'autres se sont contentés d'atténuer le mérite des faits ; d'autres enfin ont

cru me servir assez en ne parlant pas du tout.

D. Juan Maury, déplorant les rigueurs dont les lettres furent l'objet en l'année 1790, semble donner à entendre que la persécution ne cessa qu'en 1793, après la paix avec la France. « Alors, dit-il, » il nous fut permis de respirer : savoir le français ne » fut plus un titre de proscription. » Non, M. Maury; en voulant me donner une louange tardive, ou plutôt me rendre quelque justice, vous ne citez pas les véritables dates; celui qui a pu voir et juger comme vous l'état des choses en 1793, a pu voir aussi la *Gazette officielle de Madrid* et tous les écrits périodiques ressuscités ou créés par moi, non-seulement tolérés, mais encouragés, tous favorisant le progrès des lumières. Il doit aussi connaître les productions pleines d'utiles enseignemens qui parurent à cette date de 1793 : en avril et mai, la *traduction de l'Histoire de la Grèce*, par Denina; bientôt après, la fameuse *Histoire du chevalier D. Pélage* (cavallero D. Pelayo); et cette même année et la suivante (1794), Madramany publiait ses trois ouvrages ou *Traités sur la noblesse*. En septembre 1793, l'abbé Matanegui me dédiait ses *Lettres critiques*; et D. Vⁿ Foronda faisait paraître ses *Discours sur la politique et la philosophie*. Les *Éléments d'histoire* de Mably étaient traduits dans notre langue; un ordre supérieur en avait suspendu l'impression en 1790; je fis lever l'interdit. La *traduction de l'Encyclopédie méthodique*, également suspendue et prohibée à la même époque, se continua librement. En 1794, fut lu en séance générale, et adopté par la Société économique

de Madrid, le *rapport (informe) sur la loi agraire*, dont Jovellanos était le rédacteur. Ce magistrat, exilé à Gijon, sous le ministère de Florida Blanca, recevait, en 1795, la mission d'établir et organiser le magnifique *Institut des Asturies*. A cette époque aussi, furent traduits en espagnol et publiés l'ouvrage classique de Smith, *de la Richesse des nations*, le *Traité de législation* de Filangieri, par D. Jaime Rubio, et pour l'usage du clergé, le sage et savant abrégé de *Fancspen*, par le P. Oberhauser.

Si M. Maury n'a point connu ces diverses publications, du moins il aura lu l'épître de son illustre ami Melendez à D. Eugène Llaguno, lorsque celui-ci venait d'être nommé ministre de la Justice, le 31 janvier 1794. On y voit jusqu'à quel point fut portée à cette époque la liberté de penser et d'écrire. Cette épître célèbre est la preuve de la tolérance du Gouvernement.

Melendez parle des anciennes méthodes d'enseignement.

« Tristes débris de l'âge gothique, mélange désor-
 » donné de lois anciennes et modernes, notre juris-
 » prudence est un amas confus d'incertitudes et de
 » contradictions. Cet objet réclame ta sollicitude.
 » Refonds, renouvelle ce vieil édifice : tu ne bâtiras
 » rien de solide, si tu laisses debout une seule co-
 » lonne, un arceau, un seul piédestal, une seule
 » pierre de cette antique et grossière fabrique. »

Il parle ensuite de la magistrature :

« Jette un regard sur le temple de Thémis : là, si

» l'ignorance a été installée par l'aveugle faveur, si
 » le zèle tiède, la vertu pusillanime, n'osent élever
 » une voix courageuse, élague sans pitié ces lâches
 » magistrats, et sois auprès du monarque le ferme
 » protecteur de la toge espagnole. »

Melendez va plus loin ; il parle du clergé :

« Le ministère de la religion ineffable, divine, im-
 » plore tes soins réformateurs. Oh ! combien, com-
 » bien il te reste à faire ici ! Mais je respecte le voile
 » sacré. Toi seul, Elpino, tu peux le soulever d'une
 » main hardie, tu peux entrer d'un pas ferme dans le
 » sanctuaire.
 » Le triste laboureur n'a pas de pain. Divinité tuté-
 » laire, tu peux lui en donner ; écoute ses gémissé-
 » mens. Vois sa désolée et chaste compagne, ses jeu-
 » nes enfans baignés de pleurs ! Quel insupportable
 » fardeau que celui de la vie pour ces infortunés !
 » Ils succombent sous le poids de la misère, tandis
 » que le riche orgueilleux, sans entrailles pour le
 » pauvre, nage dans le luxe et s'abandonne à tous
 » les vices ! »

C'est ainsi qu'on écrivait dans les premiers mois de 1794, non point en cachette, mais sous les yeux du Gouvernement, et en s'adressant à lui-même. Dira-t-on que Melendez ne tenait ce langage qu'à son ami Llaguno ? Non, certes ; il me parlait, à moi, avec la même énergie. Ardent à plaider la cause du peuple, il s'écriait :

« Que n'espère-t-il pas de toi, Elpino ? que de
 » biens il dépend de toi de lui procurer, placé comme
 » tu l'es auprès de ton *glorieux et puissant ami*, lui

» qui connaît ton zèle et qui le partage ! Marchez
 » unis et d'un pas ferme sur le terrain mobile de la
 » Cour. Son noble cœur, exempt de passions mes-
 » quines et vulgaires, n'aspire qu'à la gloire ; faites
 » vous deux le bonheur de tous : liés l'un à l'autre
 » par une sainte amitié, donnez-nous les beaux jours
 » que j'espère voir luire sur notre patrie. »

Peu de temps après, Melendez m'adressa son ode sur le *Fanatisme*, qui fut ensuite imprimée dans ses œuvres en 1797. Parmi les beautés dont cette pièce est remplie, on a toujours cité le passage où il apostrophe la Divinité en ces termes :

« Créateur éternel de ce triste univers, pourquoi
 » souffres-tu que ton nom sublime y soit outragé ?
 » As-tu donc abandonné le soin de ton ouvrage ? Le
 » monde n'est-il qu'un théâtre sanglant de vengeance,
 » de carnage et de mort ? Ne peut-on mettre un terme
 » à ces maux ? Le triomphe du *monstre* doit-il durer
 » toujours ? O mon Dieu ! montre-toi à la race hu-
 » maine épouvantée ; fais briller à ses yeux la sainte
 » et pure vérité ! Que les faibles mortels voient cette
 » douce lumière, et respirent enfin ; que l'homme, en
 » contemplant le ciel, n'y découvre pas les signes ef-
 » frayans de ta colère. Dieu du bien, daigne venir à
 » nous et précipite le *monstre odieux* dans les ténè-
 » bres des enfers * . »

Si l'on pouvait douter de l'objet que Melendez avait en vue, voici un autre morceau, ou plutôt un

* L'abbé D. Juan Andrés disait que le dix-huitième siècle n'a rien produit de comparable à cette ode de Melendez.

drame en dix lignes, dans lequel il représente un *auto-da-fé* de manière à faire dresser les cheveux sur la tête :

« Ah ! l'affreuse ambition s'est couverte d'un masque hypocrite; elle déploie toutes ses fureurs... Le cortège inhumain, le voyez-vous qui s'avance, qui se pelotonne ? Quels cris barbares ! Comme leurs yeux sont enflammés ! comme ils s'animent les uns les autres ! comme ils attisent le feu ! Et la flamme bruyante s'élève en tourbillons dévorans ! et les bourreaux invoquent le nom d'un Dieu de paix * ! Non, Seigneur, vous ne le souffrirez pas : renversez le monstre impie qui ne cesse de faire la guerre à la sainte vérité. »

L'année à peine s'était écoulée, et Melendez revenait à la charge : il me dédia une ode pour me féliciter d'avoir conclu la paix honorable de 1793.

Quel ministre espagnol n'eût pas tremblé d'être l'objet de ces exhortations, de ces encouragemens philosophiques ?.... Le comte d'Aranda fut grandement effrayé lorsque les auteurs de l'Encyclopédie publièrent qu'il avait le *projet de supprimer l'Inquisition, ou du moins de modérer son pouvoir*. Pour moi, jeune encore, et fort de ma bonne intention, j'embrassai Melendez, et j'obtins de Sa Majesté qu'il fût

* Les conseillers de Ferdinand, à qui Dieu fasse paix, lui proposèrent de me livrer à l'Inquisition, comme hérétique; ils voulaient célébrer son heureux avènement à la couronne par un *auto-da-fé*. Quelques littérateurs et écrivains distingués devaient contribuer aussi par leur martyre à la solennité de cette fête.

nommé procureur-général de la salle des alcades de la Cour et maison du Roi *.

Au reste, d'un autre côté, je n'étais pas intolérant comme les philosophes de ce temps-là, ou ceux qui se paraient de ce titre en Europe. Ma réputation et mon caractère ont été l'objet de tant d'attaques calomnieuses, qu'il me sera permis, après vingt-sept ans de silence, de rappeler avec une certaine satisfaction des témoignages qui m'honorent et qui m'ont été rendus publiquement. Moratin m'adressait les vers suivans :

« Le pouvoir n'est pas raffermi par la violence ;
 » l'échafaud ne lui offre pas un appui solide , ni
 » même les escadrons bardés de fer. Là où l'amour
 » n'est pas , la force est impuissante ; tu le sais ,
 » Prince, et ta conduite le prouve. Tu protèges la
 » vertu modeste, la timide innocence ; si le mérite
 » languit dans l'oubli, tu vas l'y chercher pour le
 » couronner ; les lettres ont fleuri par tes soins ; tu
 » ranimes le zèle, tu pardonneras l'erreur. Le prix
 » du bien que tu fais, tu le trouves dans le plaisir
 » que tu en ressens intérieurement. »

J'en ai dit assez pour répondre à ceux qui ont affecté de méconnaître ou de nier les services que j'ai rendus aux lettres et aux sciences **. Je ne veux

* Tribunal suprême qu'on regarde comme la cinquième chambre du Conseil de Castille ; c'est à la fois une cour d'assises permanente et un tribunal correctionnel chargé de la police de la capitale. E.

** D. Juan Maury, après m'avoir accordé quelques éloges sur ce point, à peu près comme on exerce un acte de charité en-

pas énumérer ici les récompenses prodiguées à cette époque ; cette libéralité ne fut point stérile : l'exemple, les leçons des maîtres, firent de nombreux disciples. La récolte était mûre ; le Ciel n'a point voulu qu'elle fût tranquillement recueillie par ceux qui l'avaient préparée. Plusieurs vivent encore qui reçurent de ma main la récompense de leur mérite. Je leur laisse le soin de le raconter eux-mêmes, et je finis en rappelant ici les paroles d'un illustre écrivain qui n'est plus de ce monde, mais dont les ouvrages sont destinés à vivre plus long-temps que mes ennemis et leurs arrière-neveux. Moratin, dans sa douzième note (*Poésies détachées*), s'exprime ainsi :

« Il favorisa (c'est de moi qu'il parle) les hommes
 » de lettres qui florissaient alors ; il les exhortait
 » sans cesse à écrire. Si nos *comédies* valent quelque
 » chose, c'est à lui, à la préférence accordée par lui

vers un pauvre nécessaire, dit aussitôt qu'étant remonté au pouvoir, je conservai de l'aigreur contre les hommes éclairés, et que je rétablis le système de *haine aux lumières*. Je répondrai à cette imputation, lorsque je parlerai de la seconde époque de ma vie, non par des phrases, mais par des faits. D. Juan Maury verra qu'il y a bien de l'imprudence à écrire au milieu de ses contemporains, sans avoir des données positives ; car c'est bien certainement à cette seconde époque que je m'appliquai davantage, en raison des obstacles qu'il fallait vaincre, à favoriser le progrès des lumières. Les ennemis de ce progrès parvinrent à triompher de mes efforts, je fus sacrifié ; mais on ne put détruire tout ce que j'avais fait : malgré tant d'orages et de bouleversemens, le feu sacré, allumé par mes soins, brûle encore.

» à nos ouvrages, que nous sommes redevables de
» nos meilleures inspirations. Moratin ne fut pas
» son intime ami, ni son conseiller, ni son valet ;
» mais il fut sa créature : et s'il existe une philoso-
» phie commode qui enseigne à recevoir les bien-
» faits et à ne pas se piquer de reconnaissance , une
» philosophie qui, selon les vicissitudes de la for-
» tune, paie avec des injures ou de basses adulations
» les faveurs reçues et sollicitées, Moratin s'estimait
» assez pour ne pas se déshonorer par d'aussi lâches
» procédés. *Alors*, il songeait à se rendre agréable à
» son protecteur par des moyens honnêtes ; alors
» comme aujourd'hui, il faisait des vœux pour sa
» prospérité, et il fait encore à présent les mêmes
» vœux pour lui. La violence des passions qui trou-
» blent l'ordre public a pu dépouiller Moratin de
» tout ce qu'il devait à la bienveillance du Prince de
» la Paix ; mais cette violence ne peut pas faire per-
» dre à l'homme de lettres son caractère honorable
» et le sentiment de ses devoirs : tant qu'il con-
» serve l'un et l'autre, il est fidèle à la reconnais-
» sance. Cette vertu est un insupportable fardeau
» pour les méchans, qui s'en débarrassent à la pre-
» mière occasion opportune ; pour les hommes de
» bien , c'est une obligation à laquelle ils ne cher-
» chent jamais à se soustraire *.

* Tel était le noble langage du poète Moratin, après la dis-
grâce fatale du Prince de la Paix. Voir le nom à la table bio-
graphique. E.

CHAPITRE XLIII.

LOIS, MESURES D'ENCOURAGEMENT, SUPPRESSION D'ABUS, ENTREPRISES D'UTILITÉ GÉNÉRALE, TRAVAUX STATISTIQUES, ETC., DE 1792 A 1798.

L'Espagne avait besoin de réformes capitales; mais l'exemple de nos voisins recommandait la prudence : il fallait d'abord préparer les esprits, attendre l'effet des lumières naissantes, marcher doucement avec l'opinion, ne pas la brusquer. Nous avions à lutter contre les abus qui venaient de loin : on en supprima plusieurs, autant qu'il fut possible sans causer de bouleversemens, ni employer la rigueur. Quelques actes de mon administration feront voir l'esprit, le zèle patriotique dont le monarque et son conseil étaient animés.

Tout le monde sait qu'une faveur excessive, immémoriale, accordée aux *troupeaux voyageurs* (*ganado trashumante*), nuisait à l'agriculture du pays. Les privilèges des bergeries royales, le pouvoir du *conseil de la Mesta* *, blesaient à chaque instant les droits

* Tribunal privilégié auquel ressortissaient toutes les contestations relatives à l'entretien, manutention et passage périodique des *troupeaux voyageurs*. E.

des propriétaires. D'immenses terrains concédés ou usurpés, des procès ruineux et continuels occasionnés par le séjour passager de ces troupeaux dévorans, la partialité des juges, la longueur interminable des discussions, tout cela faisait le désespoir du laboureur. Il était réservé au gouvernement de Charles IV de mettre un terme à tant de maux. Depuis deux cents ans, la province d'*Estrémadoure* sollicitait en vain la permission de jouir de son propre bien. Sous le règne de Philippe V, il avait été *ordonné de lui rendre justice*. Charles III, en 1783, nomma une *junte* de ministres du Conseil de Castille, chargés d'examiner tous les *précédens* et de lui en faire un rapport. Charles IV voulut que cette querelle fût vidée par une conciliation de tous les intérêts. L'instruction dura trois années, sans qu'une résolution pût être prise sur cette matière grave. Le sort de la province, sa population, son agriculture, son existence même en dépendaient; car souvent le manque de grains se faisait sentir dans l'*Estrémadoure*, malgré la fertilité naturelle du sol. Je fis remuer cet antique et volumineux *dossier* en 1792. Après une si longue privation, la province rentra dans ses droits; ceux des propriétaires de troupeaux furent fixés; les limites réciproques des terrains soigneusement rétablies d'après l'ancienne loi de Philippe II rendue à Badajoz en faveur de la légitime pâture. La propriété du sol nouvellement défriché fut déclarée exempte de toute contribution pendant l'espace de dix années; les récoltes sur pied, les arbres, furent vendus ou cédés par bail em-

phytéotique à ceux qui n'avaient eu jusque-là que la nue propriété de la terre.

Trois ans après (il fut impossible d'en finir plus tôt), une cédula royale de 1796 supprima les juridictions privilégiées *. La justice ordinaire reprit son cours : laboureurs, cultivateurs, propriétaires de troupeaux, tout fut soumis au *droit commun*. Une instruction détaillée était jointe à la cédula pour en faciliter l'exécution.

Le royaume entier profita de ces mesures salutaires. L'ordonnance de 1770 relative à la distribution des *terrains communs (consejiles)* fut mise en vigueur, et le Conseil de Castille, autorisé par le Gouvernement à distribuer aussi des *terrains* du *patrimoine royal*, soit à *cens rédimible*, soit en paiement d'anciennes créances sur l'État.

L'exemple ainsi donné, les seigneurs qui possédaient beaucoup de terrains en friche les cédèrent à peu près sous les mêmes conditions, et beaucoup de travailleurs à la journée devinrent propriétaires. Le Gouvernement ne s'en tint pas là; le long accaparement de la propriété foncière dans les *maines-mortes* fut restreint. Libre de ces diverses entraves, l'agriculture prit un essor que l'expulsion des juifs et des Maures avait si long-temps arrêté. Les âpres montagnes du littoral de Malaga, de Grenade, se couvrirent de vignobles, de figuiers, d'amandiers; la charrue se

* *Alcades entegadores* : *alcades* ou juges délimitateurs qui réglaient les limites et les conditions de la pâture des troupeaux voyageurs.

promena sur des rochers jusque-là inaccessibles ; l'étranger accourut avec ses capitaux et son industrie ; des magasins nombreux reçurent en dépôt les fruits destinés à l'exportation ; nos *eaux-de-vie* alimentèrent les marchés du nord de l'Europe, les côtes montueuses de Valence et de la Catalogne furent également rendues à la culture, et, dans tous les ports de la Péninsule, les produits de notre sol étaient avidement recherchés ; l'intérieur du royaume, abondamment pourvu. Sans la fatale et inévitable guerre provoquée par le cabinet de Saint-James, aucune nation du continent n'aurait pu se vanter d'être aussi heureuse que nous.

L'un des grands besoins du pays, à cette époque, c'était de surveiller, de fomenter l'éducation et l'accroissement de la *race chevaline*. Une vanité mal entendue avait constamment repoussé tout mélange avec les races étrangères, sous le prétexte de conserver la finesse des nôtres, qui ne sont pas assez fortes pour la guerre et que leur délicatesse rend peu propres aux travaux de l'agriculture et au charroi. N'y avait-il pas un terme moyen ? Ne pouvait-on pas conserver ce qui était bon et acquérir en même temps ce qui nous manquait ?

Dès mon entrée dans l'administration, je fus frappé de la pénurie de chevaux pour l'armée. Je cherchai tous les moyens d'y remédier. Le mal n'avait cessé de s'aggraver depuis Philippe V. Enfin je pus obtenir que cette branche d'industrie et d'agriculture serait librement exploitée dans toutes les provinces du royaume, excepté celles qui donnaient les chevaux

de race fine et privilégiée. On admit des étalons étrangers. Les *éleveurs* de la Castille, où l'usage de l'*Pâne-étalon* était permis, purent livrer leurs jumens au cheval, si telle était leur volonté. Les privilèges et exemptions de l'ordonnance de 1783 en faveur des races fines de l'Andalousie, de Murcie et d'Estrémadoure, furent rendus communs à toutes les provinces. Je suivis en cela les anciennes lois et traditions qui nous parlent des beaux et puissans chevaux de la Galice, des Asturies, de l'Aragon et d'autres parties de l'Espagne. J'allai plus loin, et, donnant le premier exemple, je fis amener cent belles jumens de Normandie, six étalons danois, quelques-uns de l'Afrique, presque tous de Tripoli, afin de créer des espèces nouvelles. Les meilleures jumens d'Aranjuez et de Cordoue furent données à des chevaux étrangers, et les jumens de Normandie aux étalons de race fine espagnole.

Le duc d'Osuna et d'autres grands propriétaires suivirent mon exemple. Les races nouvelles, sans rien perdre de la forme andalouse, acquirent plus de vigueur, une taille plus élevée et même plus de grâce et de beauté. C'est alors qu'on vit pour la première fois de fringans chevaux remplacer la *mule-monstre* dont la corpulence et les longues oreilles contrastaient avec l'élégante richesse de nos carrosses.... Les haras du duc d'Osuna remportèrent la palme *. Je n'en respectai pas moins les privilèges

* Cet excellent et noble ami me laissa par son testament les six meilleurs chevaux de ses écuries. Je ne dirai rien de ceux de

des *éleveurs* de chevaux; mais en exécutant l'ordonnance de 1789, jusque-là mal observée, j'y mis une rigueur inflexible. Le *tiers* au moins des jumens dut être livré à l'étalon de son espèce, et dans ce cas, sans aucune autre concession; tandis que ceux qui se vouaient uniquement à la production des chevaux obtenaient dans tout le royaume la préférence des pâturages publics, et de plus, la faculté d'employer l'étalon entretenu par la commune, l'exemption du logement des gens de guerre, de bagages, de conscriptions militaires, etc. *. Les mêmes avantages

mes propres haras : triste souvenir ! J'ai dit *mes haras* ! En Turquie, ma propriété eût été plus respectée ! Tout m'a été enlevé sous le gouvernement de Ferdinand VII, sans jugement, sans procès, sans aucune formalité, sans pudeur !.... Une idée en rappelle une autre.... Ames pieuses ! on voulut consacrer à Dieu le pillage de mes biens : mon *manège* d'Aranjuez fut converti en chapelle dédiée à saint Joseph, attendu que le 19 mars 1808 était le jour de la fête du bienheureux patriarche, assurément le plus pacifique de tous les saints de l'almanach. On voulut le rendre complice de cette fatale journée, prélude de celles de Bayonne, et qui priva la nation espagnole d'un Roi, véritable père de ses sujets. Grand saint ! si tu fus pour quelque chose dans les événemens du 19 mars, c'est toi qui m'a préservé des poignards tirés contre ma poitrine.

* Le mulet, et surtout la mule, étaient l'objet d'un commerce lucratif; beaucoup des gens s'y adonnaient. On se plaignit donc vivement de la faveur accordée à la *race chevaline*; on alléguait la vigueur, la force, l'aptitude du mulet et de la mule pour les travaux de l'agriculture, pour le roulage et le transport, principalement dans les pays montueux. Ces plaintes n'étaient pas fondées : ce commerce ou ce genre d'industrie se soutenait assez bien par ses propres forces, il n'avait nul besoin

furent accordés aux gardes et employés dans ces établissemens. Quant aux jumens et étalons venant de l'étranger, l'entrée fut déclarée libre, sans droits; plusieurs décrets assuraient des primes d'importation.

Divers genres d'industrie jouirent d'une faveur égale. Un obstacle difficile à surmonter s'opposait au

d'être favorisé. La consommation en était grande, tandis que les chevaux, en temps de paix, ne trouvaient pas d'acquéreurs. L'avidité du gain faisait donner les meilleures jumens, même la totalité des jumens, à l'*âne-étalon* pour obtenir des mules, de telle manière que la race des chevaux était à la veille de disparaître. On sait d'ailleurs que la jument une fois saillie par le baudet devient inutile pour le cheval. Dès-lors comment faire face aux besoins de l'armée dans un cas de guerre? A la fin de l'avant dernier siècle, malgré une décadence déjà prononcée, l'Espagne pouvait encore disposer de quatre-vingt mille chevaux pour la guerre; et de notre temps elle n'en avait pas le *quart* pour monter sa cavalerie! C'était le déplorable résultat de la bizarre prédilection en faveur des mules. Sous le règne de Charles III, dès que le *pacte de famille* fut conclu, on pensa qu'il n'y aurait jamais de guerre avec la France. La conservation de nos races fut entièrement négligée; à quoi il faut ajouter le goût particulier de ce roi pour les chevaux de taille moyenne, appelés en Espagne *hacas de dos cueros* (haquenée de deux corps), lesquels ne sont ni chevaux ni bidets. Les éleveurs, par une sorte de flatterie intéressée, s'appliquaient à les rendre chaque jour plus petits : il ne restait pas de chevaux de *bataille* ou d'*escadron*. Dieu sait dans quel embarras je me vis, quand il fut question de faire la guerre contre la République française! A force de soins et de sacrifices, on y remédia, sinon entièrement, du moins en grande partie. En fait d'économie publique, les fautes d'un gouvernement pèsent long-temps sur le pays, et il n'est pas toujours aisé de les réparer.

mouvement progressif des arts : c'étaient les privilèges des corporations *. Éclairer l'opinion, tâcher d'amoindrir le mal peu à peu, tel fut le système du Gouvernement. Dès qu'il se manifestait la moindre velléité d'obtenir l'émancipation d'une branche quelconque d'industrie, le désir des parties intéressées était à l'instant exaucé. L'art de préparer la soie et d'autres fabrications devinrent tout-à-fait libres. Lorsqu'un intérêt privé, mesquin, s'obstinait à contrarier la circulation, le Roi donnait des *dispenses*, surtout pour fomentier les industries dont les produits trouvaient un débouché certain et pouvaient alimenter notre marché colonial. Les jeunes hommes non mariés, attachés aux manufactures de soie, de laine, de coton, ceux qui avaient des relations ou des intérêts positifs dans ces établissemens, les fabricans de *toile*, furent exempts de la conscription militaire. Il n'y eut plus de *prix fixe*; partout où cette mauvaise méthode existait, elle fut abolie. Les instrumens et machines de toute espèce venant de l'étranger ne payèrent aucun droit d'introduction; on supprima beaucoup de contributions indues, abusivement prolongées, qui, sous le nom de *péage, barquage, pontage, etc.*, entravaient la circulation. *Plus* de droits à payer pour obtenir des *foires* ou *marchés* publics; les droits d'*alcabala* et de *cientos* (droits de *cent*) fu-

* Il y eut une époque sans doute à laquelle ces associations contribuèrent non-seulement aux progrès des arts, mais encore à ceux de la liberté civile. Les circonstances n'étaient plus les mêmes : ces *compagnies* formaient un véritable monopole organisé, contraire à tout développement industriel.

rent considérablement diminués, et le commun trafic délivré d'une foule d'exigences fiscales.

Le Gouvernement favorisa singulièrement la navigation et le commerce; les constructeurs de bâtimens marchands, déjà bien traités par la cédula royale du 3 avril 1790, obtinrent de nouveaux avantages; les armateurs, de nouvelles primes d'encouragement, pendant les deux guerres avec la France et la Grande-Bretagne. Loin d'être diminuée, notre marine commerçante s'accrut et rendit les plus grands services, soit à l'État, soit aux particuliers qui se livraient à un cabotage très actif.

La matricule de gens de mer reçut une grande extension; il ne fut plus nécessaire d'ordonner des levées: la restitution de leurs anciens privilèges, surtout des droits exclusifs de pêche et de navigation sur les eaux salées, encouragea la vocation des marins, dont le nombre s'éleva jusqu'à quatre-vingt mille. Les *brigades* * n'entraient pas dans cette énumération.

Toutes les ordonnances relatives au commerce et à la navigation d'outre-mer provenant du règne antérieur furent maintenues, et quelques-unes reçurent des développemens qui tendaient à réaliser toutes les libertés que le ministre Galvez avait voulu donner au commerce. Point de pas rétrograde....; au contraire, on marchait en avant. Les vice-rois d'Amérique avaient *carte blanche* pour faire tout le

* Compagnies de soldats de marine formées en brigades ou bataillons.

bien possible et entretenir la bonne harmonie avec la métropole. Les mesures provisoires qu'ils adoptaient ne manquaient pas d'être converties en lois par le Conseil des Indes. La fidélité des Espagnols d'outre-mer ne se démentit jamais durant le cours de cette longue guerre avec la Grande-Bretagne : ils résistèrent à la séduction et aux armes, tour à tour employées par nos ennemis. Quel plus bel éloge de l'administration éclairée et bienfaisante de Charles IV ! Plus d'une fois le cri de *l'indépendance* fut jeté par les Anglais au milieu de ces contrées lointaines : ils offraient des secours, leur protection, et cela dans le temps où les communications avec l'Espagne étaient difficiles, souvent interrompues ! Rien ne put ébranler la foi des Américains ; une confiance illimitée, une juste reconnaissance les attachait à leur dernier roi *. La mémoire de Charles IV est encore en vénération parmi eux.

Les établissemens commerciaux fondés sous le règne de Charles III, je le répète, furent maintenus, quelques-uns, pour ainsi dire, ressuscités. Ne sait-on pas les angoisses, les défaillances de la banque

* Mes ennemis ont blâmé, comme une mesure de luxe et de vanité, la création d'une *quatrième compagnie des gardes du corps*, sous le nom de *compagnie américaine*. Quelle ignorance ! Non, assurément, cette mesure n'était pas une affaire de luxe et de vanité ; je songeais à multiplier, à resserrer les liens de la métropole avec ces provinces lointaines. A l'époque dont je parle, il devenait impossible de les conserver sans identifier nos intérêts avec les leurs, sans faire des Espagnols des deux mondes une seule et même famille.

de Saint-Charles et de la compagnie des Philippines, soit à cause des embarras que nous avait attirés la guerre soutenue en faveur des *Anglo-Américains*, soit à cause de l'inimitié déclarée du ministre Llerena contre cette compagnie et plus encore cette banque ?

Ces deux établissemens furent conservés, ainsi que les *compagnies de La Havane* et de *Malaga*, non sans peine, et avec plus ou moins de succès. Les dividendes de la banque de Saint-Charles ne tombèrent jamais au-dessous de quatre pour cent ; ceux de la compagnie des Philippines restèrent à cinq pour cent ; celle de Malaga paya jusqu'à douze pour cent ; la *société d'assurance maritime et terrestre* établie à Madrid prospéra. Une autre du même genre fut fondée à La Corogne en 1794 : celle-ci avait pour objet de fomentier les pêcheries de la côte Patagonique. Le Gouvernement la soutint dans ses diverses crises ; Charles IV voulut y prendre un intérêt personnel : il lui ouvrit sa caisse, ses arsenaux, et lui fournit tous les moyens de se rétablir. Sans doute, Sa Majesté, loin de chercher un bénéfice particulier, n'avait d'autre but que de rassurer les capitalistes actionnaires, d'en appeler de nouveaux avec l'appui desquels l'entreprise devint plus puissante et plus riche. Pour mieux établir son crédit, le Roi fit payer le six pour cent d'intérêt en attendant le dividende futur. Cette mesure fut la dernière qu'avant de quitter le ministère je recommandai vivement au ministre Saavedra ; elle fut publiée par son ordre huit jours avant ma retraite.

Les dépenses continuelles de la guerre ne me per-

mirent point de m'occuper autant que je l'eusse voulu de chemins et de canaux; néanmoins ce qui restait à faire du règne de Charles III fut continué avec ardeur. La grande route d'Yrun à Madrid et de Madrid à Cadix s'acheva; celle de Madrid à Valence, également. En Catalogne, la ville naissante de San-Carlos (aux Alfaques) reçut de grandes augmentations; on y établit des fortifications; plus tard, le port de Tarragone fut entièrement restauré. L'exploitation des mines de l'Amérique excita toute ma sollicitude: cette branche d'industrie s'y améliora aussi bien qu'en Espagne; l'avidité minutieuse du fisc cessa de contrarier la production. Les mines de plomb des Alpujarras et de Grenade prospérèrent singulièrement; c'est aujourd'hui la richesse de ces provinces.

Les moyens du Gouvernement ne suffisant pas toujours, je tâchai d'exciter l'esprit d'association et d'entreprise, où l'intérêt particulier se conciliait avec l'intérêt général. Il fallut pour cela offrir des primes, donner l'exemple, faire des essais: l'imitation a plus d'empire que le raisonnement, et le génie le plus inventif a besoin de voir et de comparer pour s'élever à de nouvelles créations.

Il fut un temps où l'Espagne n'avait point à demander à l'étranger des leçons ou des modèles: puissante alors bien plus qu'elle ne le fut jamais avant ni après, elle était la maîtresse, la souveraine des arts. Ensuite les Espagnols, voulant être plus chrétiens que leurs ancêtres, bannirent une race entière d'hommes laborieux, véritables promoteurs et soutiens du commerce et de l'industrie, mais qui adoraient la Divinité

d'une manière différente de la nôtre. Tout l'or de l'Amérique ne put racheter ce que nous avions perdu; après cette épuration religieuse répétée à l'égard des Maures, l'Espagne s'est vue arriérée, pauvre, malgré la stérile abondance des métaux dont elle avait accaparé la source. Des nations plus tolérantes que nous ont accueilli le naufrage de notre ancienne richesse industrielle. Il était temps d'ouvrir les yeux sur notre position; il ne tenait qu'à nous de l'améliorer..... Ce fut à l'arrivée de la dynastie des Bourbons que les étrangers vinrent nous gouverner chez nous *, les uns pour livrer le pays à l'intrigue, d'autres pour y servir les intérêts de leur propre pays. Pour moi, je recherchaiaussi les étrangers, non pour qu'ils nous gouvernassent (tant que je fus ministre, jamais ils n'obtinrent la moindre préférence sur nos hommes d'État), mais pour qu'ils fussent nos frères adoptifs, des concitoyens utiles par leurs lumières, leur industrie, et les capitaux qu'ils apportaient en Espagne.

Tel fut le motif du décret royal du 8 septembre 1797, dont j'ai déjà fait mention **; première loi de tolé-

* Le marquis de Lonville, le P. Daubenton, Jean Orry, Albéroni, la princesse des Ursins, Ripperda, Squilace, Grimaldi, etc., etc.

** Sous le règne antérieur, D. Manuel de Roda avait obtenu de Charles III l'admission de quelques artistes ou fabricans dont nos manufactures renaissantes avaient le plus grand besoin. Ces étrangers n'étaient pas tenus de professer la religion catholique; mais à la fin de ce règne, ou plutôt dès que Roda eut fermé les yeux, le système d'intolérance ayant recommen-

rance proclamée en Espagne depuis trois cents ans.

Ce décret fut rendu par le Roi, de sa pleine autorité, sans être soumis aux formalités d'usage qui en auraient entravé l'émission; tout artiste, fabricant ou capitaliste, étranger d'une autre religion que la religion catholique, eut la faculté de s'établir en Espagne : il ne leur fut imposé d'autre condition que celle de respecter le culte du pays et les mœurs nationales. J'espérais que cette mesure produirait d'excellens résultats; ils ne furent pas aussi satisfaisans que je me l'étais promis. Les cartons des divers ministères se remplirent de projets magnifiques de chemins et de canaux; mais on manquait d'entrepreneurs, de contractans qui se chargeassent de mettre ces projets à exécution. Le nom seul du redoutable tribunal du Saint-Office, bien que depuis long-temps plus restreint dans ses attributions, effrayait encore les étrangers; c'était le cas de dire avec *Quintana* :

« Ainsi, la haute et vieille forteresse apparaît
» toujours sur le sommet de la montagne escarpée
» et domine tout le voisinage. Là, s'étaient jadis re-
» tranchés, pelotonnés, les enfans de la guerre qui
» en défendaient les approches. Du haut de ces ro-
» chers, ils fondaient en rugissant sur les armées
» qui ne pouvaient soutenir la violence du choc.
» Aujourd'hui solitaire, démantelée silencieuse, à

cé, ces étrangers furent contraints de s'éloigner : ils quittèrent l'Espagne. C'est à Charles IV qu'il était réservé de renverser la barrière élevée par une aveugle jalousie entre la Péninsule et la civilisation.

« demi ruinée par le temps, la forteresse prête à
 « s'écrouler conserve encore la terrible apparence
 « d'autrefois ». » Je n'en obtins pas moins tout ce
 qui était réalisable dans la circonstance en faveur de
 l'agriculture et des arts, de nouvelles machines, de
 nouveaux procédés qui manquaient dans nos manufac-
 tures, divers instrumens aratoires, des améliorations
 agricoles, des plantes inconnues chez nous, etc., etc.
 Il fallait, pour ce qui restait encore à obtenir, atten-
 dre le bénéfice du temps. De mon côté, je tâchais
 de le faire aller le plus vite possible **.

* Mais pourquoi, dira-t-on, ne l'avez-vous pas renversée de
 fond en comble, cette effrayante mesure ? Pourquoi ? parce
 qu'alors c'était impossible, comme il le fut aussi d'étendre aux
 Israélites la faveur accordée aux religionnaires de différens
 cultes. Je me souviens encore très bien de ce qu'il m'en coûta
 pour sauver des griffes du Saint-Office un pauvre diable de
 Marocain, faux ou véritable juif, qui, en cette qualité dou-
 teuse, fut jeté dans un cachot en l'année 1797. Il était proba-
 blement juif, et venait visiter le triste tombeau de ses ancêtres,
 à la faveur d'un déguisement, c'est-à-dire sous le costume
 mauresque..... On sait quelle affection héréditaire conservent
 pour l'Espagne les familles de ces anciens bannis. Je fus très
 étonné de les voir, à Marseille, parlant notre langue avec pu-
 reté, surtout avec un accent tout-à-fait espagnol. Ils n'ont pas
 d'autre langue dans leur intérieur..... Quel parti on aurait pu
 tirer de ces Hébreux dans les embarras financiers actuels, si l'on
 eût voulu seulement leur permettre de venir s'établir en Espa-
 gne ! Serons-nous donc toujours les seuls chrétiens et catholi-
 ques de l'Europe qui gardent une rancune implacable contre
 ce peuple industrieux et commerçant que le Pape lui-même
 accueille dans ses États ?

** L'un des nouveaux moyens d'économie dont l'agriculture

Je désirais passionnément améliorer notre système de contributions publiques, en l'établissant sur une échelle progressive des fortunes individuelles. De toutes les réformes indiquées, c'était bien la plus nécessaire et la plus difficile à exécuter : on manquait de lumières, de données statistiques; on avait à lutter contre les intérêts particuliers, contre les privilèges établis, contre les erreurs de plusieurs siècles. Je n'étais pas effrayé par le nombre des enne-

était redevable aux soins de Charles IV fut l'adoption des prairies artificielles suivant la méthode hollandaise; on en vit les premiers essais à Madrid dans le clos dit de *Brancacio*, alors appartenant au duc d'Albe, ensuite à la ville, et finalement devenu ma propriété par la donation que m'en fit la ville elle-même. D. Antonio Fons, garde du corps de la compagnie flamande, ami particulier du duc d'Albe, fut chargé de l'entreprise. J'avais déjà fait venir en Espagne le raygras, l'esparcette, le junquillo, et d'autres plantes de la Flandre hollandaise, qui nous étaient inconnues; les essais furent très heureux. Aussitôt j'ordonnai qu'il fût écrit un mémoire pour exciter l'intérêt et la curiosité dans les provinces. J'invitai les Sociétés économiques à recommander ces nouvelles cultures dont les familles pauvres pouvaient retirer de grands avantages. Un laboureur, ayant une paire de bœufs ou de mules, pouvait les nourrir pendant toute l'année par le moyen de cette pâture, sans autre auxiliaire. L'esparcette possède une vertu médicinale; elle est bien supérieure à la petite fève (*faveta de Toscane*), parce qu'elle est plus saine, plus abondante, et qu'elle fournit neuf récoltes en trois ans; après, elle devient un excellent engrais pour le terrain qui l'a portée. On y laisse le navet enrichi des sels alimentaires du sol. Je n'en finirais pas, si je voulais rapporter tous les services rendus à l'industrie agricole sous le règne de Charles IV.

mis; mais je redoutais la confusion qui régnait dans nos finances. Une bonne topographie, un bon cadastre, voilà quel était l'objet de mon ambition, dès le premier jour de mon entrée au ministère : ce travail long, pénible, et d'un genre nouveau, demandait beaucoup de soins et de fermeté. Je ne me laissai point abattre : l'ouvrage fut commencé en 1793, et continué avec ardeur tant que je restai à la tête de l'administration. Plus tard, à l'époque de ma rentrée aux affaires, je le fis reprendre et pousser vigoureusement *. Et qui, sans ces renseignemens et ces mesures préalables, aurait osé entreprendre une pareille réforme ? Les embarras du Trésor se compli-

* Quelqu'un ignore-t-il que, même pendant la guerre avec la France, et après encore, je donnai à différentes personnes la mission d'explorer les provinces, en apparence pour recueillir de nouveaux renseignemens géographiques, rechercher les antiquités, et réunir tous les élémens d'une histoire civile, militaire, ecclésiastique et politique ? Il fallait empêcher que les intérêts des classes privilégiées ne fussent alarmés de ces recherches, et ne missent des entraves à la découverte de la vérité, comme cela s'était déjà vu plus d'une fois. Il était absolument nécessaire de visiter les archives, surtout celles des municipalités; mais il fallait agir avec beaucoup de prudence. Il fut publié à cet effet à l'imprimerie royale un livret intitulé : *Notice et plan d'un Voyage dans le but de reconnaître les Archives et former la Collection historique et politique de l'Espagne : Commission donnée par Sa Majesté à D. Manuel Abella*. Après avoir parlé des avantages, de la nécessité d'une semblable collection, on donnait une idée de tout ce qui était déjà fait. Sur cette matière, l'auteur (Abella), jaloux de se rendre digne de la confiance dont le Roi l'avait honoré, de la protection spéciale que je lui accordais moi-même en le nommant

quaient chaque jour : à cette époque d'orages continuels, il était dangereux, inopportun, de distraire la moindre partie des revenus ordinaires de l'État, pour tenter des essais qui pouvaient rencontrer des obstacles ou susciter des réactions fâcheuses. D'un autre côté, il fallait d'abord songer à concilier les intérêts divergens de chaque province, et trouver un système d'imposition à la fois juste et agréable à tous. Cette double condition ne pouvait être satisfaite que par une contribution unique, proportionnée à chaque fortune, sans exception ni privilège d'aucune espèce. Mais ce système, déjà essayé en 1760, avait rencontré une opposition si violente, qu'elle fit avorter complètement le projet, après qu'on y eut dépensé en pure perte un temps précieux et des sommes considérables. Malgré ce premier désappointement, je persistai à faire continuer le cadastre. Le cens de 1787 avait besoin d'être rectifié : j'ordonnai qu'il fût rétabli sur les nouvelles données. Tel fut le cens de 1797; ce travail, par une singularité remarquable, ne parut qu'en 1801. J'avais cru (et je me trompais) que ces nouvelles données, chaque jour plus intéressantes, devaient produire un bon effet entre les mains des ministres qui m'avaient succédé... Je leur avais aussi légué l'ouvrage intitulé : *Substitution aux rentes provinciales et contribution universelle* : écrit lumineux, terminé en 1797, et, par mon

chef de l'entreprise, proposait un plan de travail pour remplir convenablement la mission, etc. Par malheur, ceux qui vinrent après moi, Jovellanos et Saavedra, négligèrent cet objet.

ordre, déposé dans toutes les archives et bureaux de finances. D. Juan-Joseph *Caamano de Pardo* l'avait rédigé; mais je ne crains pas de me louer moi-même ouvertement d'avoir encouragé, soutenu l'auteur d'un si estimable travail. Outre l'importance du sujet en général, on y trouvait un tableau détaillé des revenus du royaume et de la dépense des années 1792, 1793, 1794, 1795 et 1796, qui étaient liquidées *, ouvrage terminé en mai ou juin 1798, imprimé en août de la même année. En quittant le ministère, j'insistai beaucoup auprès de Sa Majesté pour que ce travail ne fût pas perdu. Le Roi voulut bien ordonner à mon successeur de le faire publier, en disant expressément que l'ouvrage avait été entrepris par mon ordre, conduit et dirigé par moi, etc.

Plusieurs affaires graves, entamées pendant mon administration, furent ensuite terminées sans que personne me tint compte de la part que j'y avais eue; d'autres furent négligées pour se livrer à des projets que je n'avais nullement approuvés, projets, selon moi, impossibles à réaliser, dangereux pour le pays, et qui en effet ruinèrent complètement nos finances.

Ce que je raconte n'est pas un roman; je ne fais pas un tableau de fantaisie : je n'ai rapporté que des faits réels, notoires, et je défie mes ennemis les plus passionnés, si j'en ai encore, de contredire une seule de mes assertions. J'écris l'histoire contemporaine :

* Il y a peu de temps que, dans une séance des Procuradores du royaume, on citait avec éloge cet *état général* (document alors unique dans son espèce) de notre administration financière.

tous les documens publics sont là. Ce qui ne pouvait s'appuyer que sur ma parole, je l'ai omis; j'en aurais pu dire davantage, si mes archives n'étaient pas sous le *séquestre*, comme tout ce qui m'appartient. Mes papiers sont entre les mains de mes ennemis, qui n'en ont rien publié. A coup sûr, ce n'est pas à leur bienveillance que je dois cette discrétion : s'ils eussent trouvé des preuves contre moi, ils se seraient empressés de les mettre au jour, ne fût-ce que pour justifier leur emportement. Grâce à Dieu, ce que j'ai pu dire est suffisant. Mes lecteurs auront trouvé cette histoire de mon administration prolixue et minutieuse; je n'ai plus qu'à leur adresser deux questions :

1^o Le ministre qui, dans le court espace de six années et dans les circonstances les plus critiques, s'occupa de tant de diverses affaires avec assez de bonheur, sans avoir un seul instant perdu le courage et le désir de faire le bien de son pays, toujours avide de progrès, d'améliorations, de gloire nationale, fut-il un lâche sybarite, un vil courtisan, un misérable égoïste, un soldat ignorant, sorti des écuries royales, comme ses ennemis ont osé le représenter, tandis qu'il gardait un silence commandé par la loyauté, quand la main de son Roi lui fermait la bouche ?

2^o L'Espagne, avant ou après moi, dans les circonstances pareilles à celles de l'époque où je me suis trouvé, l'Espagne, dis-je, a-t-elle eu beaucoup de ministres qui aient fait plus, ou même autant que moi pour la patrie ?

Appelé à un poste que je ne sollicitais pas, auquel

je ne pouvais pas même prétendre, la tâche me fut imposée, à la vérité bien difficile, de préserver la monarchie du danger dont elle était menacée *au dedans* et *au dehors* par la Révolution française. De ces derniers dangers, j'eus le bonheur de la sauver avec plus de gloire qu'aucune autre puissance de l'Europe engagée dans la même lutte. Quant aux dangers de l'intérieur, il ne fut pas besoin de bâchers, de fers, de violence; je n'employai que la douceur et la persuasion. La bride ne se fit jamais trop sentir.

Avec cela seul, j'aurais rempli ma tâche et bien mérité de mon Roi et de mon pays; mais j'ai la conscience d'avoir fait plus : j'ai presque régénéré l'Espagne, sans bouleversements, peu à peu; marche lente, il est vrai, mais sûre. Je préparai tous les moyens de succès; j'en créai plusieurs; je n'en négligeai aucun de ceux qui existaient. C'est dans cette situation *progressive* que je laissai l'Espagne, en sortant du ministère. Elle était libre de révolutions, respectée par la France; les sciences, les arts, les lettres florissaient; l'agriculture faisait des progrès merveilleux; la grande famille espagnole des deux mondes se livrait à l'espoir d'un heureux avenir et cultivait toutes les vertus qui font la gloire et la prospérité des nations. Rien ne peut m'enlever ces souvenirs qui consolent encore aujourd'hui ma vieillesse solitaire.

CHAPITRE XLIV.

JE QUITTE LE MINISTÈRE ET LA COUR, 28 MARS 1798.

Aussitôt après la paix de Bâle (1795), j'eus la pensée et le désir de prendre ma retraite. J'avais écouté, contenté l'opinion générale, soit en faisant la guerre, soit en la terminant par un traité honorable et avantageux : c'était un double triomphe; mais la satisfaction que j'en éprouvais ne laissait pas que d'être troublée par les murmures de certaines gens, de ceux-là mêmes qui avaient le moins contribué à la défense de la cause commune.

Mon délit, à leurs yeux, n'était pas cette *paix évidemment honorable et avantageuse*; j'étais coupable de ma fortune, des récompenses prématurées que Charles IV avait daigné m'accorder. Étais-je donc le maître de les refuser? J'aurais bien voulu ne les recevoir que peu à peu, graduellement; mais le Roi, si prompt dans sa manière de voir et de sentir, en m'élevant au premier poste de l'État, et croyant trouver dans ma loyauté une garantie pour sa couronne et le pays, fut empressé de me combler de richesses et d'honneurs. Il ne me restait plus qu'à justifier tant de confiance et de si augustes bienfaits.

Mon devoir était de peser, dans une juste balance, les droits de chacun, de m'interdire toute partialité, de désarmer l'envie, en faisant valoir les services de tous, en distribuant équitablement les grâces du souverain : telle fut ma conduite. Il suffit de jeter les yeux sur la *Gazette officielle*, sur les actes du gouvernement de cette époque ; jamais on n'avait vu tant de mérites récompensés, tant de talens mis à l'épreuve et appelés autour du trône. Je n'établis aucune distinction entre ceux qui m'étaient plus ou moins attachés ; je ne préférais que le zèle, l'aptitude, l'amour de la patrie : c'est un fait si notoire, qu'il serait superflu de citer les noms. Quant aux *incapacités* reconnues, le temps était trop difficile pour les employer ; et ces *incapacités*, justement, sagement tenues à l'écart, n'en trouvèrent pas moins les moyens de nuire et même de troubler l'ordre social : on l'a vu plus tard. Ces hommes auraient voulu que l'Espagne fût sortie moins glorieuse de sa lutte avec la France, que les bataillons ennemis dépassant nos frontières nous eussent imposé une paix humiliante : alors ma chute aurait satisfait ces lâches envieux ; mais le *traité de Bâle* faisait honneur à ma prévision, à ma politique. Je ne dirai pas que cette politique, justifiée par le succès, fût la mienne exclusivement ; c'était le système, l'ouvrage du Conseil d'État tout entier : mes détracteurs ignoraient l'accord, la bonne harmonie qui n'avait cessé de régner parmi les serviteurs de la couronne ; ils calomnièrent la paix. « *C'est une infamie ! une trahison !* » disaient-ils ; et mon juste ressentiment n'éclata point

contre ces misérables ; la vengeance ne fut jamais une arme pour moi : mon caractère y répugne. Les désastres qui accablèrent d'autres puissances dont la politique était l'opposé de la mienne, font assez voir la sagesse du cabinet de Madrid, qui se retira fort à propos d'une lutte où l'ennemi seul trouvait des avantages. Enfin, la patrie était sauvée ; l'administration avait dignement rempli sa tâche ; les peuples saluaient la paix par de bruyantes acclamations. Je suppliai le Roi de m'accorder ma retraite : c'était la première fois. Je ne fus point assez heureux pour obtenir le repos après lequel je soupirais ; Charles IV, au contraire, en voulant me faire du bien, acheva d'irriter l'envie contre moi : il me prodigua de nouvelles faveurs ; pouvais-je ne pas les accepter * ?

L'année suivante, mes envieux redoublèrent d'efforts et d'intrigues, les uns sans le savoir, les autres avec pleine connaissance de cause, instrumens de l'Angleterre qui cherchait à compromettre l'Espagne dans la ligue de l'Italie. Les liens de parenté avec la famille royale de Naples, les sentimens religieux, si puissans chez les Espagnols, et leur attachement au Saint-Siège, mes devoirs de bon catholique, tout fut invoqué, mis en avant. Je bravai cette coalition :

* C'est alors que Sa Majesté me fit le don (*perpétuel et irrévocable*) du *Soto de Roma*, par sa cédule royale du 27 septembre 1795. Auparavant il m'avait donné la vallée de l'*Alcudia*, achetée de ses propres deniers, et devant servir de base ou d'apanage au titre de *duc*, le premier dont Sa Majesté voulut bien me gratifier.

ferme dans mes desseins bien arrêtés, je ne voulus point conseiller au Roi de violer sans motif la foi qu'il avait jurée et de renoncer inconsidérément aux avantages qu'il retirait de la bonne harmonie avec la France.

Tout le Conseil d'État partagea mon avis; la paix fut maintenue. Elle nous fournit les moyens d'intervenir en faveur du Souverain Pontife, des princes de Parme, de Naples, tandis que les calomniateurs m'accusaient d'être le partisan de la République et l'ennemi de l'Église.

Au bout de quelques mois, le Pape se vit engagé dans une seconde querelle. On sait que, dans cette circonstance, le ministre de Sa Sainteté (le cardinal Busca), abusant de la confiance et même agissant contre les intentions de son souverain, nous fit éprouver mille dégoûts et chercha par toutes sortes de moyens à nous entraîner dans la guerre. Charles IV fut forcé de rappeler son ministre Azara. Que de cris s'élevèrent contre moi ! Au lieu de la lettre respectueuse, noble et franche, qui était sortie de mon cabinet, on en fit circuler une contrefaçon, forgée par mes ennemis, pleine de duretés et d'invectives contre la cour de Rome... Et cependant, au même instant, le ministre d'Espagne servait encore une fois de médiateur, et conjurait la tempête qui menaçait de nouveau le Vatican ! Les efforts réunis de l'Angleterre et de la cabale intérieure tendaient à exciter contre moi la susceptibilité religieuse de mes compatriotes. Oh ! comme ils s'agitèrent pour faire agir ce puissant levier ! Parce que j'avais songé à faire

entrer le *Saint-Office* dans le système de tolérance et de modération qui seul pouvait prévenir des réactions funestes dont quelques autres pays venaient d'éprouver les inconvénients; parce que je restreignis les facultés illimitées du *tribunal*, en le soumettant désormais à la haute surveillance du monarque, protecteur suprême des droits et de la liberté de son peuple, on m'appela *hérétique, athée* ! Je n'y tenais pas; incapable de reculer, d'abandonner les intérêts du pays digne plus que jamais, par sa loyauté, des égards d'un gouvernement paternel, je sollicitai encore une fois la permission de me retirer, et j'insistai fortement auprès de Sa Majesté sur la nécessité de m'en accorder l'autorisation *. Charles IV,

* Qu'on ne m'accuse point d'exagérer pour m'en faire un mérite. Les contrariétés que j'éprouvai, les calomnies par lesquelles on s'efforça de surprendre la religion du monarque, sont assez indiquées dans l'épître de Melendez sur la *Calomnie*.

Cette épître est un document historique. Voici le passage (édition de 1797):

« Le Ciel permettra-t-il toujours que la vertu soit foulée aux
 » pieds? L'erreur fera-t-elle à jamais peser son trône sur ma
 » patrie, si long-temps le triste jonet de ses faux prestiges?
 » Quoi! le zèle de ce puissant ministre qui désira si ardemment
 » rallumer le flambeau presque éteint de la raison publique,
 » son zèle déjà couronné par tant d'heureux succès, ne pourra-
 » t-il pas renverser ce trône élevé dans les ténèbres, comme le
 » soleil dont les rayons éclairent et purifient la terre? Quoi!
 » tous ceux qui, d'un pas généreux osent marcher vers la
 » lumière divine, enflammés de l'amour du bien, sont-ils desti-
 » nés à boire le calice amer de la persécution, tandis que le ca-

loin de céder à mes instances, voulut au contraire m'attacher à son auguste famille : il cherchait à faire perdre à mes ennemis toute espérance de me ruiner dans son esprit, quand ils me verraient élevé à une hauteur où leurs coups ne pourraient plus m'attein-

» lomniateur saturé de vices, ignorant, obscur, véritable super-
 » fétation sociale, digne seulement de mépris et d'oubli, levant
 » son front armé d'insolence, réclamera le prix de la vertu dont
 » il est l'assassin. »

Ensuite, après avoir nommé plusieurs illustres Espagnols qui furent calomniés et persécutés, Colomb, Gonsalve de Cordoue, parmi nos ancêtres; Ensenada, Olavidé, Cabarrus, nos contemporains; il s'adresse à son ami Jovellanos :

« Ainsi, Jovino, mon glorieux ami, honneur et lustre de la
 » toge espagnole, parfait modèle de patriotisme et de senti-
 » mens généreux, ta vertu n'est-elle pas obscurcie, méconnue ?
 » La grossière ignorance, la misérable envie, se liguent contre
 » toi; mais ton nom grandit encore dans ta modeste retraite;
 » et, ici, quoique assis au faite du pouvoir, vois *mon prince*
 » *blessé au cœur* par le dard empoisonné de la calomnie! Il
 » donne au peuple la douce paix, objet de tant de vœux et de
 » larmes, et cette paix si noblement, si heureusement obtenue,
 » la stupide ignorance lui en fait un crime! Il relève la dignité
 » nationale que l'hypocrisie italienne voulait rabaisser, et sa
 » constance lui est aussi reprochée comme un crime nouveau!
 » S'il veut faire rendre à César ses droits, dont un pouvoir
 » étranger, profitant des ténèbres d'un autre âge, s'était em-
 » paré, la calomnie l'accuse d'être un impie! L'anathème est
 » prononcé contre lui! Accusation perfide! Où en sommes-nous ?
 » juste Ciel! Pourra-t-on jamais faire un pas vers le bien, sans
 » que le venin de cette vipère ne vienne souiller l'intention la
 » plus pure? La lumière et la vertu sont-elles incompatibles ?
 » Celui qui se dévoue, se consacre, ne songe qu'à faire le bien,
 » sera-t-il éternellement calomnié ? »

dre *. Mon mariage fut l'œuvre de l'expresse et absolue volonté du Roi ainsi que le fut ma nomination à l'emploi de premier ministre. Charles IV ordonna, disposa la célébration de ce mariage de telle manière, qu'au moment même où il m'était imposé, le Conseil en recevait l'avis officiel par un décret *ad hoc*.... J'obéis dans cette occasion comme dans toutes les

* Sa Majesté avait toujours eu d'ailleurs le désir d'accorder aux enfans de son oncle l'infant D. Louis toutes les faveurs compatibles avec la position dans laquelle la politique de Charles III les avait placés ; mais Sa Majesté ne voulait pas toutefois s'écarter du système établi par son père, qui excluait toute prétention de la part de cette branche détachée à la succession du trône. D. Louis de Bourhon, fils unique de l'infant, était entré dans la carrière ecclésiastique ; les deux filles n'avaient d'autre perspective que le voile religieux ou des mariages avec des personnes d'un rang inférieur à celui de la branche régnante. Lorsque j'épousai dona Marie-Thérèse de Vallabriga (nom de famille de sa mère), Charles IV autorisa D. Louis et ses sœurs à prendre le nom et les armes de leur père, en déclarant, en faveur de tous les trois, la *grandesse* d'Espagne de première classe transmissible à leurs descendants. J'obtins aussi de Sa Majesté que les restes mortels de l'infant D. Louis, jusque-là déposés dans l'église de Saint-François d'Arenas, sans avoir reçu les honneurs funèbres dus à la dignité du prince, fussent transportés au panthéon de l'*Escorial*. La plus jeune de ses filles, ma belle-sœur, dona Louise, qui n'avait pas de fortune, reçut une pension annuelle de 50,000 francs. Voici la copie de la lettre originale que je conserve par hasard et qui me fut écrite dans le temps par le cardinal-archevêque de Tolède.

« Madrid, 4 octobre 1802. Mon très cher frère, personne au monde n'est plus heureux que nous : nous éprouvons les bons effets de ton amitié et de ta munificence. Louise, la seule qui n'eût pas de quoi vivre avec la décence convenable, se trouve

autres *. Le temps a fait justice de la perfide calomnie qui m'accusait alors d'avoir foulé aux pieds *des engagemens légitimes et antérieurs*, pour convoler à de coupables noces. Outre cette grossière imposture et d'autres du même genre, d'autant mieux accueillies qu'elles étaient plus graves, plus absurdes, que ne tentèrent pas mes ennemis pour me perdre ? Le dernier moyen fut d'inspirer à Charles IV des craintes à cause du pouvoir et des bienfaits que je tenais

» aujourd'hui dotée d'une manière suffisante; c'est toi qui as
 » obtenu la pension, c'est à toi qu'elle en est redevable, mon
 » cher frère : nous jouissons du fruit de tes travaux et de tes
 » veilles. Reçois l'expression de ma vive reconnaissance, et sois
 » bien sûr qu'elle sera éternelle, ainsi que ma tendresse pour
 » toi. Je ne cesse de prier Dieu de conserver ta vie et ta santé.
 » Ton frère de cœur.

» LOUIS. »

» *A mon frère le Prince de la Paix.* »

* Ceux qui seraient tentés d'attribuer cette alliance avec la famille royale à mon ambition personnelle, peuvent s'en rapporter à ce qu'en dit D. André Muriel, écrivain qui n'est pas suspect de partialité en ma faveur. En parlant des grâces accordées par Charles IV aux enfans de son oncle D. Louis et à l'occasion de mon mariage avec la comtesse de Chinchou (dona Marie-Thérèse de Vallabriga-Bourbon), voici comment il s'exprime : « Lors du mariage de la comtesse de Chinchou avec
 » le Prince de la Paix, proposé ou pour mieux dire ordonné
 » par Charles IV, ce monarque autorisa, par un décret royal,
 » les enfans de l'infant D. Louis, ses cousins-germains, à prendre le nom, les armoiries et la livrée de leur père, etc. » (*L'Espagne sous les Rois de la Maison de Bourbon*, chapitre IX additionnel, volume VI, page 391.)

de lui. Parler à un Roi du danger auquel il est exposé de la part d'un sujet ambitieux, c'est un moyen presque infailible de perdre celui-ci. Les mêmes hommes qui d'abord avaient supposé que j'étais l'objet d'une haine universelle, ne parlaient plus que de ma popularité, de mes nombreux amis dans toutes les classes, des fonctionnaires, dans toutes les administrations, qui m'étaient dévoués, des grands, qui me faisaient la cour, des gens de lettres dont j'étais entouré, des applaudissemens que la multitude faisait retentir en me voyant, de l'affection de l'armée, de mon ascendant sur les troupes de la Maison du Roi, de la protection déclarée que j'accordais aux sciences, aux études nouvelles, de mes vastes projets d'améliorations et de réformes qui faisaient craindre des nouveautés dangereuses pour la religion et la monarchie.

Ces insinuations pénétraient jusqu'au Roi, tantôt par des écrits anonymes, tantôt par de subtiles manœuvres*. Afin de confondre mes ennemis et leur

* Je ne raconterai qu'un seul de ces commérages dont les propagateurs ne manquaient pas d'une certaine adresse... Désirant quitter le ministère, ainsi que je l'ai déjà dit, je n'aspirais pas néanmoins à faire remarquer ou regretter mon absence en y appelant des hommes *nuls* ou de *peu de portée*, comme cela s'est pratiqué souvent ailleurs et chez nous. J'avais eu d'abord le dessein de m'associer ceux qui jouissaient d'une haute réputation dans le pays, si le Roi persistait à me retenir au ministère ; et dans le cas où il m'en laisserait sortir, je désirais léguer à des successeurs capables le soin d'exécuter ce que j'avais médité pour élever mon pays à la hauteur du siècle et le rendre indépendant de toute politique étrangère. Content d'avoir fait

fermer la bouche, il me nomma colonel-général de l'infanterie suisse : c'était assurément la preuve la plus éclatante de son entière confiance. Cependant il restait de l'incertitude dans son esprit, je le voyais bien, et je n'en sollicitai que plus vivement la permission de me retirer.

agréer à Sa Majesté la nomination de Jovellanos et de Saavedra, j'écrivis au premier, en lui parlant, d'une manière générale, des bonnes dispositions du Roi qui permettait de faire beaucoup de bien, sans la moindre violence. « Avec ces dispositions du » monarque, disais-je, on peut agir plus efficacement que la » France elle-même avec ses formes démocratiques. » — Je terminais ainsi ma lettre : « Mon ami, venez donc faire partie de » notre *Directoire monarchique*. » Jovellanos dut laisser voir cette lettre à quelque faux ami (il aimait à montrer ma correspondance avec lui; il affectait même de louer la précision avec laquelle j'exprimais ma pensée, et une certaine éloquence qu'il trouvait dans mon style). De quelque manière que l'indiscretion ait eu lieu, les malveillans surent en profiter; cette phrase : *Venez faire partie d'un Directoire*, fut portée aux oreilles du Roi, mais ainsi écourtée, au premier coup d'œil très suspecte. Charles IV me demanda si je pouvais lui dire quel était donc le motif ou le fondement de ce bavardage. Je courus à mon bureau, et rapportant à l'instant la minute ou le brouillon de ma lettre, je suppliai Sa Majesté de faire sur-le-champ demander la lettre originale à Jovellanos, qui était arrivé à Madrid; le Roi ne le voulut pas : il m'ordonna de ne plus parler de cela ni à Jovellanos, ni à personne. Charles IV fut-il entièrement satisfait de mon explication? Je ne le crois pas, et il en est convenu lui-même plus tard, long-temps après. Dès-lors, pour la première fois, il craignit que parmi les personnes admises dans mon intimité, il n'y en eût qui abusassent de ma confiance pour me compromettre; du reste, Charles IV ne douta jamais de ma loyauté.

A cette époque, l'influence secrète du cabinet de Saint-James encourageait les attaques de mes ennemis, et par une singulière coïncidence, la République française, de son côté, poussait à la roue et cherchait à m'écarter du ministère.

Les fameuses déclarations du comte d'Entraigues et de Duverne de Presles faisaient croire que notre gouvernement favorisait les projets des princes français émigrés. En Angleterre, on se plaisait à donner de l'importance à ces déclarations, afin d'aigrir le Directoire contre nous *.

* Le ministère anglais cherchait alors à Naples, à Turin, à Rome, à Blankembourg et même à Lille, les moyens d'ourdir une nouvelle intrigue et de nous brouiller encore une fois avec la France. Quant aux déclarations des émigrés, tout ce que ces hommes aussi malheureux qu'ineptes purent dire avec quelque vérité, c'est que Charles IV, après la paix de Bâle, ne cessa pas d'envoyer des secours assez considérables à ses parens, surtout au *comte de Provence*, et qu'il existait une correspondance suivie entre celui-ci et Sa Majesté. Mais, politiquement parlant, la foi des traités avec la France fut religieusement gardée. Le comte de Provence ne mit qu'une seule question en avant, savoir : « Quelle sera la conduite de l'Espagne dans le cas où » le parti royaliste viendrait à triompher de la République et » renverser le gouvernement actuel de la France ? » La réponse de Charles IV fut simple et sans détour : « L'Espagne n'est pas » l'alliée de la France pour soutenir contre la volonté générale la » forme du gouvernement qui domine aujourd'hui : l'Espagne » ne soutiendra point une minorité rénitente dans le cas d'un » bonlevirement, et dans aucune supposition, sous aucun » prétexte, l'Espagne ne consentira jamais à ce que la France » soit démembrée. Si le prince légitime est appelé par une majorité nationale, libre, spontanée, le roi d'Espagne est prêt à

A ces imputations, il faut ajouter ma résistance opiniâtre à une invasion du Portugal par les troupes françaises, ainsi qu'aux prétentions des ambassadeurs Pérignon et Truguet qui exigeaient, l'un après l'au-

» donner à ce prince l'appui de son alliance contre tous enne-
» mis intérieurs ou extérieurs. » Le duc d'Havré et de Croi était alors à Madrid; il fut constamment l'intermédiaire de ces communications qui n'étaient point hostiles à la France. Ma correspondance avec le comte de Provence à ce sujet fut longue, franche et toujours positive, sans sortir de cette ligne. J'avais beaucoup de lettres de ce prince; il me disait souvent que le cabinet de Madrid était le seul qui agit loyalement avec la France et avec lui.

M. de Pradt, cherchant partout, jusque dans le ruisseau, des ordures dont il a voulu me souiller, écrit dans ses *Mémoires* qu'en ce temps-là, j'intriguais à Paris pour acheter la couronne de France et la placer sur la tête d'un infant de la Maison d'Espagne. « Tel fut, dit-il, le but intéressé de la paix et » de l'alliance que j'avais conclues avec la République. » En m'accusant à cette occasion de sottise et de perfidie, M. de Pradt n'a pas senti qu'il faisait mon éloge. Voici en peu de mots ce qu'il y eut de réel. Il existait en France, comme chacun sait, des partisans nombreux du régime monarchique, sans compter l'émigration qui voulait le trône *quand même*, avec toutes ses anciennes prérogatives. Beaucoup de gens, qui avaient d'abord approuvé la révolution, voulaient aussi la monarchie et travaillaient à la rétablir, mais tempérée, subordonnée aux lois. Au milieu de ces opinions divergentes, la question la plus difficile à résoudre était de trouver le prince auquel il conviendrait de donner la couronne. Le grand nombre consentait bien à la restauration de la monarchie, mais la crainte des anciennes influences de cour et des hommes de Coblenz s'opposait à la restauration des personnes. Cela était si vrai, si connu, que le citoyen Barthélemy, en traitant de la paix à Bâle, avec

tre, l'*expulsion* des Français réfugiés en Espagne. Il est assez curieux de comparer l'éloge insolite que m'adressait ce dernier en présentant au Roi ses lettres de créance, avec la sortie qu'il fit contre moi, peu de jours après, dans une audience particulière et secrète, sollicitée par lui *.'

son ancien ami le ministre espagnol Yriarte, ne balançait point à lui en parler. « Il convient, disait-il, de resserrer les liens et » les rapports d'amitié entre les deux nations, non-seulement » à cause de leurs intérêts mutuels, mais encore pour l'intérêt » de la famille royale d'Espagne; elle pourrait-bien un jour » être appelée par ceux qui veulent un gouvernement monar- » chique sans les *princes déchus*, et qui redoutent les vengean- » ces et les réactions dont le retour de ces princes serait ac- » compagné. »

Certes, ici, l'autorité de M. Barthélemy est d'une autre importance que celle de M. de Pradt. Je n'aurais pas été un serviteur fidèle de mon Roi, si de pareilles insinuations n'avaient pas éveillé ma sollicitude. Pour ce qui est des tripotages de couronne, je dirai seulement à M. de Pradt que s'il s'était trouvé pour celle de France un *acheteur* aux prix et conditions qu'y mettait le directeur Barras, le mois de fructidor an X de la République aurait vu reparaître un Bourbon sur le trône de ses ancêtres, je ne sais trop lequel.... Barthélemy, en arrivant au Directoire, n'était pas loin de s'attendre à un événement de ce genre; mais ses mains étaient pures. Par malheur, autour de la table directoriale se trouvait assis Barras, c'est-à-dire la cupidité, la perfidie, à côté de la franchise et du plus vertueux désintéressement.

« Le premier paragraphe de son discours fut ainsi qu'il suit : » Sire, le Directoire exécutif de la République française, dé- » sirant maintenir et cimenter de plus en plus l'alliance entre » les deux nations, m'a choisi pour son ambassadeur auprès de » Votre Majesté. La garantie de cette alliance n'est pas seule-

L'intention de cet ambassadeur (Truguet) fut-elle d'abord de me gagner par des complimens qui flat-
taient mon amour-propre ? Reçut-il bientôt après
d'autres instructions ? Fut-il gagné lui-même par mes
ennemis, par quelque dénonciation occulte contre ma
politique ? Fut-il mécontent de ma tiédeur à poursui-
vre cette multitude d'émigrés inoffensifs qui vivaient
tranquillement en Espagne* ? Je ne saurais le dire.

« ment dans nos intérêts mutuels, mais dans nos engagements
« solennels et sacrés; elle est fondée aussi sur les vertus de
« Votre Majesté et sur les talens politiques de son premier
« ministre, etc. »

« Dans ce même discours de réception, après la tirade obli-
gée contre l'Angleterre, encore tout rayonnant du triomphe de
fructidor contre les royalistes et les émigrés, Truguet continue
en ces termes : « Je ne souillerai point cette cérémonie auguste
« en prononçant ici devant Votre Majesté le nom de ces trans-
« fuges qui traînent partout avec eux le désespoir de n'avoir
« pu consommer la ruine de leur patrie. Je ne vous parlerai
« pas non plus, Sire, des *traîtres* qui ont servi le parti anglais
« par de secrètes menées. Le Gouvernement de la République
« les a reconnus dans son propre sein; ils ont été châtiés et
« bannis. Votre Majesté fera sans doute aussi justice de tous
« ceux qui lui seront désignés, car ils sont les ennemis de sa
« couronne comme ils le sont de la République. Amitié sincère,
« déférence, loyauté envers nos alliés, valeur généreuse contre
« les ennemis sous les armes, mépris et châtiment pour les
« traîtres : tels sont les sentimens, Sire, du peuple français et
« de son gouvernement; tels sont aussi les sentimens qu'ils
« réclament de la part de leurs alliés. »

Ce discours semblait imposer au Roi une sorte d'association
ou de complicité avec le parti furibond qui venait de faire en
France la journée du 4 septembre. Ma fierté castillane en fut
révoltée. Je me bornai strictement à la loi convenue entre les

Sa conférence avec le Roi fut passablement prolixé et même inconvenante; elle roula uniquement sur les révélations de Duverne de Presles, sur les relations présumées, plus ou moins connues, avec le citoyen Barthélemy et d'autres membres de l'opposition de Clichy, et sur les fugitifs de la dernière révolution, qu'on supposait cachés en Espagne*. Il fut aussi question de mes vues politiques en nommant le comte de Cabarrus ambassadeur à Paris. Enfin Truguet se mit à parler encore de l'utilité des relations mutuelles, de la bonne amitié entre les deux nations, et de mon *éloignement* du ministère.

La réponse de Charles IV fut courte. Sa Majesté dit que la loyauté de son ministre lui était bien connue; que son éloignement, déjà sollicité par lui-même depuis deux ans, ne serait pas convenable dans la circonstance actuelle. « On pourrait penser en Europe, ajouta le Roi, que le Directoire exécutif,

nations amies; je ne fis sortir du territoire que les individus contre lesquels il existait des preuves ou de fortes présomptions qu'ils abusaient des droits de l'hospitalité. Ceux qui s'éloignèrent (ils ne furent pas nombreux) en avaient eux-mêmes senti la convenance et la nécessité. Il ne fut commis aucune violence; plusieurs obtinrent des secours dont ils avaient besoin.

* Il y en eut en effet quelques-uns (j'ai oublié leurs noms) qui cherchèrent un asile en Espagne. Quel gouvernement civilisé, maître chez lui, eût refusé l'hospitalité ou le libre passage à des hommes victimes d'une proscription politique? Truguet prétendait qu'il en restait encore plusieurs dans nos provinces; il en demandait l'*extradition*. Il n'y en avait plus.... Et quand il y en aurait eu, certainement, je ne les aurais pas livrés.

» moins bienveillant qu'on ne le croit pour l'Espagne,
» aurait voulu, à propos des événemens du 4 *fructi-*
» *dor*, faire le procès du ministre auquel Sa Majesté
» Catholique accordait toute sa confiance. »

Cet orage n'eut pas de suite. Charles IV me raconta ce qui s'était passé ; il m'ordonna de rester à mon poste en traitant Truguet comme auparavant, sans montrer la moindre rancune, avec dignité, mais avec précaution.

Cependant mes ennemis, instruits des moindres particularités, redoublaient d'efforts et d'intrigues. Les commérages du palais, les insinuations perfides, ne cessaient pas ; on cherchait à me blesser de toute manière. Les uns venaient me rapporter les bruits qui circulaient : c'étaient précisément ceux qui travaillaient le plus à me nuire et qui voulaient me faire parler ; personne ne m'attaquait à visage découvert. Les coups étaient portés dans l'ombre ; on ne voyait jamais la main d'où ils étaient partis.

Charles IV, espérant toujours me retenir au ministère, était le premier à me cacher les mauvais propos, les sottises imputations qu'il méprisait lui-même. Il y eut néanmoins un moment où il conçut des appréhensions réelles. On s'y était bien pris : tout en louant beaucoup ma conduite, on lui fit craindre que les ennemis du trône (on les supposait nombreux et habiles à cacher leurs manœuvres) n'égarassent mon zèle, en me poussant à des mesures extrêmes dont les malveillans profiteraient pour troubler l'État. En effet, voyant la situation de l'Europe, je n'avais pas voulu diminuer l'état militaire ; les congés de *droit*

étaient seuls accordés, et l'*effectif* subsistait toujours à peu près intact à cause des *remplacements* successifs. Presque tous les régimens nouveaux, même ceux de *volontaires*, créés à l'époque de la guerre passée, restaient sur pied, et depuis la conclusion de la paix, d'autres régimens avaient encore augmenté la force de l'armée*. Outre les deux corps d'observation que, dès 1798, j'avais établis, l'un à Algéciras et camp de Saint-Roch, le second sur la frontière du Portugal, depuis la Gnadiana jusqu'au Tage, les ports et le double littoral étaient à l'abri de toute insulte de la part de l'Angleterre; il restait encore quelques troupes sans destination fixe. Je conçus l'idée de réunir celles-ci et d'en former un *camp d'instruction* toujours prêt à se porter sur tel point qui serait menacé. Ces rassemblemens militaires maintiennent la discipline, le moral, le bon esprit de la troupe. On fit croire à Charles IV qu'il y avait du danger. Des *académies ambulantes** de sous-officiers me paraissaient utiles, et je voulais en établir pour cette classe subalterne qui contribue si puissamment au sort des batailles. Ca-

* Voici la liste des corps nouveaux qui avaient été conservés : 1^o infanterie légère de Tarragone; 2^o *id.* de Gironne; 3^o infanterie de Jaen; 4^o infanterie légère de Barcelone; 5^o premier et second régimens des *ordres militaires*; 6^o Volontaires de Castille; 7^o volontaires de Balbastro; 8^o volontaires de Valence; 9^o grenadiers volontaires de l'État; 10^o chasseurs volontaires de la Couronne; 11^o infanterie suisse de Yann; 12^o hussards espagnols; 13^o carabiniers de Marie-Louise; 14^o artillerie à cheval.

** Théories, écoles d'instruction,

vallero fit observer au Roi qu'il y avait déjà des académies à Madrid, Barcelone, Cadix, Zamora, pour les officiers et les cadets; qu'il n'était nullement opportun d'en créer d'autres, et il représenta mon projet d'école d'instruction comme une innovation dangereuse. Je ne sus rien de cela.

Voici donc un jour où, le Conseil des ministres agitant les questions d'économie dont les embarras du Trésor public demandaient la solution, Saavedra proposa de licencier une partie de l'armée, « si toutefois, » dit-il, cette diminution de la force active ne compromet pas la défense du pays, qui doit passer avant tout. » Je m'y opposai à l'instant; je parlai du danger qui nous menaçait: « Les Anglais peuvent occuper le Portugal sans qu'il y ait moyen de l'empêcher; la France renouvellera ses prétentions de fermer elle-même le Portugal à l'Angleterre. Si nous ne sommes pas en état de nous charger de l'entreprise, la France exigera que le passage lui soit ouvert; d'un autre côté, si la paix générale ne se fait pas (j'avais dit ceci déjà plusieurs fois), et cette paix me paraît fort douteuse, nous sommes nécessairement placés dans cette alternative, et peut-être aurons-nous à la fois les Anglais et les Français sur les bras. Qui peut aujourd'hui compter sur une paix solide? Dans tous les cas, coûte que coûte, ayons une armée complète, aguerrie, bien disposée à tout événement, soit contre la France, soit contre l'Angleterre, s'il y a lieu. Tel est le motif pour lequel je propose au Roi une mesure malheureusement inutile parmi nous, mais utile, je dis même nécessaire

» par le temps qui court. Exerçons nos troupes sans
» relâche ; qu'elles soient accoutumées à la fatigue ;
» formons des *camps d'instruction* avec celles qui sont
» disponibles.... » J'allais continuer, le Roi m'inter-
» rompit : *Non, dit Sa Majesté, les camps d'instruction*
» *ne conviennent d'aucune manière.* »

Je gardai le silence ; les autres ministres se turent
comme moi ; le Conseil se sépara sans prendre aucune
résolution ; ensuite, le même jour, je renouvelai mes
instances auprès du Roi, en le priant de me donner
la permission de me retirer. « Tu as été choqué, me
» dit Sa Majesté, de ma réplique dans le Conseil ; tu
» es jeune ; ton ardeur te fait aller trop loin. — Par
» cette raison même, sire, lui répondis-je, que Votre
» Majesté me fasse remplacer par un vieillard qui
» sera plus prudent. — Non pas, reprit alors Char-
» les IV ; mais tâche de suivre les conseils des vieil-
» lards. — Ma retraite, sire, ma retraite, sire ! (et
» j'insistai fortement sur ces mots, *ma retraite.*) J'ai
» de nombreux ennemis ; tout ce que je puis faire
» sera mal interprété. Aujourd'hui le public est d'ac-
» cord sur mon compte : j'ai bien servi Votre Majesté ;
» demain il peut arriver un malheur ; on ne manquera
» pas de me l'attribuer. Votre Majesté sait bien que
» j'ai des ennemis. — Tu y penseras mieux, me dit
» le Roi ; pour aujourd'hui, je ne t'accorde pas ce que
» tu demandes. On croirait que ce qui s'est passé au
» Conseil a occasionné ta disgrâce. »

Les jours suivans, je revins à la charge ; je sup-
pliai Sa Majesté de m'*exonérer* non-seulement du mi-
nistère, mais encore de l'emploi de *major des gardes*

du corps. Le Roi me demanda plusieurs fois quelles personnes je croyais convenable de nommer à ma place. Je lui parlai de l'amiral Mazarredo, d'Offarril, de D. Bernard Yriarte, de D. Antoine Porcé, de D. Juan Perez Villamil, de D. Eugène de Llaguno, et je ne sais plus de quels autres, capables, selon moi, de bien marcher avec Jovellanos et Saavedra. J'osai même indiquer au Roi la nécessité de créer un ministère de l'Intérieur (*fomento publico* *); mais le Roi n'en fit rien, et ne voulut nommer aucune des personnes que je lui avais citées. Le fantôme d'une révolution l'effrayait. C'était *Cavallero*, dont je vais bientôt parler, qui secrètement s'était emparé de l'esprit de Charles IV.

Bientôt j'appris indirectement qu'il avait écrit de sa propre main le décret par lequel il m'accordait ma retraite. Plusieurs jours se passèrent encore sans que Sa Majesté voulût me le communiquer, malgré mes instances réitérées. « Mais, lui dis-je enfin, pourquoi » me faire plus long-temps désirer le repos dont j'ai » besoin ! » Alors Charles IV tira le décret de sa poche; une grosse larme roulait dans ses yeux; il me tendit une main d'amitié. Je saisis le papier, et sans prononcer une seule parole, il se retira dans l'appartement voisin.

Ce décret est ainsi conçu :

« Cédant à vos demandes réitérées, soit verbale-

* Cette idée m'appartenait entièrement; mes ennemis même la trouvèrent bonne, et vers les dernières années de Ferdinand VII, ils avaient essayé de la réaliser.

» ment, soit par écrit, d'être *exonéré* des emplois de
 » *premier secrétaire d'État* et de *major de mes gardes*,
 » je vous *exonère* desdits emplois. Je nomme par in-
 » *terim* D. Francisco Saavedra pour le premier et le
 » marquis de Ruchena pour le second, auxquels vous
 » remettrez ce qui appartient à chacun de ces em-
 » plois. Je vous conserve à vous les honneurs, appoin-
 » temens, émolumens et entrées à la Cour dont vous
 » jouissez aujourd'hui, et je vous assure que je suis
 » extrêmement satisfait des témoignages d'affection,
 » de zèle et d'habileté que vous m'avez donnés dans
 » l'exercice de votre ministère ; je vous en serai re-
 » connaissant toute ma vie, et dans toutes les cir-
 » constances je vous en donnerai des preuves pour
 » récompenser vos services signalés *.

» Aranjuez, le 28 mars 1798.

» CARLOS. »

« Au Prince de la Paix *. »

Aussitôt après, je me rendis au secrétariat des
 dépêches. J'embrassai mon successeur, et fis la remise
 des papiers du ministère ; je reçus des témoignages
 bien réels, bien vrais, de l'intérêt de tous ceux qui
 assistaient à cette séparation. Un cortège inusité en
 pareille circonstance m'accompagna jusque chez
 moi ; il n'était pas aussi nombreux lorsque je fus

* La date était en blanc ; il fallut la mettre d'une autre écriture. Ce décret fut inséré textuellement, dans la *Gazette* et le *Mercure* de cette époque.

élevé au ministère. On avait été moins empressé de saluer ma fortune naissante qu'on ne le fut de se montrer touché de ma disgrâce.

Beaucoup de personnes regrettaient mon absence ; nul ne pouvait me reprocher de lui avoir fait tort dans son honneur ou dans ses intérêts. Mes ennemis même n'avait point à se plaindre ; les châteaux-forts et les prisons ne retenaient aucune victime ; il n'y avait pas un seul prisonnier d'État. Les cachots de l'inquisition étaient vides ; la paix régnait partout dans l'intérieur ; j'avais essuyé beaucoup de larmes ; nul n'avait été contraint de s'expatrier : en un mot, point de proscrits d'aucune espèce. A la vérité, il restait encore du règne antérieur beaucoup de vieillards vénérables qui gémissaient hors de leur patrie ; ils ne s'attendaient plus à la revoir. Les bouleversements de Rome et de l'Italie entière avaient rendu plus cuisantes les douleurs de l'exil. L'un des derniers décrets que je signai, la veille de ma sortie du ministère, sans consulter personne, rappela les jésuites espagnols, qui eurent le bonheur de revoir leurs familles et de vivre en paix autour du foyer domestique *.

* Décret du 11 mars 1798, communiqué directement au Conseil de Castille.

CHAPITRE XLV.

INFLUENCE DÉPLORABLE DE DEUX HOMMES QUI ONT CAUSÉ
TOUS LES MALHEURS DE L'ESPAGNE.

Durant ma longue carrière, j'eus des ennemis plus ou moins déclarés contre moi. Quelles que soient les offenses personnelles dont j'avais à me plaindre, il y a long-temps que j'ai tout pardonné. Jeune, armé du pouvoir, j'oubliais sans effort une injure qu'il m'était facile de réprimer. Tel fut mon caractère : les malheurs ne l'ont point aigri; l'expérience des hommes et des choses n'a fait que me rendre plus indulgent ; mais je ne dois point l'être pour ceux qui ont méchamment compromis l'honneur et les intérêts de la patrie.

En tous pays, sous quelque régime que ce soit (je n'en excepte aucun), le ministre qui est à la tête des affaires doit souffrir que ces actes soient critiqués. Si la critique est fondée, il en profite ; l'État sera mieux gouverné : si elle est personnelle, systématique, c'est un frein salutaire qui retient et avertit de marcher droit. Cette manière de voir fut la mienne ; j'ai poussé la tolérance très loin : mes plus ardens détracteurs en conviennent.

Ainsi donc, le lecteur ne verra stigmatiser dans

ces *Mémoires*, que les noms de ceux qui ont fait un mal direct, réel, au pays, et qui, en causant sa ruine et la mienne, ont voulu me charger de leurs propres iniquités.

Paix à quiconque, de bonne ou mauvaise foi, ne craignoit pas de me faire la guerre, n'importe la manière ou l'époque ! J'en ai déjà loué plusieurs ; j'en louerai beaucoup d'autres qui, peu bienveillans pour moi, furent d'ailleurs de bons et utiles citoyens. Mais les méchans qui ont déshonoré l'Espagne, les véritables auteurs de tous les maux dont elle a été accablée, ceux qui, sous le masque de la loyauté, me ravirent les moyens de défendre la patrie et poussèrent l'oubli de toute pudeur jusqu'à m'accuser de lui avoir attiré les désastres dont ils furent la cause ; à ceux-là, je leur arracherai le masque et je les livrerai à la justice de l'histoire. Il n'y a ni grandeur d'âme ni charité à laisser impunis ces mauvais Espagnols.

En ce moment, je n'en citerai que *deux*, le chanoine Escoïquiz et le ministre Cavallero. Depuis l'année 1797 jusqu'à la catastrophe de 1808, ces deux hommes exercèrent une influence fatale ; le premier surtout fut l'artisan, le promoteur de tous les fléaux tombés sur l'Espagne en 1807, fléaux qui aujourd'hui même encore tourmentent cette nation héroïque. Le tableau que je vais tracer servira moins à montrer la pureté de ma conduite publique et privée qu'à faire connaître enfin les événemens et les hommes de cette époque. Il est important de bien juger les uns et les autres.

Une forêt devient la proie d'un incendie : c'est l'étincelle négligée, inaperçue, qui a mis le feu. Le virus de la lèpre s'est glissé dans la masse du sang ; il y fermente : le malade ne soupçonne pas encore l'existence du poison qui le mine en secret ; bientôt le désordre éclate au dehors ; l'ulcère enflammé brave toute la puissance de l'art. Les plus grands malheurs ont tenu bien souvent à un oubli, à une distraction, à de légères circonstances dont personne n'a tenu compte. Ce qu'on appelle *fatalité* n'est pas autre chose. Infirmité de la condition humaine ! La longue chaîne des malheurs de l'Espagne se rattache à l'existence, à la vanité folle d'un prêtre astucieux et obscur. Oh ! que ne restait-il ignoré dans le chœur de sa cathédrale, pieusement occupé de vêpres et de matines ! Pourquoi cet homme d'église vint-il troubler la Cour et la famille royale par ses diaboliques intrigues ?

Je remonte à la source ; je ne dirai rien qu'Escoïquiz n'ait dit de lui-même : sans cet aveu réfléchi, bien arrangé, si explicite, et sorti de sa bouche, on pourrait craindre de le calomnier ; mais c'est bien lui qui, sans s'en apercevoir, et croyant se faire beaucoup d'honneur, a raconté sa propre turpitude. Offensé cruellement par Escoïquiz dont je fus la victime, je n'aurais jamais compris tant de perfidie, s'il ne s'était pas trahi par ses indiscrètes révélations.

Le prince des Asturies (Ferdinand VII depuis) venait d'atteindre l'âge où il devait connaître la littérature et les sciences exactes. Son auguste père me chargea de trouver un maître capable d'achever

l'éducation de Ferdinand ; Charles IV voulait aussi que ce fût un ecclésiastique. Parmi les nombreux aspirans qui ne tardèrent pas à se présenter, je distinguai D. Juan Escoïquiz : son extérieur, ses manières, me convinrent en sa faveur. Il était l'un de mes visiteurs les plus assidus ; je le croyais très éclairé, partisan du progrès des lumières ; il s'empressa de m'offrir l'hommage d'un petit *traité sur les devoirs de l'homme* ; il désirait que ce livre fût accueilli dans les *écoles primaires*. Bientôt après, il me fit voir des *traductions* de deux livres français consacrés à l'*instruction* et aux *exercices de la jeunesse* ; il s'occupait en même temps de traduire les *Élégies* d'Young. Je pris des informations ; les témoignages les plus respectables s'accordaient à lui supposer du talent, de l'esprit, du goût, une science profonde, des sentimens délicats, une prudence consommée ; rien ne manquait au chanoine Escoïquiz *. A quoi

* Les autres gouverneurs et maîtres donués au prince des Asturies, depuis que j'étais ministre, furent l'évêque D. François Cabrera, le lieutenant-général D. Joseph Alvarez de Faria, et le duc de San-Carlos ¹. Ceux qui m'ont accusé d'avoir choisi des hommes *nuls* m'ont sottement calomnié : si je commis une erreur en désignant Escoïquiz, mon intention était de donner à Son Altesse Royale un excellent instituteur.

Quant à la science et aux talens poétiques du chanoine Escoïquiz, il y avait beaucoup d'exagération ; ses écrits en prose et ses œuvres poétiques le prouvent. Escoïquiz ne possédait d'autre talent que celui de l'intrigue et une forte dose d'hypocrisie.

¹ Le même qui est mort à Paris, ambassadeur de Sa Majesté Catholique Ferdinand VII, il y a peu d'années. E.

il faut ajouter que cet homme d'un si rare mérite était l'objet d'une persécution ! « Sa supériorité lui » avait suscité des envieux, surtout parmi les gens » de sa robe. » Cette persécution, d'après les rapports des personnes de bonne foi qui recommandaient son savoir et ses qualités morales, fut pour moi, je ne crains pas de le dire, un motif de plus qui excita mon intérêt. Escoïquiz possédait l'art de fasciner les yeux les plus exercés. Cette procédure alors dirigée contre lui avait une source peu honorable (on l'a su plus tard) : il en tira parti, et s'en fit un mérite *. Cet homme n'était pas facile à pénétrer : on ne le devinait pas au premier coup - d'œil, ni même après une longue observation. Son extérieur semblait annoncer la candeur d'un philosophe chrétien : doux et grave, son regard avait l'expression d'une âme paisible, vertueuse, sa conversation annonçait un homme instruit, sans prétention ; il y avait un air de sincérité dans ses paroles, dans ses promesses ; il paraissait comprendre ses devoirs et ne songer qu'à les bien remplir **. Tout le monde y

* Ce prêtre, qui fut si ardent à m'impater des faiblesses humaines, vivait alors et vécut jusqu'à la fin dans l'intimité la plus étroite avec une femme qui, sous le titre supposé de sa parente, gouvernait son ménage. Ce fut le motif de la procédure intentée contre lui avec toute la réserve et les égards dus à son caractère. La *gouvernante* et les *deux enfans* qu'avait produits le saint concubinage ont habité Madrid, Saragosse, Tolède, où chacun a pu les voir et les connaître. La famille ainsi multipliée a parcouru la France ; elle a résidé tour à tour à Paris, à Bourges, etc.

** Par tout ce qui m'en a été dit, j'ai appris que cette belle

fut trompé. Le prêtre Escoïquiz, que je fis d'abord nommer *sumiller de rideau* *, reçut enfin la mission, l'importante mission de cultiver l'esprit, de former le cœur de l'héritier présomptif de la couronne. « Que je serai heureux, disait-il en ma présence, si, » en cultivant l'esprit de Son Altesse Royale, je par- » viens à faire de mon royal élève le plus humain de » tous les princes ! » Ah ! trop heureuse l'Espagne, si le projet philanthropique d'Escoïquiz se fût réalisé ! Mais le précepteur égoïste ne cherchait à *humaniser* son élève que pour son propre compte, à lui, Escoïquiz ! Et que n'entre-t-il pas dans l'esprit, l'imagination solitaire et rêveuse d'un prêtre ambitieux ! A peine installé dans ses fonctions littéraires, le vaniteux pédagogue se crut au moins l'égal des Ximenez et des Richelieu ; il voyait s'ouvrir devant lui un immense avenir de pouvoir et de gloire, une destinée aussi grande que l'opinion qu'il avait de lui-même. Pour arriver à son but, de simple précepteur d'*humanités* il s'érigea sans scrupule en directeur politique de son disciple ; il s'appropriâ la grave mission de lui apprendre l'art de régner. S'emparer du

apparence faisait place à une triste réalité dans sa société privée. Avec ses égaux et ses inférieurs, il affectait une intolérable supériorité ; il exigeait que toutes les opinions s'humiliassent devant la sienne. Quand il parlait à ceux qui avaient intérêt à le ménager, il s'élevait à une hauteur dont il ne descendait plus : il parlait toujours ; les ignorans l'admiraient.

* *Sumiller de cortina* ; emploi de l'intérieur du palais qui est réservé aux ecclésiastiques. C'est une espèce de gentilhomme ordinaire de la chambre, en soutane. E.

cœur d'un prince encore enfant, le former à son moule, lui inspirer de la méfiance pour tout ce qui l'entourait, exciter ses mauvaises passions, les flatter, créer des difficultés pour se rendre nécessaire, préparer son empire sur le fils et se donner de l'importance auprès de ses augustes parens : tel fut le thème d'Escoïquiz. Il employa dès-lors tous les moyens propres à m'éconduire, espérant recueillir mon héritage quand l'occasion serait mûre, et conservant néanmoins avec moi tous les dehors d'une amitié sincère jusqu'au moment de ma retraite de la Cour. Il ne s'y attendait pas si tôt; devant à ma protection sa fortune toute récente, il avait encore besoin de moi pour la consolider un peu mieux. Je n'ai jamais vu de flatteur aussi caressant, aussi hardi à me louer en face, soit au palais, soit dans la société. Que n'ai-je sous la main cette *grande ode* de vingt strophes, intitulée la *Genetliaca* *, qu'il me présen-

* Je l'appelle *grande*, uniquement parce qu'elle était fort *longue*; quant au fond, le talent poétique de l'auteur est connu. A défaut de cette pièce, j'insère ici l'annonce *originale* rédigée par Escoïquiz lui-même, et insérée dans la *Gazette*, des trois *ouvrages* qu'il m'avait présentés : « Il manque à nos écoles pu-
 » bliques de première classe des livres élémentaires adaptés à
 » l'intelligence des enfans et faits pour eux, de telle manière
 » qu'en y apprenant à lire, ils acquièrent des connaissances
 » utiles et des maximes solides et salutaires. Les inconvéniens
 » de l'usage d'autres livres remplis de niaiseries et même de
 » principes pernicioeux pour la jeunesse, ont éveillé l'attention
 » du Gouvernement *qui*, bien persuadé *que* la bonne ou la
 » mauvaise éducation des enfans est la source de la prospérité
 » ou de la décadence de l'État, entre plusieurs autres moyens

tait, avec un air de satisfaction extraordinaire, le 1^{er} janvier 1798 ! Il m'élevait au-dessus de tous les héros de l'antiquité ; il me logeait dans l'Olympe parmi les dieux..... Quel fut son désappointement,

« déjà mis en usage pour améliorer l'éducation, a cru de-
 « voir charger différentes personnes de *satisfaction de traduire*
 « ou de composer quelques ouvrages analogues à ce sujet. On
 « a déjà vu les fruits de cette bonne mesure dans les écrits pu-
 « bliés avec tant de succès par D. Thomas Yriarte et d'autres qui
 « ont mérité la même confiance. Les extraordinaires occupations
 « de S. Exc. le duc de l'*Alcudia*, *protecteur né, comme premier*
 « *secrétaire d'État, de l'éducation publique*, ne l'ont pas empê-
 « ché de fonder une pensée aussi importante, comme le prouve
 « l'ouvrage intitulé : *Traité des devoirs de l'Homme*, que, pour
 « concourir à une si honorable tâche, *présente à la nation le su-*
 « *miller (de cortina, de rideau) de S. M., D. Juan Escoïquiz*. On
 « les vend à l'imprimerie royale, ainsi que deux autres traduc-
 « tions, par le même, intitulées, *l'Ami des enfans*, écrit par
 « l'abbé Sabatier, et les *Éléments de l'Histoire naturelle*, écrits
 « aussi en français, par l'abbé Cotte, qui s'impriment en ce mo-
 « ment et seront publiés sans retard ¹. »

Cet article de gazette, rédigé par Escoïquiz lui-même, le 21 avril 1795, fait voir : 1^o son dessein de me prodiguer des louanges officieuses ; 2^o l'importance qu'il se donnait à lui-même à cause des ouvrages que je l'avais chargé d'écrire ; 4^o que n'étant pas encore précepteur du prince des Asturies, il avait grande envie de l'être.

Dans son livre *Idées simple ou Aperçu des motifs*, etc., publié en 1814, il affirme que cet emploi lui fut donné sans avoir été sollicité par lui.

¹ J'ai traduit littéralement le texte espagnol. C'est le style d'Escoïquiz et de beaucoup d'autres parmi ses compatriotes. Les Espagnols possèdent une belle langue. C'est un magnifique *piano* qui a des sons très harmonieux. Des mains vulgaires n'en tirent que du bruit. E.

lorsque trois mois après il me vit sortir du ministère ! Il crut que le Roi m'avait complètement retiré la confiance dont il m'honorait. Escoïquiz me devait son emploi, il était ma créature ; il tremblait d'être enveloppé dans ma disgrâce et de perdre la position qui lui offrait tant de moyens de parvenir. Le *préservatif* ordinaire dans un péril de cette nature (quoique l'honneur et la probité ne permettent pas trop d'en faire usage), tout le monde le connaît ; presque tout le monde s'en sert à la Cour, et cela sans distinction de pays, quel que soit le gouvernement : renier le ministre tombé, désapprouver ses actes, aggraver ses torts, en inventer même pour achever de l'accabler, et crier contre lui plus fort que ses ennemis déclarés ; c'est ainsi qu'on surnage, qu'on se conserve, c'est ainsi que l'on voit chaque jour les courtisans se tirer *d'affaire*. Le malheureux Escoïquiz, dans cette circonstance dont sa peur grossissait le danger, ne rougit pas de se dégrader par une lâcheté infâme ; il la raconte lui-même dans son livre, lorsqu'en 1814, voulant se justifier *, il se vante d'avoir *fait contre moi les représentations les plus énergiques* au Roi et à la Reine, verbalement et par écrit **.

* *Idee simple ou Aperçu des motifs du voyage du roi Ferdinand VII en avril 1808.*

** Il est entièrement faux qu'en 1797, Escoïquiz eût parlé ou écrit contre moi d'une manière ostensible. Tout ce qu'il fit à cette époque, il le fit en cachette, avec de grandes précautions et par des voies indirectes. Après ma sortie du ministère, Charles IV m'apprit qu'Escoïquiz avait écrit et mis sous les yeux de

Escoïquiz était ambitieux et méchant; mais il n'avait pas beaucoup de pénétration; il manquait de tact : tous ses efforts n'aboutirent qu'à le rendre suspect; il éveilla d'augustes méfiances. Il n'en crut pas moins s'être élevé à une grande hauteur, parce que Charles IV accepta la dédicace de son poème intitulé : *Conquête du Mexique*. Cette faveur, dont le Roi n'était pas avare, je n'avais pas voulu la lui accorder moi-même une année auparavant *. Fier de la condescendance du monarque, il se monta la tête; aspirant à s'élever, il se glissa d'abord dans l'intérieur; il parvint à suggérer au jeune prince le désir

Sa Majesté une espèce de *factum* intitulé *Mémoire sur l'intérêt de l'État dans le choix de bons ministres*.

Ce *mémoire*, divisé en deux parties, offrait le contraste de deux portraits mis en regard l'un de l'autre. Le premier, celui d'un mauvais ministre, me désignait clairement et sous les couleurs les plus odieuses, sans me nommer toutefois; le second, parfait modèle d'un grand homme d'État, représentait Escoïquiz lui-même. Il ne manquait plus que son nom écrit au bas. Escoïquiz avait aussi entremêlé des vers, à sa manière : lourd et fade adulateur du pouvoir suprême, il déblatérât contre ceux qui le servent mal, ou plutôt contre moi. Le public ne fut pas mis dans la confiance de ces plates et perfides insinuations auxquelles se réduit le *dévouement patriotique* dont Escoïquiz se fait honneur dans son livre. Il ne craint pas de dire que ses *héroïques sacrifices* datent de cette époque. Fanfaronnade après coup ! Tout ce qu'il *fit* et *dit* alors n'avait d'autre motif que la peur de perdre sa place. Il la tenait de moi, il s'était présenté sous mon égide; il tâchait de se dérober à une disgrâce dans laquelle il craignait d'être compris.

* En 1796 et 1797, Escoïquiz me présenta quelques chants de son poème, et me pria de lui faire l'honneur de laisser mettre

au moins prématuré d'être admis au conseil du Cabinet pour s'instruire et se préparer à régner *. Ce désir fut exposé au Roi par le précepteur comme une heureuse inspiration de son élève, fruit précoce d'une vertu qui promettait beaucoup pour l'avenir.

Charles IV devina les projets d'Escoïquiz... Après avoir pris encore deux ou trois fois sur le fait ce prêtre inquiet et dangereux, Sa Majesté l'éloigna convenablement et le nomma chanoine dignitaire de l'église de Tolède.

Cette séparation avait été décidée dans le Conseil des ministres. L'âge du prince ne permettait pas de traiter devant lui les affaires secrètes de l'État, sur-

mon nom à la tête de l'ouvrage, si je le trouvais pardonnable. Ce sont les expressions littérales dont il se servit. Quelques jours après, je lui répondis qu'un homme de son mérite et de son caractère public ne devait pas se borner à faire des choses *pardonnables*; en même temps je lui citai ces vers d'Horace :

« Nonumque prematur in annum
 » Membranis intus positis; delere licebit
 » Quod non edideris : nescit vox missa reverti. »

Ce conseil d'une amitié sincère irrita probablement son amour-propre et fut peut-être le motif de cette haine capitale dont il était animé contre moi. Le temps aurait pu l'éclairer sur le mérite de son poëme. Cette triste composition ne fut pas même critiquée. Personne n'a pris la peine d'en parler; si ce n'est un philologue français, M. de Chalmieu de Vernueil, dont Escoïquiz avait été le maître de langue, et qui, disciple reconnaissant, a cité quelques vers de la *Conquête du Mexique*.

* Ferdinand, né le 14 octobre 1784, n'avait alors que treize ou quatorze ans.

E.

tout dans les graves circonstances de l'Europe. Charles IV d'ailleurs n'avait pas oublié une leçon assez dure qu'il avait reçue d'une prétention de même nature. Il était alors lui aussi *prince des Asturies* et pouvait alléguer de meilleurs droits que Ferdinand pour obtenir la faveur qu'il réclamait; il n'était plus un enfant. Malgré cela, Charles III reçut la proposition avec humeur; le fils ayant essayé de répliquer, le jaloux vieillard lui défendit de reparaitre devant lui. Cette leçon était toujours présente à l'esprit de Charles IV.

Je ne prétends pas décider la question; cette réserve était-elle bien ou mal entendue? Les rois, en général, pensent qu'elle est nécessaire pour modérer l'ambition naissante de l'héritier *présomptif*. Pour moi, j'aimerais mieux que le prince étudiât l'art de régner loin de la Cour, dans l'histoire d'abord, ensuite dans les provinces, dans les pays étrangers, voyageant sans aucun appareil, apprenant ainsi à gouverner un jour l'État dont il n'est encore que le premier sujet.

Au reste, quant à cela, chacun aura son opinion; mais j'ai à cœur de réfuter ici une indécente calomnie répandue par mes ennemis. On a dit que le prince des Asturies n'obtint pas son admission au Conseil *parce que je m'y opposai; que je gâtai volontairement son éducation; que j'affectais de le mépriser; enfin, que par mon influence, il devint un objet d'aversion pour ses parens.....* Je puis jurer devant Dieu que ces parens, si profondément religieux, si bons, ne négligèrent aucun moyen de rendre heureux cet enfant qu'ils

idolâtraient; qu'ils lui prodiguèrent toutes sortes de caresses; que, de mon côté, par attachement à mes augustes maîtres, par intérêt pour ce jeune prince que j'ai tant de fois pris dans mes bras, ensuite par mon propre intérêt (ici du moins je dois être cru), pour la sécurité de mon avenir, enfin pour le bien de l'État, je m'appliquai studieusement à prévenir toute espèce de mésintelligence dans le palais. Des malveillans obscurs cherchaient à y faire naître la discorde et m'accusaient d'en être l'auteur..... On dira peut-être qu'il y eut, de ma part, de la témérité, de l'orgueil, une folle confiance, à rester dans une position si équivoque, si dangereuse. Je réponds que ce fut un sacrifice continu, un pur dévouement, une obéissance passive. Je dirai, jour par jour, ce qui s'est passé; on verra que la chaîne de la fatalité me tint amarré au pied de ce trône si convoité par d'autres. Que le lecteur impartial consente à me suivre jusqu'à la fin, et qu'il ne prononce qu'avec connaissance des faits : c'est tout ce que je lui demande.

Le Roi punissait toujours avec indulgence; il était généreux, même envers ceux qui fatiguaient sa bonté.

J'étais absent de la Cour; on ne me voyait que très rarement au palais. Je puis bien assurer que je fus l'un des derniers à apprendre la déconvenue d'Escoïquiz; mais lui, il n'hésita point à l'attribuer à ma secrète influence. Son orgueilleuse chimère s'évanouissait en fumée; il se mit à haïr de tout son pouvoir Charles IV et Marie-Louise; il médita leur perte; il aigrit l'esprit de Ferdinand. C'est lui qui apprit au fils à compter les jours de son père. Le

jeune prince fut blessé au cœur; Escoïquiz mit une affreuse espérance dans l'irritation de la plaie qu'il envenima pendant huit années avec un art satanique; le scélérat vit plus tard son espérance réalisée. La couronne d'Espagne tomba flétrie; l'étranger vint la ramasser dans la boue..... N'anticipons pas sur les événemens.

Escoïquiz, renvoyé de la Cour, alla se cacher dans la retraite qui lui était assignée. Il vivait obscurément à Tolède, mais toujours en communication suivie avec son élève, soit par écrit, soit par des intermédiaires affidés qu'il avait indiqués comme des amis sûrs : « A tout événement, disait-il, soit » que Charles IV vint à mourir, soit que je ren- » trasse au ministère, soit dans le cas d'une tenta- » tive qu'on affectait de craindre, ces fidèles amis » seraient prêts à se dévouer pour sauver Son Al- » tesse Royale. »

Ainsi les intrigues d'un prêtre tenaient le palais dans une sombre agitation. Ange de paix, messager du Ciel, quand il remplit les devoirs de son ministère, l'homme d'église n'est souvent qu'un démon incarné sous le manteau de la religion. L'*infâme Escoïquiz* empoisonna la plus belle part de l'existence du jeune prince, cet heureux printemps de la vie que traverse un bon fils au milieu de joies innocentes, libre d'ambition et des soucis de l'avenir ; l'idée de monter sur un trône ne s'offre point à lui ; les jeux, l'étude, les caresses de ses parens, occupent toute sa pensée... Ferdinand ne goûta point ce bonheur. Au lieu des affections si vives, si pures,

de son âge, il ne connut que la méfiance et la peur. Le maître s'empara de toutes les facultés morales de son élève, comme l'insecte immonde, blotti sur le bourgeon naissant du rosier, l'entoure d'un indissoluble réseau et l'empêche de croître et de fleurir. Ferdinand fut condamné de bonne heure à n'aimer personne; il ne fit plus que dissimuler et trembler. Enfant, adolescent, homme fait, sa vie fut une crainte non interrompue; il ne croyait point à la vertu, pas plus à la vertu d'Escoïquiz qu'à celle de tout autre, et le perfide instituteur reçut à la fin le prix des leçons qu'il avait données; il mourut méprisé, répudié, banni par son élève.... Et pouvait-il en espérer un autre salaire, celui qui, sous l'apparence d'un vénérable apôtre inspiré du Ciel, enseignait au fils à douter du cœur de sa mère, lui fit croire qu'il en était abhorré, que son père, le meilleur des hommes, partageait cette haine absurde et dénaturée!

Et quel pouvait être aussi le caractère du prince? Dès sa première jeunesse, à l'âge des impressions qui ne s'effacent plus, on lui avait dit que les auteurs de ses jours le détestaient, lui préféraient un étranger, cherchaient à lui tendre des embûches perfides, ne songeaient qu'à le priver de son avenir, de la couronne*! Quelle infâme pensée! quel infernal moyen

* Il est public et notoire que, depuis cette époque, c'est-à-dire neuf ou dix années avant les scènes de l'Escurial et d'Aranjuez, on s'était aperçu d'une certaine froideur de la part du Prince vis-à-vis de son père et de sa mère, non sans doute qu'il

de semer la discorde entre l'héritier présomptif et le roi vieillard, infirme, auquel il ne restait plus d'autre consolation que d'être aimé dans sa famille et de

eût conçu dès-lors une haine profonde contre les auteurs de ses jours, mais bien plutôt parce qu'on lui avait déjà fait croire qu'il était lui-même abhorré ou dédaigné par eux.

Tous ceux qui fréquentaient le palais savent combien Charles IV et Marie-Louise l'aimaient dans son enfance, quoiqu'ils s'aperçussent déjà de la réserve précoce et peu naturelle de cet enfant si cher. Les ennemis de ses augustes parens et les plus zélés serviteurs du prince des Asturies n'ont pas nié ce fait; seulement le fatal Escoïquiz, toujours fidèle au système de calomnie qui fut la base et le levier de ses intrigues, n'a pas craint de soutenir le contraire dans sa prétendue conversation avec Napoléon. Il se vante d'avoir dit à celui-ci :

« Et quant à la nation espagnole, qui adore
 « son jeune monarque, qui attend son retour avec tant d'impa-
 « tience, elle espère que Votre Majesté sera son soutien et lui
 « tiendra lieu d'un père et d'une mère dans lesquels il n'a jamais
 « trouvé qu'une haine injuste et dénaturée, etc. » (Appendix à
 l'*Idee simple* ou *Aperçu des motifs*, etc., n° 23, pièces justifi-
 catives.)

Ne croyez pas qu'Escoïquiz parlât ainsi de loin et à l'insu de son royal disciple? Dans ce même *appendix*, il raconte avec satisfaction qu'un certain jour, à Bayonne, en présence du roi Ferdinand et de son frère D. Carlos, il adressa, lui, Escoïquiz, un long discours à Napoléon; que, rappelant d'abord les raisons déjà présentées d'une manière plus explicite, « il cherchait à
 « émouvoir Napoléon par des considérations de gloire et de
 « sensibilité que devaient lui inspirer ces malheureux princes
 « dignes de sa compassion, véritables orphelins, puisque leur
 « père et leur mère, qu'ils avaient toujours aimés et vénérés,
 « étaient leurs plus implacables ennemis. » (Appendix, page 175.)
 Si Escoïquiz a dit tout cela publiquement devant des étran-

voir la paix dans ses États! Quelle atroce rancune de ce prêtre qui, pendant dix années consécutives, couve sa criminelle intrigue, hélas! trop mollement punie, ou plutôt traitée avec trop d'indulgence par le généreux Charles IV!

En voilà bien assez pour l'*archidiacre* Escoïquiz. Charles IV avait conféré à cet ingrat une dignité ho-

gers, des ennemis, que n'aurait-il pas dit et suggéré, quand il communiquait librement ou en secret avec son élève? Il y a plus; ces belles choses s'imprimaient ensuite à Madrid en 1814. Le nouveau roi les lisait sans en être scandalisé, dans un pays où il ne fut jamais permis à la presse de se mêler des affaires d'État, bien moins encore de la conduite des personnes royales. Ce libelle (*Idée simple* ou *Aperçu*, etc.) qui, sous ce titre modeste, parut avec *licence* et *approbation*, sans que le Roi ni le Gouvernement y missent obstacle, ne fut pas le produit d'un enthousiasme subit ou d'une indiscretion irréfléchie; on l'a réimprimé plusieurs fois! Le père et la mère de Ferdinand vivaient encore! La cruelle brochure parvenait à son adresse avec beaucoup d'autres du même genre; on les envoyait à Rome à ces augustes exilés, qui étaient réduits à *emprunter pour vivre*, dans leur déplorable solitude, sur une terre étrangère!

D. Juan Escoïquiz jouissait alors d'une grande faveur auprès de son disciple couronné; celui-ci déclarait dans ce même livre que son excellent précepteur l'avait toujours incliné à l'amour, à la confiance..... Oui, mais envers qui?..... Envers l'infant D. Carlos, l'infant D. Antonio..... Ferdinand disait aussi que son précepteur n'avait cessé de lui inspirer le plus tendre attachement pour ses frères et les princes du sang. (Page 13.....) Il ne manquait à Escoïquiz qu'une seule chose, c'était d'avoir le sens commun; on ne saurait être plus méchant, et en même temps plus indiscrètement maladroit.

norable et richement dotée, au lieu de lui infliger un châtiment exemplaire *.

D. Joseph-Antonio Cavallero était l'un de ces étudiants si nombreux en Espagne qui prenaient tous leurs grades universitaires sans avoir eu l'occasion ou la pensée d'ouvrir un livre d'histoire, ou de littérature, ou de philosophie, ne connaissant la législation que par les vieux commentaires du droit romain, dont l'esprit ne s'était exercé que dans les vaines argumentations de l'école ou les astucieuses pratiques de la chicane. Corpulent, court, mal équarri, sa tournure était ignoble; sa figure pâle, sans expression **; il était privé d'un œil, et l'autre

* Jusqu'en février 1799, le comte de Clinchou, cousin-germain du Roi, fut simplement chanoine dignitaire de cette même église de Tolède (archidiacre de Talavera). Escoïquiz, nommé d'emblée archidiacre d'Alcaraz, était donc sur la voie des honneurs et de la fortune. Quel succès ne pouvait-il pas se promettre dans la carrière ecclésiastique ou dans toute autre, s'il n'eût voulu suivre que le droit chemin? Au reste, à lui permis d'avoir de l'ambition comme un autre; mais je suis révolté du moyen odieux dont il s'est servi pour arriver à son but. Il conçut le dessein de renverser le Roi, son bienfaiteur, pour élever prématurément le jeune prince qu'il espérait diriger à son gré..... Il jeta le royaume dans un abîme.

** Cavallero buvait beaucoup de vin, même hors de ses repas; je l'ai trouvé souvent à moitié ivre, quelque temps après son dîner. Sa femme, née Rocha, d'une bonne famille d'Estrémadoure, beaucoup plus jeune que lui (c'était la seconde), attachée au service de la reine, *camarista*, tâchait de retenir son vilain mari autant qu'elle le pouvait dans son intérieur, afin qu'on ne le vît pas en cet état, surtout quand il devait aller au château; car les ministres espagnols ont leur maison à eux : ils

regardait de travers. L'intérieur de l'édifice était digne de la façade. Il fut admis dans la magistrature par la recommandation de son oncle, ancien officier ayant servi dans les guerres d'Italie, affectant de conserver les allures et le costume des militaires de cette époque dont Charles III aimait tant le souvenir. Sa majesté crut que le vieux sergent de bataille pouvait faire un ministre de la Guerre : l'illusion ne dura pas long-temps.

Pour le malheur de l'Espagne, le neveu, celui dont je vais parler, *fiscal lettré* (*fiscal togado*) au Conseil de la Guerre *, trouvant ses fonctions trop inoffensives, chercha le pouvoir d'un autre côté. Homme de mauvaise intention, véritable instrument

vont travailler dans les bureaux qui sont au palais où réside le Roi....

Le vice de l'ivrognerie est à peu près inconnu en Espagne parmi les geus d'une classe honnête, et très rare même dans le peuple. Mais Cavallero, quoique d'une naissance assez distinguée, n'avait aucun usage du monde; ses mœurs, ses manières, étaient obscures, communes. Il est pourtant resté ministre depuis 1799 jusqu'en 1808, toujours chargé du portefeuille de la *Justice*, quelquefois en même temps de ceux de la *Marine* et de la *Guerre* par *intérim*. Sans la révolution de 1808, Cavallero n'eût pas cessé d'être l'homme particulier de Charles IV et de Marie-Louise. Ici le prince de la Paix ne veut pas tout dire; j'en parlerai plus loin.

E.

* *Fiscal*, avocat ou procureur du Roi; *Conseil de la Guerre*, Tribunal administratif ou contentieux. C'est l'un des cinq grands Conseils du royaume d'Espagne, qui sont le Conseil de Castille ou Conseil royal, et ceux des *Finances*, des *Ordres de Chevalerie*, des *Indes*, et de la *Guerre*. Ce dernier embrasse dans sa juridiction tout ce qui concerne, non pas l'administra-

de dommage , ennemi de tout bien , Cavallero n'éprouva de sa vie un sentiment d'honneur ou de générosité. La *porte dérobée* par laquelle il s'introduisit n'est jamais fermée dans les palais : elle est ouverte à l'espionnage , à la délation ; peste de cour dont tout le monde se plaint et dont chacun favorise la circulation , les souverains eux-mêmes , le plus souvent. Pour moi j'avais muré la porte ; rien n'avait pénétré par là pendant quelques années ; Cavallero parvint à s'y faire un passage peu de temps avant ma sortie du ministère. Rigide surveillant du bon ordre , ennemi des factions , grand exagérateur des périls qui menaçaient le Gouvernement , des innovations qui peuvent le compromettre , des serviteurs infidèles qui le trahissent , des esprits inquiets , des projets inopportuns ; voyant partout des pièges tendus : avec ce zèle apparent et par cette tactique , on atteint son but ; il est aisé de circonvenir , d'emprisonner l'action morale de ceux que l'élévation et l'isolement du pouvoir empêchent de bien distinguer les objets. A cette époque , les doctrines françaises tenaient , comme on sait , les rois dans une alarme habituelle : Cavallero sut l'exploiter. Peut-être il ne domina pas entièrement l'esprit de Charles IV ; mais il parvint à lui inspirer des doutes , à le rendre méfiant. Ce bon roi , sans se livrer en aveugle à ses conseils , l'écouta dans plus d'une occasion , prit une idée favo-

tion , la discipline ou les opérations militaires , mais les droits civils des gens tenant à l'armée , dont le privilège fort estimé consiste à n'avoir point d'autres juges (*Fuero militar*). E.

nable de sa moralité, le regarda comme un homme nécessaire et l'admit auprès de sa personne : c'était un gardien vigilant qui l'avertissait de la moindre irrégularité dans le jeu de la machine gouvernementale.

A peine investi de cette confiance, Cavallero se fit un mérite de contrarier toute espèce de mouvement, tout projet d'amélioration, de tout comprimer. Telle fut sa tâche : elle convenait à ses goûts, à son caractère. Mon pouvoir a fait plus de bruit, jeté un plus grand éclat, surtout à la seconde époque, lorsque le Roi me mit à la tête de ses forces de terre et de mer ; mais ce pouvoir ne fut jamais aussi réel que de 1792 à 1798 ; il s'en fallait de beaucoup. Alors mes autres collègues, tous les conseillers d'État, tendaient franchement au même but que moi ; cette union parfaite, rien ne l'altérait : nous étions forts, sans doute, au lieu que, dans les dernières années, je fus constamment repoussé chaque fois que je voulus opérer le bien. Cavallero, sans m'attaquer ouvertement, au contraire, tout en ayant l'air de s'incliner devant moi, toujours prêt à me baiser la main, ne cessa de faire sourdement la guerre à mes projets de réforme et d'amélioration : en somme, il me battit plus d'une fois, je ne pus jamais le battre complètement. Ce qu'il y a de plus triste, c'est que le bien qu'il empêcha, le mal que je n'ai pu l'empêcher de faire, mes ennemis l'ont rejeté sur moi, en affectant de dire et de croire que j'étais le maître absolu.

Il existe cependant une lettre du ministre Cavallero, écrite, je crois, de Bordeaux, à D. Antonio

Llorente, et recueillie par celui-ci dans ses Mémoires. Cette lettre, d'ailleurs pleine de mensonges, de contradictions et d'injures, dit textuellement : « qu'il » soutint une lutte continuelle, et qu'il y mit toute » l'adresse et toute la ruse compatibles avec la pro- » bité... sans parler, ajoute-t-il, de tout le mal qu'il » évita par là, de tout le bien qu'il fit et de celui » qu'il ne put faire ; *contrariété, opposition*, assure-t-il en finissant, *que Leurs Majestés connaissaient fort bien.* »

Et qui pourrait citer un seul acte de générosité, d'utilité publique, émané de Cavallero ? Il n'en rapporte lui-même aucun : je vais parler pour lui.

Son premier exploit fut d'évincer Jovellanos du ministère où je l'avais appelé, le 24 août 1798, c'est-à-dire cinq mois non écoulés après ma sortie : Jovellanos fut renvoyé, banni..... Qui le remplaça ? Cavallero !

Ai-je eu la moindre part à cette disgrâce qui fut le prélude de tant d'autres, de la chute de tant de personnes qui me devaient leur emploi, leur existence ? Non, certes ; Cavallero prend soin de le dire lui-même dans sa lettre déjà citée. Il assure « que » lorsque Jovellanos fut remplacé, *je n'avais aucun » pouvoir, aucune influence.* »

Un autre exploit fut de briser le fidèle ami de Jovellanos, celui que j'avais fait nommer procureur-général de la salle des Alcades (*fiscal de la sala de Alcaldes de casa y corte*). Cette ruse, cette adresse que Cavallero se vante d'avoir employées, consistèrent cette fois à donner à Melendez diverses commissions

pour l'éloigner de la Cour; l'une de ces commissions n'était qu'un piège atroce dans lequel il devait succomber. La vertu stoïque de Melendez le sauva * ; mais Cavallero, déjà sûr de l'avoir compromis, lui donna d'avance un *substitut* qui bientôt le remplaça (D. Francisco Lopez Lisperguer). Melendez fut mis à la retraite avec demi-solde (*jubilado*), et tout cela sans motifs ni prétextes plausibles, par un indigne abus d'autorité....

Je ne rappellerai point ici le nom de toutes les personnes dont j'avais fait récompenser le patriotisme et les lumières dans les diverses carrières administratives, les collèges, au *séminaire des nobles* surtout, et dans les emplois subalternes. Cavallero poussa très loin son système d'*élimination* ; il ne respecta pas les sommités les plus remarquables. Avant de me retirer, je désirais voir au ministère de la Guerre D. Gonsalo Offarril **, alors inspecteur-général de l'infanterie. Cavallero, pour l'empêcher d'arriver à un poste dont il était digne, le fit nommer brusquement et sans nécessité ministre extraordinaire en Prusse. *L'inspection* fut donnée provisoirement à un autre. D. Juan de Langara, ministre de la Marine, reçut sa démission ; Cavallero fit réunir ce portefeuille à celui de la Guerre. Mon oncle, D. Juan-Manuel Alvarez de Faria, ancien officier-général, qui avait bien servi, ministre de ce dernier département, éprouva tant de dégoûts, que je lui

* Voir la table biographique.

** D. Gonsalo Offarril, mort à Paris en...

conseillai moi-même de se retirer, en septembre 1799 *.

D. Miguel Aranza, vice-roi de la Nouvelle-Espagne (Mexique), remplissait honorablement ces hautes fonctions; Cavallero le força d'y renoncer.

Le ministre Saavedra, bien qu'il ne passât pas pour être mon partisan, fut abreuvé de chagrins de toute espèce.

D. Mariano Luiz de Urquijo, qui exerça les fonctions de celui-ci par *intérim* pendant quelques mois, devait sa faveur à des influences supérieures, contre lesquelles Cavallero ne pouvait rien. Mais bientôt après, en se joignant à d'autres, il parvint à écraser Urquijo.

Il serait trop long d'énumérer tous les exploits qui signalèrent mon absence et le pouvoir de Cavallero, devenu le véritable faiseur de la Cour. Sa malveillance ne se borna point à me contrarier, à poursuivre mes amis. Ne pouvant concevoir qu'au-delà du cercle très borné de ses routinières études, il y eût des *connaissances*, des talens dont il convenait de tirer bon parti, Cavallero fut l'ennemi déclaré des lumières. Presque tous les travaux que j'avais fait préparer, mettre en ordre pour le perfectionnement de l'instruction publique, travaux lumineux auxquels il ne manquait plus que la formalité obligée de

* Charles IV lui donna un témoignage solennel de considération pour ses longs et honorables services. Mon oncle reçut la Toison d'Or et une place effective au Conseil d'État, avec solde, émolumens, etc., de son grade (*casa de aposento*), livres de tout droit d'annate, etc. (Décret du 4 septembre 1799.)

l'approbation du Conseil de Castille, ce mauvais homme les fit disparaître : s'il en conserva quelques-uns, ce ne fut que pour en poursuivre les auteurs, comme on le vit ensuite. Plusieurs personnes de mérite furent victimes de leur supériorité qui faisait ombrage *.

Plus méchant que dévot, le clergé n'était pour lui qu'un instrument dont il se servit pour nuire aux sciences et aux lettres. Il éconduisait tous ceux qui, sous son ministère, avaient obtenu les premières dignités de l'Église; autant qu'il fut en son pouvoir, il n'employa que des ignorans, des *nullités* décrépites, et plutôt à Dieu qu'il se fût borné là! mais il démusela l'Inquisition que j'avais eu tant de peine à faire rentrer dans ses justes limites. Pour utiliser le pouvoir de cette arme terrible, sans que le Roi parût avoir abdiqué sa *prérogative* en faveur du *Saint-Office*, Cavallero fit une espèce d'amalgame de la puissance civile avec la puissance ecclésiastique : Charles IV crut trop aisément que l'autel et le trône ainsi rapprochés se défendraient mieux contre les ennemis de l'Église et de l'État, qui étaient nombreux, lui disait-on. Si le règne de ce Vandale eût duré encore quelque temps, l'Église elle-même, les tribunaux et tous les corps enseignans, auraient subi l'*épuration*. L'Espagne, façonnée par lui, eût reculé d'un siècle.

Il a été bien funeste au pays : je pus quelquefois l'empêcher de faire tout le mal qu'il voulait, lorsque

* J'en parlerai ailleurs avec plus de développement.

je me retrouvai près du Roi; mais il y eut bien des choses irrémédiables.

Éscoïquiz dans l'ombre, Cavallero plus à découvert, travaillèrent l'un et l'autre à former, à grossir ce parti dangereux qui, après avoir renversé le trône de Charles IV, riva les fers de l'Espagne, et la tyrannisa pendant plusieurs années.

CHAPITRE XLVI.

DIRECTION POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL PENDANT
SA RETRAITE. — NOUVELLES TENTATIVES DE L'ANGLETERRE
ET D'AUTRES PUISSANCES POUR NOUS ENTRAÎNER DANS LA
SECONDE COALITION. — PROBABILITÉS DU SUCCÈS. — MES
SUCCESSEURS, AU LIEU DE MODIFIER LE SYSTÈME, LE
CONSERVENT ET VONT BEAUCOUP PLUS LOIN.

Si la conduite du Cabinet espagnol, après la paix de Bâle et notre alliance avec la République, avait besoin d'être plus amplement justifiée, je citerais l'exactitude religieuse avec laquelle mes successeurs suivirent le système que j'avais cru devoir adopter. En effet, la paix et l'alliance furent maintenues contre les suggestions et les efforts du cabinet de Saint-James et de plusieurs autres ligues de nouveau contre la France, en 1798 et 1799.

Avais-je commis une faute? Tout le Conseil s'était-il fourvoyé avec moi en souscrivant à ces deux traités? Rien n'était plus facile que de s'amender. Une coalition renaissante menaçait le gouvernement directorial. Voyez la situation de l'Europe.

Naples, le Piémont, l'Autriche, une partie de l'Em-

pire, l'Angleterre, la Russie, et même la Turquie, formaient cette puissante ligue.

Le *général* qui, en peu de mois, avait conquis l'Italie, était en Égypte *.

Le Directoire exécutif ne régnait que par la force des baïonnettes ; il y avait beaucoup de mécontents.

Le roi des Deux-Siciles donne le signal..... Rome est envahie par Ferdinand IV à la tête de soixante mille hommes. Le *général* autrichien Mack, renommé par ses talens militaires, a promis la victoire.

Dans le Piémont, Charles-Emmanuel se préparait à de nouveaux combats **.

Quarante mille Russes, soixante mille Autrichiens, inondent l'Italie. Le vainqueur d'Ismailoff, le fameux et barbare Souwaroff, commande cette multitude de soldats et n'a devant lui que vingt mille Français éparpillés, manquant de tout.

Les peuples d'Italie se lèvent en masse contre les républicains.

Trente mille Russes de la grande réserve de la Gallicie arrivent, Korsakoff à leur tête. Les émigrés de Condé vont se joindre à lui ; Hotze, avec trente mille Autrichiens, protège le mouvement de Korsakoff.

* Bonaparte.

** Une proclamation du gouvernement sicilien contenait ces menaçantes paroles :

« Les Napolitains marchent à la victoire sous les ordres du
» *général* Mack : le tocsin va sonner du haut du Capitole ; mort
» à l'ennemi de tous ! Nous annonçons à l'Europe que voici
» l'heure du réveil. Infortunés Piémontais, secouez vos chaînes
» et frappez-en vos oppresseurs. »

koff ; l'archiduc Charles amène une force de plus de cent mille hommes ; une autre masse considérable s'apprête à renforcer , au besoin , Souwaroff ou l'archiduc.

Une armée anglo-russe envahit la Hollande et menace la Belgique : trente mille Moscovites ; quinze mille Anglais.

Les Napolitains sont appuyés par une foule d'auxiliaires, Siciliens, Russes, Allemands, Toscans, Portugais, Polonais, Turcs. L'étendard de la croix, les aigles du nord, les *quinas* portugaises, la *demi-lune* ottomane, la bannière de la Sainte-Vierge, tout flotte pêle-mêle. Nelson, vainqueur d'Aboukir, occupe la baie de Naples ; il trempe ses mains dans le sang.

La Calabre et la Pouille se lèvent aussi. Le célèbre cardinal Ruffo, vicaire du royaume des Deux-Siciles, et le terrible Frà-Diavolo, triomphent. Les républicains de Parthénôpe sont écharpés.

Gênes est dans la fermentation. Les Anglais bloquent le port ; Klénau bloque la ville du côté de la terre.

L'amiral Keith tient renfermées dans la rade de Brest l'escadre française et la nôtre.

Il n'y a qu'un an, les Français étaient maîtres de l'Italie entière ; Souwaroff les en a chassés en moins de temps que Bonaparte n'en avait mis à la prendre.

Les défaites de Pasturana et de Novi livrent à Souwaroff les frontières de la France, dont les bataillons affaiblis, refoulés, ont peine à défendre les rochers des Apennins et des Alpes.

Au cri victorieux des Russes, la Suisse est vive-

ment émue ; encore un triomphe de Souwaroff, la barrière helvétique ne protégera plus la France.....

Dans cette crise, l'Espagne est attaquée à la fois par des menaces, par des promesses. L'Angleterre lui offre des subsides, le Portugal ses troupes avec des auxiliaires russes pour franchir les Pyrénées. Si elle s'obstine à rester amie de la France, le débarquement d'une armée anglaise, moscovite et portugaise, la forcera d'entrer dans la coalition.

L'Espagne est sourde à toutes les propositions, brave toutes les menaces, et l'autocrate Paul I^{er} lui déclare la guerre; elle reste inébranlable, fidèle aux traités de paix et d'alliance avec la République française.

Qui était alors ministre en Espagne ? Saavedra ; Saavedra, celui-là même qui, dix ans plus tard, membre de la *junte centrale* en 1808, signa le *manifeste* où je fus accusé d'avoir été la cause, le premier moteur de tous les maux de l'Espagne, en signant la paix de Bâle et le traité d'alliance avec les Français !.

Qui empêchait donc Saavedra et ses collègues et le Conseil d'État de rompre cette alliance, de faire la guerre à la République, prête à succomber sous le nombre de ses ennemis ? En sortant du ministère, j'avais laissé quatre-vingt-dix ou cent mille hommes disposés à entrer en campagne, sans compter les milices ; et l'Angleterre offrait de l'argent !

Qui empêcha, dis-je, Saavedra de changer de système à l'égard de la France ?... *Les mêmes raisons qui m'avaient fait agir, lorsque j'étais à la tête du cabinet.* Assurément ce ne fut pas mon influence per-

sonnelle ; nul n'osera le dire. J'étais retiré des affaires ; mes ennemis se pavanaient à la Cour ; ils dirigeaient le Gouvernement ; la France elle-même avait contribué par ses instances à m'écarter du ministère ; le Directoire s'était prononcé contre moi. On ne songea point à demander mon avis, et si l'on fût venu, j'aurais certainement approuvé l'opinion de ceux qui ne voulaient pas rompre le *traité d'alliance avec la République*..... On reconnut bientôt que c'était le parti le plus sage.

Au premier revers, le héros moscovite abandonna la partie en maudissant les Autrichiens, la coalition, et cette guerre où sa gloire perdit tout l'éclat dont elle avait brillé.

Souwaroff fut forcé de quitter l'Allemagne et l'Italie. Bonaparte revint de l'Égypte ; l'incendie se ralluma : combats gigantesques, nouveaux triomphes pour la République. Le continent demande la paix à genoux ; la reine de Naples, qui avait lancé le premier brandon de la discorde, va chercher en Russie un appui, un *médiateur* auprès du nouveau chef de la France *. Paul I^{er}, en qui tant de princes avaient mis leurs espérances, mécontent de l'Autriche et des Anglais, devient l'ami de Napoléon ! Tout le

* En juin 1796, la médiation du cabinet de Madrid avait conjuré la tempête qui grondait sur la Maison régnante de Naples : un armistice obtenu avec peine fut signé par le général Bonaparte et le prince Belmonte Pignatelli. Il s'ensuivit une paix honorable entre les deux Gouvernemens et qui ne coûta point de sacrifices, grâce à l'intervention de notre Cabinet. La reine Caroline envoyait alors son portrait enrichi de diamans

fruit de cette nouvelle coalition, la France le recueillit. Elle s'agrandit et s'en trouva mieux qu'après la lutte antérieure ; celle-ci n'avait pas été aussi longue.

J'ai loué la prévision des ministres qui nous épargnèrent une guerre inutile et les malheurs dont l'Europe ne cessa d'être accablée jusqu'à la paix de Lunéville ; mais je ne conçois pas la faute que mes successeurs commirent bientôt après. Loin de profiter de l'exemple que j'avais donné, ils caressèrent la France ; ils la flattèrent aux dépens d'autres cabinets amis de l'Espagne. Ce n'était point à nous qu'il convenait d'exercer à leur égard une *censure*

au vainqueur de l'Italie ; au bas on lisait ces mots : « *A l'amitié, à la reconnaissance.* »

En 1801, moins sûre d'obtenir le même résultat par les bons offices de l'Espagne, la reine Caroline sut que le premier consul cherchait à se concilier l'amitié du czar ; elle s'embarque à Palerme dans la saison la plus rigoureuse, et va droit à Saint-Petersbourg. Ce long pèlerinage ne fut pas sans utilité ; Paul fit partir pour la France son grand-écuyer chargé de la négociation. C'est Napoléon qui lui-même, ou par ses émissaires confidentiels, avait indiqué cette voie détournée à la reine Caroline. Le grand écuyer russe fut singulièrement bien traité tant à Paris qu'à Naples. L'armistice de Foligno, et ensuite la paix de Florence le 28 mars 1801, justifèrent ce pèlerinage diplomatique. Le second traité ne fut pas toutefois aussi avantageux que l'antérieur du 10 octobre 1796. Le roi de Naples dut renoncer à l'île d'Elbe, aux présides de la Toscane et à la principauté de Piombino, en s'obligeant de plus à fermer tous ses ports à l'Angleterre, et à recevoir, sous divers prétextes, des garnisons françaises sur plusieurs points de ses États.

d'office. Le gouvernement d'un *seul* diffère essentiellement du gouvernement de *plusieurs*, en ce qu'il doit être plus circonspect, et garder plus de mesure dans ses paroles, dans ses œuvres. Cette réserve d'un cabinet monarchique devait modérer la vivacité de la République française. Quand nous renonçâmes à la coalition, nous avions de justes motifs; nous restions libres; mais ceux qui demeuraient engagés dans la lutte n'étant pas offensifs à notre égard, nous ne devions pas nous montrer hostiles envers eux. Ils étaient nos anciens amis et alliés; ils avaient droit à notre intérêt, à notre bienveillance, du moins tant qu'ils ne nous donnaient aucun sujet de nous plaindre de leurs procédés. On avait sous les yeux le traité que j'avais souscrit avec la France. Quel soin n'avais-je pas mis à ce que notre amitié avec la République ne fût pas une rupture avec les puissances qui continuaient la guerre!

Lorsque je quittai le ministère, on ne suivit pas cette ligne, on s'en écarta beaucoup. La dignité politique et monarchique de l'Espagne a été souvent et bien gratuitement compromise pendant ces trois années de 1798 à 1801. Je ne rapporterai qu'un exemple. Paul I^{er} nous déclara la guerre, parce que nous étions les amis de la France; il publia un manifeste digne assurément de ce D. Quichotte couronné, par le ton inconvenant et sanfaron qu'il prit à l'égard de Sa Majesté Catholique. Voici le préambule littéral de la réponse de Charles IV :

« La fidélité scrupuleuse avec laquelle je me suis
» efforcé et je m'efforcerai de maintenir l'alliance

» que j'ai contractée avec la République française ;
 » les liens d'amitié et de bonne intelligence qui unis-
 » sent les deux pays, et sont cimentés par l'analogie
 » évidente de leurs intérêts mutuels, ont *excité la*
 » *jalousie de quelques puissances*, particulièrement de-
 » puis qu'il a été formé une nouvelle *coalition*, dont
 » le but réel, sous l'apparence chimérique de rétablir
 » l'ordre, est de le troubler en traitant despotiquement
 » les nations qui ne se prêtent point à leurs vues
 » ambitieuses. Parmi ces puissances, a voulu se faire
 » remarquer la Russie, dont l'empereur, non con-
 » tent de s'arroger des titres qui ne lui *appartien-*
 » *nent d'aucune manière*, et de manifester *en cela ses*
 » *vues personnelles*, probablement parce qu'il n'a point
 » trouvé la condescendance qu'il attendait de ma
 » part, vient de lancer un décret de guerre, dont la
 » seule publication suffit pour en faire connaître l'in-
 » justice radicale, etc. »

Ce préambule, où la langue est aussi maltraitée
 que la politique, met en cause indistinctement toutes
 les puissances engagées dans la guerre. Il ne suffit
 point au Gouvernement espagnol de se montrer l'ami
 de la République; il attaque les autres gouverne-
 mens, y compris ceux qui entretenaient encore avec
 nous des relations amicales. Était-ce là une politi-
 que sage et digne? Le Directoire français ne se se-
 rait pas expliqué d'une manière plus blessante.

Tous ceux qui lurent ces longues phrases déni-
 gratives n'y vinrent que le désir de faire bassement
 la cour à la République. Et après.... on est venu
 dire de moi que *j'avais humilié l'Espagne!* que *je*

l'avais soumise à la dictature de la France ! Grand Dieu ! lorsque je me retirai des affaires pour chercher le repos dans la vie privée, je laissai du moins l'honneur national intact, l'Espagne aimée et respectée par le Continent tout entier.

Et mes ennemis, il faut le redire sans cesse, ont osé rejeter sur moi les erreurs, les fautes, les bévues des trois années pendant lesquelles, complètement étranger à l'administration intérieure et extérieure, j'étais en butte aux attaques mêmes de la France et de l'Angleterre, parce que je n'avais permis ni à l'une ni à l'autre de nous imposer ses prétentions dominantes ! On a déjà vu dans quelles justes limites j'étais parvenu à retenir la première de ces puissances, tant que je fus ministre. Voici d'autres faits qui pourront servir aussi de points de comparaison.

Après la paix de Bâle, l'arrivée du premier ambassadeur de Sa Majesté Catholique à Paris fut célébrée avec enthousiasme dans cette capitale. Il n'eût pas été surprenant que le discours de réception du marquis del Campo fût un peu louangeur dans cette circonstance ; il s'agissait de consacrer de nouveau l'ancienne amitié entre les deux nations. Cependant cette harangue, rédigée d'avance dans mon cabinet, se réduisit à trois ou quatre phrases pleines de mesure.....

« L'heureux rétablissement de la paix entre le Roi
« mon maître et la République française est un événement de la plus haute importance pour les deux
« nations. Sa Majesté, animée d'un vif désir de con-
« server cette paix pour le bonheur de son peuple,

» aura le plus grand soin d'éviter tout ce qui pour-
 » rait la troubler. En me nommant son ambassadeur
 » auprès de la République, le Roi m'a ordonné de
 » me rendre le plus tôt possible à ma nouvelle des-
 » tination : c'est un témoignage de sa bonne foi et
 » de son empressement. Honoré de la confiance de
 » mon souverain, j'obéis à ses ordres avec un zèle
 » respectueux : heureux si, en remplissant les au-
 » gustes intentions de Sa Majesté, j'obtiens la bien-
 » veillance du Gouvernement auquel j'ai l'honneur
 » de m'adresser. »

Le discours ne contenait ni plus ni moins ; tout le monde peut le voir dans les papiers publics de Paris et de Madrid. La présentation eut lieu le 31 du mois de mars 1796.

Voyons à présent celui du nouvel ambassadeur * qui succéda au marquis del Campo, le 29 juin 1798 (Saavedra était alors ministre).

« Citoyens Directeurs, en me présentant à vous
 » pour la première fois comme ambassadeur du Roi
 » Catholique, je ne répèterai point ce que vous sa-
 » vez très bien, ce qui est notoire. Il serait inutile de
 » rappeler que le Roi mon maître est votre premier
 » allié, l'ami le plus loyal et même le plus utile de la
 » République française ; car si les alliances et la
 » bonne foi sont fondées sur les intérêts respectifs,
 » jamais deux nations ne furent aussi intimement
 » unies que la France et l'Espagne. Nulle dispute de
 » territoire entre nous ; nous avons les mêmes amis,

* D. Joseph-Nicolas de Azara. Il en sera parlé plus tard.

» les mêmes ennemis; la ruine du commerce espagnol
 » entraînerait tôt ou tard la ruine du commerce fran-
 » çais. Le caractère moral du souverain que j'ai
 » l'honneur de représenter garantit l'exactitude avec
 » laquelle il remplira ses engagements : sa probité
 » sera le gage d'une amitié franche et loyale, sans
 » méfiance. La nation qu'il gouverne est connue par
 » sa délicatesse sur le point d'honneur. Elle est votre
 » amie, sans aucune rivalité depuis un siècle, et les
 » changemens survenus dans votre gouvernement, au
 » lieu d'affaiblir cette union, ne peuvent servir qu'à la
 » consolider chaque jour davantage, parce que nos in-
 » térêts communs et notre existence en dépendent **. J'ai
 » été le témoin oculaire des exploits des Français en

* On ne croirait pas qu'un pareil discours fût sorti de la bouche du représentant d'un monarque, le plus proche parent de la branche française détronée, massacrée, si ce discours étrange n'était consigné dans les journaux de Paris, si notre *Gazette officielle* ne l'avait pas répété aussi; l'Europe monarchique en fut indignée. Ces phrases ont été prononcées volontairement, spontanément; la peur même ne pourrait les excuser. L'Espagne fut condamnée à les lire dans ses journaux officiels, où il semblait même qu'on était fier d'avoir tenu cet avilissant langage. Combien de braves Espagnols accoururent chez moi pour me confier la douleur qui les oppressait, et me rappeler le temps où je dirigeais le Cabinet! Cependant le ministre Saavedra, occupant plus tard une place éminente dans la *Junta eentrale*, osa m'appeler *infâme* pour avoir souscrit un traité d'alliance avec la République française contre l'Angleterre. Cette alliance, dit le manifeste dont j'ai déjà parlé, et

* Manifeste de la Junta.

» Italie ; aujourd'hui je viens admirer de plus près la
» sagesse qui les a dirigés. Heureux d'avoir été choisi
» pour cette mission, je serai l'instrument d'un rap-
» prochement plus intime ; et si quelquefois ma con-
» duite a pu mériter l'approbation du Directoire dans
» des momens critiques, j'espère que ma réputation
» ne se démentira pas, etc., etc. »

Ce discours fait naître beaucoup de réflexions : d'abord le ministre qui me succéda, et dont le patriotisme fut ensuite si hautement proclamé, resserra beaucoup plus qu'il ne le devait l'alliance convenue sous mon administration avec la République française, mais convenue et traitée avec noblesse et dignité, sans la moindre flagornerie de notre part. Ce discours fut solennellement prononcé à la face de la France et de l'Europe. Le ministre Saavedra cherchait à satisfaire des plaintes que le gouvernement directorial avait proférées contre moi quelque temps auparavant, parce qu'il me trouvait peu docile à ses exigences. Secondement, cette profession de foi politique ou déclaration sentimentale, comme on voudra l'appeler, fut adressée au nom de l'auguste souverain de l'Espagne et des Indes. On faisait dire à Sa Majesté Catholique *que les changemens survenus en France, au lieu d'affaiblir notre union avec elle, ne pouvaient servir qu'à la consolider chaque jour davantage.* Que cette déclaration fût volontaire et offi-

que Saavedra signa comme les autres, fut la première origine ou cause de tous les maux de l'Espagne.... » O inconscience des hommes !

cieuse de la part de notre Gouvernement, ou qu'elle fût imposée par le Directoire, elle n'en dégradait pas moins le roi d'Espagne aux yeux des autres rois de l'Europe. Le Directoire le voulut ainsi; Saavedra n'eut pas le courage de résister; sa faiblesse est prouvée par la réponse faite au discours de l'ambassadeur Azara *.

« Monsieur l'ambassadeur, dit le président du
 » Directoire, quand l'estime attire l'un vers l'autre
 » deux peuples voisins, braves et généreux, il est
 » bien agréable pour leurs gouvernemens de resser-
 » rer, par une amitié et par une confiance récipro-
 » ques, des liens qui les unissent intimement. Mon-
 » sieur l'ambassadeur, assurez Sa Majesté le roi
 » d'Espagne, qu'en retour des sentimens qu'il a ma-
 » nifestés envers le Directoire de la République
 » française, Sa Majesté le trouvera toujours fidèle
 » à ses engagements et empressé de contribuer à la
 » prospérité de la nation espagnole, ainsi qu'à la féli-
 » cité personnelle de Sa Majesté. Pour vous, mon-
 » sieur l'ambassadeur, l'intérêt que vous avez mon-
 » tré pour les Français dans des momens difficiles
 » vous a rendu cher aux nombreux amis de l'humani-
 » té; c'est avec une vive satisfaction que le Direc-
 » toire profite de cette occasion pour vous témoigner
 » solennellement sa reconnaissance au nom de la
 » République **. » Ces indignes moyens de resserrer

* D. Joseph-Nicolas de Azara.

** Si l'on doutait de la fidélité des journaux français qui rapportent ce discours avec une complaisance affectée, on peut le

notre alliance avec la République une fois adoptés, la diplomatie de Saavedra et celle de son substitut et successeur par *intérim* D. Mariano-Louis de Urquijo *, n'en furent plus que la servile continuation. Un faux pas en entraîne d'autres. Dès ce moment la République n'eut qu'à vouloir. Heureusement le

relire dans la *Gazette de Madrid* du 22 juin 1798. D. Francisco Saavedra ne se conformait point à la règle que je m'étais imposée et que j'avais scrupuleusement observée tant que je fus ministre, de soumettre les affaires graves au Conseil du Cabinet ou Conseil d'État. D. Juan de Langara, secrétaire d'État au département de la Marine, et mon oncle, D. Juan-Mannel Alvarez, chargé de celui de la Guerre, m'ont assuré l'un et l'autre *n'avoir appris que par la Gazette cette ignominie diplomatique*. Jovellanos était alors ministre et l'ami intime de Saavedra. Fut-il mieux instruit? Je l'ignore, je voudrais en douter; mais ce que je sais très bien, c'est que ce même Jovellanos appelé par moi au ministère avec tant de cordialité, retiré par moi de l'exil, étant devenu, ainsi que Saavedra, membre de la *Junta centrale de l'Espagne*, en 1808, signa comme lui le *Manifeste* où l'on m'applique l'épithète d'*infâme*, que je ne pardonnerai jamais, *pour avoir conclu* (non par un acte arbitraire de ma volonté, mais avec l'assentiment unanime du Conseil d'État) *le traité d'alliance avec la France* : cette même alliance qui, pendant leur court ministère, fut réchauffée, revalidée avec une bassesse inexcusable! Il m'en coûte beaucoup de revenir si souvent sur ces explications; mais un trop juste ressentiment m'y autorise : il faut que ces faits soient répétés jusqu'à satiété.

* D. Mariano-Luis de Urquijo, premier commis au département des Affaires étrangères (*ministre d'État*), nommé *suppléant* de Saavedra durant la maladie de celui-ci, le 17 août 1798. La santé de Saavedra s'étant améliorée un moment, Urquijo allait partir en qualité d'ambassadeur de Sa Majesté au-

Directoire n'abusa point de la complaisance de notre Cabinet, toujours obséquieux et docile *. Bonaparte ne tarda point à paraître. On se jeta dans ses bras ;

près de la République de Hollande : mais le ministre retomba de nouveau malade; *Urquijo continua ses fonctions provisoires* jusqu'au 21 février 1799.... C'est alors seulement qu'il fut nommé ministre *par intérim*; Saavedra sortit définitivement du Cabinet.

* Pour juger de la subordination ou de la déférence illimitée de ces deux ministres dans leurs relations avec la République, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les journaux français de cette époque ; notre *Gazette officielle* fait chorus avec eux pour célébrer l'union des deux Cabinets. Voyez un passage du *Moniteur* du 21 vendémiaire an VIII (13 octobre 1799.) « L'escadre espagnole était à Brest ; le commandant-général D. Joseph Mazarredo , investi des pouvoirs les plus amples , avait la faculté de se concerter avec le Gouvernement français et de disposer de l'escadre. *Jamais de pouvoirs aussi étendus ne furent confiés à un amiral* ; Mazarredo réunissait au commandement militaire tous les pouvoirs d'un ministre plénipotentiaire et extraordinaire. »

En vérité, le Directoire usa de modération ; il aurait pu exploiter cette condescendance excessive ; l'escadre combinée ne fut employée qu'à des entreprises d'utilité commune aux deux pays. Le Directoire fut moins délicat sur d'autres points qui blessaient le caractère généreux et la dignité d'une nation libre.

Il existait en Espagne un grand nombre de réfugiés français généralement inoffensifs. Je les avais protégés contre les injustes prétentions du Directoire. Urquijo consentit à les expulser sur la première demande du Gouvernement républicain ; il fit plus : le droit d'asile, et pour les proscrits politiques, le droit de passage, simple faveur momentanée que devait accorder un monarque magnanime, comme tout Gouvernement indépendant, ce droit sacré fut violé en Espagne pour complaire au Directoire ; ce qu'on aura plus de peine à concevoir, c'est l'ex-

beaucoup de ceux-là mêmes qui gouvernaient alors regardèrent son arrivée comme la fin de tous les maux. Il renversa le Directoire, comprima le jacobinisme; il offrit la paix au monde..... Avec quelle facilité on se livrait à l'espoir d'un meilleur avenir ! Comme on courut au-devant de cet homme, héritier universel, et sans bénéfice d'inventaire, du pouvoir et de l'ambition de la République.

J'avais laissé notre armée sur un pied respectable; elle était nécessaire plus que jamais, non-seulement pour repousser les attaques éventuelles de l'Angleterre, mais surtout pour faire respecter notre alliance. Nous ne devons pas être les très humbles serviteurs d'un État voisin, mais une puissance

tradition de plusieurs de ces malheureux; elle fut ordonnée. Voici une notre officielle d'Urquijo adressée à l'ambassadeur de la République, le 4 septembre 1799, littéralement rapportée dans le *Moniteur* du 3 vendémiaire an VIII.

« Citoyen ambassadeur, en répondant le 2 du courant à votre lettre de la veille, j'eus l'honneur de vous faire connaître les mesures rigoureuses prises par Sa Majesté, aussitôt qu'elle a été informée que, du côté de l'Aragon, il s'était introduit sur le territoire espagnol quelques-uns des révoltés qui ont troublé la tranquillité de la République dans les départemens méridionaux de la France. En vertu des dispositions ci-dessus énoncées, ils doivent tous être livrés aux autorités françaises les plus voisines, pour subir le châtimement qui leur est dû. » Urquijo continue : « Le gouvernement du Roi, par un pur mouvement de zèle, a communiqué des ordres aux chefs de certaines provinces frontières : vous verrez dans l'emploi de ces moyens le désir efficace et l'attention continuelle de Sa Majesté qui veut contribuer de toutes ses forces à l'avantage de la République française et à la conservation de son Gouvernement. »

libre, indépendante, maîtresse d'elle-même. Eh bien! cette armée, il faut le dire, était réduite à *la moitié de son effectif*, mal vêtue, mal payée, par suite de mauvais calculs, de fausses mesures de finances. Heureusement il restait des camps *volans* ou *détachés* que j'avais établis sur les côtes. Une poignée de braves défendit Le Ferrol attaqué par des forces supérieures. Les Anglais, repoussés à Doninos, furent obligés de se rembarquer. Que serait-il advenu si, moins occupés en Égypte et sur leurs propres côtes, ils n'eussent pas molli dans leurs tentatives contre nous?

Quant à la France, on vécut sur la foi des traités; on ne supposa pas que le nouveau chef du Gouvernement pût abuser des relations existantes, ni songer à les rompre.

Les dangers, les malheurs dont l'avenir était gros échappaient à la prévision des hommes d'État de cette époque.

CHAPITRE XLVII.

FINANCES ET CRÉDIT PUBLIC, DE 1798 A 1801.

Il est souverainement injuste et absurde de m'imputer la part qui, dans la conflagration générale de l'Europe, échoit à l'Espagne, quand les erreurs ou les fautes furent commises sans ma coopération et sans qu'il me fût possible de les empêcher.

On a dit et cru généralement que les rênes de l'État ne sortirent point de mes mains, qu'il n'a régné d'autre pensée, d'autre volonté que la mienne; en un mot, que je suis responsable de tout, comme ayant exclusivement possédé la confiance du roi Charles IV....

De 1792 à 1798, je le déclare moi-même, mon pouvoir fut grand, d'autant plus grand que tous mes collègues, tous les autres conseillers de Sa Majesté, voulaient bien agir de concert avec moi, et qu'il n'y eut qu'une seule volonté; que cette volonté compacte, unanime, produisit une action aussi vive, aussi efficace qu'il était permis de l'obtenir dans des circonstances difficiles.

Mais, dès le commencement de 1798, la marche de mes successeurs, contraire sous beaucoup de rapports à celle que je suivais moi-même ou manifestais

l'intention de suivre, ne prouve-t-elle pas que je n'avais plus de part à l'administration ?

Appelé de nouveau en 1801, rapproché du Gouvernement, mais sans faire néanmoins partie du Cabinet, mon pouvoir parut encore une fois immense; mais au fond, dans la réalité, ce n'était plus qu'un pouvoir précaire, indirect, entouré de contradictions, et qui, par cela même, ne doit point attirer sur moi seul toute la responsabilité. Cette vérité sera démontrée ; j'en donnerai mille preuves dans la seconde partie de mes souvenirs.

Jetons d'abord un coup d'œil sur les trois années pendant lesquelles il est notoire que je restai complètement étranger à la direction des affaires.

Les désordres qui, de 1798 à 1801, éclatèrent dans nos finances, ne sauraient me concerner en aucune manière. Loin d'y avoir contribué directement ou indirectement, tout s'est fait contre les principes que j'avais posés, au mépris des règles que j'avais établies et observées durant les six années antérieures.

Je n'accuserai point les intentions du ministre Saavedra, pas même celles des hommes qui, après lui, voulurent réaliser ses projets et son système économique. Personne n'a élevé des doutes sur le désintéressement, sur la pureté de ses collaborateurs ou de ses continuateurs.

Cependant j'ai le droit d'accuser les théories fatales dont l'application nous jeta dans un abîme, soit par manque d'expérience, soit pour n'avoir pas consulté l'esprit, les mœurs, les préjugés nationaux,

qu'il ne fallait pas se flatter de pouvoir changer en un moment.

La précipitation, une confiance téméraire et mal entendue, les embarras toujours croissans de l'époque, bouleversèrent la fortune publique. Je trouvais ce désordre, lorsqu'en 1801 je fus condamné à remplir de nouveaux devoirs auxquels il me fut impossible de me soustraire.

Premier ministre en 1792, le département des Finances n'était point à la rigueur dans mes attributions spéciales ; mais je présidais le Cabinet. Grâce à l'excellent esprit de mes collègues, à l'heureuse conformité de vues qui régnait entre nous, il n'y eut pas de fausses mesures, pas le moindre tiraillement ; les améliorations progressives s'effectuaient peu à peu, il est vrai, sans bruit. Ainsi chemine l'aiguille qui marque les heures ; son mouvement est inaperçu, elle n'en fait pas moins le tour du cadran.

Le but auquel nous tendions, et que nous atteignîmes en grande partie, le voici : toute notre ambition était de ne point aggraver la misère des masses par de nouvelles impositions ; de ménager les capitaux industriels d'où dépend le travail qui est la fortune du pauvre ; de favoriser l'agriculture, base de l'existence de tous ; de fomentier les arts utiles, même ceux d'agrément, et d'ouvrir au commerce des routes plus larges, plus faciles.

Tels étaient, selon nous, les véritables moyens d'accroître les revenus de l'État et de diminuer la dette publique. Jusque-là, des emprunts bien assis,

proportionnés à nos ressources, nous avaient tirés de peine. Nous avions supporté la guerre avec la France; nous ne reculions pas devant celle que l'Angleterre venait de nous susciter.

En même temps, nous songions à raffermir le crédit public par d'autres hypothèques, d'autres assignations de fonds spécialement consacrés à payer l'intérêt de l'ancienne dette et de la nouvelle, sans négliger l'amortissement successif. Après avoir paré à ces obligations aussi bien que possible, réprimé, du moins contenu l'agiotage, nous avons amélioré les rentes de l'État, et nous n'étions nullement alarmés des oscillations de *hausse* et de *baisse* que les accidens de la guerre produisaient momentanément sur les *valeurs* en circulation. Personne n'avait à se plaindre. Tous les engagemens du Trésor public étaient fidèlement satisfaits.

Pour bien établir le crédit, les plus hautes capacités, nos meilleurs économistes, travaillaient sans relâche en soumettant leurs vues, leurs projets, à l'examen du Conseil de Castille; on invoquait en même temps les lumières du Conseil des Finances, du Conseil d'État. Lorsque je quittai le ministère, il était bien convenu, bien décidé, qu'il serait réalisé un fonds suffisant pour éteindre les *valés royaux* en leur substituant une autre dette moins onéreuse, dont l'intérêt fût plus modéré, sans nouvelles impositions, sans surcharger aucune classe de l'État. Au contraire, chacun devait y trouver de l'avantage, et la fortune publique s'en accroître considérablement.

Ce plan consistait dans la vente de toute espèce de biens appartenant à des fondations ou œuvres pies, patronats ou bénéfices laïques et autres établissemens de ce genre. Le produit versé dans une caisse d'amortissement servirait à payer l'intérêt annuel de trois pour cent de la valeur des effets vendus. Cette mesure exécutée avec discernement et fidélité, sous l'intervention du Conseil de Castille, outre l'objet direct, immédiat, de diminuer la dette publique, avait aussi le grand but d'enlever une masse considérable de propriétés foncières à des possesseurs négligens, simples usufruitiers qui, ne voulant ou ne pouvant cultiver ou améliorer par eux-mêmes, livraient la terre à des fermiers auxquels cette propriété transitoire n'offrait que l'intérêt du moment. La rendre à la circulation, divisée, morcelée, mise à la portée des plus modestes acquéreurs, c'était créer une foule de véritables propriétaires, et augmenter par conséquent le produit ou la richesse commune. Les anciens possesseurs titulaires de biens à peu près stériles dans leurs mains, y gagnaient la jouissance certaine d'un trois pour cent libre et net. Un bénéfice encore plus grand résultait en faveur du pays. L'intérêt de trois pour cent substitué à celui des *valés* offrait déjà une diminution importante, et la dette de l'État s'éteindrait graduellement, soit au moyen des fonds affectés à la caisse, soit avec le produit des biens retirés des *mains-mortes*.

Cette vaste opération, en réduisant de beaucoup les charges du Trésor, présentait un avantage de plus; elle mettait un terme à l'agiotage, fléau non

moins dangereux pour la morale que pour la fortune publique.

Cependant mon opinion particulière fut de borner *les ventes pour le compte de l'État à la somme strictement nécessaire pour éteindre les valès royaux et dispenser le Trésor de recourir à de nouvelles émissions toujours onéreuses*. Cette restriction me parut convenable : 1^o pour arrêter la progression de la nouvelle dette, en tant que des besoins impérieux n'en ordonneraient pas autrement ; 2^o pour préserver de toutes chances les hôpitaux, les hospices, maisons de charité, etc. Attendu que si les circonstances où se trouvait l'Europe, devenant plus critiques, aggravaient les embarras de l'État, le *non-paiement* de trois pour cent, et peut-être l'*insolvabilité* du Trésor, compromettraient l'existence de ces établissemens, dernière ressource des malheureux.

Je ne fus pas le seul de cette opinion, et je la donnai par écrit*. Un autre moyen fut proposé pour

* Règle générale : toute propriété doit être libre, disponible; je n'en excepte que la propriété rigoureusement consacrée au maintien de l'*Eglise*, des *établissmens de bienfaisance publique* et de la *haute classe de la noblesse*. La liberté de la propriété en général fut toujours, selon moi, la condition préalable sans laquelle notre pays ne sortira jamais de l'état de misère où languit depuis si long-temps la masse de la population.

Je crois cependant que l'État ne perdrait rien à ce que des portions déterminées du sol formassent la dotation inaliénable des établissemens qu'il est utile et convenable de respecter. Il y aurait, ce me semble, honneur et profit. Or, comme le revenu le plus certain est celui de la *propriété foncière*, c'est sur cette base impérissable qu'il conviendrait d'assurer l'exis-

éteindre les *valés royaux*, mettre un terme à l'agiotage et rendre à la circulation une grande masse de propriétés : c'était d'accorder la faculté d'aliéner les *majorats civils*. Le produit en serait déposé dans la caisse d'amortissement, avec la charge de payer le trois pour cent aux possesseurs titulaires des *majorats vendus*.

Il ne me parut point que cette mesure dût être aussi productive qu'on affectait de le croire ; je m'y serais opposé d'ailleurs par la seule raison qu'il eût été inconvenant d'exposer les possesseurs de *majorats* à dénaturer leur fortune et compromettre ainsi

tence de ces institutions par des biens ruraux, des édifices urbains, etc. Mais un gouvernement restaurateur doit mettre de justes bornes à l'agglomération de la propriété de *main-morte*. Sans cette précaution, il y aura bientôt un accaparement de la richesse territoriale qui ne servira plus qu'à fomentier de sots préjugés, et l'oisiveté, mère de tous les vices. C'est ici que le Gouvernement a le droit de trancher dans le vif, surtout quand le Trésor public est embarrassé..... Et telle était notre position à l'époque de mon ministère; nous tâchâmes d'y remédier sans violence..... J'écris par tout le monde..... Si quelqu'un s'avisait de me reprocher ma prédilection en faveur de la haute noblesse, je lui dirais que, dans tous les gouvernements, dans les républiques même, on s'est assez bien trouvé d'une classe de *patriciens* ou de *familles historiques*, dont l'existence bien constituée, véritable sauvegarde de l'État, sert de digue pour contenir tour à tour les flots populaires et les ambitions désordonnées. Quant aux monarchies, un *corps de noblesse* leur est essentiellement nécessaire; sans cet appui, elles tombent dans une démocratie bâtarde qui n'a plus ni ressort, ni vertu, et dont le despotisme ne tarde pas à faire sa proie : voyez l'histoire ancienne et moderne.

leur existence future dans les chances éventuelles de la dette publique.

Un troisième projet tendait à consolider les *valés* par un amortissement progressif. Il s'agissait de mettre la dette publique sous la *garantie des biens du clergé*, lequel aurait la faculté de diriger et de gouverner l'opération, dont il ferait sa propre affaire.

Cette idée était bonne; elle assurait une grande valeur aux effets publics, parce que les revenus du clergé, sans compter les dons volontaires des fidèles, *s'élevaient au double, presque au triple des revenus de l'État.*

Parmi les ecclésiastiques, plusieurs goûtaient le projet, soit par un sentiment de patriotisme, soit pour échapper aux *subsides* fréquens demandés à l'Église, et surtout empêcher la vente de ces biens superflus qu'on voulait appliquer aux besoins du Trésor.

D'autres voyaient avec plaisir dans ce *revirement* le moyen d'assurer au clergé régulier et séculier la *haute main* dans l'administration.

Mais, au fond, ce projet avait de grands inconvénients : 1° Il était à craindre que le fardeau ne fût trop lourd, moralement parlant. Se trouvait-il dans le clergé assez de lumières, assez de talens, une volonté uniforme; cette fixité de principes que requiert une gestion aussi compliquée, aussi vaste? 2° La fortune, ou, pour mieux dire, l'existence de l'État, une fois mise dans les mains du clergé, celui-ci n'aurait-il pas la tentation d'asservir le Gouvernement, de l'enchaîner à ses volontés dans les affaires politiques, tant de l'intérieur que de l'extérieur?

Mon opinion était favorable au projet, toutefois sous la condition que le Roi *interviendrait et surveillerait*, non pour diriger arbitrairement, mais pour ne pas abandonner les rênes à d'autres mains et se laisser conduire en aveugle *.

Dans la discussion de ces divers moyens dominait toujours l'idée fixe de Saavedra, qui, cherchant à réprimer l'agiotage des *valés royaux*, ne voulait pas seulement payer avec exactitude les intérêts et éteindre partiellement ces effets, mais encore les faire *es-compter à bureau ouvert par la caisse*, en faveur de ceux qui avaient un besoin réel de numéraire.

Saavedra ne manquait pas de lumières; cependant il ne sentit pas le danger de vouloir assimiler une

* Ce projet fut accueilli avec beaucoup de faveur en 1799; mais les prétentions exorbitantes du clergé le firent avorter, non les intrigues ou manœuvres des *cinq grandes compagnies de commerce* (*cinco gremios mayores*), comme l'a dit inconsidérément D. Juan - Antonio Llorente. Parmi les conditions qu'exigeait la *junte ecclésiastique* chargée de traiter l'affaire, l'une fut de disposer entièrement des *rentes décimales en nature*, ou de la partie de la dîme qui revenait à la couronne. Les circonstances ne permettaient, en aucune manière, au Trésor de se priver de cette branche du revenu public. On venait de s'engager alors dans l'inopportune et téméraire entreprise des *caisses de réduction ou d'escompte*; le numéraire s'écoulait sans retour; il ne restait à sa place que du *papier-monnaie*; et il fallait de l'argent pour faire à un prix équitable les approvisionnements de l'armée et de la marine. Les *rentes décimales* étaient la meilleure ressource du Trésor pour couvrir cette urgente nécessité. Tel fut le motif qui fit rejeter le moyen proposé. Il est inutile de le chercher ailleurs.

caisse d'amortissement à une banque ordinaire, sans avoir en caisse, sans pouvoir humainement y réunir les espèces métalliques nécessaires pour répondre aux demandes qui ne manqueraient pas d'avoir lieu. Ce ministre crut qu'en promettant de payer et commençant à le faire, toute méfiance allait disparaître, et qu'aussitôt les *valés* auraient sur la place au moins le même cours qu'à la caisse où le Gouvernement offrait de les escompter. Saavedra croyait cela, malgré les embarras d'une guerre maritime qui pesait principalement sur la classe du commerce, et cette classe devait compter dans son sein un grand nombre de personnes avides de remboursement; sans parler des méfiances incurables, de la cupidité des agioteurs, des terreurs paniques, des chances de la guerre, ni enfin de l'influence perfide des agens ou partisans de l'Angleterre sur le cours de nos rentes.

J'ai déjà parlé ailleurs de toutes ces choses; mais il convient de les rappeler ici pour que mes lecteurs puissent comparer l'époque où j'étais ministre, avec celle où mes successeurs suivirent une marche différente de la mienne, et même tout-à-fait opposée.

Voici le résumé de leurs opérations financières :

La première mesure adoptée en raison des continues dépenses de la guerre et des autres besoins de l'État, le fut peu de jours avant ma sortie du Cabinet; c'était un appel adressé au patriotisme national. Deux souscriptions furent ouvertes en Espagne et en Amérique : 1^o il s'agissait d'un *don volontaire* en argent métallique ou effets d'or et d'argent; 2^o un emprunt sans intérêts, volontaire aussi, et rembour-

sable par l'État en dix paiemens, à la fin de chacune des dix premières années, à compter de la seconde année révolue après la paix. Tel fut l'objet de la cédula royale du 17 juin 1798. Cette pièce officielle manifestait, suivant l'usage, le désir du monarque de ne point infliger à son peuple de nouvelles impositions. Le Roi et la Reine donnèrent l'exemple du dévouement. Leurs Majestés renoncèrent à la moitié des *assignments* qu'elles touchaient en *numéraire* au Trésor. Il y eut des suppressions et des diminutions dans le salaire des employés du palais. La Reine envoya une partie de ses bijoux à l'hôtel de la monnaie; la moitié de la vaisselle du service et de la chapelle du Roi eut la même destination. La loyauté nationale s'émut à la voix du monarque; chacun donna selon ses moyens; ceux qui n'avaient pas d'argent métallique offraient leurs propriétés; quelques possesseurs de *majorats* demandaient la faculté de les vendre, si le Roi voulait en accepter le prix à titre d'emprunt. Ces offres furent acceptées: à cet effet parut la cédula de Sa Majesté, du 24 septembre 1798, qui autorisait en général ces ventes au profit de l'État, mais en assurant aux possesseurs l'intérêt de trois pour cent sur la valeur des propriétés vendues. Cet intérêt devait être payé dans les termes convenus pour le remboursement, et les successeurs légaux du *majorat*, toucher cet intérêt le jour même où, dans l'ordre naturel, la possession leur en était dévolue.

Il fut accordé à tout possesseur de *majorats*, substitutions, etc., une faculté illimitée de vendre leurs propriétés et d'en placer le produit à l'intérêt

de trois pour cent qui, dès le jour du versement des sommes en numéraire, serait compté par la caisse, d'amortissement.

Le lendemain, 25 septembre, parurent deux cédules royales : la première ordonnant généralement et sans exception le dépôt dans les caisses publiques ou celles d'amortissement, de tous les *dépôts judiciaires*, avec l'intérêt de trois pour cent, à compter du jour du versement jusqu'à celui où les fonds devaient en être retirés d'après la décision légale des tribunaux; la seconde appliquant l'ordonnance ci-dessus à tous les fonds séquestrés par suite de faillites, toujours avec le même intérêt et dans les mêmes termes.

Autre cédula royale, appliquant aussi à la caisse d'amortissement les propriétés et revenus des *six grands collèges* supprimés de Saint-Barthélemy, de Cuenca, d'Oviedo, de l'Archevêque de Salamanque, Santa-Cruz de Valladolid, et Saint-Ildefonse d'Alcala.

Vente de ces propriétés; réserve du trois pour cent d'intérêt en faveur de la destination qui serait indiquée et substituée à la destination actuelle de ce revenu.

Application aux finances de l'État de tous les biens restans des jésuites, quel qu'en fût en ce moment l'emploi, en considération des besoins actuels, sauf les droits des *tiers*, qui seront satisfaits moyennant le trois pour cent provenant desdits biens.

Ordonnance royale qui établit une nouvelle retenue ou impôt sur les legs et héritages transversaux ou hors de parenté.

Enfin, cédula royale du même jour, par laquelle est ordonnée la vente, avec la même application à la caisse d'amortissement, de tous les *biens-fonds* appartenant aux hospices, hôpitaux, maisons de charité, confréries, œuvres pies, patronats laïques, toujours avec l'intérêt annuel de trois pour cent en faveur des dépossédés : hypothèque spéciale sur tous les revenus et capitaux actuellement affectés à la caisse et autres qui le seraient à l'avenir pour le paiement de la dette publique *. Les révérends évêques et prélats ecclésiastiques sont invités à favoriser, de leur côté, la vente des bénéfices collectifs (*capellaniæ*) et tous autres dans leur juridiction, etc.

La publication simultanée de ces ordonnances,

* On examina de nouveau l'opinion que j'avais émise auparavant et donnée par écrit au Conseil d'État, lorsqu'il y fut question des *biens-fonds* appartenant à ces divers établissemens. Cette opinion, quoique appuyée par quelques membres du Conseil, ne produisit d'autre effet que l'insertion de l'article 39 de l'instruction relative à la vente; article tout-à-fait illusoire et conçu en ces termes : « Il sera procédé à la vente des biens » susdits progressivement. On commencera par ceux des confréries, œuvres pies et patronats laïques, afin qu'il n'y ait pas » confusion dans les séries de ventes. Après, on effectuera celle » les des biens des hospices, des hôpitaux et maisons de charité, » à moins, y est-il dit, qu'il ne se présente immédiatement des » acquéreurs pour des propriétés déterminées appartenant à ces » établissemens; dans lequel cas il sera de suite procédé à l'enchère et adjudication. »

Pendant cet article me donna le temps de sauver ensuite quelques-unes de ces propriétés qui méritaient bien exception.

qui embrassaient tant d'intérêts et promettaient de si nombreuses ressources, releva sur-le-champ le crédit des *valés*; ils regagnèrent la différence de dix-sept à trente pour cent. C'est ainsi qu'on cherchait à ranimer le crédit, pour obtenir un emprunt dont le Gouvernement avait besoin, en attendant que les ressources appelées devinssent effectives.

Avant qu'un mois se fût écoulé, une cédula royale du 17 octobre ouvrit un *second emprunt* de 400 millions de réaux (100 millions de francs), à fournir en quatre années, avec l'intérêt de quatre, cinq et demi et six pour cent, suivant les quatre séries que choisiraient les prêteurs jusqu'au remboursement définitif. Afin d'exciter le concours des capitalistes, il y eut des *lots* en argent et en rentes viagères. Le revenu des tabacs d'Amérique fut joint à d'autres hypothèques et déclaré libre de toute autre charge : cet emprunt se réalisa aussi sans difficulté.

Quelques mois se passèrent : il fut pris d'autres mesures à l'égard des biens des *œuvres pîes*; une *junte* spéciale fut créée pour diriger l'opération *. On était pressé d'avoir des fonds pour remplir la caisse et contenir l'agiotage ; on s'efforçait de donner de l'emploi aux *valés royaux*..... Le 3 janvier 1799, une

* Cette junte fut d'abord composée d'un président, l'archevêque de Séville, D. Antoine Despuig; quatre ministres, dont deux du Conseil de Castille, D. Joseph Vilches et D. Domingo Codina; un du Conseil des Indes, D. Juan Gonzales de Pinères; un du Conseil des Finances, D. Manuel-Sixto Espinosa, et deux secrétaires, D. Rodrigo Gonzales de Castro et D. Balthasar Godínez.

autre cédule de Sa Majesté confirmait la faculté de vendre les majorats et substitutions, en versant le produit à la caisse, moyennant l'intérêt de trois pour cent de la valeur déposée, avec une *prime* qui consistait à laisser aux titulaires des majorats le *huitième* du prix de la vente. Cette prime fut regardée comme un moyen peu moral, soit de la part du Gouvernement qui l'offrait, soit pour celui qui l'acceptait. Il se trouva néanmoins des personnes avides d'argent qui disposèrent ainsi de leur patrimoine.

Quant aux fondations religieuses, œuvres pies, etc., rien ne fut omis pour en presser la vente dans tout le royaume. Les valès royaux étaient reçus en paiement, sauf la préférence accordée à l'argent effectif; on admettait d'ailleurs les *valès* eux-mêmes comme argent effectif, pour les *deux tiers* de la *valeur nominale*. Chaque propriété se vendait séparément. On tâchait de subdiviser les grandes, s'il y avait moyen, soit pour favoriser les acquéreurs, soit pour augmenter le nombre des propriétaires. Les ventes étaient libres des droits d'*alcabala*, de *lods*, *vingtièmes*, etc.; les droits judiciaires étaient également réduits : on accordait aux acheteurs le terme de deux ans, s'il ne s'en présentait pas qui payassent comptant.

Une cédule royale du 13 février, même année, prorogea la faculté de placer de l'argent à rente rédimible ou viagère sur le revenu du tabac, en admettant comme comptant un *tiers* ou un *quart* de la somme prêtée en créances du règne de Philippe V.

Le 17 mars, un décret royal ordonna de verser à

la caisse d'amortissement le *cinquième* net des capitaux existant en argent ou en grains dans les *dépôts communaux* ou établissemens publics.

Le 8 avril, une autre cédula créa une nouvelle dette en *valès royaux* de 53,109,300 piastres, à compter du 10 du courant, en deux émissions : l'une de 47,257 valès de 600 piastres, et l'autre de 88,517 *idem* de 300 piastres, avec les mêmes formalités que les antérieures et l'intérêt de quatre pour cent ; conformément à la cédula-royale du 20 septembre 1780, publiée sous le règne de Charles III. Cette double émission avait pour objet de subvenir aux paiemens et négociations du Trésor public. Les *valès* de cette dernière création furent déclarés *valeurs effectives*, ayant cours légal et forcé comme *espèces métalliques*. La consternation fut générale. Chacun repoussait les *valès* ; la crainte d'être forcé de les recevoir fit renchérir, toutes les denrées et principalement le *numéraire*. On affectait au paiement des intérêts les anciens revenus de l'État et les hypothèques particulières qui avaient la même destination. On ajoutait encore d'autres assignations ; toutes ensemble devaient suffire à payer l'intérêt annuel de la dette. Cet intérêt s'élevait alors à 87 millions, 99,799 réaux 25 maravedis *, calculé avec une rigoureuse exactitude (ou à peu près 22 millions de francs). L'excédant des revenus et hypothèques devait être appliqué à l'ex-

* Trente-deux *maravedis* valent un *réal de veillon*, et quatre *réaux de veillon* valent une *piécette* ou le cinquième d'une piastre de cinq francs avec une fraction de quelques centimes. E.

tion progressive des valès, ainsi que le produit des *fondations religieuses, œuvres pies*, etc., déjà mises en vente. La cédula royale parlait aussi d'autres assignations jointes à celles-là.

Les embarras du Trésor devenaient chaque jour plus pressans.

On crut bien faire de changer de main. La *junte* fut supprimée, cette junte à laquelle on avait conféré, le 11 janvier de cette même année, la direction générale et le maniement des finances du pays. Un décret du 6 juin rétablit la caisse d'amortissement sur le même pied que lors de son institution primitive, en vertu de la cédula royale du 16 janvier 1794. Le Conseil de Castille fut chargé de proposer au Roi de nouvelles règles, des mesures économiques, pour arrêter l'agiotage et consolider la dette : tous les états, projets, travaux et papiers de la junte, furent remis au Conseil.

Sur son rapport, appuyé de l'avis des trois procureurs-généraux (*fiscales*), Sa Majesté expédia la cédula royale du mois de juillet, par laquelle le Conseil et le ministère, avec les meilleures intentions du monde, et d'après les plus brillantes théories, achevèrent d'embrouiller et de bouleverser notre système financier, sans tenir compte de l'état intellectuel de l'Espagne en matière de crédit public. La valeur nominale du papier-monnaie fut déclarée *effective et réelle*, moins la différence de six pour cent en faveur des *espèces métalliques*; tout contrat par lequel il serait stipulé de payer *en or ou en argent en excluant les valès royaux* fut rigoureusement interdit;

tout paiement fait en *valès* avec le décompte de six pour cent fut reconnu légal et suffisant. Défenses aux juges et notaires, sous peine de privation de leur office, d'accueillir en aucune manière des réclamations de paiement *exclusif en espèces*; toute négociation de *valès* en-dehors de la limite prescrite fut passible de confiscation, et la moitié de la valeur de l'objet dénoncé servait de récompense aux dénonciateurs.

L'industrie, l'agriculture, le commerce, furent tout-à-coup frappés de paralysie.

Quelle mesure prit-on pour les ranimer ?

On créa dans les villes principales des banques pour faire face aux besoins du numéraire *. On offrit d'*escompter* les *valès* en cas d'urgence bien prouvée, de faciliter la circulation par des *bons* au porteur; le montant de ces *bons* ne devait point excéder celui des fonds réalisés en espèces métalliques.

Quels moyens, quelles ressources pour l'établissement de ces banques ? La formation ou réalisation d'un capital de 495 millions de réaux, dont cent soixante-cinq en espèces *métalliques* et le reste en billets de banque.

Où prenait-on cet argent ? Le Gouvernement fournit le dixième de la somme convenue; les neuf dixièmes restans furent appelés par des souscriptions volontaires ou forcées, chacun devant y contribuer proportionnellement suivant ses facultés, dans toute

* Ces villes furent Madrid, Cadix, Barcelone, Séville, Malaga, Bilbao, La Corogne, Alicante, Carthagène, Valence, Santander; Pampelune et Majorque.

l'étendue du royaume. La cédula royale voulait que la somme entière fût réalisée dans le *terme d'un mois*, à dater de sa publication.

Ces actions, ces diverses sommes, ne purent se compléter. Chacun contribua plus ou moins, suivant les lieux et les personnes; partout avec assez de répugnance. Pour obtenir le capital indiqué, il fallait trente-trois mille *actions*.

Quel bénéfice offrait-on aux *actionnaires*?

Quatre pour cent d'intérêt pour les *valès*, pendant qu'ils demeuraient en caisse, et l'énorme *prime* en faveur du numéraire de six pour cent à déduire sur la valeur nominale du papier-monnaie et ajoutée à cet intérêt progressif.

Rien ne fut omis pour atteindre le but.

Le Gouvernement déclara lui-même (cédula royale du 10 novembre 1799) que ces *caisses* étaient *l'ancre de salut*; qu'elles seules pouvaient relever le crédit, sauver le commerce. Il employa tous les moyens imaginables pour les organiser, les rétablir..... Confiance illimitée, liberté pleine et entière dans l'exercice de leurs attributions, faculté d'indiquer telle ressource qui paraîtrait convenable, promesse solennelle d'utiliser ces ressources, de sanctionner toutes les mesures qui ne seraient pas évidemment contraires au bien de l'État; et d'abord voici les concessions faites d'avance :

1^o Tous les fonds métalliques produits par les assignations destinées à l'amortissement des *valès*, lequel demeurerait suspendu jusqu'au parfait établissement et mise au courant des caisses d'escompte;

2° La moitié des fonds venant d'Amérique;

3° Une contribution annuelle et générale sur les domestiques à gages, mules et chevaux de voiture, auberges, restaurants et cafés; confiseries, cabarets, marchands de vins, de liqueurs, parfumeries, maisons de jeux tolérées, marchands de lingerie, draps, soieries, quincaillerie, modes, denrées d'outre-mer, et tous autres objets de luxe;

4° Le produit d'une contribution imposée aux titulaires d'*offices royaux*, lesquels devaient payer le tiers de la valeur actuelle desdits offices, suivant l'estimation qui en serait faite.

5° Un grand *tirage* avec des prix ou *lots*, savoir : quatre de deux, trois et quatre millions de réaux payables au comptant; seize mille soixante-quinze actions de rentes viagères avec des conditions avantageuses et des facilités pour les placer; les billets à quatre réaux (un franc et quelques centimes). Il y en avait jusqu'à la concurrence de 23 millions de francs ou 100 millions de réaux.

6° Le produit d'un *quart de réal* (six centimes et quelque chose) imposé sur chaque *fanègue* de grains ou piastre (cinq francs) existante dans les *dépôts publics* et tous autres.

Pour modérer l'irruption des valès dont les caisses d'escompte étaient menacées, le Gouvernement tâcha de donner de l'emploi à ce papier-monnaie. On pressa la vente des biens-fonds des *œuvres pies*, bénéfices laïques, etc., et par une nouvelle disposition, entre autres du même genre, chacun eut la faculté de racheter en *valès* les charges dont ses pro-

priétés étaient grevées; et ces *valés* ainsi employés ne rentraient plus dans la circulation : le Trésor public les retenait pour son compte, en payant le trois pour cent aux ayans-droit jusqu'à ce qu'ils fussent en état de rembourser le capital.

Tous les calculs d'entrée et de sortie de fonds étaient faits pour l'année 1800, mais il y avait un *déficit de 300 millions de réaux* (75 millions de francs). Le Gouvernement craignit à la fois d'augmenter la dette et de perdre toute espèce de crédit. Il ordonna de répartir la somme proportionnellement sur la masse des contributions : ce fut encore là une grande facilité pour les caisses d'escompte.

On demandera quel fut le résultat de cette entreprise financière ?....

Pour les banques ou *caisses d'escompte* à peine installées, c'était une charge immense, accablante; pour le public, malgré tous les efforts et la meilleure intention, le résultat fut mince : on ne peut pas faire des miracles. Comment lutter contre cette multitude de porteurs de *valés* qui étaient affamés de numéraire ? Non-seulement les gens du commerce assiégeaient l'entrée des bureaux, mais des personnes de toutes les classes qui avaient les mains pleines de *papier-monnaie* reçu en paiement, et qui ne pouvaient aller au marché.

La fatale cédula, en ordonnant le cours forcé des *valés* comme *argent effectif*, imposait aux caisses le devoir de les convertir en espèces dans le cas de pénurie constatée; c'était sans doute le moyen d'ôter tout prétexte à l'agiotage. Mais les besoins réels

étaient trop nombreux pour qu'il fût possible de les satisfaire, sans parler des hommes cupides et des agioteurs eux-mêmes qui venaient aussi *crier misère*.

On escomptait peu; tout le monde se plaignait; le crédit du Gouvernement disparut. Pour comble de scandale, on n'obtenait l'*escompte* d'un *valé royal* qu'en prouvant jusqu'à l'évidence le besoin réel de numéraire, et le commerçant devait ainsi révéler au public l'état de sa caisse, le fond des affaires où il était engagé, pour lesquelles l'argent lui manquait *.

* Pour donner une idée de la situation des *caisses d'escompte* et de ceux qui étaient forcés d'y recourir, citons un passage du *manifeste* publié par les directeurs de la caisse de Barcelone, l'une de celles qui s'établirent sous les meilleurs auspices (3 août 1799). « L'insuffisance de la somme qu'il a été possible de » réaliser jusqu'à ce jour relativement au capital de 20 millions » en effectif, et de 40 en billets, qui doit exister en caisse, » exige que, même dans les cas de véritable urgence et incon- » testable nécessité, il soit procédé avec la plus grande circon- » spection. Si l'on se laisse entraîner par les premières deman- » des, tous les fonds existans, et ceux qui doivent arriver à la » caisse, seront bientôt épuisés au détriment des nécessités suc- » cessives. D'après ces considérations, la banque a établi des » réglemens sévères afin de ménager et faire durer les secours » promis; la moindre indulgence peut en tarir la source, etc. » On rappelle ensuite le chapitre VI de la cédula royale du 17 juillet où l'on déclare déchu de tout droit quiconque solliciterait la faveur de l'*escompte* sans une nécessité constatée. La peine imposée au délinquant est la perte de son titre de créance; et le *manifeste* ajoute : « La *junte* espère que nul ne vondra » jouir illégitimement du bénéfice de l'*escompte*, tant par la » crainte des peines encourues que par celle de faire tort aux » véritables nécessiteux. On ne doit donc pas s'étonner que les

Il n'en fallait pas davantage pour dégoûter beaucoup de personnes de s'adresser à l'*escompte*. On aimait mieux se jeter dans les mains des usuriers dont chaque place était inondée, et qui faisaient une guerre sourde, mais active, à l'établissement des banques. Il arrivait aussi que la faveur accordée à quelques-uns excitait l'envie de ceux qui en étaient justement privés.

Dans les temps de disette, il y a toujours une *peur de prévoyance*, une *faim*, pour ainsi dire, *imaginaire*, qui est plus funeste encore que la famine réelle. C'est ainsi que plusieurs, sans éprouver un véritable besoin de numéraire, étaient impatients d'*escompter* leurs *valés* et voulaient passer avant les autres. Les terreurs de l'ignorance se manifestaient par des symptômes effrayans.

Parmi ceux qui escomptaient leur papier et recevaient des *billets au porteur*, peu connaissaient les merveilleux effets des *banques de circulation*, où il

» directeurs ne se prêtent à aucune conversion en argent, sans
 » une connaissance préalable et certaine des besoins du demandeur. Nul ne doit s'en formaliser : celui qui a des droits réels
 » n'a qu'à demander ; quant à ceux dont les motifs ne seraient
 » pas fondés, notre sévérité leur servira de frein ; ils perdront
 » à la fois leur créance et leur réputation. »

La *junte* recommande aux porteurs des *valés* les égards et le respect envers les directeurs, dont la sensibilité sera mise à une rude épreuve, chaque fois qu'ils seront forcés de refuser le secours demandé, mais dont le zèle patriotique et l'austère probité repousseront sans faiblesse celui qui ne prouvera pas son droit jusqu'à l'évidence, suivant les conditions prescrites par la cédula royale.

suffit d'avoir en caisse une partie plus ou moins considérable de la somme représentée par les billets émis. On regardait avec une égale méfiance et les *valés* en général et les *billets au porteur*. Le commerce local ne portait guère son argent aux caisses d'escompte, dont la seule garantie était dans les fonds du Gouvernement et les actions volontaires ou forcées qu'elles pouvaient se procurer : on redoutait une catastrophe. Ceux-là mêmes qui auraient pu soutenir, alimenter les caisses, et avaient le plus d'intérêt à leur prospérité, étaient les premiers à s'en éloigner.

L'échange des *valés* pour de l'argent, dont avaient besoin ceux qui voulaient acheter avec avantage les propriétés d'origine religieuse, œuvres pies, etc., ne produisit pas de grands résultats. Les caisses n'offraient qu'un décompte de six et demi pour cent fixé par la cédule royale, tandis que les agioteurs troquaient les *valés* à des prix conventionnels fort au-dessous de la taxe, et les banques n'avaient aucun moyen de concurrence ni de répression ; triste effet de l'erreur d'un gouvernement qui, d'abord s'étant lié les mains, ne pouvait plus lutter contre les agioteurs, ni relever son papier-monnaie, même en lui donnant pour garantie une immensité de biens-fonds qui allaient se vendre, et dont l'acquisition ne pouvaient manquer d'être recherchée ! nous étions en mars 1800 ; les *valés* perdaient plus de la moitié de leur valeur nominale. On n'y jouait qu'à la baisse ; on s'obstinait même à les déprécier pour avoir les propriétés des œuvres pies à meilleur marché, ce qui finis-

sait par réduire à rien le produit de ces mêmes propriétés...

Dans ce conflit, ceux qui ne se livraient point à l'agiotage, et qui ne songeaient pas non plus à faire des acquisitions territoriales, souffraient toutes les conséquences de la fatale cédula, forcés qu'ils étaient de recevoir en *valés royaux* les rentes perçues en nature par les fermiers. Les courtiers de l'usure vendaient le *papier-monnaie* à tous prix aux débiteurs qui s'en servaient pour payer leurs créanciers. Les contrats supposaient la bonne foi, quant au mode de remboursement ; mais ceux qui avaient reçu de l'argent ou de l'or sous la promesse de le rendre en mêmes espèces, profitaient du texte de la loi qui donnait un cours forcé aux *valés*, et si le créancier refusait de les recevoir, il était lâchement dénoncé comme infracteur de la cédula royale. Cette dépravation influa sur nos mœurs. Enfin, le Gouvernement ouvrit les yeux et voulut arrêter le mal ; la loi fut modifiée ; les contrats redevinrent libres. Écoutons le récit lamentable et officiel que l'autorité nous fournit elle-même. (Circulaire du 7 avril 1800.)

« La cédula royale du 17 juillet 1799 a donné
 « lieu à des plaintes réitérées. Le Roi, le Conseil,
 « le gouverneur du Conseil, en ont reçu de la part
 « de plusieurs corps ecclésiastiques et séculiers,
 « ainsi que d'un grand nombre d'autres personnes.

« Sa Majesté voit avec douleur l'abus qui s'est
 « glissé dans l'exécution de la cédula royale qui
 « avait un but d'utilité commune et devait suppléer
 « à la rareté du numéraire causée par les embarras

» du commerce et de la navigation pendant la guerre
» actuelle. Sa Majesté n'avait cherché qu'à consoli-
» der le crédit du *papier-monnaie*.

» On n'aurait pas dû s'attendre à ce que ce papier,
» garanti par les engagements les plus solennels et
» par les hypothèques générales et particulières
» affectées au paiement des intérêts et à l'amortisse-
» ment du capital; on n'aurait pas dû s'attendre,
» dit Sa Majesté, à ce que ce *même papier-monnaie*
» devînt la source de tant de vicissitudes déplorables.

» Mais, à force de manœuvres illicites, des hommes
» sans honneur et sans conscience sont parvenus à
» discréditer les *valés royaux* à tel point qu'ils cir-
» culent aujourd'hui avec *perte de la moitié de leur*
» *valeur nominale*. On dédaigne les bénéfices de six
» pour cent légalement autorisé; les uns retiennent
» le numéraire enfoui; d'autres font subir aux *valés*
» une réduction excessive par des conventions pri-
» vées qu'il est impossible de prévenir et d'atteindre.

» Ainsi l'agiotage a fait des progrès rapides. Cha-
» que jour voit s'augmenter le nombre de ceux qui,
» entraînés par de mauvais exemples, cherchent à
» s'enrichir par un infâme trafic, et, qui pis est,
» veulent trouver dans le texte de la loi, dont ils
» affectent de méconnaître l'esprit, l'appui de leurs
» manœuvres coupables. Par cette conduite, ils ont
» faussé les bonnes intentions du Gouvernement et
» converti en instrument du dommage et de ruine
» pour l'État, et surtout pour les classes les plus
» distinguées de la nation, ce qui devait être un re-
» mède efficace pour tous.

» *Les caisses d'escompte* offraient un prompt secours
» à tous ceux qui manquaient de numéraire pour
» les paiemens, achats et autres négociations au-des-
» sous de la valeur nominale du papier-monnaie; elles
» devaient déjouer la cupidité, dissiper les méfian-
» ces injustes, rétablir le crédit.... Ces caisses n'ont
» pu jusqu'à ce moment recevoir les fonds qui leur
» étaient assignés, malgré le temps qui s'est écoulé
» depuis la cédula royale. Il ne faut plus même es-
» pérer de les voir complètement organisées sans
» de nouvelles mesures efficaces qui écartent les dif-
» ficultés suscitées par les riches capitalistes eux-
» mêmes. Ceux-ci prétendent qu'il leur est impossi-
» ble de fournir leur contingent, parce qu'il n'entre
» pas de numéraire dans leurs mains, et que leurs
» fermiers ou censitaires, au mépris d'engagemens
» formels à l'accomplissement desquels on ne peut
» ni les contraindre, ni les faire contraindre par les
» tribunaux, invoquent les articles 2, 4, 5, de la
» cédula royale, et s'en servent comme d'un abri
» qui protège leur mauvaise foi.

» Si jusque-là on n'a vu que les suggestions assez
» naturelles de l'intérêt privé, il est impossible de
» ne pas ouvrir les yeux désormais sur des manœuvres
» bien plus répréhensibles qui blessent la morale
» publique et tous les principes du droit commun.
» Dans certaines obligations contractées postérieu-
» rement à la cédula royale, il a été expressément
» stipulé de payer en *monnaie métallique*, avec toutes
» les sûretés que la plus subtile méfiance pouvait
» dicter, et néanmoins, après la réalisation des con-

» trats, les engagemens ont été méconnus. On a su-
» brogé aux *espèces sonnantes le papier-monnaie*, avec
» le décompte de six pour cent ; on a feint de ne pas
» voir que si les engagemens étaient contraires à la
» cédule, celui qui y manquait ne pouvait pas non
» plus se faire un droit d'un acte illicite, ni retirer
» un bénéfice d'une contravention, tandis que l'autre
» partie la moins coupable souffrait le dommage tout
» entier. D'où il résultait que non-seulement la mau-
» vaise foi et la violation du pacte étaient pour ainsi
» dire favorisées ; mais que les principes de la mo-
» rale étaient foulés aux pieds, ces principes tuté-
» laires qui doivent servir de base à tout contrat
» dans une société bien ordonnée.

» Le Conseil expose tous ces désordres à Votre Ma-
» jesté, dans sa représentation du 21 mars dernier,
» à l'occasion d'une requête, parmi tant d'autres sur
» le même sujet, dans laquelle on démontre plus
» particulièrement les dommages occasionnés par un
» abus indigne et notoire de ladite cédule royale *.

* On peut comparer ces *excuses* avec l'article du chapitre IV de la cédule du 17 juillet, ainsi conçu : « Le Trésor public et
» tous mes sujets sont tenus de payer exactement leurs obli-
» gations en or ou en argent, et non en valès royaux, suivant
» les conditions stipulées jusques au jour de la publication de
» la présente cédule royale ; mais, à l'avenir, ces engagemens
» ne seront point obligatoires, parce que ce serait méconnat-
» tre le privilège caractéristique du papier de l'État. Il en sera
» de même pour les lettres de change..... » Et aussitôt après,
on lit : « Je défends aux juges et notaires d'accueillir aucune
» réclamation directe ou indirecte contre l'assimilation légale-
» ment établie entre l'argent effectif et les valès royaux dans

» Sa Majesté, dont la délicatesse est blessée par
 » tout ce qui attaque les lois et la morale, a écouté
 » avec bienveillance, et, par sa royale résolution du
 » 26 du même mois, adopté l'avis du Conseil. En
 » conséquence, il est ordonné que toute condition
 » stipulée dans les contrats, baux, ventes, achats et
 » autres obligations antérieures ou postérieures à la
 » cédula du 17 juillet, soit désormais littéralement
 » observée; que les paiemens échus ou à échoir
 » soient faits en l'espèce de monnaie convenue, et
 » que cette règle soit généralement suivie à l'avenir,
 » y compris les lettres de change dûment acceptées;
 » que dans les conventions verbales, les parties ex-
 » priment simplement et de bonne foi la monnaie
 » qui doit être reçue, afin que, dès ce moment, la
 » différence légale entre les valés et les espèces son-
 » nantes soit entendue et volontairement acceptée;
 » qu'à défaut de paiemens, s'il est procédé contre les
 » biens du débiteur, et que celui-ci ne possède que
 » des *valés royaux*, ces effets ne subissent que la ré-
 » duction légale à la charge du débiteur; que tout
 » mandataire du Trésor ou de particuliers chargé
 » de recouvrer, soit des contributions publiques, soit
 » d'autres fonds, livre à ses mandans les sommes dans
 » la même espèce et monnaie qu'il les a reçues; que
 » ni le mandant, ni le mandataire ne puissent alléguer
 » le texte de la cédula royale qui ne doit pas être
 » pris dans un sens littéral, et même dès à présent

» toute espèce de contrat, sous peine de l'interdiction, privation
 » d'office, etc. »

» doit être regardé comme non venu et de nul effet
» à cet égard..... Tout ce que dessus est ainsi or-
» donné, *quant à présent et jusqu'à ce que les caisses*
» *d'escompte soient établies d'une manière ferme et per-*
» *manente*, et que la royale cédula reçoive son entière
» exécution, *en attendant les résolutions ultérieures de*
» *Sa Majesté*, etc. »

Le Ciel ne voulut pas que le redressement de si graves erreurs fût prononcé d'une manière fixe et définitive. Ce *quant à présent* inspira de nouveaux doutes. On craignit que le Gouvernement ne retombât dans la même faute et tôt ou tard ne voulût encore une fois remettre le *papier-monnaie* au niveau de l'*argent métallique*. Les valès inspirant toujours beaucoup de méfiance, on ne s'en servit plus qu'à son corps défendant ; ils perdirent tout crédit.

Le Ciel ne permit pas non plus que le Gouvernement ouvrit les yeux sur l'abîme où s'engloutissaient toutes les ressources destinées à consolider la dette publique. On disait hautement que ces caisses d'escompte étaient le tonneau des *Danaïdes*, impuissantes pour arrêter l'agiotage, impuissantes pour venir au secours du commerce, suspectes à ceux-là mêmes qui avaient pris intérêt à leur établissement. On s'obstina pendant quelques mois encore à les soutenir ; les exactions, les violences, ne connurent plus de bornes ; on forçait les capitalistes à fournir le contingent qui leur était imposé ; on pressait la rentrée des contributions nouvelles, pour la plupart inusitées, accablantes pour le pauvre, odieuses pour le riche. La suspension du paiement des intérêts jusqu'à

ce que les caisses d'escompte fussent en état de *fonctionner* régulièrement, et le subside extraordinaire de 300 millions de réaux demandé avec de vives instances pour combler le déficit des caisses, produisirent beaucoup de mécontentement : la terreur devint générale ; l'argent disparut tout-à-fait.

Une dernière mesure, juste peut-être, mais ruineuse dans ses effets, vint augmenter la désolation universelle.

Le Portugal, toujours dévoué au cabinet de Saint-James, sans être en guerre avec nous, servait de *couverture* aux Anglais, dont les corsaires ne cessaient d'infester nos côtes ; les pirates trouvaient un abri dans ses ports ; les escadres britanniques s'y ravitaillaient de provisions de toute espèce. Comme le Portugal n'était pas en état d'y suffire par ses produits naturels, les gens du pays venaient prendre chez nous la farine, l'huile, le vin, la viande, l'eau-de-vie, et même du biscuit et du pain frais. Le prix élevé qu'ils donnaient à toutes ces denrées, l'importance des demandes, faisaient assez connaître qu'il s'agissait d'approvisionner les escadres anglaises.

Sans doute, ce patronage accordé à nos ennemis nous autorisait à déclarer la guerre au Portugal. Le cabinet se contenta de fermer nos marchés à ces voisins malveillans et ingrats. Mais, d'un autre côté, la prohibition rigoureusement exécutée, achevant d'obstruer notre commerce, tarit une source de numéraire qui alimentait du moins l'agriculture des provinces limitrophes. Le remède fut pire que le mal. Fallait-il, pour enlever cette ressource à l'ennemi,

se condamner soi-même à la misère, en se privant d'un débouché qui nous était avantageux?

En somme, l'absence du numéraire alarma sérieusement le pays. L'inquiétude allait toujours croissant; vers le mois d'août, dans les principales villes, le *papier-monnaie perdait les trois quarts de sa valeur nominale*; dans l'intérieur on n'en voulait à aucun prix; toutes les transactions étaient suspendues par le discrédit universel et le manque d'*espèces métalliques*: les contributions ne se payaient plus; le Trésor était vide; les caisses d'escompte ne contenaient que du papier, et les propriétés des œuvres pies ne trouvaient plus d'acheteurs, pas même en *valés royaux*.

Les ministres ne comprenaient pas encore le mal qu'ils avaient fait, et ce mal était immense, peut-être incurable.....

Le Roi se rejeta dans les bras du Conseil de Castille, en lui abandonnant pour la seconde fois le soin et la direction de la dette publique.

Dans les situations extrêmes, la parole des gouvernemens n'a plus d'autorité.

Toutefois, on reçut avec assez de confiance la pragmatique sanction du 10 août. Le Roi la publiait, en se conformant à tout ce que le Conseil avait indiqué.

« Sa Majesté reconnaît et proclame solennellement
» la validité de la dette publique; le capital et les
» intérêts doivent être payés; c'est une obligation in-
» hérente à la couronne; elle sera remplie infailli-
» blement. Les assignations en faveur de la caisse
» seront distinctes, séparées du Trésor public, déga-

• gées de toute autre hypothèque ; d'autres assigna-
 • tions seront ajoutées aux anciennes ; l'amortisse-
 • ment, le paiement des intérêts, seront repris et
 • continués dès le 1^{er} janvier prochain. La promesse
 • formelle en est faite au pays ; tout sera placé sous
 • la garantie et la surveillance du Conseil, exacte-
 • ment de la même manière qu'en 1794 jusqu'en
 • 1798. Les recouvremens et rentrées de fonds, la
 • vente des biens affectés à l'extinction des valès,
 • l'administration, le maniement, tout est remis au
 • Conseil *. »

Telle fut l'histoire lamentable de notre dette publique, dans les trois années où je fus éloigné de l'administration et de la Cour. On s'était engagé

* Ici je dois faire remarquer au lecteur que le seul moyen trouvé pour réparer les fautes commises pendant mon absence du ministère, fut de rétablir les choses sur le même pied où je les avais placées durant ma gestion, et d'accord avec mes excellens et dignes collègues. Nous n'avions pas si mal opéré, puisqu'on y revint quand on voulut rappeler la confiance perdue.

L'article VI de la pragmatique sanction qui rétablit l'ancien système de mon époque était ainsi conçu :

« Conformément à mon royal décret du 29 juin de l'année
 » dernière, contenu dans ma cédula royale du 6 juillet même
 » année, dont le but est de replacer tout ce qui concerne les
 » *voies et moyens* et l'*inversion* des fonds dans le même état qu'en
 » 1794 et 1798, et voulant donner à cette disposition toute
 » l'étendue convenable et nécessaire, pour faire disparaître jus-
 » qu'au moindre prétexte de méfiance, j'ordonne qu'il soit sé-
 » paré du Trésor public, et mis aussitôt sous la direction im-
 » médiate du Conseil, *tout ce qui appartient aux valès royaux*
 » *et leurs dépendances*. Les employés et préposés seront aussi
 » sous les ordres immédiats dudit Conseil, etc. »

aveuglément dans une route opposée à celle que j'avais tracée.

J'ai bien certainement le droit de repousser l'imputation de fautes que je n'ai point commises, de malheurs dont je ne fus point, dont je ne pus pas être la cause. J'étais étranger au maniement des affaires, je le répète; on agit contre mes principes connus.

J'ai dû indiquer l'origine, l'époque de cette masse énorme d'impôts et de charges qui ont pesé sur le peuple pendant ces trois années; de là viennent les embarras dès-lors toujours croissans de nos finances, dont il eût été si convenable et peut-être si facile de prévenir le désordre.

Et combien fut injuste la censure qui a voulu faire tomber la responsabilité de tant de fautes sur celui qui n'en avait point à se reprocher !

CHAPITRE XLVIII.

CONCLUSION.

La moitié de ma tâche est remplie, grâce à Dieu. J'achèverai aussi la seconde partie de ce long examen du passé ; la justice et la vérité sont mes guides.

On a vu qu'il ne s'agit point ici de moi seul, de mon intérêt personnel exclusivement. J'écris l'histoire de Charles IV, monarque si peu, si mal connu, si digne de l'être mieux. Le temps difficile, orageux, qu'il eut à traverser, ne permit pas que son règne fût paisible et prospère.

L'Espagne cependant, sous ce règne, ne fut point frappée de stérilité ? elle produisit encore assez de valeur, de courage, de patriotisme, pour soutenir sa vieille renommée. La chaîne de nos glorieux souvenirs ne sera pas interrompue.

Sobre de censure envers ceux dont les erreurs ne furent pas malintentionnées, et toujours prêt à louer quiconque a bien mérité du pays, je dois être sévère à l'égard des mauvais Espagnols qui, aux malheurs venus du dehors, ajoutèrent le scandale d'une trahison domestique. Je les accuse d'avoir livré la patrie à l'ennemi. Cette faction a triomphé plusieurs

années : maîtresse du ciel et de la terre, elle dénatura, elle obscurcit les faits ; je les rétablis. Désormais on nous connaîtra mieux. Il y a ici de quoi remplir une lacune qui se trouve dans nos annales.

Avant de reprendre le fil des événemens de jour en jour plus graves, qu'il me soit permis de rejeter un coup d'œil en arrière.

Si je ne me fais pas une illusion complète, déjà le lecteur est favorablement prévenu.

La singulière rapidité de mon élévation, la haute faveur dont je fus honoré par mon souverain, la grande peur qu'il eut de la Révolution française, l'idée exagérée qu'il conçut de mes moyens pour tenir tête à l'orage, tout cela peut être expliqué, apprécié avec plus ou moins d'indulgence ; mais on m'accordera du moins que j'ai voulu me rendre digne de ma fortune et cherché constamment à bien remplir la tâche qui me fut imposée.

1^o Je ne fis point la guerre avec précipitation ; je ne reculai point devant l'attaque, dès que le moment fut venu de se défendre.

2^o Nos forces militaires n'étaient pas prêtes. En peu de jours, l'armée espagnole s'organisa ; nos drapeaux flottèrent sur le terrain de l'ennemi ; nous remportâmes des victoires ; des nations plus fortes, mieux préparées que nous, firent-elles davantage ?

3^o Quand la seconde campagne fut malheureuse, loin de me laisser abattre par les revers, je ne désespérai pas du salut de la patrie.

4^o Nos bataillons se rallièrent ; les cadres éclaircis se remplirent de nouveau ; notre longue fron-

tière fut défendue pied à pied. Parmi les États voisins de la France, y en eut-il un seul qui empêcha les Français de pénétrer dans le cœur de ses provinces ?

5° Je connus, je saisis le moment où la lutte désormais inutile, funeste, s'écartant du grand but qu'elle avait eu d'abord, ne servait plus qu'à augmenter la force et raffermir l'établissement de la République. Alors je *fis la paix*, non point avec les autres coalisés, *mais six mois après qu'un puissant souverain l'avait déjà signée* * ; lorsque la moitié de l'Empire se détachait de la coalition, lorsqu'il était clair, évident, que la guerre n'avait plus d'intérêt que pour l'Angleterre et la France.

6° La paix de l'Espagne fut conclue dans le moment où la République, victorieuse des factions qui l'avaient agitée, parut rentrer en elle-même et vouloir respecter le droit commun des nations ; quand elle prononça la première des paroles de conciliation et montra le désir de se rapprocher de nous.

7° Cette paix ne fut point dictée impérieusement ; il y eut des *pourparlers*, une longue discussion, des conditions posées de part et d'autre, les armes à la main, sans aucun armistice ; nos troupes étaient pleines de vigueur, en bon état, prêtes à franchir de nouveau les frontières françaises. On se battait tous les jours ; le sang coulait encore après que le traité de Bâle était signé. \

* Le roi de Prusse, celui qui s'était mis à la tête de la coalition, et dont le général en chef (le duc de Brunswick) déclarait qu'il ne laisserait pas pierre sur pierre dans Paris!...

8° Cette paix ne coûtait pas un seul village, ni un simple filet d'eau, ni une colline, ni un arbuste; les bornes sacrées du territoire ne furent point déplacées. L'Espagne est le seul État belligérant qui, en faisant la paix avec la France, ne consentît à aucun sacrifice.

9° Le Cabinet anglais, mécontent de notre paix avec la France, s'efforça de la rompre, voulut nous entraîner de nouveau dans la lutte, comme il y entraîna les princes d'Italie, sans s'inquiéter, sans se douter du bouleversement, de la ruine que ces princes allaient attirer sur leurs États.

L'Angleterre employa l'intrigue, la menace, les provocations, l'insulte, pour nous émouvoir; elle attaqua notre amour-propre, elle affecta des doutes sur notre indépendance.... Placé entre deux nations rivales, menacé de chaque côté, je préfèrai le parti qui d'abord nous délivrait du joug de l'Angleterre, qui nous dispensait de guerroyer pour son compte et dans nos propres foyers. Je ne voulus pas que la Péninsule servît de champ de bataille à l'étranger; lutte qui pouvait se prolonger à l'infini ou se terminer comme les *échauffourées* de la Hollande et de Naples, comme le siège de Toulon, ou comme les débarquemens sur les côtes de la Bretagne.

10° La guerre s'étant allumée entre nous et l'Angleterre, sans provocation de notre part, il nous fallait chercher des alliés qui pussent nous aider à protéger nos colonies et notre commerce. Nous nous unîmes sincèrement à la France et à la Hollande contre les Anglais, sans toutefois nous séparer des

autres cabinets avec lesquels nous avions des relations d'alliance, quoique ces cabinets fussent encore ennemis déclarés de la République.

11° La sagesse et la modération dirigèrent constamment notre politique : j'écoutai attentivement les vœux, l'opinion du pays ; je ne fis rien sans l'adhésion unanime des Conseils de l'État.

12° Notre alliance ne fut point une servitude ; c'était un contrat, simple, franc, et dans l'intérêt réciproque des deux nations, en ce qui concernait cette guerre purement maritime. Et l'Espagne, ayant à conserver ses vastes possessions de l'une et l'autre Amérique, comme elle les conserva, fut puissamment aidée par la France et la Hollande, dont les expéditions navales se combinèrent avec les nôtres.

13° Les ministres qui me succédèrent ne se trouvaient-ils pas libres de changer de système à l'égard de la France, s'ils le trouvaient convenable ? Non-seulement ils suivirent la même ligne que moi, mais encore ils s'unirent plus intimement à la République, ils eurent pour elle une *obsequiosité* dont le Cabinet que je dirigeais s'était montré plus avare.

14° Cette double guerre, d'abord avec la France, ensuite avec la Grande-Bretagne, se fit, tant que je fus ministre, sans grever le peuple par de nouveaux impôts. Les dons patriotiques volontaires, des emprunts nationaux, suffirent aux immenses armemens de terre et de mer ; le crédit fut soutenu par des moyens simples, par la moralité de nos opérations.

15° Pendant les mauvais jours de la guerre avec la France, il n'y eut en Espagne ni violences, ni

persécutions, comme on en voyait dans d'autres pays, comme il y en avait eu dans le nôtre durant les deux années antérieures à mon entrée au ministère.

16° Loin de redouter les progrès des lumières, je les favorisai; je recherchai leur appui pour les opposer aux doctrines pernicieuses qui menaçaient l'Europe. J'appelai autour du trône tous les talens, tous les Espagnols généreux, amis ou ennemis du ministère, sans distinction. Ce système d'impartialité me réussit complètement. Les coteries qui avaient commencé à se former dès les premiers momens du règne de Charles IV se dissipèrent d'elles-mêmes : tant que j'exerçai le pouvoir, le monarque régna seul, chef de son peuple, non chef de parti; il n'y eut qu'un gouvernement, point de *camarilla*. Le Conseil d'État, celui de Castille, tous les autres, discutaient, réglaient les affaires du pays dans les formes constitutionnelles.

17° Les récompenses coururent au-devant du mérite : peu de délits politiques, très peu de châtimens; ceux-ci toujours suivis d'un pardon facile, généreux, même envers ceux qui n'en étaient pas dignes. Nul ne subit entièrement la peine imposée.

18° La guerre ne nuisit point à la culture des lettres, à l'étude des sciences; au contraire, le temps perdu pendant deux siècles fut réparé.

19° J'employai tous les moyens pour faire pénétrer la lumière et l'industrie dans la classe laborieuse, en répandant à pleines mains l'instruction, depuis

les premiers rudimens de l'école jusqu'à l'application du compas et de l'analyse.

20° Les arts productifs qui enrichissent la société, les arts d'agrément qui la charment et l'embellissent, prospéraient malgré l'état de gêne occasionné par la guerre. Les classes nobles et riches donnaient l'exemple, combattaient les préjugés, encourageaient le travail, excitaient une heureuse émulation.

21° L'agriculture fut un objet sacré pour moi; je la mis en honneur jusque dans les derniers recoins du sol, dans les terres jusque-là délaissées; le temps aurait amené plus tard de grands développemens. Le laboureur fut ménagé, délivré de beaucoup d'entraves, reçut d'abondans secours; le Gouvernement créa pour lui des ressources nouvelles.

22° Je comptai sur le commerce, qui, à son tour, compta sur moi dans les circonstances pénibles où il se trouva durant cette fatale guerre; il n'eut qu'à faire connaître ses besoins pour obtenir, en Espagne et en Amérique, toutes les faveurs qu'il demanda.

23° Mon élévation ne m'empêcha point d'entendre et d'écouter la voix du pauvre. Ce que la charité de nos prédécesseurs avait oublié de faire en faveur des malheureux, j'eus le bonheur de l'exécuter. De toutes les infortunes dont l'espèce humaine est assiégée, les plus cruelles sont de n'avoir ni père, ni parens, ni droits sociaux; d'être privé de l'usage de la parole, de la faculté d'implorer le secours de ses semblables : je tâchai d'y remédier. Le Gouvernement adopta les *enfants trouvés*, dont l'éducation physique et morale fut assurée; ils eurent une patrie, un état,

un avenir honnête. Après viennent les pauvres *sourds-muets*, dont personne n'avait eu avant moi l'idée de s'occuper. Je leur donnai tous mes soins; le Gouvernement leur fournit un asile, les fit élever, instruire convenablement; la première idée de cette institution m'appartient; elle fut l'objet de ma plus vive sollicitude, graduellement soutenue, perfectionnée presque entièrement à mes frais *.

24^e Enfin, durant ce ministère dont on a dit tant de mal, et sur lequel on a raconté tant de mensonges et de calomnies, la nuit et le jour ne me suffisaient pas pour subvenir au travail du cabinet, ainsi qu'à mille autres affaires dont je me chargeais volontairement, sans compter les immenses détails dont je n'ai donné qu'un léger aperçu dans ces *Mémoires*. Tout mon temps était à la patrie; ma jouissance, mon plaisir, c'était de faire du bien et quelque chose d'utile ou d'honorable pour le pays: je ne crois pas avoir perdu une seule journée.

Je ne prétends pas ici en tirer une grande vanité; je remplissais un devoir: la confiance illimitée du Roi, ses augustes bienfaits, ma profonde reconnaissance, m'imposaient ce devoir, et les applaudisse-

* Je n'ai pas dû parler des aumônes et des secours particuliers auxquels je consacrais une partie de ma fortune. Je puis le dire cependant aujourd'hui; le secret que je m'étais imposé, par égard pour ceux qui en étaient l'objet, ne doit pas m'en faire perdre le mérite. On m'accusa de lésinerie, je le savais.... Les juges commissaires chargés par le roi Ferdinand d'examiner mes livres, mes papiers, ont trouvé que je donnais annuellement de 150 à 200,000 francs. L'un de ces juges vit encore.

mens, les encouragemens du pays doublerent d'un autre côté la récompense de mes services.

Oui, sans doute, *je fus homme*, et quel homme est impeccable ? Mais j'ai noblement, fidèlement servi ma patrie ; elle n'a pas le droit de me reprocher une simple faute d'omission ou de négligence. Je l'ai respectée dans chacun de ses enfans ; je fis du bien à plusieurs ; nul n'osera dire que j'ai causé sa ruine : j'en porte le défi à ceux qui furent mes ennemis déclarés. Peu d'hommes publics, ayant eu autant de pouvoir que moi, pourront tenir ce langage sans s'exposer à être démentis. C'est avec cette conviction pleine et entière que je me retirai du ministère en 1798, avec l'estime de presque tous ceux dont ma rapide fortune avait d'abord provoqué la censure ou la jalousie. M. Bourgoing, dans son *Tableau de l'Espagne moderne*, s'en expliquait dans des termes qu'il ne m'appartient pas de répéter (Tome 1^{er}, ch. v, page 193). Je n'en cite que cette phrase comme une vérité de fait : « Si son élévation fit des envieux, » sa conduite ne fit que très peu de mécontents. » Séparé de la Cour, j'eus l'occasion de voir les choses de plus près, sans illusion. Je n'avais plus de pouvoir, et la foule bienveillante n'en vint pas moins assiéger mon hôtel. De loin comme de près, les marques d'intérêt et d'affection me furent prodiguées ; des villes, des corporations, ne se contentèrent pas de m'en adresser des témoignages par écrit *.

* Pendant que j'étais ministre, plusieurs villes me firent l'honneur de me nommer *régidor perpétuel* (*échevin, officier muni-*

Lorsque ensuite des fautes multipliées bouleversèrent nos finances, plusieurs bons citoyens alarmés venaient à moi s'enquérir des moyens qu'il serait encore possible de trouver pour arrêter le mal *. Sans nul doute, on commençait alors à rendre justice à mon administration, et les regrets que l'on me témoignait ne manquaient pas de sincérité.

Le Ciel me réservait une épreuve plus longue, plus douloureuse ; il devait survenir une époque où mon dévouement à mon Roi et à mon pays me pré-

eipal) de leurs municipalités, honneur populaire qu'on n'accordait pas ordinairement à des ministres. On aurait pu croire que cet hommage s'adressait au pouvoir dont j'étais revêtu ; mais après ma retraite, lorsque je n'étais plus rien à la Cour, des corporations qui s'abstinrent de saluer ma faveur voulurent courtoiser ma disgrâce. La ville de Valence, celle de Ronda, d'autres dont j'oublie ici les noms, me donnèrent plus tard ce gage non équivoque de leur estime et de leur affection....

* L'un des graves personnages qui m'écrivirent à cette occasion, et avec d'autant plus d'instance qu'il était *membre du Conseil d'État* ¹, fut le bailli D. Antoine Valdès, ancien ministre de la Marine. Il me parlait de la ruine prochaine, inévitable de nos finances, d'après le système de Saavedra et ses continuateurs. Les lettres de Valdès, celles de beaucoup d'autres individus respectables et de plusieurs corporations, auront été trouvées dans mes papiers....

¹ La dignité de *conseiller d'État* n'est point en Espagne ce qu'elle est parmi nous ; on n'y parvient qu'après avoir été ministre à portefeuille, ou après avoir exercé les plus hautes fonctions, soit militaires, soit civiles, et mérité, par une longue carrière honorablement suivie, cette dernière preuve de la confiance du souverain. Le *conseiller d'État* espagnol est à peu près ce que nous appelons *ministre d'État* ; il n'a point de département ; il peut néanmoins être appelé au conseil du Cabinet dans les occasions importantes. E.

cipiterait dans un abîme sans fond : accusé sans pouvoir me défendre ; dépouillé, proscrit, sans être jugé ; craignant de n'avoir bientôt plus le temps ni la force d'achever cette pénible réfutation, le dernier service que je dois rendre à ma patrie et à ma famille.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° I.

CÉDULE DU 4 SEPTEMBRE 1796,

OU

TRAITÉ D'AMITIÉ, DE LIMITES ET NAVIGATION

CONCLU ET RATIFIÉ

ENTRE SA MAJESTÉ CATHOLIQUE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

(Enregistré au Conseil de Castille le 12 août même année.)

TRAITÉ.

Sa Majesté Catholique et les États-Unis d'Amérique, voulant consolider d'une manière permanente la bonne intelligence et les rapports d'amitié qui subsistent entre les deux parties contractantes, ont résolu de fixer par un traité divers points dont le règlement doit produire un bénéfice général et des avantages réciproques pour l'un et l'autre pays.

D'après ces motifs, Sa Majesté Catholique a nommé S. E. D. Manuel de Godoy, Alvarez de Faria, Rios, Sanchez, Zarzosa, Prince de la Paix, duc de l'Alcudia, seigneur du Soto de Roma et de l'état d'Albala, grand d'Es-

pagne de première classe, régidor perpétuel de la ville de Saint-Jacques, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'Or, grand'-croix de l'ordre de Charles III, commandeur de Valencia del Ventoso, de Ribeira et Aceuchal de l'ordre de Saint-Jacques, chevalier grand'-croix de l'ordre de Malte, conseiller d'État, premier secrétaire d'État et des dépêches, secrétaire de S. M. la Reine, surintendant-général des postes, ponts et chaussées, protecteur de l'Académie des Arts, du Cabinet royal d'histoire naturelle, du Laboratoire de chimie, du Jardin botanique, de l'Observatoire d'astronomie, etc.; gentilhomme de la Chambre en exercice, capitaine-général des armées, inspecteur et major des gardes du corps de Sa Majesté.

Et le président des États-Unis, avec le consentement et l'approbation du Sénat, nomme son ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Catholique, Thomas Pinkeny, citoyen des États-Unis.

Et les deux plénipotentiaires ont rédigé et signé les articles suivans :

1^o Il y aura paix solide et inviolable et amitié sincère entre Sa Majesté Catholique, ses successeurs et sujets, et les États-Unis et citoyens d'iceux, sans exception de personne et de lieu.

2^o Pour éviter toute discussion relativement aux limites qui divisent les territoires des deux hautes parties contractantes, il a été convenu et déclaré dans le présent article, savoir : que la limite méridionale des États-Unis qui sépare leur territoire de celui des colonies espagnoles, la Floride occidentale et la Floride orientale, sera marquée par une ligne à partir du fleuve Mississipi, dans la partie la plus septentrionale du trente-et-unième degré au nord de l'Équateur, et de là tirée en ligne droite à l'est, jusqu'au milieu du fleuve Apala-Chicola ou Catahouha ; ensuite par le milieu du fleuve jusqu'à sa

réunion avec le Flint, et de là en droiture jusqu'à la naissance du fleuve Sainte-Marie, et, en descendant par le milieu dudit fleuve, jusqu'à l'océan Atlantique. Il est convenu entre les deux puissances que s'il y avait des troupes, garnisons ou établissemens de l'une sur le territoire de l'autre, d'après la limite qui vient d'être mentionnée, ces troupes, garnisons ou établissemens se retireront dudit territoire dans le terme de six mois après la ratification du présent traité, ou plus tôt, s'il est possible, et il leur sera permis d'emporter tous les biens et effets qui leur appartiendraient.

3^o Pour l'exécution de l'article précédent, il sera nommé, par chacune des deux hautes parties contractantes, un commissaire et un géomètre qui se réuniront dans le Natchez, sur la rive gauche du Mississipi, dans le terme de six mois après la ratification du présent traité. Ces commissaires procéderont à la démarcation de ces limites, conformément à ce qui est stipulé dans ledit article précédent; ils lèveront des plans et formeront un journal de leurs opérations, lesquels seront réputés parties intégrantes du présent traité et auront la même force que s'ils y étaient insérés textuellement. Si, par un motif quelconque, il est jugé nécessaire que lesdits commissaires et géomètres soient accompagnés d'une garde, elle leur sera fournie en nombre égal de chaque côté, par le général commandant les troupes de Sa Majesté Catholique dans les deux Florides et le commandant des troupes des États-Unis dans leur territoire du sud-ouest. Ces généraux agiront d'accord et amicalement pour cet objet et pour la fourniture des vivres, instrumens, et toute autre disposition en exécution de cet article.

4^o Il est également convenu que la limite occidentale du territoire des États-Unis, qui les sépare de la colonie espagnole de la Louisiane, est fixée au milieu du chenal

ou du lit du Mississipi, depuis la limite septentrionale des susdits États jusqu'au complément du 31° degré de latitude au nord de l'Équateur. Sa Majesté Catholique accède aussi à ce que la navigation du fleuve, dans toute son étendue, depuis sa source jusqu'à l'Océan, soit libre pour tous ses sujets comme pour les citoyens des États-Unis, à moins que, par un traité particulier, cette liberté ne soit également accordée aux sujets d'une autre puissance.

5° Les deux hautes puissances contractantes chercheront par tous les moyens possibles à maintenir la paix et la bonne harmonie entre les diverses nations indiennes qui habitent les terrains adjacens auprès des lignes et fleuves qui, suivant les articles antérieurs, forment les limites des deux Florides; et pour atteindre ce but, les deux puissances s'obligent expressément à réprimer toute espèce d'hostilités de la part des nations indiennes qui habitent en-deçà de la ligne des limites respectives; de manière que l'Espagne ne permettra pas que ses Indiens attaquent ceux qui vivent sur le territoire des États-Unis ou les citoyens américains, et les États-Unis empêcheront que les leurs n'attaquent les sujets de Sa Majesté Catholique ou ses Indiens en aucune façon.

Attendu qu'il existe différens traités d'amitié entre les Indiens et les deux puissances contractantes, celles-ci s'engagent à ne plus faire désormais aucune alliance ou traité (excepté des traités de paix) avec les nations indiennes qui habitent dans les limites de l'une ou de l'autre. Elles n'en feront pas moins leur commerce au bénéfice commun de leurs sujets et citoyens respectifs, avec une complète réciprocité, afin qu'en s'épargnant les dépenses que jusqu'à ce jour lesdites nations indiennes leur ont occasionnées, les deux parties contractantes jouissent de tous les avantages d'une bonne harmonie générale.

6° Chacune des parties contractantes tâchera, par tous les moyens possibles, de protéger et défendre les bâtimens et effets quelconques appartenant aux sujets et citoyens de l'autre partie qui se trouveraient dans l'étendue de leur juridiction par terre ou par mer. Elles emploieront tous leurs efforts pour recouvrer et faire restituer aux propriétaires légitimes les bâtimens et effets qui leur auraient été enlevés dans l'étendue de leur juridiction, qu'elles soient ou non en guerre avec la puissance dont les sujets auraient pris lesdits effets ou bâtimens.

7° Il est convenu que les sujets ou citoyens de l'une des parties contractantes, et leurs effets ou bâtimens, ne pourront être soumis à aucun embargo ou détention de la part de l'autre, pour cause d'expédition militaire, service public ou particulier d'aucune sorte; et, dans le cas d'appréhension, détention ou arrêt, soit pour dettes contractées ou offenses commises par des citoyens ou des sujets de l'une des parties contractantes dans la juridiction de l'autre, il sera procédé uniquement, par ordre et autorité de justice, suivant les formes légales en pareil cas requises. Il sera permis à leurs sujets d'employer les avocats, procureurs, notaires, agens ou facteurs qu'ils jugeront leur convenir dans leurs affaires et procès, par-devant les tribunaux de l'autre partie contractante; il leur sera permis également d'ester librement dans les causes, et d'être présens à tout examen et déclaration de témoins qui auraient lieu dans les procès.

8° Quand les sujets et habitans de l'une des deux parties contractantes, avec leurs bâtimens, soit de commerce, de guerre, particuliers ou marchands, se verront obligés, par une tempête, pour échapper aux pirates ou à l'ennemi, ou pour toute autre nécessité urgente, à chercher un refuge ou un abri dans les fleuves, baies, rades ou ports de l'une des deux puissances, ils seront reçus et

traités avec humanité, jouiront d'une protection entière, recevront les secours nécessaires, et il leur sera permis de se pourvoir de rafraîchissemens, vivres et autres choses nécessaires pour leur subsistance, pour réparer leurs bâtimens et pouvoir continuer leur voyage, le tout moyennant un prix raisonnable ; ils ne seront point retenus ; on ne les empêchera , sous aucun prétexte , de sortir de ces ports et rades ; ils pourront, au contraire , s'en aller comme et quand ils le voudront, sans aucun obstacle ni difficulté.

9^o Tous les bâtimens et marchandises qui auraient été repris sur des pirates en pleine mer, de quelque nature qu'ils soient, et qui seraient amenés dans un port de l'une des deux puissances, seront remis aux officiers et employés dudit port, pour être rendus intégralement à leurs véritables propriétaires, aussitôt que la propriété légitime en aura été légalement constatée.

10^o Dans le cas où un bâtiment de l'une ou de l'autre puissance contractante aurait fait naufrage, aurait échoué, ou éprouvé quelque avarie sur les côtes ou dans les eaux de l'autre puissance, il sera donné des secours aux sujets et citoyens respectifs, soit pour les personnes, soit pour les bâtimens et effets, ainsi que l'on ferait à l'égard des habitans du pays même où le malheur serait arrivé, sans autre charge ou droit que ceux que les propres habitans du pays sont tenus de payer en semblable cas. S'il était nécessaire de décharger le bâtiment, en tout ou en partie, pour faire les réparations nécessaires, le rembarquement des effets ne paierait aucune espèce de droit d'exportation.

11^o Les citoyens ou sujets de l'une des deux parties auront dans les États de l'autre la liberté de disposer de leurs biens personnels, soit par testament, soit par donation ou de toute autre manière. Si les héritiers sont

des sujets ou des citoyens de l'autre partie contractante, ils n'en succéderont pas moins aux biens qui leur appartiennent en vertu de testament ou *ab intestat*; ils pourront prendre connaissance par eux-mêmes personnellement, ou par le moyen de leurs fondés de pouvoirs, et en disposer comme ils jugeront convenable, sans payer d'autres droits que ceux établis dans le pays où l'héritage a lieu.

Si les héritiers étaient absens, il sera pris soin des biens qui leur reviennent, de la même manière qu'on le ferait en pareille occasion pour les biens des naturels du pays, jusqu'à ce que le légitime possesseur ait approuvé les dispositions prises pour recueillir l'héritage : s'il s'élevait des discussions entre les ayans-droit, elles seront réglées en dernière instance selon des lois du pays où ledit héritage s'est trouvé vacant; si, par la mort d'une personne qui possédait des immeubles sur le territoire de l'une des parties contractantes, ces immeubles, d'après les lois du pays, étaient transmis à un sujet ou citoyen de l'autre partie, et celui-ci, par sa qualité d'étranger, se trouvait inhabile à les posséder, il lui sera accordé un délai convenable pour les vendre, et en retirer le produit sans obstacle, libre de tout droit de retenue de la part des gouvernemens respectifs.

12° Les bâtimens marchands destinés à des ports d'une puissance ennemie de l'une des deux parties contractantes, dont le voyage et le chargement inspireraient de justes soupçons, seront obligés de présenter, soit en pleine mer, soit dans les ports et caps, non-seulement leurs passeports, mais aussi des certificats qui prouvent expressément que ledit chargement n'est point de l'espèce prohibée qui constitue la contrebande.

13° Pour favoriser le commerce des deux parties, il est convenu que, dans le cas de rupture ou de guerre

entre les deux nations, il sera donné un terme d'un an, à compter de la déclaration publique de ladite guerre ou rupture, aux commerçans dans les lieux qu'ils habitent, pour recouvrer ou transporter leurs marchandises; s'il leur en était enlevé une partie quelconque, ou s'il leur était causé quelque dommage durant le terme prescrit et mentionné ci-dessus, par l'une des deux puissances ou par leurs sujets, il sera donné sur ce point une entière satisfaction par les deux gouvernemens.

14^e Aueun sujet de Sa Majesté Catholique ne prendra de lettres de marque ou patentes de course contre les États-Unis ou leurs eitoyens, établissemens et propriétés, sous le nom d'un souverain avec lequel les États-Unis seraient en guerre. Et pareillement, aueun eitoyen ou habitant des États-Unis ne demandera ni n'acceptera de lettres de marque ou patentes pour armer un bâtiment ou des bâtimens contre les sujets de Sa Majesté Catholique, sous le nom d'un souverain ou État avec lequel Sa Majesté Catholique serait en guerre. Si quelque individu de l'une ou de l'autre nation prenait ou acceptait de semblables patentes ou lettres de marque, il sera traité comme pirate.

15^e Il sera permis à tous et à ehaeun des sujets de Sa Majesté Catholique, ainsi qu'aux eitoyens et habitans des États-Unis, de naviguer en toute liberté et sûreté avec leurs propres bâtimens, sans aucune restriction à cet égard, quels que soient les ports d'où viennent les marchandises dont les bâtimens seraient chargés, et quoiqu'elles soient destinées aux ports d'une puissance actuellement ennemie, ou qui le deviendrait après, soit de Sa Majesté Catholique, soit des États-Unis. Il sera aussi permis aux sujets et eitoyens dont il est ici question de naviguer avec leurs bâtimens et marchandises, et de fréquenter avec la même liberté et sûreté les places et

ports des puissances ennemies des parties contractantes, ou de l'une d'elles, sans obstacles ni opposition, et de faire le commerce, non-seulement d'un port de la puissance ennemie à un port neutre directement, mais encore d'un port ennemi à un autre port ennemi, que ce port se trouve sous la puissance d'un seul ou sous la puissance de plusieurs. Il est stipulé aussi, par le présent traité, que les bâtimens libres assurent également la liberté des marchandises. Sont réputés libres tous les effets qui se trouvent à bord des bâtimens appartenant aux sujets de l'une des deux parties contractantes, même quand le chargement, tout ou partie, appartiendrait aux ennemis de l'une des deux puissances, bien entendu, cependant, la contrebande toujours exceptée. Il est en outre convenu que la même liberté est garantie aux personnes qui, se trouvant à bord du bâtiment libre, fussent-elles ennemies des deux parties contractantes, ne pourront par conséquent être faites prisonnières, ni transportées hors des susdits bâtimens, à moins que ces personnes ne soient des militaires dans ce moment employés au service de l'ennemi.

16^e Cette liberté de navigation et de commerce doit s'étendre à toute espèce de marchandises, en exceptant uniquement celles qui sont comprises sous le nom de contrebande ou de marchandises prohibées, comme sont les armes, les canons, les bombes, mèches de bombes, boulets, poudre, mèches, piques, épées, lances, dards, hallebardes, pétards, mortiers, grenades, salpêtre, fusils, balles, écus, casques, cuirasses, cottes de mailles et autres armes de cette espèce, propres à l'armement du soldat, porte-mousquets, buffleteries, chevaux enharnachés et tous autres instrumens de guerre de quelque espèce qu'ils soient. Mais les marchandises et effets désignés ci-après ne sont point compris parmi les objets de

contrebande ou prohibés, savoir : toute espèce de draps, tissus de laine, de lin, soie, coton ou autre de quelque matière que ce soit; toute espèce de vêtemens et d'étoffes dont on les fait; l'or et l'argent travaillés, frappés en monnaie ou non, l'étain, le fer, laiton, cuivre, bronze, le charbon, et pareillement l'avoine, le froment, l'orge, toute espèce de légumes; le tabac, l'épicerie en général, viande salée et fumée, poissons salés, fromages et beurres, bière, huile, vin et sucre, toute espèce de sel, et en général tout objet de consommation ou de subsistance; et encore, toute sorte de coton, chanvre, lin, poix, résines, cordes, câbles, voiles, toiles à voiles, ancres, mâts, planches, madriers et tout autre objet servant à la construction et réparation des bâtimens; toute autre matière n'ayant point la forme d'un instrument préparé pour la guerre de terre et de mer, et moins encore sera réputée contrebande toute matière préparée pour d'autres usages. Tous les objets qui viennent d'être nommés seront marchandises libres, de même que les autres marchandises et effets qui ne sont pas expressément désignés dans l'énumération des marchandises de contrebande; de manière qu'on pourra les transporter et conduire dans les places ennemies, hormis celles qui se trouveraient actuellement assiégées, bloquées ou attaquées, et hormis les cas où des bâtimens de guerre, par suite d'avaries ou d'autres causes, se trouveraient dans la nécessité de prendre les effets d'un bâtiment de commerce. Dans ce dernier cas, les bâtimens de guerre pourront les retenir et en tirer des provisions dont ils donneront un reçu, afin que la puissance à laquelle appartient le bâtiment qui a pris les effets les paie suivant leur valeur au prix courant dans le port où le propriétaire devait se rendre d'après ses lettres de navigation. Les deux parties contractantes s'obligent à ne retenir les susdits bâtimens de

commerce que dans le cas et pour le temps rigoureusement nécessaire pour en tirer des approvisionnemens. Les puissances contractantes acquitteront immédiatement les reçus et indemniseront les propriétaires de tous les préjudices qu'ils auraient soufferts.

17^e Pour éviter toute espèce de plaintes et de discussions, il est convenu que, dans le cas où l'une des puissances contractantes se trouverait engagée dans une guerre, les bâtimens appartenant aux sujets de l'autre devront être munis de patentes de mer ou de passeports qui expliquent le nom, la propriété et la cargaison du navire, ainsi que le nom et le domicile du propriétaire et du capitaine, afin que, de cette manière, il soit constaté que ledit navire et chargement appartiennent en effet et réellement aux sujets de l'une des deux parties contractantes. Les passeports seront délivrés d'après le modèle ci-joint; ils seront renouvelés toutes les années, si le bâtiment rentre dans le port d'où il est parti dans le courant de la même année. Il est pareillement, convenu que si les bâtimens sont chargés, ils auront non-seulement à produire leurs passeports, mais aussi des certificats contenant les détails du chargement, le nom du lieu de départ et la déclaration des objets de contrebande qui pourraient se trouver à bord. Ces certificats seront expédiés, en la forme accoutumée, par les officiers de l'administration du lieu de départ. Si l'on croit utile et prudent de désigner dans lesdits passeports le propriétaire des marchandises, on pourra le faire librement. A défaut de ces formalités, le bâtiment sera conduit à un port de la puissance respective et jugé par le tribunal compétent, d'après les règles qui viennent d'être établies. Si ces règles n'ont pas été observées, le bâtiment sera déclaré de bonne prise, à moins qu'il n'y satisfasse légalement par des témoignages tout-à-fait équivalens.

18° Lorsqu'un bâtiment appartenant aux sujets, villes et habitans des deux parties, sera rencontré le long de la côte ou en pleine mer par un vaisseau de guerre ou par un autre bâtiment armé en course de l'autre puissance, le vaisseau de guerre ou corsaire, pour éviter toute espèce de désordre, se tiendra hors de la portée du canon et pourra envoyer sa chaloupe auprès du vaisseau marchand ; celui-ci permettra à deux ou trois hommes de la chaloupe de monter à son bord ; le patron ou capitaine du bâtiment exhibera son passeport et autres titres qui doivent être conformes à ce qui est prescrit dans le présent traité, et ne laisser aucun doute sur la propriété dudit bâtiment. Après avoir ainsi exhibé son passeport et documens conformes, il sera libre de continuer son voyage sans être molesté, poursuivi d'aucune manière, ni forcé de changer de route.

19° Il sera établi réciproquement des consuls, avec tous les privilèges et facultés dont jouissent ceux des nations les plus favorisées dans les ports où elles en ont, ou bien dans ceux où il leur est permis d'en avoir.

20° Il est également convenu que les habitans des territoires de l'une et l'autre partie contractantes seront réciproquement admis par les tribunaux de justice à réclamer légalement la restitution de leurs propriétés, le paiement de ce qui leur est dû et le dédommagement des préjudices qu'ils auraient soufferts, soit que les personnes contre lesquelles ils auraient des plaintes à former appartiennent comme sujets ou citoyens au pays dans lequel elles se trouvent, ou soit contre toutes autres personnes qui s'y seraient réfugiées ; les procédures et jugemens de ces tribunaux seront les mêmes dans le cas où les parties plaidantes seraient sujets ou citoyens du même pays.

21° Pour mettre un terme à toutes discussions sur les

pertes que les citoyens des États-Unis ont éprouvées par suite de la prise de bâtimens et de chargemens qu'ont pu faire les sujets de Sa Majesté Catholique dans la guerre passée entre l'Espagne et la France, il est convenu que tous ces cas seront définitivement réglés par des commissaires nommés en la forme suivante : Sa Majesté Catholique en nommera un ; le président des États-Unis nommera l'autre, avec la connaissance et l'approbation du Sénat. Ces deux commissaires en nommeront eux-mêmes un troisième ; s'ils ne pouvaient pas tomber d'accord, chacun nommera de son côté une personne, et ces deux noms seront tirés au sort en présence des deux commissaires ; celui qui sortira le premier sera le tiers arbitre élu. Alors les trois commissaires prêteront serment d'examiner et décider avec impartialité les réclamations dont il s'agit, suivant la nature des cas, l'équité, la justice et le droit des gens. Lesdits commissaires tiendront leurs sessions à Philadelphie ; en cas de mort, absence ou maladie de l'un d'entre eux, il sera remplacé de la même manière qu'il aura été élu, et le nouveau commissaire exerçant les mêmes fonctions prètera le même serment. Dans le terme de dix-huit mois, à compter du jour de leur première réunion, toutes les plaintes et réclamations autorisées par cet article doivent avoir été présentées. Les commissaires recevront sous la garantie du serment les déclarations des personnes admises devant eux pour donner des explications sur les réclamations susdites. Ils admettront comme preuve tout témoignage par écrit suffisamment authentique et reconnu valable. La décision des commissaires ou de deux d'entre eux sera définitive et péremptoire, tant pour ce qui regarde la justice de la réclamation que pour la somme reconnue due et légitimement fixée. Sa Majesté Catholique s'engage à la faire payer en espèces d'or ou d'argent, sans diminution, et

aux époques, lieux et conditions indiqués par les commissaires.

22^e Les deux hautes parties contractantes, espérant que la bonne correspondance et amitié qui subsistent actuellement entre elles deviendront encore plus intimes par suite du présent traité, et contribueront à augmenter l'opulence et la prospérité de l'un et de l'autre pays, seront disposées à accorder successivement au commerce toute la faveur et latitude qu'exigera l'intérêt commun.

Et dès à présent, en conséquence de ce qui est stipulé dans l'article 4, Sa Majesté Catholique permet pour le terme de trois ans, aux citoyens des États-Unis, de déposer leurs marchandises et effets dans le port de La Nouvelle-Orléans, et de les en exporter sans payer d'autres droits que le juste prix des loyers des magasins. Sa Majesté Catholique offre également de prolonger le terme de cette concession, si, de l'expérience des trois premières années, il ne résulte pas qu'elle compromet les intérêts de l'Espagne ; et s'il ne convenait point de prolonger ladite concession dans le port désigné ci-dessus, Sa Majesté Catholique désignera un autre endroit, sur les bords du Mississipi, pour la même destination.

23^e Le présent traité n'aura son effet qu'après la ratification des parties contractantes, et les ratifications réciproques seront échangées dans le terme de six mois, ou plus tôt, s'il est possible, à compter de ce jour.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de Sa Majesté Catholique et des États-Unis d'Amérique, avons signé, en vertu de nos pleins pouvoirs, le présent traité d'amitié, commerce et navigation, et y avons apposé notre sceau.

Fait à San-Lorenzo-el-Real, le 27 octobre 1795.
Le Prince de la Paix (L. S.), Thomas Pinkeney (L. S.).

Suivent les pleins pouvoirs, ratifications et échanges.

Et les modèles des passeports ou patentes de mer cités dans l'article 17 du traité sont ainsi qu'il suit :

MODÈLE DE PASSEPORT OU PATENTE DE MER , QUI EST ACCORDÉ AUX BATIMENS POUR NAVIGUER EN EUROPE, CITÉ A L'ARTICLE 17.

D. Carlos, etc., ayant accordé un permis à
 habitant de afin qu'avec son
 de tonneaux de port, il puisse naviguer et faire le commerce dans les mers et ports d'Europe, soit de mes États, soit d'États étrangers, et spécialement à sous la prohibition expresse de s'arrêter dans les îles ou terre ferme d'Amérique.

Je veux qu'après avoir fait constater la propriété du bâtiment en sa faveur ou celle de l'un de mes sujets, dont il a obtenu pouvoir à cet effet, il lui soit permis d'équiper le bâtiment sus-nommé avec des hommes de son propre pays ou de ceux de mes États déclarés aptes à cette levée d'hommes de mer par les ordonnances de marine; de naviguer et faire le commerce dans lesdites mers sous les règles établies. Et j'ordonne aux officiers-généraux ou autres, commandant mes escadres et vaisseaux; aux commandans et intendans des départemens de la marine, aux ministres provinciaux subdélégués, capitaines de ports, et tous autres officiers et ministres de mes armées navales; aux capitaines et commandans généraux des provinces, aux gouverneurs, corrégidors, juges et autorités des ports de tous mes royaumes, et mes autres sujets, en ce qui les concerne ou peut les concerner, de ne mettre aucun obstacle ni causer le moindre retard; au contraire, d'aider et favoriser le sus-nommé. en tout ce qui lui sera utile et nécessaire pour continuer sa navigation et son commerce licite. Et quant

aux sujets des rois, princes, ou républiques ou gouvernemens amis ou alliés, gouverneurs et chefs de leurs provinces, places, escadres et vaisseaux, je les requiers également de n'apporter aucun obstacle à sa libre navigation, entrée et sortie de leurs ports où il arriverait de propos délibéré ou par accident, de lui permettre de se livrer à son commerce licite et de se ravitailler et pourvoir des objets nécessaires. A ces fins j'ai ordonné que le présent passeport lui fût délivré, contresigné par mon secrétaire d'État et de la navigation de marine, lequel passeport sera valable pour le terme de à compter de ce jour où il en fait usage, ainsi qu'il conste de la note mise au bas.

Donné à. le de de 17. . .
— Moi le Roi. PEDRO VARELA.

**MODÈLE DE PASSEPORT OU LETTRE DE MARQUE, ACCORDÉE
AUX BÂTIMENS QUI NAVIGUENT EN AMÉRIQUE, CITÉ A
L'ARTICLE 17.**

D. Carlos, par la grâce de Dieu, etc., ayant accordé permission à..... d'aller avec son bâtiment nommé..... de..... tonneaux de port, sortant du port de..... avec charge et effets de commerce et se transférer à celui de..... pour retourner en Espagne au port de sous l'expresse condition de faire sa route d'allée et de venue directement aux points désignés, sans se détourner ni s'arrêter dans d'autres ports nationaux ou étrangers, ni dans les îles ou terre ferme d'Europe ou d'Amérique, sauf les cas de nécessité ou de force majeure. En conséquence de quoi, ma volonté est que le président de la contratation des Indes, ou le ministre chargé de l'expédition des bâtimens dans mes domaines d'outre-mer, et l'intendant ou ministre de la marine du port où ledit

bâtiment sera équipé, concourent à lui faciliter tout ce qui est juste et raisonnable, chacun en ce qui le concerne : le premier, le président, pour ce qui regarde *l'habilitation et le chargement*; et le ministre maritime pour ce qui est de la formation de son équipage, lequel doit être composé de gens de matricule légitimement inscrits sur les rôles dont extrait certifié doit être exhibé, sous l'engagement de veiller à leur entretien et conservation, et répondre de leur conduite, ainsi qu'il est prescrit par les ordonnances de la marine.

Et j'ordonne aux officiers-généraux et autres, aux commandans demes escadres et vaisseaux, président, ministre de la contratation des Indes, commandans et ministres, etc....., et à tous mes autres sujets qu'il appartiendra..... de ne mettre aucun obstacle, causer le moindre retard, au contraire de prêter secours et protection audit..... pour favoriser sa libre navigation et son commerce licite.

Et quant aux sujets des rois, princes et républiques, mes amis et alliés, commandans, gouverneurs, chefs de provinces, places, escadres, etc. :

Je les requiers également de ne mettre aucun obstacle à sa navigation, entrée et sortie des ports où il se présentera volontairement ou par un accident quelconque, de lui permettre de s'y approvisionner et pourvoir de tout ce qui lui sera nécessaire.

A ces fins j'ai fait délivrer le présent passeport contre-signé par mon secrétaire d'état et de la navigation de mer, lequel passeport valable pour le temps que durera son voyage d'allée et de retour, après quoi il sera retiré par le ministre chargé de ce département. Et pour le départ dudit..... et usage immédiat, il en sera pris note en marge du présent passeport par qui de droit.

Donné à..... le..... d..... de 17..... Moi le Roi,

PIERRE VARELA.

Le présent décret publié dans mon Conseil royal, il a été résolu de l'exécuter et d'expédier cette royale cédula. — A ces fins, j'ordonne à tout et chacun de vous, suivant vos emplois, résidences et juridictions, respectivement, de prendre connaissance du présent traité d'amitié, navigation et limite conclu et ratifié entre ma personne royale et les États-Unis d'Amérique, afin de l'exécuter, observer, et accomplir en tout et pour tout, suivant sa teneur, sans y contrevenir, et au contraire, si le cas le requiert, vous donnerez tous les ordres nécessaires pour en assurer la ponctuelle exécution.

N° II.

TRAITÉ D'ALLIANCE.

DON CARLOS, etc.,

Ayant toujours cherché à procurer à mon peuple le bien inestimable de la paix, j'avais mis fin, aussitôt que possible, à la guerre avec la république française, et je songai immédiatement à faire un traité d'alliance offensive et défensive avec ladite République, persuadé que, par ce moyen, les deux nations étant unies, elles obtiendraient la considération et le respect qui leur sont dus en Europe, et que la tranquillité générale pourrait se rétablir.

Après une longue négociation, ce traité a été conclu et ratifié; j'en ai fait remettre les minutes d'usage à mon Conseil royal, ainsi que mon décret du premier de ce mois, afin qu'après en avoir pris connaissance, ledit traité soit observé, et fait observer en ce qui concerne mondit Conseil. En voici la teneur :

Traité. — Sa Majesté Catholique le roi d'Espagne et le Directoire exécutif de la République française, désirant fortifier les liens d'amitié et l'heureux rapprochement rétablis par le traité de paix conclu à Bâle, le 22 juillet 1795 (4 thermidor an III de la République), ont résolu de faire un second traité d'alliance offensive et défensive

embrassant tout ce qui concerne la défense commune et les intérêts de l'une et l'autre nation.

Sa Majesté Catholique et le Directoire exécutif de la République ont à cet effet donné leurs pleins pouvoirs et chargé de cette négociation, savoir :

Sa Majesté Catholique, son E. D. Manuel de Godoy, Alvarez de Faria, Rioz, Sanchez, Zarzosa, Prince de la Paix, duc de l'Alcudia, seigneur du Soto de Roma et de l'état d'Albala, grand d'Espagne de première classe, etc., etc.

Et le Directoire exécutif, le citoyen Dominique-Catherine Pérignon, général de division des armées de la République et son ambassadeur auprès de Sa Majesté Catholique le roi d'Espagne ;

Lesquels, après s'être communiqué et avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs (dont copie est ci-après insérée), ont adopté et arrêté les articles suivans :

ARTICLE 1^{er}. Alliance offensive et défensive à perpétuité entre Sa Majesté Catholique le roi d'Espagne et la République française.

ART. 2. Les deux puissances contractantes se garantissent mutuellement, et en la forme la plus authentique et absolue, les États, territoires, îles et places qu'elles possèdent ou posséderont ; et si l'une des deux était menacée ou attaquée sous quelque prétexte que ce soit, l'autre s'engage et s'oblige à l'aider de ses bons offices et la secourir aussitôt qu'elle en sera requise, ainsi qu'il est stipulé dans les articles suivans.

ART. 3. Dans le terme de trois mois, à compter du moment où la demande en aura été faite à l'une des deux puissances, celle-ci mettra à la disposition de l'autre *quinze vaisseaux de ligne, dont trois à trois ponts, et douze de soixante-dix à soixante-douze canons ; six frégates de force correspondante ; quatre corvettes ou bâtimens légers, tous équipés, armés et pourvus de vivres pour six mois,*

effets et appareils généralement pour un an. La puissance requise réunira cette force navale dans tel port de ses États qu'aurait indiqué la puissance requérante.

ART. 4. Dans le cas où, pour commencer les hostilités, la puissance requérante jugerait concevable de ne demander que la moitié de la force due en vertu de l'article précédent, cette même puissance pourrait, à toute époque de la campagne, réclamer l'autre moitié, laquelle sera fournie de la manière et dans les termes convenus, toujours à compter du moment où la réquisition en aura été faite.

ART. 5. La puissance requise tiendra prête également en vertu de réquisition de la puissance qui demande, et dans le même terme de trois mois, à compter du jour de la réquisition, une force de *dix-huit mille hommes d'infanterie*, et *six mille de cavalerie*, avec un *train d'artillerie* proportionné : cette force devant être employée seulement en Europe ou aux colonies que les puissances contractantes possèdent dans le golfe du Mexique.

ART. 6. La puissance requérante aura la faculté d'envoyer un ou deux commissaires pour voir et s'assurer que la puissance requise, en vertu des articles précédens, s'est mise en état d'entrer en campagne le jour indiqué, avec les forces de terre et de mer fixées par lesdits articles.

ART. 7. Les forces seront mises à l'entière disposition de la puissance requérante, soit pour les retenir dans ses ports ou sur le territoire même de la puissance requise, soit pour les employer dans les expéditions jugées convenables, et sans qu'elle soit tenue pour cela de rendre compte des motifs qui la déterminent à en faire tel ou tel usage.

ART. 8. La réquisition faite par l'une des puissances des secours stipulés dans les articles précédens suffira

pour justifier le besoin qu'elle en a et imposer à l'autre puissance l'obligation d'y satisfaire, sans discuter si la guerre est offensive ou défensive, sans qu'il puisse être demandé aucune explication tendante à éluder ou retarder l'accomplissement de ce qui est stipulé.

ART. 9. Les troupes et vaisseaux que demandera la puissance requérante seront à sa disposition tant que la guerre durera et non à sa charge d'aucune manière. La puissance requise veille à leur entretien partout où son alliée les emploie, comme si ladite puissance requise les employait directement pour son propre compte. Il est seulement convenu que pendant tout le temps où ces vaisseaux et troupes resteront sur le territoire ou dans les ports de la puissance requérante, celle-ci fournira de ses magasins ou arsenaux tout ce qui sera nécessaire, de la même manière et au même prix que si c'étaient ses propres troupes et vaisseaux.

ART. 10. La puissance requise remplacera sans le moindre délai les vaisseaux de son contingent qui périraient par les accidens de la guerre ou de la mer ; elle remplacera également les pertes que pourraient éprouver les troupes de terre.

ART. 11. Si les secours ci-dessus mentionnés étaient ou devenaient insuffisans, les deux puissances contractantes mettront en mouvement le plus de troupes qu'il leur sera possible, soit de terre soit de mer, contre l'ennemi de la puissance attaquée, laquelle en usera en les faisant agir avec les siennes ou séparément, mais toujours d'après un plan général et concerté entre les deux puissances.

ART. 12. Les secours stipulés dans les articles ci-dessus seront fournis dans toutes les guerres que les puissances contractantes se verraient obligées de soutenir, même dans le cas où la puissance requise n'y aurait aucun

intérêt direct et ne devrait agir que comme purement auxiliaire.

ART. 13. Si les deux parties contractantes déclarent la guerre d'un commun accord à une ou plusieurs puissances parce que la cause les intéresse également toutes les deux, la limitation prescrite dans les articles précédens cessera de servir de règle ; les deux puissances emploieront contre l'ennemi commun toutes leurs forces de terre et de mer ; elles combineront leurs plans d'attaque sur les points jugés convenables, soit en réunissant leurs forces, soit en agissant chacune de son côté. Les puissances contractantes s'obligent, dans ce cas, à ne point traiter, ni faire la paix, si ce n'est de commun accord, afin que chacune des deux puisse obtenir la satisfaction convenable.

ART. 14. Dans le cas où l'une des deux puissances n'agirait que comme auxiliaire, la puissance attaquée pourra bien traiter et faire la paix par elle-même, mais toujours de manière à ce qu'il n'en résulte aucun préjudice à la puissance auxiliaire, et plutôt, s'il est possible, que celle-ci y trouve de l'avantage ; à cet effet, elle sera tenue au courant des négociations entamées ou à entamer.

ART. 15. Il sera rédigé incessamment un traité de commerce fondé sur des principes d'équité et d'utilité réciproques entre les deux nations, pour assurer à chacune, dans les États de son alliée, une préférence en faveur des produits de son sol et de ses manufactures, et du moins des avantages égaux à ceux dont jouissent les nations les plus favorisées, les deux puissances s'obligent, dès à présent, à faire cause commune pour réprimer et combattre les maximes adoptées par quelque pays que ce soit, en opposition avec leurs principes actuels et contraires au respect et à la sécurité des pavillons neutres,

également pour rétablir et mettre le système colonial de l'Espagne sur le pied où il a été ou dû être, suivant les traités.

ART. 16. On règlera, en même temps, le caractère et la juridiction des consuls par une convention particulière ; les conventions antérieures seront provisoirement observées.

ART. 17. Pour éviter toute espèce de difficulté entre les deux puissances, il est convenu qu'elles s'occuperont sans délai d'expliquer et mettre au clair l'article 7 du traité de Bâle, relatif aux frontières respectives des deux pays, suivant les instructions et les plans communiqués par les plénipotentiaires soussignés.

ART. 18. L'Angleterre étant la seule puissance dont l'Espagne ait reçu des offenses directes, la présente alliance n'aura d'effet que contre elle dans la guerre actuelle, et l'Espagne restera neutre à l'égard des autres puissances qui sont en guerre avec la République.

ART. 19. L'échange des ratifications du présent Traité aura lieu dans le terme d'un mois, à compter du jour où il a été signé.

Fait à Saint-Ildefonse, le 18 août 1796.

(L. S.) LE PRINCE DE LA PAIX.

(L. S.) PÉRIGNON.

(Suivent les ratifications, pleins pouvoirs échangés.)

Le présent décret publié dans mon Conseil royal, il a été résolu qu'il serait exécuté, et la présente cédula expédiée en conséquence. Pour ce, j'ordonne et commande à tous et chacun de vous, suivant vos attributions dans les lieux et juridictions respectifs, de recevoir le présent

traité d'alliance offensive et défensive ci-joint entre ma personne royale et la République française, lequel vous observerez et exécuterez inviolablement, ferez observer et exécuter ainsi qu'il est stipulé, sans souffrir ni permettre qu'il y soit dérogé en aucune manière, en donnant les ordres nécessaires, suivant qu'il y aura lieu, etc.

:

N° III.

. MANIFESTE CONTRE L'ANGLETERRE.

CÉDULE DU 7 OCTOBRE 1796.

DON CARLOS, etc.

Savoir faisons que, sous la date du 5 de ce mois, j'ai adressé à mon Conseil royal le décret suivant :

ROYAL DÉCRET.

L'un des principaux motifs qui m'ont déterminé à faire la paix avec la République française, aussitôt que ce gouvernement eut commencé à prendre une forme régulière et solide, c'est la conduite observée à mon égard par l'Angleterre, durant tout le temps de la guerre passée, et la juste méfiance que m'inspirait pour l'avenir l'expérience acquise de sa mauvaise foi.

Cette mauvaise foi s'est manifestée :

1° Dans le moment le plus critique de la première campagne, par la manière dont l'amiral Hood traita mon escadre à Toulon, où il ne songea qu'à détruire ce qu'il ne pouvait emporter ;

2° Par l'occupation de la Corse, peu de temps après, entreprise que ledit amiral déroba soigneusement à la connaissance de D. Juan de Langara, lorsqu'ils étaient ensemble à Toulon.

Le ministère anglais n'a pas montré moins de mauvaise foi en gardant un silence profond sur ses négociations avec d'autres puissances, notamment sur le traité fait, le 24 novembre 1794, avec les États-Unis d'Amérique, sans aucune espèce d'égard et de ménagement pour mes droits bien connus. J'ai dû également remarquer sa répugnance constante à accueillir les plans ou les idées qui pouvaient hâter la fin de la guerre, et la réponse vague de lord Grenville à mon ambassadeur le marquis del Campo, lorsqu'il lui demanda des secours pour la continuer avec succès.

Il ne me resta plus de doute sur la mauvaise foi de l'Angleterre, quand elle s'appropriä si injustement la riche cargaison du navire espagnol *le Santiago*, ou *l'Achille*, qui aurait dû être restitué suivant la convention passée entre mon secrétaire d'État, le Prince de la Paix, et lord Saint-Helens, ambassadeur de Sa Majesté Britannique : ajoutcz à ce mépris des traités la saisie des effets de marine qui venaient en Espagne sur des bâtimens hollandais, et dont la restitution n'a cessé d'éprouver également des chicanes et d'interminables difficultés, et les débarquemens continuels des Anglais sur les côtes du Pérou et du Chili pour y faire la contrebande, pour explorer minutieusement tous les points abordables, sous le prétexte de la pêche de la baleine, dont ils alléguaient le privilège d'après la convention de Nootka-Sound.

Tels furent les procédés du ministère britannique, pour nous témoigner la bonne amitié et la confiance qu'ils n'avaient cessé de nous promettre dans toutes les occasions, conformément au traité du 25 mai 1793.

Lorsque la paix a été conclue avec la République française, non-seulement j'ai eu des motifs fondés pour croire que les Anglais formaient des projets sérieux contre mes possessions d'Amérique, mais j'ai reçu des insultes direc-

tes qui m'ont fait voir clairement la résolution adoptée par le ministère anglais de me forcer à prendre un parti contraire au bien de l'humanité, désolée par une guerre qui anéantit l'Europe; un parti diamétralement opposé au désir que je lui ai manifesté, en une foule d'occasions, de mettre un terme à cette calamité, en lui offrant mes bons offices pour arriver à la conclusion d'une paix générale.

L'Angleterre a révélé son arrière-pensée par l'envoi de grandes expéditions dans les Antilles, tantôt contre Santo-Domingo, pour empêcher qu'il ne fût remis aux Français, comme on peut en juger par les proclamations des généraux anglais dans cette île; tantôt pour soutenir l'établissement de leurs compagnies de commerce dans l'Amérique septentrionale, sur les bords du Missouri, afin de pénétrer par là jusque dans la mer Pacifique; et, enfin, par la conquête, sur le continent de l'Amérique méridionale, de la colonie et rade de Démérari appartenant aux Hollandais, situation avantageuse qui ouvre à l'Angleterre un accès vers d'autres points importants.

Mais ces intentions se montrent plus clairement encore et bien plus hostiles par des insultes multipliées faites à mon pavillon, et par les violences commises dans la Méditerranée par leurs frégates de guerre; qui ont enlevé de force, sur plusieurs bâtimens espagnols, des recrues de mes armées, venant de Gènes à Barcelone; par la piraterie et les vexations continuelles des corsaires corses et anglo-corses, protégés par le gouverneur anglais de cette île, qui infestent la Méditerranée et poursuivent les bâtimens espagnols jusque dans les rades de la Catalogne; par la saisie de navires chargés de propriétés espagnoles, qui sont conduits en Angleterre sous les plus frivoles prétextes, et spécialement celle du riche chargement de la frégate *la Minerva*, qui, au mépris de mon

pavillon, a été retenue après avoir produit devant le tribunal compétent les titres authentiques qui justifiaient l'origine de la propriété.

Non moins grave est l'attentat commis contre le caractère de mon ambassadeur, D. Simon de laz Casas, par un tribunal de Londres, qui a ordonné son arrestation sur la demande d'une somme très modique faite par un patron de barque.

Il est impossible de tolérer plus long-temps les énormes violences exécutées sur les côtes d'Alicante et de Galice par les brigantins de la marine royale anglaise, le *Caméléon* et le *King-Roo*.

Quoi de plus scandaleux, de plus insolent, que ce qui vient de se passer dans l'île de la Trinité, où le capitaine de la frégate de guerre..... M. Waughan, est descendu à terre, bannières déployées, tambour battant, à la tête de son équipage armé, pour attaquer des Français et se venger d'une injure qu'il disait avoir reçue, troublant ainsi audacieusement la tranquillité de mes sujets, sans aucun égard pour mon autorité souveraine!

Par des procédés aussi révoltans, aussi étranges, cette nation ambitieuse a prouvé qu'elle ne reconnaît plus d'autre intérêt que celui d'étendre partout son avidité commerciale, d'autres lois que sa volonté sur toutes les mers.

Ma modération et ma patience ont été poussées à bout.

L'honneur de ma couronne, le devoir qui m'est imposé de protéger mon peuple, me forcent à déclarer la guerre au roi d'Angleterre, à ses États et ses sujets : que les ordres relatifs à la défense de mes domaines, à celle de mes propres sujets, et à l'attaque de l'ennemi, soient communiqués sur tous les points; que le Conseil en soit avisé et prévenu, pour que chacun ait à s'y conformer en ce qui le regarde.

Escorial (Saint-Laurent), 5 octobre 1796.

A l'évêque gouverneur du Conseil.

Publié en Conseil complet, le 6 du même mois. — Exécution ordonnée. — Expédition de la cédule royale par laquelle il est prescrit, etc.

(La formule d'usage.)

FIN DU TOME SECOND.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. XXX. Motifs de la rupture avec l'Angleterre et de l'alliance avec la France, quatorze mois après le traité de Bâle.	Page	5
— XXXI. Continuation du chapitre précédent. — Discussion dans le Conseil d'État.		13
— XXXII. Questions soumises au Conseil d'État. — Résolution.		29
— XXXIII. Négociations. — Alliance avec la République française.		42
— XXXIV. Motifs et justifications de l'alliance avec la République française.		57
— XXXV. Continuation du même sujet. — Avantages que l'Espagne a retirés du traité de Saint-Ildefonse.		70
— XXXVI. Égards et bons procédés de la République française. — Elle observe religieusement les traités de Bâle et de Saint-Ildefonse.		82

<u>CHAP. XXXVII. D. Joseph Monino, comte de Florida Blanca, président de la junta centrale gubérnativa, en 1808. — Manifeste publié par la junta (14 novembre 1808). — Réponse aux injures qu'il contient.</u>	99
— XXXVIII. Guerre avec l'Angleterre. — Mélanges de succès et de revers jusqu'à la fin de 1800.	111
— XXXIX. Administration intérieure depuis mon entrée au ministère en 1792, jusqu'à ma retraite en mars 1798. — Finances.	121
— XL. D. Francisco Saavedra et D. Gaspard Melchior de Jovellanos sont appelés au ministère. — Dernières dispositions pour assurer le crédit public avant ma retraite.	155
— XLI. Système et direction du Gouvernement sous mon ministère.	174
— XLII. Suite du même chapitre. — Ce qu'il était possible de faire à cette époque; ce qui s'est fait.	184
— XLIII. Lois, mesures d'encouragement, suppression d'abus, entreprises d'utilité générale, travaux statistiques, etc., de 1792 à 1798.	207
— XLIV. Je quitte le ministère et la Cour, 28 mars 1798.	228
— XLV. Influence déplorable de deux hommes qui ont causé tous les malheurs de l'Espagne.	250
— XLVI. Direction politique du Gouvernement espagnol pendant ma retraite. — Nouvelles tentatives de l'Angleterre et d'autres puissances pour nous entraîner dans la seconde coalition. — Probabilité du succès. — Mes successeurs, au lieu de modifier le système, le conservent et vont beaucoup plus loin.	276
— XLVII. Finances et crédit public, de 1798 à 1801.	293
— XLVIII. Conclusion.	327

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° I.

<u>Cédule du 4 septembre 1796, ou Traité d'amitié, de li- mites et navigation conclu et ratifié entre Sa Majesté Catholique et les États-Unis d'Amérique. — Traité.</u>	<u>341</u>
---	------------

N° II.

<u>Traité d'alliance.</u>	<u>359</u>
---------------------------	------------

N° III.

<u>Manifeste contre l'Angleterre. — Cédule du 7 octo- bre 1796.</u>	<u>366</u>
---	------------

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.



